TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11 691 — MARDI 31 AOUT 1982

Les taux du marché monétaire abaissés de 0,25 pour cent

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Libye, 0,350 DL ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 280 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; E.-U., 85 cents ; Yougoslavie, 55 d.

Tarif des abonnements page 5

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris nº 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La tension en Pologne

La direction de Solidarité maintient son appel à manifester

L'aveu

C'est un aveu d'échec en bonne et due forme que vient de faire le général Jaruzelski en déclarant que la « chance » qu'il avait offerte le 13 décembre à Solidarité de procéder à une « autocritique réaliste » (...) n'avait pas été saisie.

Cette formulation pourrait paraître seulement cynique ou prêter à l'ironie si l'on pense que la « chance » en question a consisté à suspendre tout droit civique, à instaurer des tribunaux d'exception, à emprisonner des milliers de personnes et à militariser les principales industries. La désillusion qu'exprime le chef de la junte polonaise n'en est pas moins réelle. Malgré le coup de force, malgré la répression, la Pologne n'a toujours pas accepté de faire une croix sur les conquêtes de Gdansk et sa liberté entrevue durant seize mois.

Les manifestations de rue qui ont jalonné les neuf mois de loi martiale, la fermeté de l'Eglise illustrée par les dernières déclarations de Mgr Glemp sont là pour le prouver : ce que veulent les Polonais, ce n'est pas échanger leur renoncement contre la levée de l'état de guerre, ce n'est donc pas accepter le retour au pouvoir sans partage du parti — même dépouillé de son masque militaire. Ce qu'ils veulent, c'est le respect des engagements solennellement pris il y a juste deux ans et la possibilité d'avoir enfin leur mot à dire dans leur pays.

C'est cela que le général Jaruzelski vient de reconnaître en déclarant aussi que la levée de l'état de guerre dépendra « en pratique de la situation » et que « la situation, ce sont les gens qui la créent ». Autrement dit, le pays n'a pas encore accepté la normalisation qu'on espérait lui imposer.

Dans ces conditions, il ne reste plus au pouvoir qu'à menacer la population de ne « tolérer aucune atteinte aux lois de l'état de siège » pour l'empêcher de descendre dans la rue manifester en ce jour anniversaire du 31 août la profondeur de son attachement à Solidarité. Ces menaces, trois fois répétées en une semaine — d'abord par le ministre de l'intérieur puis par un secrétaire du comité central et maintenant par le numéro un du régime lui-même, — le déploiement de force dans les villes les plus « chaudes », les manœuvres soviéto-polonaises autour de Varsovie, tout cela parviendra peut-être à limiter l'ampleur de manifestations que la propagande s'emploiera de toute manière à minimiser.

Il est tout aussi possible que le chantage à la violence des autorités et les appels au calme de l'Eglise ne soient pas suivis d'effet et que de sérieux affrontements aient lieu mardi en Pologne. En tout état de cause, il est d'ores et déjà clair que le général Jaruzelski n'avait remporté, le 13 décembre, qu'une victoire à la Pyrrhus. Sauf à se lancer dans une terreur de masse, révolue depuis la fin des temps staliniens et qui peserait lourd sur l'évolution des rapports Est-Ouest, il lui faudra un jour avancer des propositions de compromis à son peuple.

Cela n'est sans doute pas pour demain, et quand bien même les dirigeants polonais commenceraient un jour à se faire à cette évidence, il faudrait d'abord que Moscou s'y fasse aussi. Mais c'est ce qu'attendent les syndicalistes et l'Eglise, en sachant qu'ils devront le jour venu se montrer réalistes, et qu'en attendant la voie du compromis passe par la résistance et par la constance.

Le général Jaruzelski est intervenu dimanche 29 août. Tout désordre le 31 août empêcherait la levée de l'état de guerre à la fin de l'année, a-t-il dit, tout en reconnaissant que l'instauration de l'état de guerre n'avait pas suffi pour faire accepter la « normalisation » par la population.

De son côté, Mgr Glemp a évoqué la nécessité d'un dialogue entre le pouvoir et les représentants « légaux » des groupes sociaux, à savoir les syndicats.

La direction clandestine de Solidarité a maintenu son appel à des manifestations pacifiques pour mardi.

Plier sans céder

par BERNARD GUETTA

C'était la nuit du coup de force, le 13 décembre 1981, quelques heures avant l'aube. Pas encore pris dans la rafle, l'un des conseillers politiques de M. Walesa écoute, mâchoires serrées, le récit de l'arrestation des membres de la commission nationale de Solidarité. Il se fait tout répéter — Gdansk quadrillée, les chars aux portes de la ville, le siège du syndicat encerclé — et convaincu de la gravité de la situation murmure : « Ils ne réussiront pas. »

(Lire la suite page 3.)

Les entretiens de Matignon

«Le gouvernement doit tenir ses promesses pour éviter un effondrement de l'économie»

nous a déclaré M. Gattaz avant d'être reçu par M. Mauroy

M. Mauroy devait recevoir ce lundi 30 août, à 16 heures, M. Yvon Gattaz, président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.). M. Gattaz devait à cette occasion faire part au premier ministre de l' « extrême inquiétude » *des chefs d'entreprise. Il nous a déclaré que* « le gouvernement doit impérativement tenir ses promesses pour éviter un effondrement de l'économie ». *Le président du C.N.P.F. fait allusion là, à la sortie du blocage des prix qui doit être effective dès le 1ᵉʳ novembre et à la stabilisation des charges des entreprises dont, au dire du C.N.P.F., la situation financière se dégrade dangereusement.*

D'autre part, les relations entre le gouvernement et la C.G.C. semblent de nouveau se dégrader. A la suite de la déclaration de M. Menu demandant le départ de M. Mauroy, le premier ministre, « empêché », *a annulé le déjeuner avec la C.G.C. prévu le 2 septembre. M. Marchelli, qui, dans l'article ci-dessous, dénonce la politique gouvernementale à l'encontre du personnel d'encadrement, sera cependant reçu le 2 septembre, à 15 heures, par le premier ministre.*

Point de vue

Rationalité économique et justice sociale

par PAUL MARCHELLI (*)

Les organisations syndicales et professionnelles se succèdent sur le perron de Matignon suivant un calendrier et un cérémonial fixés par le service du protocole du premier ministre : c'est un des signes apparents du changement.

La gravité de la situation économique mérite cependant que l'on essaie d'aller au-delà des apparences et que l'on s'efforce de sortir de l'ambiguïté et du flou.

M. Mauroy veut, semble-t-il, faire appel à la sagesse et, si possible, à l'aide des partenaires socio-économiques pour sortir du cul-de-sac que représente le blocage des prix et des salaires.

Sur le plan politique, la démarche est habile. Elle permet, en effet, de montrer à l'opinion publique le caractère inconditionnel du soutien de certaines organisations syndicales quelles que soient les orientations et les décisions prises et, éventuellement, de mettre à l'index ceux qui se permettraient d'émettre des critiques ou, simplement, de douter de l'efficacité de la démarche gouvernementale.

(*) Délégué général de la C.G.C.

(Lire la suite page 29.)

La lutte antiterroriste

Les suspects arrêtés à Vincennes sont des Irlandais

Le secrétariat d'Etat à la sécurité publique se refusait, lundi en fin de matinée, à tout commentaire sur les premiers éléments apportés par les arrestations, samedi 28 août, à Vincennes (Val-de-Marne), de deux hommes et d'une femme relevant, selon l'Elysée, des « milieux du terrorisme international ». Il se confirme cependant, de source judiciaire, que tous trois sont irlandais, sans que l'on puisse donner pour certaine leur appartenance à l'I.R.A.

Le renseignement qui a permis cette opération, réalisée par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), commandé par le chef d'escadron Christian Prouteau, serait d'origine néerlandaise : les personnes arrêtées seraient soupçonnées d'avoir préparé des attentats visant des objectifs britanniques à Paris et à La Haye. Supervisée par le commissaire divisionnaire Robert Broussard, conseiller technique au cabinet de M. Joseph Franceschi, l'enquête a été confiée, dimanche 29 août en fin de journée, à la brigade criminelle parisienne, le délai de garde à vue réglementaire expirant ce lundi en début de soirée.

Pistes en tous genres

Cette mystérieuse affaire débute, pour sa face visible, samedi peu après 20 heures. L'Elysée vient d'adresser à l'Agence France-Presse un communiqué laconique qui va mobiliser les journalistes, en vain, tout un week-end : « *Deux arrestations jugées importantes ont été opérées aujourd'hui en France dans les milieux du terrorisme international. Ont été également saisis des documents et des explosifs. Afin de poursuivre la suite de l'enquête dans les meilleures conditions, les informations complémentaires ne seront diffusées qu'ultérieurement.* »

Curieuse façon de protéger le secret d'une enquête ! L'Elysée vend la mèche très rapidement et éveille, par ce mélange de révélations et de silences forcés, les appétits d'une presse qui ignorait tout des arrestations effectuées. Un tel communiqué ne pouvait qu'appeler des fuites : vers 21 heures, le commissariat de Vincennes (Val-de-Marne) laisse entendre qu'un de ses cars de police-secours, alertée par des habitants de la rue Diderot, s'est fait purement et simplement interdire l'accès du quartier par des membres du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), qui barraient plusieurs rues avoisinantes.

Le projecteur que la présidence de la République s'efforce de maintenir éteint est désormais braqué sur cette rue tranquille qui s'avance en pente douce vers Fontenay-sous-Bois. Et, plus particulièrement, sur le numéro 82, un immeuble de brique rouge, haut de cinq étages, qui fait le coin avec la rue Charles-Silvestri.

Le lieu, comme dans un jeu de pistes, est trouvé mais les faits demeurent confus : vers 18 heures, soit à peine deux heures avant la réaction de l'Elysée, plusieurs voitures banalisées du G.I.G.N., dont des Renault 5 turbo, se garent à l'angle de la rue Diderot.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 8.)

FONDATEUR DU CONGRÈS JUIF MONDIAL

Nahum Goldmann est mort

M. Nahum Goldmann est décédé au cours de la soirée de dimanche 29 août dans une maison de repos de Bavière, a annoncé lundi à Paris, M. Serge Cwajenbaum, secrétaire général de la section française du Congrès juif mondial. Agé de quatre-vingt-sept ans, M. Goldmann avait éprouvé un malaise, il y a quelques jours alors qu'il se trouvait en villégiature dans la petite station balnéaire bavaroise Bad-Reichenhall.

Président-fondateur (1936-1977) du Congrès juif mondial, M. Nahum Goldmann avait joué un rôle de pionnier en faveur de la paix au Proche-Orient, rencontrant pour cela de nombreuses personnalités arabes, dont le président Sadate et le roi Hassan II. Sa retraite ne l'avait pas empêché, après l'intervention israélienne au Liban, de continuer à œuvrer en faveur du rapprochement israélo-arabe. Dans une déclaration conjointement adressée au « Monde », le 1ᵉʳ juillet, avec MM. Pierre Mendès France et Philippe Klutznick, respectivement ancien président du conseil français et ancien secrétaire d'Etat américain au commerce, M. Goldmann lançait un appel à la « reconnaissance réciproque d'Israël et du peuple palestinien » et préconisait « un accord politique entre les nationalismes israélien et palestinien ».

M. Nahum Goldmann sera inhumé dans la nécropole du mont Herzl, à Jérusalem.

Le « grand-oncle » d'Israël

par LUC ROSENZWEIG (*)

Avec Nahum Goldmann disparaît le dernier des géants de la politique mondiale, de la « Weltpolitik », dont pendant plus de soixante ans ce docteur en droit de l'université de Heidelberg aura été l'une des figures centrales. Et pourtant, contrairement à ses contemporains, de Gaulle, Roosevelt, Churchill, Staline, jamais Nahum Goldmann n'a eu à assumer ce qui fait l'ordinaire d'un homme d'Etat : incarner le destin d'un peuple tout en ayant le souci de gouverner au jour le jour.

Nul ne songe aujourd'hui à nier les éminentes qualités d'homme d'Etat dont Nahum Goldmann a fait preuve tout au long du siècle. Ses amis comme ses adversaires ont toujours rendu hommage à son ouverture d'esprit, à sa modération, à son courage d'homme d'Etat. Et cependant, jamais au cours de sa longue carrière, Nahum Goldmann n'a occupé de fonctions officielles à la tête d'aucun Etat, n'a pu se prévaloir de divisions blindées pour appuyer ses arguments. Si l'on jette un regard rétrospectif sur l'histoire du peuple juif dans ce vingtième siècle qui va doucement vers sa fin, on est forcé de reconnaître que rien d'important, de décisif, n'a été acquis sans la contribution de celui que certains appelaient le « pape des juifs ». La création, en 1948, de l'Etat d'Israël, sa survie économique grâce aux réparations allemandes après la seconde guerre mondiale, les seize volumes de l'*Encyclopedia Judaica*, le musée de la Diaspora à Jérusalem, tout cela les juifs du monde entier le doivent à l'inlassable activité, à l'opiniâtreté souriante, à l'intransigeance affable de ce « juif allemand né en Russie ».

La vie de Nahum Goldmann pourrait se raconter comme une histoire juive : on y trouve tous les ingrédients qui en font le succès, l'humour, la tendresse, le tragique et, surtout, cette prise de distance constante à l'égard de soi-même et des événements qui ont permis à ce peuple de survivre aux pires catastrophes.

Nahum Goldmann est né le 10 juillet 1895 à Wisznewo, petite ville lituanienne de la Russie tsariste. Il était issu d'une famille d'intellectuels profondément imprégnée de culture juive : son grand-père maternel était daian (juge religieux) à Wilna, capitale intellectuelle et religieuse du judaïsme est-européen. Son père, Salomon Zvi Goldmann, était écrivain et professeur d'hébreu. En 1900, avec toute sa famille, dont Nahum alors âgé de cinq ans, il vient s'installer à Francfort-sur-le-Main, dans cette Allemagne impériale qui attirait irrésistiblement ces juifs de l'Est lassés de l'antisémitisme de la Russie tsariste et de ses pogroms à répétition.

C'est dans la ville de Gœthe, qui restera toujours son écrivain préféré, que Nahum Goldmann fit tout à la fois ses humanités classiques et ses premiers pas dans la politique juive, à laquelle il devait consacrer sa vie. Elève doué mais fantasque, il se faisait pardonner ses absences au lycée par de brillants discours qu'il prononçait lors des manifestations solennelles de remise de prix, dont les Allemands ont toujours été friands. Très tôt, il prend conscience du pouvoir qu'exercent sur les foules ses dons exceptionnels d'orateur et, dès l'âge de seize ans, il publie sous un pseudonyme un article attaquant violemment le président de l'Alliance israélite universelle, Salomon Reinach, qu'il accusait de favoriser l'assimilation des juifs dans les pays occidentaux.

C'est en 1923 qu'il effectue, en compagnie d'un groupe de jeunes sionistes allemands, son premier voyage en Palestine, d'où il revient convaincu que le destin du peuple juif était lié à l'avenir de ces quelques colonies d'émigrants juifs, mais que ce destin ne saurait se réaliser que dans la synthèse entre une terre chargée d'histoire et des hommes marqués par deux mille ans de fréquentation de l'Occident.

(*) Ecrivain et journaliste.

(Lire la suite page 5.)

M. Yasser Arafat a quitté Beyrouth-Ouest

(Lire page 4.)

AU JOUR LE JOUR

DEVINETTES

Après avoir été tenus en haleine pendant tout un week-end, les Français ont finalement appris, lundi, que les « dangereux terroristes internationaux » arrêtés à Vincennes étaient irlandais.

Voilà, après le « cocorico » élyséen de samedi, un fait qui met un terme aux rumeurs et aux devinettes. Ceux qui voyaient déjà en eux des Américains, servant la C.I.A., des Européens de l'Est, agents du K.G.B., ou des Palestiniens venus de Beyrouth, en sont pour leurs frais. Un peu déçus. Comme s'ils s'attendaient à mieux. Ou à pire.

BRUNO FRAPPAT.

AU FESTIVAL DE CINÉMA DE VENISE

La grande tradition soviétique

La Biennale de Venise, qui célèbre en 1982 un demi-siècle d'existence de sa section cinéma, a été inaugurée par le film français le Grand Frère, *de Francis Girod, en présence de M. Pierre Viot, directeur du Centre national de la cinématographie, et de l'équipe du film. Mais l'événement du jour reste, enfin libéré de Moscou, le film soviétique* Agonia, *de Elem Klimov.*

En célébrant en grande pompe, cette année, le cinquantième anniversaire de la Mostra internazionale d'arte cinematografica, Venise renoue avec une tradition qu'avait un moment entamée la contestation gauchiste de l'après-1968 sans jamais l'effacer vraiment.

C'est le 24 mai 1932 que le cinéma était officiellement intégré parmi les activités de la Biennale internationale de Venise, par décret royal de Victor-Emmanuel III contresigné par Mussolini. La première projection eut lieu le 6 août au soir, sur la terrasse de l'hôtel Excelsior dominant la mer, avec *Dr Jekyll and Mr Hyde*, film mémorable de Rouben Mamoulian joué par Fredric March et Miriam Hopkins. Américains, Français, mais aussi Soviétiques, étaient venus en force. On est stupéfié, à lire la programmation des années 30, de la qualité des films présentés.

La nostalgie de cette époque imprègne l'actuelle Mostra. Il y a d'abord au Casino, voisin du Palais du cinéma, l'exposition Hollywood années 30, avec une vingtaine de panneaux bourrés de photos et documents que seuls les Italiens quand ils sortent leurs archives sont capables de déployer. Hollywood est alors une usine de rêves, des stars universellement admirées l'illuminent en permanence, et, derrière le faste, l'évasion, des dizaines de producteurs, réalisateurs, décorateurs, s'affairent. Et parmi les douze réalisateurs couronnés cette année d'un Lion d'or spécial, on relève les noms de Frank Capra, George Cukor, King Vidor, etc.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 12.)

Le Monde

idées

L'héritage gaulois

Yves Florenne consacre ce mois sa chronique aux Gaulois. Au véritable emplacement d'Alésia d'abord, maintenant connu, mais aussi à la querelle que mène contre eux le professeur Rouche. De ces lointains ancêtres la France garde peu de traces. Seule la Bretagne est restée vraiment celte. Existe-t-il pour autant un peuple breton ? C'est la question que se pose René Le Corre dans un livre dont parle Marie-Christine Robert. Mais il est une autre manière de retrouver la tradition celte : l'emblème de la campagne pour la forêt, qui inspire la méditation de Pierre Bénard, semble avoir été conçu, nous dit-il, pour faire songer à la « Gaule chevelue » de jadis.

VUES ET REVUES

Alésia sur Saine

par YVES FLORENNE

A l'approche des grandes invasions déferlant du nord, tout au long des routes qui suivent la trace de voies romaines, on a, nous avait-on annoncé, repeint, enjolivé, multiplié les panneaux et les flèches qui visent Alise-Sainte-Reine : afin que le touriste friand d'histoire ne risque pas de s'égarer et soit dirigé à coup sûr vers ces lieux, d'ailleurs fort beaux, où *n'est pas* Alésia.

Mais voilà qu'on nous a prévenus, d'autre part, que d'autres panneaux, d'autres flèches, signaleraient bientôt, à quarante lieues de là à vol d'alouette, Alésia *où elle fut*. Vous la trouverez sur la Saine, dans le Jura, à Syam-Cornu, au sud de Champagnole, dans un site encore plus beau, vaste et sauvage, non loin de la route de Genève. Celle du salut pour César, à quelque soixante lieues de son point de départ mais, pour lui hélas, des lieues de godillots de légionnaires en retraite.

Car il y a deux Alésia : celle conquise par Napoléon III, ou plutôt bâtie et meublée par les soins du capitaine d'artillerie Stoffel, afin que son empereur y trouvât ce qu'il y voulait trouver ; et celle dont César vint à bout, après qu'il eût bien failli y briser sa fortune.

C'est la septième fois, en une quinzaine d'années, que nous revenons sur cette histoire (1) ; avec une persévérance d'autant plus diabolique que les autorités en la matière, et détenant une parcelle de la force légale, s'emploient, avec une incontestable conviction, à étouffer cette histoire-là. Comme me disait avec un peu d'agacement un vieux maître que j'aimais bien : *« Il y a cent ans que nous avons pris l'habitude de voir Alésia où elle est, nous n'allons tout de même pas changer. »* Des années, il n'y en a que deux bons milliers qu'Alésia est ailleurs. Mais on serait bien le dernier à ne pas comprendre cet attachement quand l'Alésia illusoire est liée à notre enfance ; quand une des premières personnes que la main paternelle nous ait présentée de loin, c'est le Vercingétorix de bronze du Mont-Auxois.

Eh bien, n'importe que la vérité soit un peu déchirante quand elle est vraie, et si elle est belle. Telle que nous l'avons trouvée, et grâce à lui, comme avait fait son découvreur, l'archéologue dissident André Berthier : dans les textes et les cartes d'abord, puis sur la terre même. Le langage technique, le seuil qui inspire confiance, exigerait ici « terrain ». Tandis que la méfiance va irrésistiblement au moindre signe d'enthousiasme poétique. Tant pis ! d'ailleurs, c'est bien dans la terre, sèche ou humide, que j'ai touché ces empreintes : ces débris de poterie rouge et d'armes noires.

Jusqu'ici, hors ses rapports administratifs, André Berthier n'avait rien voulu écrire publiquement. Et rien surtout, avec une sereine dignité, contre les obstacles, même physiques, opposés à sa recherche. N'est-il pas des vérités qu'on n'a pas le droit de chercher ? Ecrire, d'autres s'en chargeaient, spécialistes, hommes de terrain (justement), et jusqu'à des généraux qui apportaient à l'archéologie le renfort des données stratégiques. C'est à partir de ces textes que nous avons commencé de prendre fait et cause pour Alésia.

Aujourd'hui, le découvreur expose sa découverte dans un numéro des *Dossiers de l'Histoire* qui lui est tout entier consacré (2). Il n'était certes pas le premier à dénier toute vraisemblance au site d'Alise-Sainte-Reine, comme d'ailleurs aux autres cites proposés : à commencer, il y a un siècle, par le vieux Quicherat. Près de nous, Jérôme Carcopino lui-même montrait, en privé, quelque réserve : je revois le sourire indulgent, et qui concédait, en écoutant le jeune ennemi personnel de César. Passablement cornélien, néanmoins, cet ennemi : *« Voir le dernier Romain... »*. Le lecteur peut s'apercevoir qu'il n'a pas changé. Donc, Quicherat écartait Alise sans appel, convaincu, de plus, qu'Alésia ne pouvait être qu'en Franche-Comté. Et il attendait « la solution à venir ».

Elle est venue. Vous la trouverez dans ce « dossier », exposée sous tous ses aspects, avec autant de force que de précision et de clarté.

J'en dirais autant du texte de César – *rendons-lui...* – qui répudie, en tout, le site d'Alise. Rappelons seulement ce qu'il y a de « légendaire » – au beau sens du mot, cette fois – dans la découverte d'André Berthier : c'est d'Algérie, de son laboratoire de Constantine, qu'il l'a faite. En construisant, à partir de César, un « portrait-robot » qui ferait apparaître le « visage » sur la carte d'état-major. Après élimination de plus de trois cents sites approximatifs, un seul s'identifiait irréfutablement à Alésia. Après quoi, il se rendit sur le terrain. Quelle que fût sa certitude, il dut éprouver la même émotion que Le Verrier, trouvant son étoile au rendez-vous. Plus grande encore, puisqu'ici on était *dans* « l'étoile », on *touchait* la substance de sa terre, son relief, ses fleuves et bientôt ses témoins ensevelis.

En dehors d'André Berthier, trois spécialistes nourrissent ce dossier bourré de références, éclairés d'illustrations : J.-Y. Guillaumin, pour les textes latins ; Antoinette Brenet, pour les textes grecs ; André Wartelle, qui concentre, de façon décisive, ses précédentes études sur l'aspect militaire du problème. Ces travaux viennent, de plus, fortifier la thèse de René Potier (3). Alésia – là où elle est, et là seulement – de même que toute la campagne de Gaule attestent le génie militaire de Vercingétorix, supérieur – jusque dans la défaite – à celui de César. Pour ne rien dire de la valeur humaine des deux adversaires : elles n'ont pas de mesure commune.

Deux hommes deux peuples

Ces deux types d'humanité, si visibles chez les héros, faut-il les étendre à l'ensemble des deux peuples adverses : celui de la conquête et celui de l'indépendance ?

Le lecteur se souvient peut-être d'un débat provoqué ici même par l'attaque pleine d'une fougue, d'une violence et d'une science très dignes de César, qu'avait menée, dans *l'Histoire*, le professeur Rouche contre *« nos ancêtres les Gaulois* (4) ». Avec autant de courage que de constance, il vient de lancer une nouvelle offensive, bravant jusqu'au risque d'être offert en victime expiatoire lors d'un de ces sacrifices humains que son indignation stigmatise, et qui sont d'ailleurs un trait commun aux plus hautes civilisations.

L'ennemi personnel des Gaulois a choisi cette fois comme champ de bataille un magazine de vulgarisation intensive et extensive que nous communique un lecteur lui-même indigné : en sens inverse (5). L'illustration à elle seule vous édifiera : moins, sur la couverture, ces farouches choristes d'opéra aux moustaches mal collées, qu'à l'intérieur une image qu'envierait la plus exécrable production érotico-historique d'Hollywood. Des guerriers vêtus seulement – comme les Romains de David, mais d'une plastique infiniment moins classique encore que très académique – de leur casque et de leur épée, grimacent sous le premier en brandissant virilement la seconde, ruisselant de sang, flagellés par les soins d'une druidesse hystérique et de son chat à neuf queues. Il y a là une sorte de masque violemment caricatural, défigurant une vérité à laquelle il n'est jamais fait allusion : unique dans le monde antique, le statut social, juridique, personnel (que nous dirions d'égalité avec l'homme), de la femme celte.

Le dessinateur ne fait que s'employer avec zèle à être fidèle au texte, dont l'objectivité s'inscrit dans son titre : *Une civilisation de la cruauté*. Vous apprendrez peut-être que ce sont ces Celtes « très féroces » qui ont colonisé la Gaule, laquelle d'ailleurs n'existait pas. *« Nos* envahisseurs », *« notre sol »*, s'écrie alors douloureusement M. Rouche ! Qui diable est donc ce « nous » d'avant notre histoire ? Ne revenons pas sur l'interprétation épouvantable du cratère de Vix. Vulgarisez, vulgarisez, il en restera toujours quelque chose, hélas ! Heureusement que de toutes façons les doux et vertueux Romains, armés de la seule force morale, spirituelle et civilisatrice – esprits modernes qui ne dédiaient plus les sacrifices humains à des dieux, mais à leur seul et exquis plaisir, – heureusement que les Romains qui n'étaient pas, eux, nos envahisseurs, sont venus enfin libérer la Gaule d'elle-même.

Il n'en faut pas moins retenir une certaine évolution légèrement tempérante dans le jugement de M. Rouche. S'il tient fermement pour « sa » *cruauté*, il l'allie cependant à *« civilisation »*. Et conclut en consentant à *« rendre aux Gaulois ce que César leur avait emprunté (...). En somme, nous n'avons pas trop à rougir de nos féroces ancêtres les Gaulois »*.

Serait-ce l'amorce d'une prudence plus générale dans un certain nombre d'esprits, alertés par les réactions à leurs excès, et peut-être par leur propre réflexion ? On continue à se demander ce qu'il y a derrière cette violence historienne qui *n'est évidemment pas gratuite*. Quand on s'attaque aux Celtes, en particulier aux Gaulois, ou à la notion d'Indo-Européen, par exemple, c'est apparemment pour le bon motif : couper à la racine quelque complaisance raciale à l'égard de nos origines. En fait, ce qui se manifeste, assaisonnée d'un grain de sado-masochisme, c'est une haine raciste rétrospective, étalée parfois avec une obscène candeur. Avec la bonne intention, et sous l'apparence de combattre une pensée de droite, nouvelle ou pas, on se fait l'apologiste involontaire du fascisme originel, né romain ; et le collaborateur inconscient d'une colonisation impérialiste, celle-là très contemporaine.

(1) *Le Monde* du 25 janvier 1967 (J.-M. Dunoyer, p. 10) ; « Revue des revues » des 25-26 janvier, 8-9 août, 28-29 novembre 1976 ; 16-17 janvier 1977 ; et *le Monde diplomatique*, de juillet 1979.

(2) Juillet-août 1982 ; 16 F ; 25, rue de Saint-Sulpice, 6e.

(3) *Le Génie militaire de Vercingétorix et le Mythe Alise-Alésia*, Édit. Volcans, Clermont-Ferrand, 1973.

(4) *Le Monde* du 10 janvier et du 20 février 1981.

(5) *Ça m'intéresse*, no 14, 12 F, 92248 Malakoff Cedex.

Les maîtresses suppliantes

par PIERRE BÉNARD (*)

UNE vaste campagne, patronnée par de nombreuses associations, nous a conviés à « adopter un arbre » afin de sauver la forêt. L'emblème de cette action – un superbe « hexagone » tout en feuillages et en prairies – semble avoir été conçu pour faire songer à la « Gaule chevelue », la « *Comata Gallia* » au si beau nom. Dans le même temps, la presse se fait l'écho des querelles que suscitent à Chamonix et aux Houches les résistances opposées par l'administration à des aménagements touristiques qui gâteraient la montagne. Enfin, on annonce pour l'année prochaine la destruction de l'une des digues de la baie du Mont-Saint-Michel, le vieux rocher jadis « au péril de la mer », aujourd'hui au péril des sables.

On se bat pour défendre ce dont l'homme a rêvé, pendant des millénaires, de réduire le pouvoir, de s'affranchir. Quelquefois tutélaires, mais sans cesse menaçantes, les forêts se retrouvent à présent menacées et dignes de protection. Les mers, les montagnes demandent à être « sauvées ». Etonnantes saturnales où les maîtresses d'antan se muent en suppliantes !

Mais aussi formidable inversion de l'effort humain ! On adore ce qu'on a brûlé, on brûle ce qu'on a adoré. Cette France toute verte qu'on nous suggère, cette bagarre aux flancs de la montagne, et, mieux encore, cette digue que l'on veut démolir, ont la qualité de symboles d'une vraie révolution dans les rapports de l'homme avec ses gîtes terrestres.

Voici que recule la volonté dominatrice, l'ambition prométhéenne, qui vise à repousser, coloniser, capter, asservir. On aspire à débrider ce qu'on avait canalisé, à perpétuer ce qui faisait peur. Quel retournement des valeurs ! Les arbres ne forment plus cette sylve obscure, oppressante, où Dante frissonne de s'être égaré ; les campagnes solitaires ne sont plus ces « déserts horribles » où n'allaient s'installer que des moines ou des lunatiques. Notre ferveur n'est plus aux victoires du David humain sur le Goliath-nature, grands ponts, barrages, tunnels, progrès gagne-petit des polders, triomphes coûteux des villes bâties sur les marais. Il nous semble que l'homme s'est assez affirmé, que son génie est établi. Nous ne voulons pas, certes, que s'arrête le développement des sciences et des techniques, mais nous souhaitons qu'on fasse la part de ces forces vertes, bleues, blanches, qui ne sont pas de l'homme. Que leur soient largement ouvertes les portes de notre monde, que leur empire soit reconnu et leurs « droits » respectés ! Et nous sommes prêts à travailler, à batailler, voire à détruire, pour maintenir ou rétablir leur circulation parmi nous.

Rien de nouveau sous le soleil ? Voire !

On sait bien que Ronsard pleura en style mythologique sur les chênes abattus de la forêt de Gâtine. Mais il n'a pas formé, qu'on sache, avec ses amis les poètes des vallons et des bois, quelque phalange militante pour dénoncer le massacre ou implorer qu'on y renonce. Invraisemblance historique, anachronisme, sans doute, mais qui tient à plus de facteurs qu'on ne pense. Ronsard a modulé une élégie sur une tuerie de nymphes, beau motif où se mêlent la volupté et la mort, puis il a conclu que c'était dans l'ordre des choses. La résignation du poète n'est pas seulement le fruit des conditions sociales. Il lui était *possible* d'envisager qu'un jour on sèmerait sur les mers et qu'on passerait la hache sur les dernières futaies. Il est vrai que cela paraissait tellement loin !

On a entendu dire aussi qu'on a depuis longtemps planté des arbres et nourri des forêts pour avoir du bois, des chasses, pour fixer les dunes ou faire de beaux lointains aux parcs et aux jardins. Mais on n'avait jamais, qu'on sache, défendu comme maintenant l'arbre pour l'arbre, l'herbe pour l'herbe, l'eau pour l'eau, obéissant à une inspiration qui dépasse le souci purement matériel ou esthétique : idée qu'il faut se battre pour que ne périsse pas ce sans quoi l'âme cesserait de respirer. Si les grands ensembles naturels nous sont devenus si précieux, ce n'est pas pour ce qu'on en *tire* d'usage ou de simple agrément. C'est que nous les sentons comme une part de nous-même, le souffle de notre propre vie. Ils sont notre vie même, ils sont nous-même. Les forêts, les eaux nous supplient, mais c'est en vérité nous-même qui supplions. Il y a une *mystique* de l'« environnement ».

Il faudrait toute une psychologie, toute une sociologie, pour montrer comment l'ère industrielle a peu à peu produit ce nouvel esprit, ce militantisme inédit, le plus gratuit et cependant le plus intéressé qu'il soit. Ce sont les racines de notre *vouloir-vivre* qui plongent dans le sol des forêts et dans les profondeurs de tous les « espaces naturels ». Au début du *Seigneur des Anneaux*, la traversée de la Vieille Forêt est une aventure périlleuse, un risque mortel que conjure *in extremis* l'intervention de Tom Bombadil. Mais déjà un signe nous est donné : Bombadil n'est pas destructeur. Il ne tue pas l'homme-saule qui emprisonne Merry et Pippin. Plus tard, ce seront les Ents, les demi-arbres, qui se mettront en marche pour abattre la puissance mauvaise de Saroumane, inaugurant ainsi la guerre victorieuse contre le royaume ténébreux. Forêt libératrice, comme les branchages de Birnam qui, dans *Macbeth*, viennent renverser la tyrannie établie à Dunsinane !

Les défenseurs des prés, des bois, des eaux et des montagnes ont à prendre une pleine conscience de cette qualité de l'enjeu, qui les situe bien au-delà de toutes les étiquettes qu'on peut coller à leur combat (écologie, esthétique, tourisme, poésie, sans parler du clivage droite-gauche !) Ils se placent à l'alpha de toute préoccupation, sur le vrai terrain primordial. Dieu créa l'homme dans un jardin.

(*) Agrégé de l'Université, président d'association de sauvegarde.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Y a-t-il un peuple breton ?

par MARIE-CHRISTINE ROBERT

« *JE sais qu'il existe un peuple algérien... Y a-t-il un peuple breton ?* » A l'heure où le *gwenn a du* (blanc et noir, couleurs du drapeau breton) flotte dans les rangs des manifestants paysans ou ouvriers, où les indépendantistes affirment que la Bretagne, unie par sa langue, son mode de vie et son histoire, est un Etat à défaut d'être une nation, où les binious rythment la « *résistance* » de la culture de leur son grêle, où les Bretons veillent jalousement sur leurs dunes et leurs calvaires, l'interrogation de René Le Corre tombe comme un pavé dans la mare.

Breton, il l'est. Et « *comment ne pas l'être naturellement* », lorsqu'on est né, il y a cinquante ans, au pied des calvaires et qu'on a mesuré sa croissance à ces étalons de pierre grise, lorsqu'on a vécu dans une paroisse et non dans une commune, lorsqu'on a découvert la mer à l'occasion d'un pardon à la chapelle de Pen-Nors, parcouru mille fois les sentiers du pays bigouden ?

Puis vinrent les « *différences* ». Les premières, bien sûr, n'étaient pas importantes. L'école laïque baptisée « *école du diable* » par le recteur Léonard, qui l'avait excommuniée en même temps que la salle de danse. L'arrivée de l'électricité et du téléphone qui bouleversèrent l'échelle des relations humaines n'était après tout que « *l'écume des jours, l'essentiel demeurait stable* ». Mais « *les civilisations sont mortelles* ». Elles périssent bêtement, insidieusement, d'une pompe à essence qui jaillit un jour à côté de la boulangerie, d'un parking qui étend son macadam dans le champ du voisin, des cimetières qui quittent l'ombre du clocher, du supermarché qui s'installe là où on jouait aux billes, de la lucarne ouverte sur un autre monde, d'autres univers, la télévision.

Et puis, un jour, c'est la « *rupture* ». A force d'observer des symptômes, il faut bien faire un diagnostic. Le bloc rural uni, la société bretonne séculaire, se désagrège. Tandis que grandissaient les enfants de la deuxième guerre mondiale, les paysans abandonnaient la polyculture. Le soja des Etats-Unis remplaçait la luzerne bretonne, le tracteur individuel uniformisait un paysage arasé, les vagues de la mer venaient lécher le béton des villages de vacances. Partout, dans les ports de pêche, les villes et les campagnes, on passe la veillée à regarder des westerns. *Feiz* (la foi) ne rime plus avec *Breizh* (la Bretagne), et *Da feizh on tadou coz* (« la foi de nos ancêtres », cantique breton) n'a jamais si bien porté son nom... René Le Corre le sait, qui est prêtre.

La Bretagne a rompu avec son passé et revêtu l'uniforme de la société industrielle. Elle était « *différente* », elle est « *assimilée* » pour avoir « *voulu – croyait-elle – partager le gâteau de l'abondance* ». Elle vit de l'Etat-providence, au rythme des partis politiques « *français* » et des syndicats nationaux.

Pourtant, quelque chose résiste... « *Peut-être n'est-ce qu'une force d'inertie, l'ensemble d'habitudes mentales qui ne se laissent entamer qu'à regret.* » Dans une Bretagne où coexistent le présent et le passé, il reste la rage des Armoricains devant leurs « *oiseaux mazoutés* », la colère des Plogoffites qui défendaient leur « pays » plus qu'ils ne résistaient aux neutrons, la grogne qui s'élève partout où Paris veut toucher « *à quelques arpents de terre inutiles* ». Il y a encore les chanteurs qui mettent ces révoltes en musique ; les bagadou, qui affirment que leur culture n'est pas le folklore des touristes ; jusqu'à la C.F.D.T. et aux partis de gauche qui organisent des *festounoz* et répètent le leitmotiv des « minorités » : « *Vivre, travailler, décider au pays.* » Tout cela n'est-il que derniers soubresauts d'un monde « *évanoui* », « *rémanences provisoires* », « *simples survivances dues à l'écart péninsulaire* », insignes distinctifs brodés sur l'uniforme syndicaliste ou politique national ?

L'histoire de la Bretagne qui se banalise s'achèvera-t-elle avec celle de l'Occident industriel « *touché à mort, non pas par l'agression extérieure mais par sa propre exténuation* » ?

La transformation n'est pas la disparition, la « *résistance* » n'est pas une « *fuite* » en arrière. La Bretagne avait un inconscient collectif, elle ne vivra, elle ne survivra que grâce à « *une conscience, plus, une volonté collective* ». Chaque marée noire a tracé de nouvelles frontières sombres et visqueuses, les anciens combattants de Plogoff, qui connaissent pourtant bien *la Marseillaise*, entonnaient leurs vieux cantiques en lançant des pierres aux parachutistes.

Oui, mais voilà, la culture « *populaire* » devient celle d'une élite. Le grand-père est mort, emportant ses chansons. En dépit des efforts de « collectage » menés par les associations Dastum et Ar Vag, les disques remplacent les berceuses de *mamm* à la veillée, les notes de musique qui dansaient autour des bombardes sont emprisonnées sur le papier rayé des « conservatoires ». « Fixer » une culture orale, l'aventure humaine l'a prouvé, c'est, tout à la fois, lui donner la mort et un avenir.

Oui, mais voilà, les militants de gauche du mouvement breton qui puisent leurs discours dans la logique marxiste s'aperçoivent que le « peuple » n'est pas toujours synonyme des « travailleurs », que « *la lutte des classes ne se confond pas avec la lutte pour le territoire* ». René Le Corre le sait, qui fut militant du P.S.U.

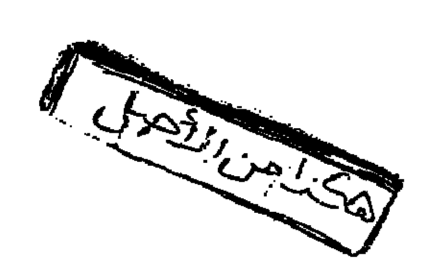
Le peuple breton, celui qui a construit les calvaires, habité la mer et labouré la terre, celui qui parlait breton quand les « *notables* » et les « *aristocrates* » parlaient français, qui dansait la gavotte quand ils écoutaient Mozart, le peuple breton se disloque, et avec lui meurt son mode de relation et de transmission culturelles.

Le Clos et l'Ouvert, méditation philosophique, s'achève sur une interrogation. « *La Bretagne va-t-elle s'oublier, renoncer à elle-même ?* » Si l'après-guerre a crevé l'horizon des minorités repliées sur elles-mêmes, cette fin de siècle n'enseigne-t-elle pas la faillite de l'uniformité ? La Révolution a créé « la » province indifférenciée au nom du progrès, la décentralisation reconnaît « les » régions, entités économiques, sociales et culturelles.

N'est-ce pas, après tout, une belle leçon d'histoire... et d'humour que celle-ci : c'est aujourd'hui auprès du peuple breton, qui a veillé sur la culture en veillant sur la terre, que son « élite » revient chercher une identité. Mais seul l'avenir dira si les Bretons sauront, demain, l'affirmer...

★ *Le Clos et l'Ouvert*, René Le Corre, éd. du Cerf, 128 pages, 47,50 F.





Le Monde

étranger

EUROPE

Le deuxième anniversaire des accords de Gdansk en Pologne

Céder sans plier

(Suite de la première page.)

Trois jours avant la signature des accords de Gdansk, il y a de cela maintenant deux ans, le même homme assurait avec la même certitude qu'un syndicat indépendant allait *voir le jour en Pologne. Le monde* entier ou presque croyait alors à l'imminence d'une intervention soviétique. C'est lui, ce sont la Pologne et les grévistes du chantier Lénine qui avaient eu raison, mais là, sur le coup, dans l'irrésistible violence *de cette nuit humide et froide*, ces quatre mots sonnent comme le *« no pasaran ! »* des républicains espagnols.

On ne peut se défendre d'y déceler plus de foi que de lucidité ; de penser que l'histoire a souvent vu *déjà la force briser les espoirs* d'un peuple ; de se dire surtout que c'est une fatalité qui joue à nouveau — que les cinq cents jours de Solidarité auront seulement été plus longs que le printemps de Prague.

Et, de fait, la force d'abord triomphe. Il n'y aura de véritables combats — qui ont fait sept morts — qu'en *un seul endroit, à la mine* Wujek. Partout ailleurs, lorsque les chars prennent position devant les grandes entreprises presque toutes occupées, défonçant parfois leurs grilles, le travail reprend, lentement, dans la haine, saboté, mais reprend — quitte *à s'interrompre plusieurs fois encore* avant que les chars ne reviennent. Les *forces* de l'ordre parviennent ainsi à *« rétablir la discipline du travail »* usine après usine, ce qu'elles n'auraient pas pu faire dans toutes en même temps.

Pas de renoncement

Ce qui assure leur succès, ce qui *retient les ouvriers de se battre, ce* n'est pas tant l'absence d'armes, ni l'internement de six mille cadres syndicaux, ni la propagande qui assure que le pays est calme, ni même la peur évidemment présente. Fondamentalement, c'est la conscience qu'a chacun que le pouvoir, ayant franchi ce pas, ne peut *plus reculer* et qu'*une résistance* violente ne se solderait pas par un armistice, mais par une guerre civile et une intervention de l'Union soviétique.

En août 1980, les grévistes avaient pu gagner parce qu'ils avaient en face d'eux une direction frappée de stupeur par leur détermination, divisée, *affaiblie par sa propre faillite.* Solidarité, ensuite, avait réussi à *faire face* aux assauts incessants lancés contre lui car les appareils du parti et de l'Etat ne répondaient plus — désarçonnés par une ébullition générale dans laquelle seul le syndicat est capable d'*aligner* des troupes, ses dix millions de membres, *dont l'effet dissuasif est certain.*

Seize mois après, le rapport de *forces s'est modifié*. La *crise* interne du parti a été canalisée, insensiblement, sans bruit, un nouveau groupe dirigeant a pris les leviers de commandes composé *d'hommes en* qui Moscou a suffisamment confiance *pour* les avoir laissé accéder à la direction de l'armée. Le pays commence à s'y perdre dans les mobilisations et les démobilisations successives qu'imposent montées et baisses de la tension. *Le coup de force* a été impeccablement préparé et réalisé : *l'effet dissuasif joue maintenant* contre la population, condamnée à laisser s'instaurer l'état de guerre pour éviter la guerre.

Cette *victoire*, le général Jaruzelski la remporte en seize jours seulement. Elle est de taille, éclatante, mais que peut-il en faire ? Profiter de cette formidable position *de force pour obtenir du syndicat* qu'il renonce à toute activité politique, renie son programme et se sépare de ses dirigeants les plus odieux au pouvoir ? L'Eglise, qui pense que telle est l'ambition des autorités, qui veut espérer que le pouvoir *est disposé à négocier*, *sonde M. Walesa*. On la laisse faire. Le *président* de Solidarité met comme unique condition à des pourparlers qu'on l'autorise à se concerter avec ses conseillers et les autres dirigeants syndicaux. Refusé. *M. Walesa, pressé par l'Eglise*, assouplit encore sa position et ne *demande plus à rencontrer* que quelques-uns de ses amis. Refusé aussi.

Les plus modérés des évêques *doivent se rendre à l'évidence* : les autorités ne cherchent qu'à faire croire à leurs bonnes intentions. Elles n'ont aucun désir de conclure quelque compromis que ce soit avec Solidarité car cela serait reconnaître le syndicat une seconde fois. Le *coup d'Etat n'a pas été fait pour* cela. La junte n'attend en fait qu'une *seule chose* du héros des Polonais : qu'il appelle ses compatriotes à travailler dans le calme et à respecter la loi, qu'il se démarque des « extrémistes » et prêche ce réalisme du renoncement sans *lequel la* « normalisation » ne peut être menée à bien.

M. Walesa n'était pas homme à cela et ne l'est toujours pas devenu après neuf mois d'un isolement *quasi total auquel un autre homme*, le président de Solidarité rurale, n'a pas su résister. Lui a fini par céder et venir dire devant les caméras de télévision ce qu'on lui demandait de dire. Ses déclarations n'ont suscité que mépris et compassion et il a été *pratiquement le seul syndicaliste* à rendre les armes. Dans les milieux *artistiques et* intellectuels, les *ralliements* sont restés tout aussi rares.

Dosage

La Pologne, devant la force, a plié mais n'a pas cédé, murée dans une hostilité d'autant plus vive que les *revenus* réels de la population auront, *sous l'effet de l'augmentation des* prix, chuté d'ici à la fin de l'année de 30 % officiellement et de 50 % en réalité.

La normalisation n'est qu'un rêve. Il ne reste au général Jaruzelski, à défaut de tout autre projet politique, que la répression. Seulement, voilà ! elle n'est pas non plus facile à manier car, pour être efficace et décourager toute velléité d'opposi*tion, il la faudrait implacable*. Il faudrait frapper si fort, si visiblement, que ce serait tout à la fois avouer l'isolement du pouvoir, risquer une explosion de haine désespérée, perdre tout espoir de faire lever les sanctions économiques occidentales *décrétées après le 13 décembre*, aller enfin vers un regain de tension dans les relations Est-Ouest que Moscou ne souhaite pas plus que la persistance de l'agitation. L'avenir de la Pologne ne se décide pas seulement à Moscou et à Varsovie mais *aussi dans les chancelleries* et les banques occidentales.

A l'inverse, ne pas tirer quand une manifestation éclate dans une ville ; *ne pas s'attaquer à l'Eglise* ; donner des signes de retour à la normale en libérant de nombreux internés, en *rétablissant les communications* téléphoniques ou en autorisant, à nouveau, *les déplacements à l'intérieur* du pays, tout cela enhardit la contestation et facilite son organisation. On dose donc : tandis que des internés sortent des camps, d'autres, jugés particulièrement dangereux, y restent. D'autres encore y sont *envoyés sur simple décision* de police, heureux qu'on ne leur ait pas mis sur le dos un de ces chefs d'inculpation qui, devant les tribunaux d'exception, valent de lourdes peines dans les prisons vétustes et surpeuplées de la Pologne. On dose, et *cela n'empêche ni la violence crois*sante d'une répression qui connaît *maintenant ses premiers cas de sévices, ni le recul régulier de la* peur mesurable à l'audace toujours plus grande de manifestations qui, loin de se raréfier les mois passant, se multiplient.

Quelques rares dirigeants de Solidarité, *réfugiés dans la clandestinité*, sont encore libres. D'autres sont apparus sortis du rang et encore inconnus de la police secrète ; ensemble, ils ont reformé un frêle appareil doté d'une « commission nationale provisoire » mais ce n'est pas de ces *hommes, malgré le rôle* d'impulsion qu'ils jouent, que viennent les menaces les plus inquiétantes pour le général Jaruzelski. Elles viennent de ces milliers d'hommes et de femmes qui rédigent et reproduisent à quelques dizaines ou *plusieurs milliers d'exemplaires* quelque quinze cents bulletins d'entre*prises, d'écoles, de quartiers* ou de villes : de ces dizaines de milliers de personnes qui les diffusent au péril de leur liberté et de tous ceux qui les lisent.

La menace vient de ces prêtres *qui, le dimanche en chaire,* prêchent le respect de la dignité humaine ; de ces vieilles dames anonymes qui tous les matins refleurissent sur les trottoirs les croix à la mémoire du cardinal Wyszynski et de ceux qui se réunissent autour de *ces symboles pour chanter l'hymne* national doigts levés dans le V de la victoire.

Elle vient de toute la jeune génération (60 % des Polonais ont moins de trente-trois ans) qui récusait hier et qui récuse aujourd'hui ce régime avec ou sans visage militaire. Elle *vient de l'Eglise* surtout qui, après avoir cru un temps à la possibilité d'un compromis rapide sur la réactivation de Solidarité, sait maintenant que la lutte sera longue, se refuse donc à jeter de l'huile sur le feu, appelle du calme et dénonce la ten*tation de la violence. Le pouvoir sait* qu'il ne peut se passer sans risque *de l'autorité des évêques*, les ménages et doit s'entendre réclamer dans une homélie du primat sur deux, devant des foules gigantesques, la levée de l'état de guerre, le retour aux accords de Gdansk et une date pour la nouvelle visite du Pape. *L'Eglise louvoie, parfois prudente* dans son vocabulaire mais souvent aussi vigoureuse, handicapée par l'inexpérience de son nouveau primat, mais aux côtés d'une population dont elle ne peut s'éloigner sans se condamner.

Il n'y avait pas seulement de la foi dans ces quatre mots : *« Ils ne réussiront pas. »* Trop de certitude peut-être, mais aussi la lucidité d'hommes qui ont appris de leur vie que les régimes du bloc soviétique ne sont pas *obligatoirement* immunisés contre l'usure du temps, le changement des générations ou les siècles passés, et que croire le contraire relève d'une singulière illusion, de l'idée que le communisme serait l'aboutissement de l'histoire.

BERNARD GUETTA.

La reconnaissance des syndicats indépendants

Il y a deux ans, à Gdansk, était signé par le vice-premier ministre, M. Mieczyslaw Jagielski, *et par M. Lech Walesa, un accord* en vingt et un points portant sur le droit de grève et la création de syndicats indépendants.

Les dix sept mille ouvriers des chantiers navals Lénine s'étaient mis en grève dès le 14 août, et c'est le comité de grève interentreprises, dirigé par M. Lech *Walesa, qui avait mis au point* le cahier de revendications en vingt et un points qui servit de base aux accords. Entre temps, le mouvement de grève s'était *étendu à toute la Pologne tandis* que les négociations piétinaient, et le premier ministre, M. Edward Babiuch avait finalement été remplacé, le 24 août, par M. Pinkowski, tandis que les organismes dirigeants du parti étaient *remaniés*.

Outre la création de syndicats *indépendants et autogérés et* la reconnaissance du droit de grève, les accords de Gdansk prévoyaient notamment la promulgation d'une nouvelle loi sur la censure, la réintégration des personnes licenciées après les *émeutes de 1970 et 1976, une* hausse des salaires à négocier *et la libération* d'une quarantaine de détenus.

Nouvelle mise en garde du général Jaruzelski

Varsovie *(A.F.P., Reuter)*. — Le général Jaruzelski a établi un lien, dimanche 29 août, entre la levée éventuelle de l'état de guerre à la fin de l'année et ce qui se passera en Pologne le mardi 31 août, date du deuxième anniversaire des accords de Gdansk. *Le général*, qui s'exprimait devant une promotion d'élèves officiers à Poznan, a utilisé un ton apaisant mais n'a fait aucune concession sur le fond. Il a souhaité en particulier que *« des gens sans raison ne fassent pas reculer la Pologne une fois de plus et que le 31 août ne soit pas entaché d'excès et de manifestations irresponsables. (...) Les lois de l'état de guerre peuvent plaire ou déplaire, elles n'en seront pas moins respectées. Aucune atteinte ne sera tolérée ».*

Mgr GLEMP : l'abîme s'approfondit

Puis, après avoir rendu hommage au travail des miliciens, il a affirmé en ce qui concerne l'armée que *« la Pologne a aujourd'hui besoin d'hommes forts, confiants dans l'avenir du socialisme, ce que doivent être soldats et officiers ».*

« Le 13 décembre 1981, a-t-il poursuivi, *nous avons barré la route à la contre-révolution. Depuis, du temps a passé pour une autocritique réaliste, afin de modifier les orientations d'opposition et d'extrémisme. Cette chance n'a pas été saisie et la contribution à l'entente a revêtu les formes suivantes : manifestations de rue, actions de groupes de conspirateurs, mots d'ordre et instructions de subversion. »*

C'est par des propos très flous *qu'il a réaffirmé* la promesse de réactiver les syndicats, disant : *« Le mouvement syndical renaîtra sur des bases saines et pourra regrouper tous les syndicalistes qui respecteront les lois de la république populaire. Nous réaffirmons avec force la nécessité d'une entente large et authentique. Le mouvement de renouveau national se développe et chaque citoyen peut y trouver sa place. »*

Dans une lettre pastorale lue dimanche dans toutes les églises, le primat de Pologne a de nouveau lancé un appel au calme pour le 31 août, exhortant surtout les autorités à ne pas avoir recours à la force, mais au dialogue.

« Notre pays est en proie à l'angoisse. Les sentiments de déception, de colère et de révolte s'éveillent dans le cœur de beaucoup de Polonais. L'abîme entre la population et les autorités ne cesse de s'approfondir, déclare Mgr Glemp. *Alors que la vague de tension grandit de nouveau, nous appelons une nouvelle fois l'Etat, les autorités politiques et les groupes sociaux à ne pas chercher à résoudre ces tensions par la force et la violence, mais par le dialogue, seul moyen de surmonter les problèmes de la nation (...). Nous appelons les autorités à agir avec prudence, car de leur attitude dépendra pour l'essentiel »* la suite des événements.

Puis, soulignant que *« la restauration de la confiance entre la société et les autorités »* est *« un besoin urgent »*, il ajoute : *« Si, voici deux ans, il a été possible de mettre fin aux tensions en signant les accords de Gdansk, Szczecin et Jastrzebie, cela devrait être possible aujourd'hui encore, puisque les gouvernants et les représentants légaux des groupes sociaux, dont les syndicats, ne cessent d'affirmer que ces accords restent valables. »*

« La loi martiale, dit Mgr Glemp, *a stoppé le dialogue entre les autorités et les groupes sociaux, principalement avec les syndicats. Mais l'administration de l'état de siège (WRON) dans sa déclaration du 13 décembre 1981, a souligné que les syndicats, y compris Solidarité, pourraient reprendre leurs activités dans le cadre de leurs statuts. Nous osons espérer que ces mots seront suivis dans les faits, car il en va de la crédibilité des autorités. »*

« Tout un chacun, souligne Mgr Glemp, *« doit faire son possible pour que les droits civiques soient totalement rétablis, et que les syndicats puissent reprendre leurs activités dans le cadre de leurs statuts légaux. Que tous ceux qui cherchent une solution dans la violence et la limitation des droits civiques abandonnent leurs activités. »*

Radio-Solidarité émet de nouveau

Samedi soir, pour la première fois depuis deux mois, Radio-Solidarité a émis à deux reprises pour annoncer que le rendez-vous *du 31 août* tenait toujours, appelant simultanément les miliciens à désobéir aux ordres de répression qui leur seraient donnés.

D'autre part, des tracts circuleraient dans l'armée, invitant les soldats à ne pas se dresser contre les ouvriers. La première émission de Radio Solidarité, entendue à 18 heures dans plusieurs quartiers de Varsovie, a duré près de trois minutes. La seconde, vers 20 heures, n'a été audible *qu'une minute* sur l'une des trois fréquences utilisées par la radio officielle.

Pour leur part, les autorités polonaises ont « amicalement » mis en garde, dimanche, les correspondants étrangers à Varsovie contre le manque d'objectivité de « certains » de leurs articles, précisant que si cela continuait, elles *« seraient contraintes d'en tirer les plus graves conséquences »*. Les journalistes occidentaux ont été invités par un responsable des affaires étrangères à présenter *« dans le plus bref délai »* des informations objectives sur la Pologne. *« Nous avons affaire*, a-t-il affirmé, *à des cas évidents de falsification de la situation et d'exagération de certains faits. »*

Samedi, déjà, le quotidien de l'armée, *Zolnierz Wolnosci* affirmait qu'il *« est important de souligner le double, voire le triple rôle parfois, que jouent les correspondants étrangers. D'une part, ils recherchent des informations en Pologne et les cuisinent au goût de leurs chefs. D'autre part, ils travaillent en tant qu'émissaires clandestins des centres de subversion politique, et tout simplement en qualité d'agents de renseignements »*. Et il en voit la preuve dans *« l'activité trop intense depuis deux ans des correspondants occidentaux, qui étaient partout et faisaient preuve d'un tel don de prévisions des événements que l'on peut se demander s'ils ne participaient pas à leur organisation ».*

● *Une croix Wyszynski sur l'esplanade des Invalides.* — Le Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France qui avec l'appui des organisations syndicales C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., C.G.T.-F.O. et FEN, appelle les Parisiens à manifester leur solidarité avec les travailleurs polonais le mardi 31 août, à 18 heures, devant l'ambassade de Pologne, demande aux Parisiens de venir à partir de 16 heures sur l'esplanade des Invalides avec des bouquets de fleurs pour y former une croix semblable à celle que les Varsoviens formaient tous les jours, place de la Victoire, tant que les autorités n'en eurent pas interdit l'accès.

● *L'agence Tass contre Ernst Junger.* L'agence soviétique s'est élevée, dimanche 29 août, contre la remise du prix Goethe, la veille, à Francfort, à l'écrivain allemand Ernst Junger.

De tous les écrivains de l'Allemagne des années 20, écrit Tass, *« Ernst Junger est sans doute celui qui a le plus contribué à préparer activement le terrain idéologique en vue de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, et l'Allemagne nazie n'a pas connu un écrivain qui ait, autant que lui, exalté les crimes du fascisme ».* — *(A.F.P.)*

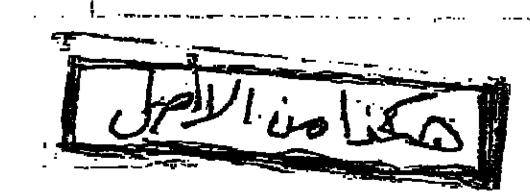
Irlande du Nord

LA POLICE A DÉCOUVERT UNE TONNE D'EXPLOSIFS

Belfast *(A.F.P., U.P.I.)*. — La police nord-irlandaise a découvert environ une tonne d'explosifs à bord d'un camion, le samedi 28 août, au poste de contrôle *de Banbridge, situé* à une trentaine de kilomètres de la frontière avec la République d'Irlande. C'est l'une des plus importantes découvertes de cette nature jamais *faites* en Irlande du Nord.

Plusieurs familles habitant dans les environs ont été évacuées le temps que la police examine *les explosifs, cachés dans des sacs* en plastique, sous des bottes de paille. Le chauffeur du camion a été arrêté.

D'autre part, l'IRA a fait, samedi, à Londonderry, des funérailles militaires à Eamonn Bradley, *tué quelques jours plus tôt* par une patrouille militaire alors qu'il rentrait chez lui. L'évêque *de Londonderry, Mgr Edwar Daly*, qui a généralement peu de sympathie pour l'IRA, a qualifié la mort de Bradley de *« meurtre impitoyable »* et s'est étonné que *le soldat responsable* n'ait *pas été* inculpé. Quelques heures plus tard des incidents ont éclaté entre manifestants et policiers dans les quartiers catholiques de la ville et un *autobus a été incendié*.



PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE

Tandis que l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth se poursuit. Un des principaux dirigeants de l'O.L.P., M. Khalil Al Wazir (Abou Jihad) est arrivé, dimanche 29 août dans la la soirée, à Tartouz (Syrie) à la tête de six cents combattants.

M. Abou Jihad avait été précédé samedi dans la soirée, six cents combattants. Ils avaient été précédés la veille par MM. Georges Habache et Nayef Hawatmeh, respectivement secrétaires généraux du F.P.L.P. (Front populaire de libération de la Palestine) et du F.D.L.P. (Front démocratique pour la libération de la Palestine), qui se trouvaient à la tête d'un quatrième groupe de six cent vingt-neuf Palestiniens évacués sur la Syrie, parmi lesquels figuraient MM. Ahmad Jibril (F.P.L.P.-C.G., Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général) et Talaat Yacoub (F.L.P., Front de libération palestinienne).

A son arrivée, M. Habache a, pour sa part, violemment critiqué l'attitude des « gouvernants réactionnaires arabes » dans la crise libanaise. Quant à M. Hawatmeh, il a rendu hommage au peuple libanais qui, a-t-il dit, « a combattu à nos côtés » et « a payé de son sang ». M. Jibril a accusé « la réaction arabe de vouloir actuellement, à travers le prochain sommet arabe de Fès, liquider la cause palestinienne ». M. Yacoub, enfin, a affirmé que « la résistance palestinienne intensifiera sa lutte dans les territoires occupés pour repousser l'occupation israélienne ».

● A ADEN (Yémen du Sud), un premier contingent de cinq cent dix-huit combattants palestiniens, porteurs de leurs armes individuelles, a été accueilli dimanche dans une atmosphère de liesse par les principaux dirigeants de la République. Radio-Aden a annoncé que M. Arafat avait accepté une invitation du président sud-yéménite, sans en préciser la date.

A la veille de la tournée de M. Weinberger au Proche-Orient — le secrétaire américain à la défense est attendu, mardi à Beyrouth, avant de se rendre en Israël et en Egypte, — le roi Hussein a de nouveau rejeté dimanche la thèse israélienne selon laquelle la Jordanie est un État palestinien. Mais, à propos de la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie, le souverain hachémite a répondu, dans un entretien diffusé par la chaîne de télévision américaine A.B.C. : « Je n'écarte rien et je suivrai toutes les décisions que les Palestiniens et le monde arabe pourront prendre. »

Selon le premier numéro de l'hebdomadaire « Kol-Al-Arab », diffusé samedi à Paris, le ministre syrien des affaires étrangères aurait déclaré, dans un « document secret destiné au sommet arabe de Fès », que de nouvelles perspectives dans la coopération entre les Etats-Unis et les pays arabes, « Syrie comprise », pourraient s'ouvrir au cas où Washington « jouerait le rôle essentiel que les Arabes espèrent ». M. Abdel-Halim Khaddam aurait tenu ces propos, le 21 juillet à Washington, lors de la rencontre entre les délégués du comité de la Ligue arabe sur le Liban et les dirigeants américains, dont le président Reagan.

● A DAMAS, à l'issue de la visite d'une délégation soviétique présidée par M. Ivan Kaline, vice-président du Soviet suprême, un communiqué conjoint publié samedi a « condamné énergiquement » l'invasion israélienne du Liban et accusé Washington d'« encourager Israël et d'être son associé direct dans la réalisation de ses objectifs expansionnistes aux dépens des droits arabes ».

Pour sa part, M. Begin a confié au « New York Times », au cours d'un entretien publié dimanche, que le président Reagan l'avait « profondément blessé » en qualifiant d'holocauste, dans leur entretien téléphonique du 12 août, les intenses bombardements israéliens sur Beyrout-Ouest. Qualifiant l'O.L.P. d'« organisation vaincue », le premier ministre israélien a répété que les troupes de son pays quitteraient le Liban en même temps que les forces syriennes et qu'il espérait pouvoir signer un traité de paix avec le Liban.

● A MOHAMMEDIA (Maroc), où la conférence des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe chargée de préparer le sommet de Fès poursuit ces travaux ce lundi, le roi Hassan II, dans une allocution d'ouverture samedi soir, a fixé les limites, à ses yeux, de cette réunion en déclarant aux délégués : « Vous avez pour mission de discuter des points faisant l'unanimité, d'éviter tout sujet brûlant qui pourrait provoquer des dissensions. » Le monarque chérifien a constaté, par ailleurs, que la désunion du monde arabe avait conduit à l'« humiliation ». L'O.L.P. a confirmé que M. Yasser Arafat assisterait au sommet de Fès, prévu le 6 septembre, à l'occasion duquel, selon M. Chafic Al Wazzan, premier ministre libanais, Beyrouth compte demander le retrait de toutes les troupes étrangères présentes au Liban.

M. Yasser Arafat a quitté Beyrouth

De notre correspondant

M. Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), a quitté Beyrouth ce lundi matin.

Le chef de la résistance palestinienne, coiffé du traditionnel keffieh noir et blanc, est arrivé à 11 heures devant l'enceinte du port, sous escorte militaire française. Des tireurs d'élite de la légion étrangère surveillaient les immeubles en ruine de la région du port.

Auparavant, le leader de l'O.L.P. avait fait ses adieux aux dirigeants du Mouvement national (gauche libanaise) réunis au domicile de M. Walid Joumblatt, président de ce Mouvement. « Je m'en vais, mais mon cœur restera à Beyrouth », *a déclaré M. Arafat aux journalistes, qui se trouvaient chez M. Joumblatt, ajoutant :* « Je continuerai la lutte. Mon séjour au Liban est une station dans mon combat. » *M. Arafat s'était ensuite rendu à la présidence du conseil, auprès du premier ministre libanais, M. Chafic Wazzan, pour lui faire également ses adieux. Accompagné de ce dernier, il s'est dirigé vers le port.*

Une délégation groupant des ministres libanais, les dirigeants du Mouvement national et du mouvement chiite (Amal) accompagnait le cortège

Au port, de nombreux responsables politiques et religieux libanais, palestiniens et étrangers attendaient sur les quais. Parmi eux, le mufti de la République libanaise, cheikh Hassan Khaled, l'ancien premier ministre libanais Selim Al Hoss, Abou Iyad, un des principaux responsables du Fatah, principale organisation palestinienne, ainsi que l'ambassadeur de France au Liban, M. Paul Marc Henry. — (A.F.P.)

Beyrouth. — M. Yasser Arafat avait adressé, dimanche, un message d'adieu aux Libanais. « *Nous avons combattu ensemble et nous nous sommes sacrifiés pour défendre le Liban, cette terre où ont vécu nos aïeux et où vivront nos enfants (...), cette terre demeurera arabe* » a, notamment déclaré le chef de l'O.L.P

S'adressant « *aux frères libanais qui ont été éloignés de nous pour différentes raisons* », M. Arafat a déclaré que (les Palestiniens et les Libanais) « *resteront quoi qu'il en soit liés par le sang et la destinée.* »

« *L'histoire a retenu son souffle pour laisser se dérouler cette épopée écrite avec le sang par la population de Beyrouth et ses défenseurs contre la machine de guerre la plus sauvage de l'ère moderne* ».

« *Beyrouth a fait un miracle d'héroïsme et donné l'exemple du défi dans les circonstances les plus difficiles qu'ait connues la nation arabe... Les mots ne suffiront jamais pour dire tous mes sentiments d'amour et de respect pour tous ceux que j'ai connus dans ce pays qui a accueilli, au prix des plus grands sacrifices et avec la plus grande générosité, la révolution de notre peuple, sa lutte et ses braises brulantes. Les mots ne suffiront jamais pour traduire les liens qui nous unissent* », a poursuivi le chef de l'O.L.P.

« *Mes frères et moi-même portons en nous le gage de notre fidélité au Liban, à son peuple, à la population de Beyrouth la brave, Beyrouth la courageuse, Beyrouth la fidèle* », a dit M. Arafat.

Le chef de l'O.L.P., note-t-on, n'a pas effectué d'ouverture envers le pouvoir libanais, encore moins envers le nouveau président, adressant nettement son discours à ceux des Libanais qui se sont tenus aux côtés des Palestiniens.

Avec le départ de M. Arafat, une page de l'histoire du Liban d'une part, de la résistance palestinienne de l'autre, est tournée. Cet épisode aura duré douze ans, de 1970 à 1982, durant lesquels le Liban, devenu le Q.G. et le sanctuaire de l'O.L.P. chassée de Jordanie, a traversé les jours les plus sombres et les plus difficiles de son histoire moderne.

Entre-temps, l'évacuation des Palestiniens se poursuit a[illegible]ment : avec mille deux cent quatre-vingt soldats de l'A.L.P. et cinq cents fedayin partis dimanche par la route pour Damas, et les premiers contingents syriens retirés lundi matin par la même voie, ce sont près de six mille combattants qui auront quitté Beyrouth-Ouest sur les douze à treize mille dont le départ est prévu conformément au plan Habib.

Le retrait des troupes syriennes doit s'étaler sur trois jours et intéresse mille cinq cents à deux mille hommes déjà regroupés, avec leurs véhicules et leurs tanks, en quelques points de la capitale. Contrairement aux Palestiniens, ils partent avec leurs armes lourdes. Contrairement aux Palestiniens aussi, leur convoi n'est pas salué par les barouds d'adieu qui, depuis dix jours, ponctuent les journées de Beyrouth-Ouest.

La progression de l'armée libanaise

Au fur et à mesure que l'opération évacuation avance, le déploiement de la force multinationale se développe. Les Français font l'essentiel du travail dans ce domaine, délicat entre tous. Deux soldats ont été blessés samedi et dimanche (1). Les Italiens, occupés, il est vrai, à accompagner les convois routiers vers Damas, ont quand même légèrement élargi leur secteur d'implantation. Les Américains ne bougent pas du port... cela étant, leur présence assure la couverture politique de l'opération et il est probable que sans les « marines » il n'y aurait ni bersagliers ni même légionnaires et « paras » à Beyrouth.

Le contingent français a donc poussé jusqu'au Ring, à la lisière du centre-ville en ruine, ouvrant des rues qui n'avaient plus vu âme qui vive — sinon des combattants se déplaçant, de part et d'autre, à travers un réseau de sous-sols qu'ils avaient reliés entre eux et qui étaient devenus de gigantesques termitières — depuis un à quatre ans. Ils ont ouvert un chenal en déminant une voie de pénétration : de ce seul petit secteur, ils ont retiré près de 3 tonnes de mines et engins explosifs divers, ce qui donne une idée de la tâche qui reste à entreprendre, à supposer réglés les problèmes politiques, avant que le centre-ville puisse redevenir réellement accessible.

Dans le sillage des troupes françaises, l'armée libanaise prend progressivement position et elle pénètre lentement dans Beyrouth-Ouest. Les milices progressistes libanaises, à qui les Palestiniens ont remis une partie de leurs armes lourdes avant de partir, ce dont attestent quelques chars supplémentaires aux mains des mourabitoun, cèdent le terrain de mauvaise grâce, mais, jusqu'à présent, sans incident notable, d'autant plus qu'elles remettent leurs positions aux Français, les soldats libanais n'arrivant qu'ensuite. Ainsi, en trois jours, le grignotage a été de 700 à 800 mètres au départ du Musée, sur l'avenue Fouad-Ier, jusqu'à l'hôpital Berbir.

Lundi, l'armée libanaise doit prendre la relève des troupes syriennes évacuées devant les édifices publics de Beyrouth-Ouest et y récupérer ses trois casernes, dont il reste peu de choses après les bombardements israéliens. Les leaders musulmans ont accepté l'entrée de la troupe nationale dans leur moitié de ville à condition qu'elle soit utilisée comme force d'appoint à la police et à la gendarmerie, et qu'elle relève, dans ce cas spécifique, du ministre de l'intérieur, qui est musulman.

Autre aspect important de la normalisation en cours : l'aéroport de Beyrouth pourrait être rouvert jeudi. Les travaux y sont déjà en cours. Mais les Israéliens ne l'ont toujours pas évacué. Ils devraient le faire dès que la force multinationale, en l'occurrence le contingent italien, s'y présentera. Les fonctionnaires sont appelés pour leur part à reprendre le travail ce lundi.

Le président élu, M. Bechir Gemayel, multiplie les appels à l'opposition islamique et non islamique. Il a, dimanche, souligné que tous les combattants, y compris ceux de l'autre bord, se sont battus et sont morts pour la cause libanaise, chacun selon l'idée qu'il s'en faisait. Il a lancé un appel express à son adversaire chrétien, M. Raymon Edde, exilé volontaire depuis six ans à Paris, pour qu'il rentre à Beyouth afin de mener de là son opposition.

L'émissaire américain, M. Habib, qui a reçu dimanche un des principaux leaders de l'islam libanais, M. Saeb Salam, s'emploie à arrondir les angles entre M. Gemayel et la fraction de l'islam qui le récuse. Cela semble être en bonne voie, en ce qui concerne au moins Beyrouth-Ouest. On croit savoir que, sollicités par les Américains, les Saoudiens se montreraient moins négatifs qu'ils ne l'ont été lors de l'élection présidentielle. La Syrie, quant à elle, attaque le nouveau président tout en réévaluant sa politique au Liban.

M. Habib, après une semaine de vacances qu'il s'octroiera lorsque l'opération-évacuation sera terminée le 4 septembre, aurait promis de revenir à Beyrouth pour régler le problème des combattants palestiniens et des troupes syriennes de la Bekaa et du Nord.

Mais aussi important sinon plus que tous ces éléments politiques est peut-être le témoignage humain des Beyrouthins qui, dès le premier jour, déambulaient par dizaines en écarquillant les yeux dans l'unique rue déblayée vers le centre-ville pour jeter, enfin, un regard nostalgique sur leur vieux Beyrouth, et découvrir, médusés, que les rues y disparaissent, à perte de vue, sous un tapis d'herbes folles, hautes de plus d'un mètre, serpent vert parmi les ruines.

LUCIEN GEORGE.

(1) Le premier, un sergent du 3e R.P.I.Ma. (régiment parachutiste d'infanterie de marine), de faction à un point de contrôle dans le couloir d'interposition situé au nord bras d'une balle perdue au moment où se produisaient comme chaque soir, à Beyrouth, des tirs en l'air d'armes automatiques. Il a été soigné à l'antenne chirurgicale, où son état n'inspire aucune inquiétude. Le second, un sergent-chef démineur du 17e R.G.P., a été blessé aux jambes par un éclat d'une grenade offensive au cours des opérations de déminage qui se poursuivent actuellement dans le couloir d'interposition.

LE CHEF DE L'O.L.P. A ATHÈNES CETTE SEMAINE

M. Yasser Arafat se rendra à Athènes cette semaine, à une date qui n'est pas officiellement précisée. Selon l'hebdomadaire *To Vima*, proche du gouvernement, le chef de l'O.L.P. arriverait mercredi, accompagné d'une soixantaine de dirigeants palestiniens, pour une visite de deux jours. Il aura des entretiens avec M. Papandreou, chef du gouvernement grec.

Si cette indication était exacte, la présence à Athènes de M. Arafat coïnciderait avec celle de M. Mitterrand, qui fera une visite officielle les mercredi 1er et jeudi 2 septembre. Cependant, le porte-parole du gouvernement grec, M. Maroudas, a déclaré que M. Arafat n'arriverait qu'après le départ de M. Mitterrand.

Le chef de l'O.L.P. resterait deux jours à Athènes avant de partir pour Tunis.

Dans une interview recueillie par Oriana Fallaci

Le nouveau gouvernement libanais est un bébé né d'une césarienne et qui ne peut «faire face à la situation»

déclare le général Sharon

Washington (*A.F.P.*) — « *Il serait hypocrite de dire* » qu'Israël accepterait au Liban « *un gouvernement qui soit prêt à accueillir de nouveau les Syriens et les terroristes* », a reconnu le ministre israélien de la défense, M. Ariel Sharon, dans une interview recueillie par la journaliste italienne Oriana Fallaci et publiée dimanche 29 août par le *Washington Post*.

« *Le nouveau gouvernement* [libanais] *est un bébé né d'une césarienne* » qui n'est pas « *en mesure de faire face à la situation actuelle* », a poursuivi M. Sharon.

« *Si les Syriens restent aussi près de Beyrouth, si nous abandonnons le contrôle de la route Beyrouth-Damas, le nouveau-né ne survivra pas* », a-t-il ajouté.

Déclarant souhaiter éviter un combat dans la vallée de la Bekaa, le ministre de la défense a toutefois prévenu la Syrie des conséquences d'un refus de se retirer : « *Nos troupes et notre artillerie dans la vallée de la Bekaa sont à une portée de 25 kilomètres de Damas. Cela veut dire que nous pouvons bombarder Damas à tout moment, mais (...) nous préférons sincèrement une solution pacifique* », a-t-il souligné.

Le ministre de la défense a d'autre part estimé que l'Organisation de libération de la Palestine avait essuyé à Beyrouth une défaite politique et non une défaite militaire.

« *Politiquement il* [Yasser Arafat] *est écrasé*, a-t-il indiqué. *Sa force consistait dans un centre international de terrorisme* » qui ne pouvait exister qu'au Liban, en créant un Etat dans l'Etat.

M. Sharon a ensuite mis en garde les « terroristes » de l'O.L.P. : « *Ils sont vivants parce que j'ai choisi de les laisser vivre. Une telle chance n'est pas une garantie pour l'avenir* » « *Malheur à eux*, s'est-il écrié, *s'ils osent reprendre leurs activités sanglantes, même dans des pays éloignés d'Israël, malheur à eux.* »

Les Etats-Unis étaient « *totalement opposés* » à l'opération israélienne, a admis M. Sharon, mais l'Etat hébreu n'avait « *besoin d'aucune permission pour entrer au Liban* ». Il a par ailleurs nié que les pressions américaines l'aient empêché de prendre Beyrouth-Ouest.

« *La longueur de cette guerre inquiétait énormément les Américains*, a-t-il poursuivi. *Ils ne voulaient pas comprendre qu'elle durait parce que j'évitais d'entrer dans Beyrouth.* »

Abordant enfin le sort des réfugiés palestiniens dans le monde arabe et les territoires occupés, M. Sharon a répété qu'ils avaient déjà une patrie, « *la Transjordanie* » du roi Hussein. « *Nous ne permettrons jamais un autre Etat palestinien* ». (...) « *On ne touchera pas à la Judée et à la Samarie, ni à Gaza, n'y comptez pas* », a conclu M. Sharon.

Le chef d'état-major israélien demande le retrait de Beyrouth-Ouest de certaines milices libanaises alliées des fedayin

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que les dirigeants israéliens continuent de se dire assez satisfaits de la manière dont est conduite à Beyrouth l'opération d'évacuation des membres de l'O.L.P., le chef d'état-major, le général Rafaël Eytan, vient de lancer un avertissement aux organisations libanaises qui ont combattu au côté des fedayin, en soulignant qu'elles aussi devaient se retirer des rues de la capitale libanaise.

Le général Eytan a déclaré, le 29 août, qu'à cette fin, il avait entrepris une démarche auprès de l'émissaire et médiateur américain, M. Philip Habib. Le chef d'état-major visait plus particulièrement la milice des Morabitoun, dont il estime les effectifs à environ mille cinq cents personnes. « *Nous ne pouvons accepter*, a-t-il dit, *qu'ils (les Morabitoun) se maintiennent sur la ligne séparant les deux secteurs de la ville et nous n'admettons pas que celle-ci reste divisée.* » Il a ajouté que même si les Morabitoun sont des citoyens libanais, « *ils devaient subir un sort identique à celui des terroristes* » (les membres de l'O.L.P.), c'est-à-dire, évacuer Beyrouth-Ouest.

Les vacances de M. Begin

Le général Eytan a précisé que jusqu'alors, contrairement aux prescriptions du plan défini par M. Habib, les fedayin n'avaient remis à l'armée libanaise qu'une très petite quantité de leurs armements lourds, préférant en céder une partie aux Morabitoun qui, en outre, ont récemment occupé la plupart des positions évacuées par l'O.L.P.

Pour justifier sa mise en garde contre ceux qui pourraient lui reprocher de s'ingérer dans les affaires intérieures libanaises, le général Eytan a indiqué que le maintien de la présence des Morabitoun à Beyrouth-Ouest représentait un danger pour Israël, dans la mesure où il pourrait permettre la reconstitution d'un « *bastion terroriste* ». Mais, pour certains observateurs israéliens, l'avertissement lancé par le chef d'état-major est surtout destiné à renforcer le contrôle que pourront, indirectement ou directement, exercer les milices phalangistes sur l'ensemble de la capitale libanaise, et donc à asseoir davantage le pouvoir de M. Bechir Gemayel.

Par ailleurs, le ministre de la défense, alors qu'il se trouvait encore aux Etats-Unis, a déclaré, le 29 août, que deux à trois mille membres de l'O.L.P. réussiraient vraisemblablement à échapper à l'opération d'évacuation, ce qui, selon lui, risque de provoquer la réorganisation de « *noyaux terroristes* » à Beyrouth. Mais il n'a pas précisé qu'elles étaient les intentions d'Israël pour empêcher cela. En dépit de ces remarques, un porte-parole de l'armée israélienne a fait savoir que le retrait des troupes de l'O.L.P. s'effectuait « *de façon convenable* » et il s'est montré optimiste en indiquant qu'à son avis, l'opération pourrait s'achever plus tôt que prévu, mercredi, et non samedi prochain.

Durant le conseil des ministres hebdomadaire, dimanche, plusieurs membres du gouvernement israélien se sont alarmés des propos tenus deux jours plus tôt à Washington par MM. George Shultz, secrétaire d'Etat, et Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, lors de leurs entretiens avec M. Sharon. Ils se fondaient sur un compte rendu transmis à Jérusalem par ce dernier. D'après ce texte, M. Shultz aurait, notamment, laissé entendre qu'Israël avait suffisamment prouvé sa force durant le conflit au Liban pour désormais envisager sans crainte, la création d'un Etat palestinien, à condition que celui-ci soit démilitarisé. Cette allusion, qui représenterait une modification sensible de la politique américaine, a provoqué de vives protestations de la part de certains ministres, tandis que d'autres ont estimé que toute réaction était prématurée tant que des éclaircissements n'auront pas été obtenus, notamment, de la bouche de M. Sharon après son retour, prévu dans l'après-midi de lundi.

Le gouvernement avait déjà fait savoir qu'il redoutait la décision des dirigeants de Washington de réexaminer leur politique au Proche-Orient parce que cela pourrait, dit-on à Jérusalem, conduire la Maison Blanche à « s'écarter » des accords de Camp David. Plusieurs ministres auraient déclaré que le gouvernement devait avertir très nettement les dirigeants américains que toute ré-interprétation des accords de Camp David, envisageant une autre solution que l'autonomie des territoires occupés, pourrait justifier une initiative unilatérale de la part de Jérusalem, à savoir l'application de la législation israélienne en Cisjordanie et à Gaza, ce qui est une façon de signifier une annexion formelle.

Il semble que cette manifestation d'irritation fait partie d'une tactique souvent employée ici par le gouvernement israélien et qu'elle a essentiellement pour but de prévenir un changement substantiel de l'attitude américaine et de contraindre le gouvernement de Washington, soit à un démenti, soit à donner de nouvelles assurances à Israël.

Quoi qu'il en soit, M. Begin ne manquera pas d'interroger prochainement à ce sujet M. Weinberger avec d'autant plus d'attention que ce dernier est plutôt mal vu en Israël parce qu'accusé d'être le chef de file d'un « *lobby anti-israélien* » au sein de l'administration américaine. Le secrétaire à la défense, qui doit entreprendre un voyage au Liban, en Israël et en Egypte à la fin de cette semaine, devrait rencontrer le premier ministre à Nahariya, en Galilée. M. Begin est parti dimanche soir prendre quelques jours de repos dans cette localité. Il s'agit, dans une certaine mesure, de vacances symboliques pour célébrer le succès de l'« *opération Paix pour la Galilée* » car Nahariya avait été auparavant, à plusieurs reprises, la cible de bombardements palestiniens.

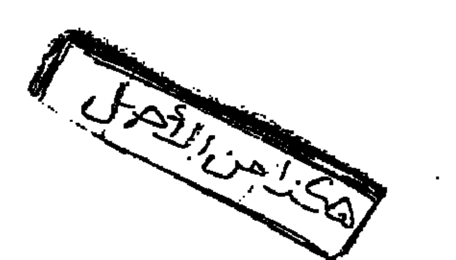
FRANCIS CORNU.

● *M. Gamal Arafat*, frère aîné de M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., a été nommé représentant de l'O.L.P. à Khartoum, selon l'agence de presse soudanaise, Suna.

M. Gamal Arafat succédera à M. Khaled Abdallah Ramadan, expulsé il y dix-huit mois par les autorités soudanaises ainsi que les trois autres membres du bureau de l'O.L.P.

M. Gamal Arafat devait accueillir les combattants palestiniens en provenance de Beyrouth dont l'arrivée à Port-Soudan (mer Rouge) était prévue ce lundi. Deux trains ont été réquisitionnés pour conduire de Port-Soudan à Shendi (170 km au nord de Khartoum) le contingent palestinien qui sera amené par la route à Maageil (15 km au sud-est de Shendi), et installé dans des campements, indique Suna. — (*A.F.P.*)





La mort de Nahum Goldmann

(Suite de la première page.)

En 1914, le déclenchement de la première guerre mondiale interrompt tout à la fois ses études de droit à l'université de Heidelberg et son activité de journaliste et de propagandiste de l'idéal sioniste. En effet, possédant toujours la nationalité russe, il est considéré par les autorités allemandes comme sujet d'un pays ennemi et assigné à résidence à Bad-Nauheim, station thermale proche de Francfort. En dépit de cela, pour lui comme pour la grande majorité de ses coreligionnaires de l'Allemagne de Guillaume II, le choix est fait : l'Allemagne étant en guerre contre l'empire russe, la plus grande puissance antisémite de l'époque, il soutiendra malgré tout les puissances de l'Axe avec l'espoir que, la guerre achevée, le Kaiser apportera son soutien à la création d'un foyer national juif en Palestine. Nahum Goldmann, malgré sa situation d'étranger, est appelé à Berlin par le ministère des affaires étrangères pour s'occuper de la propagande allemande auprès des juifs du monde entier. C'est donc au service du Kaiser que Nahum Goldmann fit ses premières armes dans la diplomatie, servant l'Allemagne pour servir les juifs...

La guerre finie, il retourne à Heidelberg pour y achever ses études et se parer, à l'allemande, d'un titre de docteur, dont il fera toujours précéder son nom. Jamais, même dans les heures les plus sombres du nazisme, Nahum Goldmann n'oubliera qu'il a été nourri de cet « esprit allemand », qu'il estimait être le plus proche de l'esprit juif. C'est lui qui, plus tard, devant des auditoires juifs médusés, parlera des « affinités électives schizophréniques » qui rapprochent, malgré l'holocauste, le peuple juif et le peuple allemand... Tout en poursuivant son activité de journaliste sioniste, Nahum Goldmann entreprend, en compagnie de son ami Jacob Klatzkin, une entreprise culturelle monumentale : l'édition de l'*Encyclopedia judaica*.

Pendant dix ans, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Hitler, Goldmann et Klatzkin publient, en allemand, dix volumes rassemblant tout le savoir juif dispersé dans le temps et dans l'espace. Brutalement interrompue, cette entreprise vit son achèvement à la fin des années 60, où fut publiée, en Israël, en seize volumes, l'*Encyclopedia judaica* en anglais qui fut diffusée à plus de trente mille exemplaires.

Parallèlement, Nahum Goldmann prend une part de plus en plus active au mouvement sioniste. La déclaration Balfour, qui, au nom de l'Angleterre, reconnaissait le droit des juifs à un « foyer national » en Palestine, avait fait naître un immense espoir dans le mouvement sioniste. Mais la réalité était différente : la Grande-Bretagne, puissance mandataire en Palestine, soucieuse de ménager ses relations avec les Arabes, ne mettait pas, c'est le moins qu'on puisse dire, de hâte à faire passer dans les faits ce que tous les sionistes attendaient : la création d'un Etat juif en Terre sainte. C'est alors que commença la « longue marche » qui aboutit, en mai 1948, à la création de l'Etat juif.

La « longue marche » vers l'État juif

Entre les deux guerres, le mouvement sioniste était divisé en plusieurs tendances qui, souvent, s'affrontaient durement. Il était dominé par la personnalité de celui qui allait devenir le premier président de l'Etat d'Israël, Chaïm Weizmann. Au congrès de Bâle, en 1931, Nahum Goldmann contribue à écarter Chaïm Weizmann de la direction de l'Organisation sioniste mondiale, car il jugeait son attitude trop conciliante avec les Britanniques.

En même temps, il ne cessait de mettre en garde les juifs du monde entier contre les dangers du nazisme montant, sans grand succès d'ailleurs... Lorsque Hitler prit le pouvoir en Allemagne, en 1933, Nahum Goldmann se trouvait en Palestine, où il s'était rendu pour assister aux derniers moments de son père. Pendant son absence, ses biens furent confisqués, et il fut privé de la nationalité allemande.

A la fin de l'année 1933, Nahum Goldmann, devenu citoyen du Honduras grâce à l'intervention du ministre français Barthou, est chargé par l'Agence juive de défendre, auprès de la Société des nations à Genève, les droits des minorités juives dans les pays où ceux-ci étaient menacés.

A Genève, Nahum Goldmann se lia avec de nombreux diplomates, dont le représentant soviétique à la S.D.N., Litvinov, qui s'était violemment opposé à la politique munichoise à la tribune de la Société des nations. Jusqu'à sa mort, et malgré toutes les vicissitudes de la politique soviétique envers les juifs, Nahum Goldmann garda des relations très étroites avec les diplomates soviétiques. Après Litvinov, il eut des contacts très proches avec André Gromyko et Anatoly Dobrynine, et il se garda toujours d'attaquer de front l'Union soviétique, étant en la matière bien souvent à contre-courant de l'opinion publique juive et israélienne. Cette attitude peut s'expliquer par des raisons historiques : Nahum Goldmann a toujours été persuadé que l'existence de l'Etat juif ne pouvait être garantie que par un consensus des deux grandes puissances de l'après-guerre : les Etats-Unis et l'U.R.S.S. D'un autre côté, et c'est là ce qui fait à la fois l'originalité et la grandeur du personnage, il était persuadé qu'on pouvait tout obtenir, même de ses adversaires, en faisant jouer les ressorts psychologiques et la séduction. A l'égard des Soviétiques, tout en demeurant un adversaire résolu du communisme, il s'en tint toujours à cette ligne de conduite : ne pas provoquer ce géant souffrant d'un complexe d'infériorité.

C'est ainsi qu'il put obtenir, à l'issue de la guerre, que l'Union soviétique soutienne activement la création de l'Etat d'Israël. En 1936, avec le rabbin américain Stephen Wise, Nahum Goldmann crée le Congrès juif mondial, dont il assumera la présidence jusqu'en 1977.

Stephen Wise et Nahum Goldmann, contrairement à d'autres dirigeants sionistes, étaient persuadés qu'il fallait réunir dans une organisation unique l'ensemble du judaïsme mondial, et cela en dépit des profondes divergences qui séparaient les juifs vivant dans des pays communistes par exemple de ceux vivant dans les démocraties libérales. Pour Nahum Goldmann, la création de l'Etat d'Israël ne pouvait résoudre qu'une partie des problèmes des juifs, et il était nécessaire, à son avis, de préserver l'existence et de favoriser le développement du judaïsme diasporique.

En 1940, Nahum Goldmann quitte Genève pour les Etats-Unis. Sa tâche est alors double : mettre de l'ordre dans ce « chaos hyperorganisé » qu'est alors le judaïsme américain, et continuer à agir pour la création d'un Etat juif dans la Palestine mandataire. Les débats sont durs au sein de l'organisation sioniste. Avec David Ben Gourion et Chaïm Weizmann, Nahum Goldmann est favorable à un plan de partage de la Palestine av[ec] les Arabes. Golda Meïr et d'autres dirigeants sionistes exigent une souveraineté juive sur l'ensemble de la Palestine. A l'issue de la guerre, Nahum Goldmann parvient, non sans difficulté, à rallier le président Truman à l'idée du partage de la Palestine. L'opposition résolue de la Grande-Bretagne rendait problématique l'obtention à l'ONU de la majorité des deux tiers nécessaire à la création de l'Etat juif. Il fallut toute l'habileté manœuvrière de Nahum Goldmann pour aboutir au scrutin historique du 29 novembre 1947, et six mois plus tard à la proclamation de l'Etat d'Israël par David Ben Gourion à Tel-Aviv.

Pourquoi, alors que l'objectif pour lequel il luttait depuis plus de vingt ans venait de se réaliser, Nahum Goldmann refusa-t-il de faire partie du premier gouvernement de l'Etat d'Israël ?

Tout d'abord, il était persuadé que la lutte pour la survie du jeune Etat était loin d'être terminée. Au fond de lui-même, il jugeait prématurée la création d'un Etat juif tant qu'il n'y aurait pas eu une « déclaration Balfour » des Arabes, ce qui aurait évité la guerre d'indépendance de 1948 et ses conséquences que nous subissons encore aujourd'hui. A cela s'ajoute son opposition personnelle à Ben Gourion. Les deux hommes se respectaient, mais c'était le jour et la nuit. Ben Gourion était le chef de guerre, celui qui ne comptait que sur la force des armes et l'esprit de sacrifice de son peuple pour parvenir à ses fins, et surtout ne supportait aucune contestation de son pouvoir absolu. De son côté, Nahum Goldmann, le diplomate, n'était pas non plus précisément un démocrate. Celui qu'on a appelé « l'aristocrate du judaïsme » tenait la démocratie pour un mal nécessaire, et préférait toujours agir de sa propre initiative, quitte à faire avaliser après coup par des congrès enthousiastes les résultats obtenus.

Mais, plus profondément, Nahum Goldmann restait un juif de la tradition européenne, un juif cosmopolite, qui n'aurait jamais supporté de voir son champ d'action limité à l'horizon du kibboutz. Cet « anarchiste sans armes », comme il aimait à se définir lui-même, était capable, à force de ruse et d'obstination, de créer un Etat, mais il n'avait ni la volonté ni peut-être les capacités de le faire fonctionner au jour le jour.

Les réparations allemandes

Nahum Goldmann entreprend alors ce qui sera la seconde grande affaire de sa vie d'homme d'Etat sans Etat : la négociation, avec le gouvernement allemand, des réparations que le gouvernement de la République fédérale devait accorder aux victimes juives du nazisme. Encore une fois, ni juridiquement ni politiquement, l'affaire n'était simple. Juridiquement, il était difficile de faire admettre, en termes de droit international, que l'Allemagne devait des réparations à un Etat qui n'existait pas encore pendant la guerre. Politiquement, la période de guerre froide qui s'amorçait entre les Occidentaux et le camp socialiste n'incitait pas les alliés de la veille à faire pression sur les Allemands dans ce sens. Chez les sionistes eux-mêmes les avis étaient partagés : une bonne partie d'entre eux repoussait avec horreur toute idée de négociation avec l'Allemagne. Lorsque les négociations entre le chancelier Adenauer, commencées dans le plus grand secret, furent connues, on vit des membres des mouvements sionistes insulter publiquement Nahum Goldmann, qui dut, pour la première fois de sa vie, se faire protéger par des gardes du corps. Ces négociations, ce fut aussi la rencontre de deux hommes : Nahum Goldmann et Konrad Adenauer. Le chancelier allemand était persuadé que le retour de l'Allemagne dans le concert des nations passait par le paiement de la dette immense que son pays avait contractée à l'égard des juifs.

Nahum Goldmann, de son côté, estimait que seule une aide économique substantielle pourrait permettre au jeune Etat de décoller économiquement, et d'assurer sa survie dans un environnement hostile. Une fois de plus, Nahum Goldmann sait utiliser son charme, son habileté diplomatique pour obtenir du chancelier allemand une somme énorme au regard de la situation économique de l'Allemagne de l'époque : 500 millions de deutschemarks.

A ce sujet, Nahum Goldmann se plaisait à raconter l'anecdote suivante : *« Le chancelier Adenauer s'étonnait de ma fixation sur le chiffre de 500 millions de deutschemarks. Je lui répondis en lui racontant une histoire juive : « Il y avait une fois, » dans un petit village de Russie, » un épicier juif qui était bègue.* » Entre un client qui lui demande » *le prix du hareng. Réponse :* » *20 kopecks. Et la livre de beurre ?* » *Réponse : 20 kopecks. Le kilo de* » *sucre ? Toujours 20 kopecks.* » *Comment ! s'étonne le client, tout* » *est au même prix, chez vous !* » *Eh oui !, répond l'épicier, c'est* » *plus facile à prononcer..* » Peu de temps après, l'accord se faisait sur la somme de 500 millions de deutschemarks...

En 1962, Nahum Goldmann quitte les Etats-Unis, prend la nationalité israélienne et s'installe à Jérusalem. Il se tient cependant en retrait de la vie politique de l'Etat juif, tout en assurant toujours la présidence de l'Organisation sioniste et du Congrès juif mondial. Après la guerre de six jours, en 1967, son opposition à la politique expansionniste des gouvernements israéliens est telle qu'il est contraint d'abandonner la direction de l'Organisation sioniste. En 1968, il quitte Israël, prend la nationalité suisse, et, jusqu'à sa mort, partage son temps entre ses diverses résidences, à Genève, Paris et Washington. En 1970, il tente de prendre contact avec le président Nasser, mais y renonce devant le tollé suscité par son initiative en Israël et dans le monde juif. En 1977, il « prend sa retraite » de la présidence du Congrès juif mondial, mais continue à intervenir activement dans deux domaines qui lui tiennent au cœur : la recherche d'une paix définitive entre Israël et les Arabes, et le sort des juifs en Union soviétique. Dans ces deux domaines, Nahum Goldmann est partisan d'une ligne modérée. Il manifeste vivement son opposition à la politique du gouvernement Begin dans les territoires occupés, et défend sans relâche le point de vue selon lequel Israël ne peut subsister que sous la forme d'un Etat neutre, dont l'indépendance serait garantie par les deux grandes puissances.

Par ses contacts fréquents, directs et indirects avec les dirigeants arabes de toute tendance, y compris ceux de l'O.L.P., il s'efforce de créer l'atmosphère favorable à une paix durable au Proche-Orient. Par tous les moyens, il tente de rencontrer les dirigeants soviétiques, persuadé qu'il est que seul un contact direct, d'homme à homme, avec Leonid Brejnev ou Michail Souslov peut lui permettre de faire avancer la question du statut des juifs dans la société soviétique.

Un homme d'État à l'échelle humaine

Au-delà du diplomate de grande envergure, ce qui fascinait chez ce petit homme souriant, c'était l'incroyable détachement avec lequel il considérait les hommes et les événements. Cela tient peut-être au fait que jamais, au cours de sa longue carrière, il n'a laissé entièrement envahir sa vie par son activité politique. Grand amateur de littérature et de musique, Nahum Goldmann a pris le temps de vivre dans le tourbillon de l'histoire que, comme tout juif de sa génération, il ne pouvait éviter.

Peut-être est-ce aussi à cause de cela que les juifs de la nouvelle génération, les juifs « nés après », après l'holocauste et l'Etat d'Israël, ont le sentiment d'avoir perdu quelqu'un de très proche malgré l'écart des générations, une sorte de grand oncle d'Amérique un peu original, un géant qui était humain, trop humain.

LUC ROSENZWEIG.

PROCHE-ORIENT

Iran

L'ayatollah Khalkhali réclame la peine capitale pour M. Ghotbzadeh

Deux députés iraniens, dont l'ayatollah Sadegh Khalkhali, ancien juge itinérant des tribunaux islamiques, ont demandé, dimanche 29 août, à la tribune du Parlement iranien que la peine capitale soit prononcée contre M. Sadegh Ghotbzadeh, ancien ministre iranien des affaires étrangères, accusé de complot contre la République islamique. Au cours de la séance retransmise en direct par Radio-Téhéran, l'ayatollah Khalkhali, député de la ville sainte de Qom, a affirmé que *« le peuple iranien exige avec fermeté que le tribunal prononce la peine de mort contre M. Ghotbzadeh et les autres personnes impliquées dans le complot qui visait à assassiner l'imam »* (Khomeiny). M Mohammed Kiavache, député d'Ahwaz (Khouzistan, sud de l'Iran), a également demandé au cours de cette même séance que *« soit appliqué* (à M. Ghotzadeh) *le jugement réservé aux corrupteurs sur terre »* (c'est-à-dire la mort).

Le procès de M. Ghotbzadeh, arrêté le 10 avril, a commencé le 15 août devant le tribunal révolutionnaire de l'armée à Téhéran. Les juges sont entrés en délibération dimanche, à l'issue de la troisième audience, sans fixer de date pour prononcer la sentence. Un autre procès, celui de quatre personnes impliquées dans le même complot, qui, selon les autorités, visait à assassiner l'imam Khomeiny et les principaux responsables de la République islamique, a commencé samedi 28 août devant le même tribunal. M. Ghotbzadeh a assisté à cette première audience. Les quatre nouveaux accusés sont MM. Ahmad Abassi, gendre de l'ayatollah Chariat-Madari, numéro deux de la hiérarchie chiite et dépouillé de ses titres par les autorités pour sa participation au complot révélé en avril, Abdol Reza Hedjazi, Djavad Managhebi et Seyed Mehdi Madavi.

D'autre part, quatre personnes ont été tuées par balles, jeudi 26 août, au cours d'un attentat contre la maison d'un gardien de la révolution à Téhéran, rapportait samedi le quotidien *République islamique*, organe du parti au pouvoir.

Vingt mille exécutions en quatorze mois selon les moudjahidin

De leur côté, les Moudjahidin du peuple ont annoncé dimanche qu'ils avaient tué un commandant et quatre officiers supérieurs des gardiens de la révolution au cours des quinze derniers jours. La même organisation a affirmé, dans un communiqué, publié lundi 30 août à Paris, que *« le régime de Khomeiny a exécuté, depuis la fin mars jusqu'à ce jour, plus de cinq mille prisonniers, dont la quasi-totalité sont des sympathisants des Moudjahidin du peuple ». « Au cours de ces quatorze mois derniers, le régime de Khomeiny a exécuté au moins vingt mille personnes en Iran et détient actuellement au moins cinquante mille prisonniers politiques »*, indique encore le communiqué.

Notons enfin que le ministre iranien du pétrole, M. Mohamed Gharazi, a reconnu, samedi 28 août, que le terminal pétrolier de l'île de Kharg dans le Golfe avait été bombardé par l'aviation irakienne. Le ministre a accusé la France de fournir à l'Irak l'armement nécessaire à ces attaques. *« Ce pays met à la disposition de l'Irak ses armements perfectionnés pour frapper Kharg ; elle fournit des fusées, car elle sait que si l'Irak de Saddam Hussein est battu, tous ses investissements en Irak seront confisqués par la République islamique d'Iran ».* — *(A.F.P., Reuter.)*

AMÉRIQUES

Haïti

Le président du parti démocrate-chrétien est condamné à six ans de prison

Port-au-Prince *(A.F.P., A.P., U.P.I.)*. — Le président du parti démocrate-chrétien, M. Sylvio Claude, et vingt et un de ses partisans, dont sa fille, Marie-Denise, ont été condamnés, samedi 28 août, à six ans de prison pour atteinte à la sûreté de l'Etat et insultes au « président à vie » Jean-Claude Duvalier.

Lors d'un précédent procès, en août 1981, les accusés avaient été condamnés à quinze ans de travaux forcés, mais le jugement avait été cassé car ils n'avaient pas été assistés d'avocats. Arrêtés à la fin de 1980, tous les condamnés ont déjà fait de vingt et un à vingt-trois mois de prison.

Le procès a été suivi par des observateurs internationaux et par de nombreux Haïtiens.

L'un des éléments de l'accusation portait sur des préparatifs d'incendie de la capitale, auxquels les inculpés auraient procédé. Tous ont formellement nié. L'un des témoins du ministère public s'est, lors du procès, trouvé dans l'impossibilité d'identifier l'une des personnes qu'il accusait...

L'autre chef d'inculpation, l'injure au chef de l'Etat, était mieux documenté.

M. Claude, directeur d'un petit journal, *la Conviction*, avait publié en 1980 une liste de photos des dictateurs des Antilles et d'Amérique centrale, parmi lesquels figurait M. Duvalier. Les photos de Rafael Trujillo (ex-dictateur de la République dominicaine) et d'Anastasio Somoza (du Nicaragua) étaient barrées d'un grand « X » noir, marquant qu'ils avaient été tués. La photo de M. Duvalier était, quant à elle, recouverte d'un grand point d'interrogation.

La fille de M. Claude a vivement contesté la régularité du nouveau procès. Elle a, en particulier, estimé qu'aucune défense indépendante n'était possible en Haïti. *« La dernière fois que j'ai voulu parler à un avocat il a insisté pour qu'un « tonton macoute »* (1) *assiste à l'entretien »*, a indiqué Mlle Marie-Denise Claude.

(1) Militaires formant une sorte de police secrète du régime duvaliériste.

ASIE

Inde

NOMBREUSES ARRESTATIONS DE MILITANTS AUTONOMISTES SIKHS AU PUNJAB

New-Delhi *(Reuter, A.F.P., U.P.I.)*. — Environ trois cents personnes, membres de la communauté religieuse sikh, ont été arrêtées, le vendredi 27 août, dans l'Etat du Punjab, dans le nord de l'Inde. Elles appartiennent pour la plupart à une faction du parti sikh Akali dal qui fait campagne pour l'autonomie du Punjab, gouverné par le parti du Congrès-I au pouvoir à New-Delhi. Les autorités ont affirmé que ces arrestations, qui portent à près de quatre mille cinq cents le nombre des sikhs emprisonnés depuis le 4 août dans cet Etat, font suite au détournement de deux avions de la compagnie intérieure indienne par des extrémistes locaux et à un attentat dont est sorti indemne récemment le chef du gouvernement du Punjab, M. Darbara Singh *(le Monde* daté 22-23 août) ; elles sont destinées à prévenir d'éventuels troubles, indique-t-on officiellement.

Corée du Nord

UN SOLDAT AMÉRICAIN DEMANDE L'ASILE POLITIQUE

Un soldat américain, Joseph White, a franchi, le samedi 28 août, la zone démilitarisée entre les deux Corées et a demandé l'asile politique en Corée du Nord. La radio nord-coréenne, annonçant cette défection, a indiqué que le militaire était opposé à la politique d'« *agression* » des Etats-Unis en Corée, et qu'il avait été mis sous la « *protection cordiale* » d'un organisme spécialisé.

Les autorités américaines ont confirmé pour leur part que le soldat Joseph White, stationné à Panmunjon, avait été porté disparu et admis qu'il était « *possible* » que la version nord-coréenne de l'incident soit exacte.

Il y a eu quatre défections vers la Corée du Nord de personnel militaire américain depuis la fin de la guerre de Corée en 1953. La La dernière avait eu lieu en 1965. Un porte-parole de l'armée américaine a indiqué ne pas avoir de détails sur ce que sont devenus ces quatre militaires. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

A QUELQUES SEMAINES DU SOMMET FRANCO-AFRICAIN

Les relations de la France avec le Centrafrique et le Tchad se détériorent

Dans le Sud tchadien, les adversaires du colonel Kamougué, président du « Comité permanent » du Sud, ont occupé, la semaine dernière, la ville de Sahr, deuxième agglomération de la région. La nouvelle, confirmée dimanche 29 août par Radio-Moundou, l'émetteur « sudiste » contrôlé par le colonel Kamougué, avait été annoncée la veille par Radio-N'Djamena, favorable à ces « dissidents » sudistes. La guerre du Tchad pourrait donc rebondir après plus de deux mois de calme.

Entre-temps, au Centrafrique, les accusations portées par le gouvernement contre le professeur Goumba, recteur de l'université, arrêté le 17 août après la saisie de « documents subversifs » mettant en cause le chef d'un parti politique étranger non cité, témoignent d'une nouvelle crise à Bangui. Dans les deux cas, les relations avec Paris semblent en cause.

Lors de la prise de fonctions de M. Mitterrand, le Centrafrique et le Tchad étaient considérés comme les deux dossiers les plus brûlants de la diplomatie française en Afrique noire. Même nuancé, ce jugement demeure valable quelques semaines avant la deuxième tournée africaine du chef de l'Etat, prévue début octobre à l'occasion du sommet franco-africain de Kinshasa (1). Le gouvernement français, en effet, ne sait toujours pas — mais en a-t-il vraiment envie ? — comment établir des relations de confiance tant avec le régime militaire de Bangui, au pouvoir depuis septembre 1981, qu'avec le Conseil d'Etat mis en place à N'Djamena depuis la prise de la capitale tchadienne par les FAN (Forces armées du Nord) de M. Hissène Habré en juin de cette année.

Le signe le plus récent des tiraillements entre Paris et Bangui a été l'arrestation, le 17 août, de M. Goumba, recteur de l'Université, sans doute le politicien le plus estimé de la gauche française en dépit de sa piteuse prestation électorale de l'an dernier. Ancien fonctionnaire de l'O.M.S., M. Goumba s'était tenu à l'écart du régime Bokassa et, en regagnant pour de bon son pays en septembre 1981, il était, en quelque sorte, rentré dans le rang en acceptant la responsabilité de l'Université, même après la prise du pouvoir par les militaires.

Les autorités centrafricaines affirment aujourd'hui que M. Goumba a été arrêté parce que des *« documents subversifs »* ont été trouvés, trois jours plus tôt, à l'aéroport de Bangui, sur la personne de M. Endjimougou, secrétaire général du mouvement politique interdit, le F.P.O.-P.T. (Front patriotique oubanguien, Parti du travail), que préside M. Goumba. M. Endjimougou, qui ne faisait apparemment qu'une escale à Bangui, a été lui-même arrêté *(le Monde* du 25 août), en possession des documents que lui aurait remis — ou fait parvenir — le recteur de l'Université. Les autorités centrafricaines affirment même détenir, selon l'A.F.P., des preuves *« formelles »* de l'existence de liens étroits entre M. Goumba et le chef d'un parti politique étranger non précisé.

Si, comme on a quelques raisons de le croire, le P.S. et son premier secrétaire sont ainsi visés sans être nommés — et, jusqu'à nouvel ordre, sans qu'on sache exactement pourquoi, — la crise qui couve entre Paris et Bangui rappelle étrangement celle du printemps, lorsque les militaires centrafricains avaient fortement soupçonné M. Patassé, aujourd'hui exilé au Togo, d'avoir tenté de prendre le pouvoir avec la bénédiction de certains officiels français. M. Jospin avait alors catégoriquement nié avoir rencontré M. Patassé, lequel avait néanmoins eu plusieurs contacts avec des officiels français l'hiver dernier.

Un effort insuffisant

Le parallèle entre ces deux affaires est d'autant plus intéressant que beaucoup de « patassistes », déçus par les maladresses de leur ancien chef de file, ont rejoint les rangs du F.P.O.-P.T. En outre, en juillet, lors de la visite officielle de M. Jean-Pierre Cot à Bangui, M. Goumba aurait bénéficié d'un accueil « privilégié », dont les autorités centrafricaines avaient alors pris ombrage, à l'occasion de la réception offerte à l'ambassade de France par le ministre délégué au développement et à la coopération. Enfin, à tort ou à raison, Bangui se plaint de l'effort insuffisant fourni par Paris pour l'aider à régler une équation qui demeure une des conditions de la précaire stabilité du régime : la paie mensuelle de fonctionnaires en nombre pléthorique que Paris n'assure plus depuis le 30 juin. On s'interroge même sur l'origine des fonds qui permettent au gouvernement du général Kolingba de faire face, depuis, à cette échéance.

Ce qui est interprété, à Bangui, comme un net manque d'enthousiasme de Paris à l'égard du régime militaire — dont la formation avait, à l'origine, était déplorée par M. Cot — a réveillé le clivage entre ceux qui, comme le président Kolingba, souhaitent que le contentieux franco-centrafricain se négocie discrètement et sans passion, et d'autres, dont le colonel Diallo, chef de la gendarmerie, tentés par un durcissement à l'égard de Paris. Ces deux tendances s'étaient déjà manifestées lors de l'affaire Patassé. Cette fois-ci, le président Kolingba aurait exprimé le désir de se rendre à Paris, ainsi que l'y avait invité M. Mitterrand lors de la conférence des P.M.A. (pays les moins avancés), de préférence avant le sommet de Kinshasa. D'autres officiers de son gouvernement s'interrogeaient sur l'opportunité d'un resserrement des liens avec la France.

Quoi qu'il en soit, voilà donc un Etat que la France a porté à bout de bras pendant des années, qui a de graves difficultés à se remettre de l'incurie de Bokassa, où Paris maintient une garnison de plus de mille hommes et avec lequel, visiblement, le nouveau gouvernement français a été incapable d'établir des relations de travail relativement harmonieuses. On pourrait difficilement parler d'un succès, même si la crise actuelle peut être surmontée.

Durcissement à N'Djamena

Si l'arrestation de M. Goumba constitue apparemment un avertissement que Paris ne peut prendre à la légère, la manifestation antifrançaise dont N'Djamena a été le théâtre la semaine dernière *(le Monde* du 25 août) en est un autre évidemment plus sérieux parce que, tout simplement, la guerre, qui s'était tue après la prise de N'Djamena par les FAN, menace de rebondir trois mois plus tard au Tchad. Mais elle opposerait cette fois non les « nordistes » entre eux, mais les « nordistes » à la faction « sudiste » du colonel Kamougué. La raison de ce dérapage : la négociation d'une « *réconciliation nationale* », notamment à Franceville (Gabon), piétine, le colonel Kamougué ne cachant pas ses préférences pour une solution fédérale, alors que M. Hissène Habré tient à la mise en place d'un « *Etat unitaire* ».

Dans cette querelle, le Conseil d'Etat de N'djamena soupçonne Paris de lui compliquer la tâche. Les Français, en dépit de leurs déceptions, avaient appuyé M. Goukouni Oueddeï pratiquement jusqu'à la chute de N'Djamena, puisque les livraisons de matériel militaire à l'ancien président du GUNT, si l'on en croit de bonnes sources, n'ont pris fin qu'une douzaine de jours avant la chute de N'Djamena entre les mains des partisans de M. Hissène Habré. Mais Paris, une fois le changement accompli à N'Djamena, avait pris acte de la présence des nouvelles autorités, maintenu l'ambassadeur français sur place et même, fin juillet, passé un accord de coopération avec M. Hissène Habré.

En fait, cette attitude, présentée comme *« réaliste »* à Paris, est interprétée comme une couverture par N'Djamena, où l'on émet trois reproches à l'égard de la France : l'accord de coopération ne prévoit aucun fonds de roulement à un régime sans ressources et incapable, en conséquence, de payer ses fonctionnaires (2) ; les milieux d'affaires français ne sont pas encouragés à investir au Tchad tant que la situation n'y sera pas plus claire ; enfin, Paris semble encourager le colonel Kamougué non à discuter, mais à résister. La « *normalisation* » des relations, dont Paris se félicite, ne reflète donc que la tiédeur, sinon la froideur, des Français à l'égard de M. Hissène Habré. Paris espère ainsi amener le chef des FAN non seulement à ne pas briguer la magistrature suprême mais à ne représenter, au sein d'un futur gouvernement, qu'une tendance tchadienne.

N'Djamena a donc décidé de durcir son attitude, comme l'a signalé la première manifestation antifrançaise organisée devant l'ambassade de France. Faute d'un règlement politique, M. Hissène Habré n'exclurait plus des pressions militaires sur le Sud, où il peut compter désormais sur les « *dissidents* » des FAT (Forces armées tchadiennes, « sudistes ») hostiles au colonel Kamougué. De passage à Lomé, le 15 août, M. Hissène Habré, tout en démentant son intention d'occuper militairement le Sud, avait déclaré : « *Nous voulons régler les problèmes par la réconciliation. Nous donnons beaucoup de chances au colonel Kamougué. Il a tout intérêt à saisir ces chances pour faire la paix.* » Et il avait précisé que les FAN avaient la « *capacité militaire* » de « *descendre* » dans le Sud.

Paris aurait d'autant plus tort de ne pas prendre au sérieux l'avertissement de M. Hissène Habré que les « *dissidents* » des FAT, sous le commandement du colonel Rodai, ont annoncé avoir pris, la semaine dernière, la garnison de Sarh, l'une des principales villes du Sud, un événement présenté comme un « *ralliement* » au Conseil d'Etat par Radio-N'Djamena. Comme avec M. Goukoumi Oueddeï l'an dernier, la France jouerait-elle de nouveau le mauvais cheval au Tchad ?

Le lien entre les deux crises est plus évident qu'on ne pourrait le croire. Le colonel Kamougué offre l'asile au général centrafricain M'Baikoua, ancien « numéro deux » de Bangui, qui s'était sauvé après l'échec du complot de M. Patassé en mars dernier. L'ethnie à laquelle appartiennent (ou sont apparentés) MM. M'Baikoua et Patassé vit à cheval sur la frontière entre le nord du Centrafrique et le sud du Tchad. Autrement dit, les militaires au pouvoir à Bangui et les FAN de N'Djamena pourraient avoir des intérêts communs face à des opposants qui s'épaulent, surtout quand ils voient de la méfiance dans l'attitude de Paris à leur égard.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) M. Mitterrand doit également se rendre au Burundi, au Rwanda et au Congo, tous pays francophones.

(2) L'hypothèse selon laquelle M. Hissène Habré, pour payer ses fonctionnaires, serait tenté de « descendre » sur le Sud afin d'y récupérer les dividendes de la récolte de coton semble erronée. Celle-ci — d'environ 70 000 tonnes cette année, contre 130 000 tonnes en moyenne les années précédentes — a déjà été vendue et ses dividendes distribués, ce que le colonel Kamougué, en particulier, ne peut pas ignorer.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

- M. ABDUL GHAFFAR LEGARWAL, a été nommé, samedi 29 août, ministre de l'agriculture en remplacement de M. Fazal Rahim Momand. Ce changement intervient alors que les mesures de réformes agraires et les efforts pour relever la production agricole ont donné des résultats décevants, du point de vue des autorités. — *(A.F.P.)*

Algérie

- MINI-SOMMET PANAFRICAIN. — Les présidents Khouna Ould Haidallah de Mauritanie et Moussa Traoré du Mali sont arrivés, dimanche 29 août, à Alger pour s'entretenir avec le président Chadli Bendjedid du Sahara occidental et de l'avenir de l'unité africaine. Cette dernière question a également été évoquée, vendredi à Rabat, lors de l'audience accordée par Hassan II à M. Osama Al-Baz, émissaire du président égyptien. — *(A.F.P., Reuter.)*

Angola

- AVANCÉE DES TROUPES SUD-AFRICAINES. — Les forces sud-africaines continuent à progresser dans la province de Huila (sud de l'Angola), a-t-on affirmé, samedi 28 août, à Luanda, de source militaire. Des troupes de l'armée sud-africaine ont été signalées au nord de la ville minière de Cassinga, à plus de 200 km de la frontière namibienne, a-t-on indiqué de même source. La brigade motorisée de Pretoria, qui opérait à proximité de Cuvelai (180 km de la frontière namibienne, sur le même axe routier), se serait déplacée et occuperait des positions plus avancées à l'intérieur du pays. Toujours de même source, on indique que des éléments de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), de M. Savimbi, ont été incorporés dans les troupes de Pretoria qui occupent une partie de la province de Cunene, frontalière de la Namibie. Quelque cinq mille cinq cents soldats occupent le sud du pays, selon le ministre angolais de la défense, et trente mille autres environ sont massés sur la frontière nord de la Namibie. — *(A.F.P.)*

Cambodge

- ASSASSINAT D'UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT. — Selon le correspondant du *Times*, de retour d'un reportage au Cambodge, M. Namm Ring, vice-ministre de l'agriculture, du gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh, a été récemment assassiné par un commando des forces khmères rouges alors qu'il circulait dans la province de Kompong-Cham. Deux conseillers vietnamiens auraient été tués au cours de l'attaque et trois fonctionnaires cambodgiens blessés.

Chine

- HUIT ANCIENS DIRIGEANTS DE LA VILLE DE SHANGHAI, accusés d'avoir été les complices de la « bande des quatre » (dont faisait partie la veuve de Mao Zedong, Mme Jiang Qing), ont été condamnés à des peines allant de quatorze à dix-huit ans de prison. Parmi eux figurent deux anciens vice-présidents du comité révolutionnaire de la ville, MM. Xu Jingxian et Wang Xiuzhen. Ce procès est le plus important qui ait été organisé contre d'anciens dirigeants « gauchistes » depuis celui où furent jugés, à la fin de 1980, Mme Jiang Qing, ses amis de la « bande des quatre » ainsi que plusieurs militaires accusés d'avoir été les complices de l'ancien ministre de la défense, Lin Biao, disparu en septembre 1971. — *(A.F.P.)*

États-Unis

- POURSUITE DE L'ENQUETE SUR LE SCANDALE HOMOSEXUEL AU CONGRES. — La commission de l'éthique de la Chambre des représentants a annoncé, samedi 28 août, qu'elle poursuivrait son enquête sur d'éventuelles relations homosexuelles entre des membres du Congrès et des jeunes gens, appelés « pages », chargés de porter leurs messages. Le principal témoin et accusateur dans cette affaire, un ancien « page » âgé de dix-huit ans, M. Leroy Williams, a cependant reconnu, il y a quelques jours, qu'il avait menti *(le Monde* daté 29-30 août). — *(A.F.P.)*

Philippines

- PLUSIEURS PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES sous l'accusation de complot contre le gouvernement du président Marcos. Parmi elles, indique un communiqué officiel, figurent quatre responsables du parti communiste philippin interdit, dont M. Isagani Serrano, l'un des principaux membres de son comité central. — *(U.P.I.)*

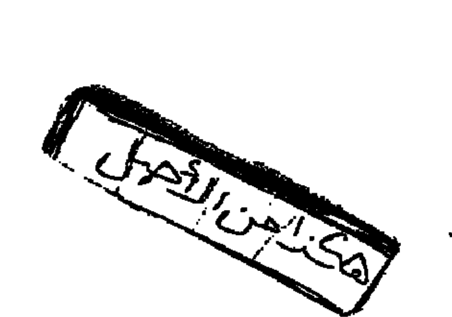
République sud-africaine

- M. HENRY KISSINGER est arrivé samedi 28 août à Johannesburg au début d'une visite privée d'une dizaine de jours en Afrique australe. L'ancien secrétaire d'Etat américain, invité d'une association d'hommes d'affaires sud-africains, rencontre ce lundi le premier ministre sud-africain. Il aura par ailleurs des entretiens avec l'évêque Desmond Tutu, le chef zoulou Gastha Buthelezi et de nombreuses personnalités politiques sud-africaines. M. Kissinger a également annoncé qu'il aurait des conversations avec les dirigeants de Zambie, du Zimbabwe et de Namibie pendant son séjour dans la région. — *(A.F.P.)*

- TROIS VÉHICULES MILITAIRE ont été détruits à la suite d'une explosion suivie d'un échange de coups de feu, dans un camp militaire à proximité de Durban, au cours de la nuit du vendredi 27 au samedi 28 août, a rapporté l'agence sud-africaine de presse SAPA. Il n'y a pas eu de victime.

Sri-Lanka

- LE PARLEMENT A APPROUVÉ, jeudi 26 août, un projet de loi amendant la Constitution et permettant la tenue d'une élection présidentielle quatre ans après le début du mandat du chef de l'Etat, actuellement de six ans. Le président Jayawardene a annoncé officiellement le lendemain qu'il briguerait un nouveau mandat — le sien s'achève en 1984. — mais a dénoncé les spéculations selon lesquelles il procéderait à une élection anticipée. *(Reuter, A.F.P.)*



Le Monde

politique

M. PIERRE MAUROY ET LE PESSIMISME DE L'OPINION

Comment s'en sortir ?

« Les résultats des sondages seraient pires si le gouvernement changeait de politique » : cette réflexion de M. Bernard Delanoë, porte-parole du P.S., met l'accent sur l'une des principales difficultés du pouvoir. Après avoir confirmé, le 25 août en conseil des ministres, le nouveau cours économique et social, décidé au mois de juin dernier, le gouvernement saura-t-il s'y tenir ? La gauche a trop fait la preuve, en quatorze mois de pouvoir, de sa capacité à s'auto-déstabiliser — en multipliant notamment les prises de position contradictoires — pour que l'on ne soit pas fondé à poser la question.

Le solde de cette période cahotante s'inscrit désormais avec précision en *négatif* : pour la première fois depuis le mois de mai 1981, le président de la République enregistre un pourcentage d'opinions négatives (46 %) supérieur à celui des opinions positives (43 %), soit une chute de onze points par rapport au mois de mai 1982. (Cette chute aurait été plus grave sans l'intervention télévisée du 17 août dernier).

La baisse est de dix points pour le premier ministre qui enregistre 39 % d'avis favorables et 48 % d'avis défavorables.

Les bases d'un redressement ne sont cependant pas absentes du sondage de l'IFOP : une majorité de Français continue de rendre la crise internationale responsable des malheurs du pays. 47 % (contre 43 %) estiment que le gouvernement — qui reste majoritairement *« proche des préoccupations des gens »* — a la capacité de prendre en charge les problèmes de la France. Enfin, l'opposition améliore son image, sans parvenir à inquiéter la gauche : celle-ci conserve une majorité de préférences partisanes.

Garder le cap

Il reste donc à ressaisir l'opinion, et à garder le cap. M. François Mitterrand devrait œuvrer lui-même à la réalisation du premier objectif, en intervenant de nouveau notamment lors de son prochain voyage dans la région Midi-Pyrénées (du 27 au 29 septembre). M. Pierre Mauroy fait volontiers état de sa détermination à appliquer la nouvelle ligne économique.

Tout se joue, pour lui, dans les trois mois qui viennent. Tout, c'est-à-dire la réussite de la sortie du blocage des prix et des revenus et l'acceptation par les partenaires sociaux d'une rigueur inconnue jusqu'alors en matière sociale ; tout, c'est-à-dire non seulement la réussite ou l'échec d'une politique économique, mais aussi la réussite ou l'échec de la « sortie » du premier ministre lui-même, c'est-à-dire de son avenir politique.

M. Mauroy a toujours raisonné comme s'il était assuré de conduire le gouvernement jusqu'aux élections municipales de 1983. Il continue d'agir en fonction de cette échéance. Mais il le fait avec d'autres armes : celles du réalisme économique.

Il avait, jusqu'alors, l'image imprimée par M. Mitterrand à la gauche : celle des promesses tenues, du respect de la tradition redistributrice de la gauche et de son attachement aux nationalisations. Il se « positionne » désormais de façon plus conforme à la tradition sociale démocrate : le fait que l'on parle maintenant, au sein du gouvernement, d'un axe Mauroy-Delors n'est pas fortuit.

Ce recentrage compte des avantages, comme en témoignent les réactions suscitées par les mesures prises en faveur de l'épargne. M. René Monory, sénateur (U.D.F.) de la Vienne et ancien ministre de l'économie, est dans l'opposition, le dernier en date à les approuver.

Les inconvénients existent aussi : comment la « base sociale » de la gauche va-t-elle accepter les mesures draconiennes que MM. Mauroy et Bérégovoy nous promettent pour rétablir les équilibres financiers des budgets sociaux ? Si le front syndical paraît, au moins au niveau des grandes centrales ouvrières, plutôt rassurant, des prises de position telles que celle de M. Roland Leroy dans l'*Humanité Dimanche* peuvent avoir valeur d'avertissement. Le directeur du quotidien communiste semble craindre que la nouvelle politique économique n'apparaisse comme un retour au barrisme. Son intervention — *« La rigueur n'est pas l'austérité »*, dit-il — et celle de M. Pierre Juquin à Europe 1 peut être interprété autant comme un appel à l'explication de cette politique (pour bien montrer ce qu'elle a de différent par rapport à une gestion de « droite » de la crise) que comme une incitation à en corriger les aspects barristes.

Il est, de toute façon, important pour la gauche de ne pas se limiter à un discours de gestionnaire de l'économie, au demeurant peu enthousiasmant. M. Mauroy compte donc rapidement, mettre l'accent sur la *préparation* du IXe Plan, afin d'ouvrir des perspectives qualitatives plus optimistes. Son schéma est simple : si le plan Mauroy-Delors réussit, le premier ministre pourra se prévaloir de la mise en place des réformes de structures, de l'amorce d'un redressement économique et d'une modification des équilibres sociaux : il pourrait donc aborder avec une relative tranquillité d'esprit l'échéance municipale et son propre départ.

Encore faudra-t-il avoir obtenu, entre-temps, des indices de prix analogues à celui du mois de juillet, et l'assentiment des partenaires sociaux. Encore faudra-t-il que chacun, au gouvernement, se tienne à cette ligne. *« Cela passe, ou cela casse »* doit se dire le premier ministre en son for intérieur.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. LEROY : la rigueur n'est pas l'austérité

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, relève, dans *l'Humanité-Dimanche* du 29 août, les *« approbations tapageuses »* qui ont salué, à droite, les mesures gouvernementales en faveur de l'épargne. Le directeur de *l'Humanité* estime que ces réactions ne traduisent *« pas du tout un ralliement soudain à une politique de justice sociale et de solution à la crise, de la part des soutiens fidèles du grand patronat, mais, au contraire, l'espoir né chez eux, à l'énoncé de mesures qui risqueraient — par exemple pour celles qui concernent l'épargne — de rappeler la politique du passé, si elles ne sont pas accompagnées des garanties contraignantes indispensables »*.

M. Leroy ajoute : *« Afin de garder le cap, d'atteindre les causes structurelles de l'inflation, d'agir en priorité contre le chômage et l'inflation, de donner à l'industrie les moyens de son déploiement, (...) il faut, évidemment, de la rigueur. Mais cette rigueur n'est pas l'austérité. »*

SELON UN SONDAGE IFOP - « LE POINT »

Le bilan de M. Mitterrand est jugé plus négatif que positif

L'hebdomadaire *le Point* publie, lundi 30 août, un sondage réalisé par l'Ifop selon lequel le bilan de M. François Mitterrand recueille, pour la première fois depuis le début du *septennat*, plus d'opinions négatives que d'opinions positives.

Selon ce sondage, réalisé entre le 16 et le 19 août (l'intervention télévisée du chef de l'Etat date du 17 août), auprès d'un échantillon de mille cinquante-sept personnes, âgées de dix-huit ans et plus, représentatif de la population française, 43 % des personnes interrogées jugent *« très positif »* ou *« plutôt positif »* le bilan du président de la République (au lieu de 54 % en mai), et 46 % le qualifient de *« négatif »* (au lieu de 35 % en mai). Les appréciations formulées à l'égard du bilan du premier ministre suivent une évolution parallèle : 39 % d'opinions positives en août au lieu de 49 % en mai ; 48 % d'opinions négatives au lieu de 36 %.

Le nombre de personnes qui estiment que le gouvernement a *« la capacité de prendre en charge les problèmes qui se posent en ce moment à la France »* diminue (47 % en août au lieu de 54 % en mai). Le nombre de ceux qui pensent le contraire augmente (43 % au lieu de 32 %). En revanche, l'opposition est en progrès : 39 % au lieu de 35 % la jugent capable : 39 % au lieu de 41 % ne lui font pas confiance de ce point de vue. Le gouvernement perd onze points lorsque l'on interroge les Français sur la manière dont il prend en charge les problèmes économiques : 36 % (au lieu de 47 % en mai) jugent qu'il agit bien ; 56 % (au lieu de 44 %) pensent le contraire. La chute est moindre dans le domaine social : 56 % au lieu de 63 % lui accordent une bonne note ; 36 % au lieu de 29 % lui en donnent une mauvaise.

Le parti socialiste est le seul parmi les quatre grandes formations politiques à provoquer plus d'attraction que de rejet. Parmi les personnes interrogées, 46 % souhaitent qu'il augmente son audience dans le pays et 40 % espèrent que cette audience diminuera. Ces pourcentages s'établissent à 18 % et 73 % pour le P.C.F., 30 % et 54 % pour l'U.D.F., 35 % et 50 % pour le R.P.R.

La cote des personnalités de la majorité les mieux perçues par l'opinion, MM. Michel Rocard et Jacques Delors, est en régression. Le premier perd trois points parmi les personnes qui se sentent proches de lui (48 % au lieu de 51 %) et le second six points (40 % au lieu de 46 %). Dans l'opposition, MM. Chirac et Giscard d'Estaing sont à égalité à 35 %. Le premier gagne cinq points et le second quatre.

MM. Pinton et Monory émettent des avis divergents sur l'opportunité d'un programme de l'U.D.F.

La question d'un candidat à l'élection présidentielle continue de préoccuper l'U.D.F... même si c'est pour la classer au rang des « fariboles » comme le fait M. Pinton, ou pour la juger « prématurée » comme l'explique M. Monory. Ce dernier, membre du collège exécutif du C.D.S., reconnaît à l'U.D.F. le mérite d'être « une merveilleuse stratégie électorale » à laquelle son parti reste attaché sans pour autant accepter de s'y intégrer. Ni M. Monory ni M. Pinton n'évoquent le refus jusque-là opposé par les centristes de participer au congrès de l'U.D.F. prévu en octobre. M. Pinton, secrétaire général de l'Union, fixe à ce congrès la tâche d'élaborer un « message d'espoir national », première pierre dans l'édification avec le R.P.R. d'un « pacte de salut national ». Aux yeux de M. Pinton, il est nécessaire et urgent que l'opposition dise « quels projets » elle a pour la France, de manière à tirer profit de ces succès électoraux. S'il convient de « développer de grands thèmes » pour les municipales, M. Monory, en revanche, considère qu'il n'y a pas d'urgence à mettre au point un programme. Ces divergences sur l'opportunité d'un programme ne remettent pas pour autant en cause la stratégie d'union que l'U.D.F. entend conduire vis-à-vis de ses partenaires du R.P.R.

Pour sa part, M. Jacques Dominati (U.D.F.-P.R.), député de Paris, souhaite que « chaque élu U.D.F. [soit] appelé à se prononcer sur un nouveau projet républicain ».

M. MONORY : LA DÉGRADATION DE LA SITUATION DE LA MAJORITÉ « NE PEUT QUE SERVIR L'OPPOSITION »

Dans une interview publiée par *le Journal du dimanche* du 29 août, M. René Monory, ancien ministre de l'économie, approuve le projet de réforme de l'épargne du gouvernement. Après avoir souhaité un retour à *« des méthodes de gestion plus sérieuses afin d'éviter* [la] *concurrence* [qui] *risque de surgir dans les prochains mois entre l'Etat et l'économie »*, M. Monory estime *« prématuré de parler d'une troisième dévaluation »*. Il juge « courageux » le blocage des salaires, et « dangereux » celui des prix.

Evoquant d'autre part la situation de l'opposition, M. Monory (C.D.S.), président du conseil général et sénateur de la Vienne, maire de Loudun, déclare : *« Les Français ont de plus en plus exigeants à l'égard du gouvernement. La situation est donc plus favorable à l'opposition »* dont la stratégie, précise-t-il, doit être *« celle de l'union »*. Il préconise pour les élections de *« regarder plutôt à court terme qu'à long terme »*. *« Il ne faut pas se tromper de combat »*, dit-il avant d'ajouter : *« Il est prématuré d'imaginer ce que sera le combat des présidentielles. »*

Après avoir affirmé que la situation pour la majorité *« ne peut que se dégrader »* et que *« cela ne peut que servir l'opposition »*, l'ancien ministre indique que le C.D.S. reste *« attaché »* à l'U.D.F. mais refuse l'intégration. Evoquant les élections municipales, il affirme : *« Nous serons largement vainqueurs et nous gagnerons de soixante à soixante-dix villes de plus de trente mille habitants mais à condition d'avoir une union parfaite et en développant les grands thèmes sans pour autant mettre tout de suite un programme sur pied. »* Enfin, M. Monory déclare qu'il se situe à *« mi-distance »* entre MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac.

M. PINTON : L'OPPOSITION DOIT CONCLURE « UN GRAND PACTE DE SALUT NATIONAL »

Dans *le Quotidien de Paris* daté du 30 août, M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F. regrette que l'opposition n'ait pas su exploiter son succès aux élections cantonales de mars dernier. Il estime que les responsables nationaux de l'opposition, *« qui ont la charge de mettre un terme, le plus vite possible et dans les conditions les moins contestables possibles, à l'expérience socialo-communiste, ne peuvent plus se contenter de succès partiel et sans lendemain »*. Il ajoute : *« Chaque victoire électorale doit désormais être exploitée le plus profondément possible. »* Et il explique que *« la tâche la plus urgente pour l'opposition est de dire quels projets elle a pour la France »*. Il poursuit : *« Ne pas faire cet effort aujourd'hui serait d'autant plus coupable que le pouvoir socialiste nous offre à nouveau une opportunité exceptionnelle de grandes victoires. Après le mieux du printemps, voici qu'avec l'été il s'enfonce dans une politique économique bâclée, maladroite et inopérante. Le mécontentement et le désarroi touchent des millions de Français de plus jusque dans les rangs « peuple de gauche »*.

Pour M. Pinton, l'U.D.F., à l'occasion de son congrès, doit lancer le *« message d'espoir national que les Français attendent »* sans se laisser distraire par *« la recherche incongrue d'un candidat présidentiable ou autres fariboles »*. Elle doit *« se tourner »* ensuite vers le R.P.R. *« pour jeter avec lui les bases d'un grand pacte du salut national »*. *« S'il en était autrement »*, indique M. Pinton, il faudrait craindre *« l'habileté de M. Mitterrand et l'indifférence des Français »* à l'égard de l'opposition.

M. JOBERT PRÉVOIT UNE RENTRÉE « MOINS DIFFICILE » QUE LES PRÉCÉDENTES

« La rentrée sociale ne sera pas une rentrée plus difficile que d'autres ; même moins », assure M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, dans une interview publiée, lundi 30 août, par *le Matin*. *« Ce qui sera difficile*, ajoute-t-il, *ce sera la rentrée de la France parmi ses propres réalités économiques »*, en soulignant que *« l'ambition du gouvernement est de relancer l'investissement, l'activité, et de trouver une possibilité plus ample de répartition des fruits de cette activité »*.

Dans un tour d'horizon de l'ensemble des problèmes économiques et sociaux, le ministre estime que la relance de l'économie par la consommation *« était un pari trop difficile à tenir »*, dénonce la *« stupidité »* de l'impôt sur les plus-values du capital et préconise une *« adaptation continue »*, plutôt qu'*« une réforme structurante »*, du système de protection sociale.

Interrogé sur la participation des communistes au gouvernement, M. Jobert estime (alors que, selon lui, M. Mitterrand *« n'avait pas besoin de faire appel »* à eux, compte tenu de sa majorité parlementaire) que *« leur présence au gouvernement apparaît comme une élégance de comportement doublée d'une précaution »*. *« Plus nous serons nombreux à représenter les forces vives et diverses de la nation*, ajoute-t-il, *et mieux ce sera. »*

● *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du P.S., a estimé, lundi 30 août, que *« ce qui domine la rentrée, c'est, d'une part, la conscience des difficultés, un sentiment de lucidité qui se répand partout dans l'opinion, et d'autre part la conscience de la détermination du gouvernement à agir. »*

S'exprimant au micro d'Europe 1, M. Jospin a ajouté, que *« les gens prennent conscience que le gouvernement mène sa politique dans un environnement international extrêmement difficile et ils prennent conscience de sa détermination à agir sur l'inflation »*.

M. Dominati pose sa candidature au secrétariat général de l'U.D.F.

M. Jacques Dominati (P.R.), ancien secrétaire d'Etat, député U.D.F. de Paris, a déclaré lundi 30 août : *« Il faut une nouvelle convention des partis qui composent l'U.D.F. pour donner à notre mouvement une direction plus unie, plus efficace et plus représentative et aussi un nouveau secrétaire général, lequel doit être un élu soumis à la sanction populaire. »* Après avoir rappelé qu'il avait été chargé par l'U.D.F. *« de mener et de coordonner dans l'union avec le R.P.R., la bataille municipale à Paris »*, il se déclare *« prêt à assumer le secrétariat général »*, actuellement assuré par M. Michel Pinton.

M. Dominati évoque l'« échec » de l'opposition nationale en Corse, dû, dit-il, *« à une défaillance des instances de l'U.D.F. et non au suffrage populaire »*. Après *« cet événement politique grave »*, il estime « dérisoire » la querelle à laquelle donne lieu le congrès de l'U.D.F. à Pontoise.

M. Dominati ajoute : *« Même si le parti gouvernemental socialo-communiste s'engage dans la révision de ses objectifs initiaux, le pouvoir n'est pas assuré de rétablir une confiance que le bon sens populaire lui refuse après les illusions de mai. Pour ma part, je crois plutôt à une radicalisation, une fuite en avant et des temps difficiles. Face à cette situation, le devoir de l'opposition est d'être prête à assurer l'alternance dans l'union la plus large et, pour nous U.D.F., de structurer un mouvement fort de l'adhésion de femmes et d'hommes venus d'horizons différents. C'est chaque adhérent de l'U.D.F. qui doit être consulté au sein même de son parti ; c'est chaque élu U.D.F. qui doit être appelé à se prononcer sur un nouveau projet républicain. »*

UNE MISSION DU SÉNAT EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Jean-Marie Girault, sénateur (R.I.) du Calvados, est arrivé vendredi 27 août en Nouvelle-Calédonie, à la tête d'une mission sénatoriale composée de MM. François Collet (R.P.R.), Marcel Rudloff (centriste) et Michel Dreyfus-Schmidt (P.S.). Cette mission étudie la situation politique du territoire dans lequel une élection législative partielle sera organisée le 5 septembre.

Cette élection fait suite à la décision de M. Jacques Lafleur (R.P.R.), qui s'est démis de son mandat de député le 6 juillet, quelques jours après un renversement de majorité au conseil de gouvernement et la constitution d'un nouvel exécutif local, au sein duquel les indépendantistes sont majoritaires.

D'autre part, l'assemblée territoriale a donné un avis défavorable au projet d'ordonnance sur la réforme foncière (*le Monde* du 23 juillet). La mission dirigée par M. Girault étudiera également ce problème.



Le Monde

société

La mise en œuvre du plan antiterrorisme

La présidence de la République a annoncé, samedi 28 août, dans la soirée, « deux arrestations jugées importantes, opérées dans les milieux du terrorisme international », sans toutefois révéler ni le lieu de l'arrestation ni l'identité des personnes interpellées. Ce n'est que ce lundi matin qu'on a appris que ces personnes étaient des Irlandais. Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) avait appréhendé samedi, vers 18 heures, deux hommes et une femme dans un immeuble situé au 82 de la rue Diderot à Vincennes (Val-de-Marne).

La brigade criminelle de la police judiciaire parisienne n'avait pris en charge les personnes interpellées que tard dans la nuit de dimanche à lundi, après qu'ils eurent été confiés à la gendarmerie au fort de Vincennes. Toutefois, au cabinet du *secrétaire* d'État à la sécurité publique, M. Joseph Franceschi, on se refusait dimanche soir à accréditer toute rivalité entre services, précisant au contraire que « cette belle opération a été réalisée grâce au secret et à la centralisation des moyens ». Dans un communiqué commun, *M. Franceschi et M.* Charles Hernu, ministre de la défense, devaient d'ailleurs « féliciter tous les services concernés par la lutte contre le terrorisme ».

En privilégiant, pour des *impératifs de rapidité et de secret*, l'action du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), l'action de Vincennes a ravivé les rivalités latentes et traditionnelles entre les gendarmes et la police nationale. Ce *n'est en effet que tardivement, dans la nuit de dimanche à lundi, que la brigade criminelle* de la police judiciaire parisienne a pu prendre en main l'enquête sur ces arrestations.

Ce « dérapage », que l'on s'efforce de minimiser au ministère *de l'intérieur, où l'on affirme qu'il* n'y eut aucune rivalité entre services, met en évidence l'ampleur de la tâche qui attend M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique : non seulement la lutte antiterroriste, mais aussi une réforme *durable des structures policières. Les personnels* en civil de la police nationale semblent particulièrement exigeants en ce domaine, déçus qu'ils ont été par les choix budgétaires de 1982 qui ont volontairement privilégié la police en tenue, pour son *rôle préventif et* dissuasif.

LA « GUERRE DES POLICES » ET L'ORGANISATION DU NOUVEAU SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Qui fait quoi ?

Qui dirige qui ? Qui fait quoi ? Les circonstances de l'arrestation, à Paris, samedi 28 août, de deux terroristes internationaux n'ont pas manqué de susciter les questions du monde policier.

On avait, finalement, consacré M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique mis en place le 18 août, « ministre de la police » et véritable « patron » de la lutte antiterroriste, tandis que M. Christian Prouteau, chef d'escadron de la gendarmerie nationale — et sa « mission de coordination, d'information d'action » sise à l'Elysée, — n'apparaissait plus que comme un technicien de ces problèmes. Le bicéphalisme n'était qu'apparent et la hiérarchie des responsabilités semblait clarifiée. Or voici que la première grosse prise en la matière, ou présentée comme telle, est effectuée par les hommes du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale *(G.I.G.N.)*, *dirigé par* M. Prouteau, sans qu'y soient associés les responsables de la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne, chargée de l'enquête sur les attentats récents, qui n'en auraient même pas été informée préalablement.

De plus, c'est un communiqué laconique de l'Elysée qui annonce dès le samedi soir la nouvelle, M. Franceschi n'apparaissant que le lendemain, aux côtés de M. Charles Hernu, ministre de la défense, pour féliciter « *tous les services concernés par la lutte contre le terrorisme* ». La formule, volontairement œcuménique, en est l'indice : sur fond de rivalité traditionnelle entre la gendarmerie et la police nationale, les susceptibilités policières ont indéniablement été ravivées par cette priorité dans l'exploit donnée à d'autres. Le court espace d'un week-end cependant, puisque, dimanche soir, l'on apprenait qu'enquête et interrogatoires revenaient aux services de la brigade criminelle du quai des Orfèvres, qui, toutefois, ne reçut livraisons des personnes arrêtées que dans la nuit de dimanche à lundi.

Il est raisonnablement permis de ne voir ici que l'efficacité — les arrestations — et de juger dérisoires ces querelles de préséance. Pourtant elles ne sont pas anecdotiques : dans la création du secrétariat d'Etat à la sécurité publique ne se joue pas seulement l'urgence du combat antiterroriste mais aussi la légitimité du pouvoir socialiste parmi les policiers. Tout conflit de ce genre ranime le sentiment — exprimé entre autres par le syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale au lendemain de l'entretien télévisé du président de la République — d'un favoritisme gouvernemental à l'égard de la gendarmerie, ressenti par les policiers comme « *un désaveu de leur action passée* ». Et ceci d'autant plus que la concurrence règne entre les deux polices, l'une civile, la police nationale, l'autre militaire, la gendarmerie, qui cohabitent sur le territoire national.

L'ascension de la gendarmerie

Le partage des rôles de chacune est encore flou et contradictoire. Si le décret du 20 mai 1903 qui l'organise reconnaît à la gendarmerie une compétence nationale, il était de tradition qu'elle laisse les villes sous la juridiction de la police nationale. L'urbanisation et les aléas politiques aidant, les frontières se sont brouillées et les syndicalistes policiers n'ont de cesse de critiquer l'« *impérialisme gendarmique* ». Au double privilège des gendarmes pour l'usage des armes — il leur suffit d'une sommation pour pouvoir tirer — et pour *les qualifications judiciaires* — tous les gendarmes sont agents de police judiciaire (A.P.J.) et, à partir de cinq ans de service, peuvent prétendre à la qualité d'officier de police judiciaire (O.P.J.) — s'ajouterait, même à Paris, un travail d'enquête en civil, alors que le décret de 1903 interdit à un gendarme d'opérer autrement qu'en uniforme. La rivalité peut tourner à la guerre absurde, l'essentiel étant de « faire une affaire » à la place des concurrents, quitte à garder par devers soi certains renseignements : la « traque » de Jacques Mesrine ou la recherche du ravisseur de Philippe Bertrand, à Troyes, en fournirent, ces dernières années, quelques exemples (1).

« *A-t-on encore besoin aujourd'hui d'une telle force de police militaire ?* », s'interrogeait, après le changement politique de 1981, M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police *(FASP)*, qui demandait que les droits et les devoirs des gendarmes soient « *alignés sur ceux de la police* » (2). Et tel responsable du Syndicat national autonome des policiers en *civil (S.N.A.P.C.)* n'hésite pas à dénoncer aujourd'hui la « *militarisation* » des tâches de police qu'induirait, selon lui, l'ascension de la gendarmerie : « *Ce que celle-ci aime appeler nos états d'âme, c'est notre caractère démocratique, notre vie syndicale...* »

On le pressent : derrière ce qui pourrait n'être qu'une concurrence entre spécialistes se joue aussi l'image que la police a d'elle-même, son moral, en somme. « Pandore », avec sa réputation de discipline, de dévouement et d'efficacité, confortée par une allure bonasse, renvoie le « flic » aux accusations dont il est fréquemment l'objet — de cafouillage, de brutalité, de politisation excessive, etc.

Or c'est justement ce malaise et *cette amertume policière*, que la création du secrétariat d'Etat à la sécurité publique et le « profil » de son occupant — « ami » et « chef » des policiers, ainsi qu'il s'est présenté lui-même — voudraient dissiper. Il est *sans doute* à souhaiter que des dérapages comme ceux de samedi, même par souci d'efficacité et de secret, n'y fassent pas trop obstacle.

Car, au-delà de l'urgence antiterroriste, M. Franceschi a devant lui une tâche difficile et de longue haleine qui, sauf à être démagogique, ne saurait se réduire à l'augmentation quantitative des effectifs. « *Une réforme durable des structures* », ont exigé les principaux syndicats de policiers, sans laquelle la coordination et l'efficacité ne sauraient être que conjoncturelles. Il importe de s'attaquer à ce maquis de structures, de directions et de compétences, échafaudage vieilli où règnent les rivalités de corps et de statut, souvent renforcées par les divisions syndicales, que constitue de nos jours la police nationale.

La première étape, en ce domaine, devrait se jouer au niveau des directions centrales, par le fait même de la création du secrétariat d'Etat. Auparavant, une direction générale de la police nationale (D.G.P.N.) coiffait auprès du ministre de l'intérieur les cinq directions spécialisées (*sécurité publique, sécurité* du territoire, police judiciaire, renseignements généraux, police de l'air et des frontières). Ce rouage, occupé traditionnellement par un préfet, est critiqué par les policiers comme un facteur d'alourdissement, de filtrage excessif et de déperdition d'information. Une meilleure coordination étant souhaitée, la D.G.P.N. devrait soit disparaître, soit être transformée en une direction purement administrative, allégeant le cabinet de *M. Franceschi du travail le moins* urgent.

Dans tous les cas, les directions actives seraient directement reliées au cabinet du secrétaire d'Etat, M. Robert Broussard, commissaire divisionnaire, conseiller technique chargé du « renseignement police judiciaire », parrainant les plus opérationnelles d'entre elles. Dans la même logique de centralisation, le décret d'attribution du secrétariat d'Etat, soumis actuellement à *l'arbitrage de M. François Mitter*rand, devrait spécifier, avec l'accord du ministère de la défense, le droit de regard de M. Franceschi sur les missions, de la direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E., ex-SDECE).

Le rapport Belorgey

La seconde étape consistera à mettre en œuvre le programme de réformes diverses annoncées dans *le Monde* du 15 juin par M. Gaston Defferre et issu du « prérapport sur les réformes de la police » remis en janvier par M. Jean-Michel Belorgey, député (P.S.) de l'Allier. Il s'agit, entre autres, de la publication d'un code de déontologie des policiers ; de l'amélioration de la formation des personnels ; *de la fusion de l'inspec*tion générale de la police nationale (I.G.P.N.) et de l'inspection générale des services (I.G.S.), celle-ci étant fort critiquée par les policiers parisiens pour ses méthodes... policières ; de l'extension des qualifications judiciaires (O.P.J. et A.P.J.) et d'une *révision du découpage* des compétences avec la gendarmerie, ces deux dernières mesures renvoyant au conflit latent déjà évoqué.

Tout n'est pas dit pour autant. Certaines recommandations du « prérapport Belorgey » n'ont pas été reprises à son compte par le ministre de l'intérieur, mais sont toutefois réclamées par les organisations syndicales, qui voudraient que l'on aille plus loin dans la rationalisation des structures. Ainsi de la fusion des corps de police en civil et de police en tenue (inspecteurs et officiers de paix d'une part, enquêteurs et gardiens, d'autre part) ou de la création de directions départementales ou régionales de la police nationale, qui faciliteraient la cohabitation entre les différents services de police. Le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.), qui insiste sur ces points, n'hésite pas à affirmer que, pour l'heure, le « prérapport Belorgey » a été « *vidé de son contenu* »...

EDWY PLENEL.

(1) *Le Monde Dimanche* du 18 novembre 1979.

(2) Entretien publié par la revue *Actes*, no 32, 3e trimestre 1981. Editions Solin.

FIERTÉS

Heureux week-end que celui des 28 et 29 août pour le gouvernement français. Triomphe policier au dedans, satisfaction militaire au dehors.

A peine porté au devant de la scène politique, le chef d'escadron Prouteau voit son enfant, le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale, le déjà fameux G.I.G.N., déployant une large partie de ses forces, s'emparer de « chefs terroristes internationaux », comme les désignent la télévision, les radios, puis les journaux de lundi.

De leur côté, les forces dépêchées au Liban pour être les sergents de ville du départ des Palestiniens, sont saluées par les vaincus pour leur efficace courtoisie.

L'un et l'autre exploits, que personne ne songerait à nier, ne pouvaient passer inaperçus et une faute d'attention des organes de presse est toujours à craindre. Les arrestations à peine acquises, l'évacuation à peine achevée, deux communiqués officiels, l'un émanant de l'Elysée, l'autre du ministère de la défense, invitaient les Français à s'en montrer fiers.

La joie des autorités françaises se comprend, venant après une série de drames et de mécomptes : en France, les attentats qui se multipliaient : au Proche-Orient, les rebuffades appuyées du gouvernement israélien.

Fallait-il à ce degré succomber à la tentation des cocoricos ? Oublier si vite ce qui avait précédé ? Laisser entendre à ce point que la fin des malheurs était certaine ? Si la décence n'a pu faire qu'on soit plus réservé, la prudence ou la crainte du lendemain l'aurait pu. — Ph. B.

M. PEYREFITTE : la société n'est plus protégée

M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux et député (R.P.R.) de Seine-et-Marne, a notamment déclaré : « *La situation se dégrade dans tous les domaines. Le ministre de la justice affirme sans rire que l'été n'a pas été chaud, mais il nie l'évidence que le président de la République est bien obligé d'admettre. Le terrorisme, les attentats en Corse, la délinquance sur les plages ou dans les villes, ne sont jamais allés aussi loin.*

» *On a voulu, par vengeance à l'égard du précédent pouvoir, supprimer la Cour de sûreté de l'Etat et la loi sécurité et liberté, démanteler toutes les protections que la société avait laborieusement dressées pour assurer sa défense. Le glaive de la justice s'est transformé en sabre de bois. Le sentiment d'insécurité, après dix-huit mois pendant lesquels il avait complètement disparu des sondages, est réapparu en force... Comment voulez-vous que les Français soient satisfaits ?* »

Les arrestations de Vincennes

(Suite de la première page.)

En descendent une vingtaine de gendarmes en civil ou en uniforme, sous les ordres du capitaine Paul Barril, qui pénètrent rapidement dans l'immeuble. Plusieurs d'ente eux intiment l'ordre à quelques voisins de rentrer chez eux. Ils demandent aux concierges de ne rien dévoiler de ce qu'ils risquent *de voir. Une demi-heure plus* tard, deux hommes qui sortent d'un appartement du troisième étage sont rapidement maîtrisés dans l'escalier. Un vêtement est jeté sur la tête du premier pour le dissimuler à la vue des curieux, mais le second, qu'on fait monter dans un véhicule, est aperçu quelques secondes par certains habitants de l'immeuble qui, intrigués par le bruit, ouvrent leurs portes. Ils reconnaissent celui des locataires qu'ils appellent l'« Américain », mais dont ils ignorent la véritable nationalité.

Sa carure athlétique et son visage sont simplement familiers. Il occupe, avec plusieurs autres personnes, l'appartement d'une jeune Française, Mlle Odette Labeylie, absente depuis plusieurs mois et qui vivrait aujourd'hui dans une ferme du centre de la France. Les locataires ne sont pas sûrs des bribes de renseignements qu'ils livrent, en refusant, par peur des représailles éventuelles, de se faire photographier. L'un des hommes arrêté portait peut-être une barbe. On ne se souvient pas d'avoir vu des Arabes dans l'escalier, plutôt des Européens, Allemands ou Américains. Les habitants de l'immeuble sont fort discret et se gardent bien de se mêler de la vie des autres.

Les membres du G.I.G.N. fouillent très rapidement l'immeuble des caves aux greniers. Ils découvrent encore plusieurs kilogrammes d'explosifs — peut-être du T.N.T. — et de nombreux documents sur le terrorisme international. Alors qu'ils déplacent chaque meuble de l'appartement, peu après *19 heures*, une jeune femme, accompagnée d'un enfant sonne à la porte. Elle est interpellée à son tour. Son visage, lui aussi, dit quelque chose à certains des locataires. La jeune femme pourrait être la compagne de l'un des hommes arrêtés. Les gendarmes quittent les lieux à la *tombée de* la nuit. Le 82, de la rue Diderot garde provisoirement ses mystères.

Puis le week-end s'achève sans que les éclaircissements souhaités soient apportés. A peine obtient-on confirmation que le G.I.G.N. a agi seul, provoquant ainsi la colère des services de police, que les personnes arrêtées ont été interrogées, dimanche jusqu'à 23 heures, dans les locaux de la gendarmerie au Fort de Vincennes, alors que le parquet de Créteil avait officiellement confié cette mission, dès 17 heures, à la brigade criminelle. Ce n'est qu'à 23 h 25 que trois véhicules une Renault 14 et deux cars de *Police-Secours pénétraient dans* la cour du 36, quai des Orfèvres. Une jeune femme et deux hommes, le visage dissimulé aux photographes, étaient aussitôt conduit sous bonne escorte dans les locaux de la brigade criminelle. Une demi heure plus tôt, le commissaire Robert Broussard avait rejoint les locaux de la brigade criminelle.

Il semble, en fait, qu'un renseignement en provenance de l'étranger, sans doute d'un pays européen allié de la France, soit parvenu, samedi dans la journée à la Direction générale de la Sécurité extérieure (D.G.S.E.), le successeur du S.D.E.C.E. : un groupe de terroristes caché à Vincennes s'apprêtait, peut-être, à faire exploser des bombes à Paris, contre des *objectifs britanniques*. Devant l'urgence d'une intervention, l'Elysée aurait décidé de ne pas alerter les services de police compétents et de demander au G.I.G.N. d'opérer rapidement, puisque le ministère de la défense, par la D.G.S.E., était déjà dans la confidence.

Les informations recueillies à Paris font état aussi d'une autre cible éventuelle : l'attaché militaire anglais à La Haye. De ce faisceau de rumeurs convergentes, il apparaît que les personnes arrêtées seraient des Irlandais, que recherchaient plusieurs polices européennes. Mais si ce premier fait se confirme, les enquêteurs devront déterminer si ces suspects sont des membres de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) et si leurs objectifs se limitaient à des cibles britanniques.

Déjà, certaines informations laissent supposer que les deux hommes et la jeune femme auraient pu passer un « contrat » avec d'autres milieux terroristes internationaux, européens eux aussi, mais qui agiraient plus directement en liaison avec certains régimes proche-orientaux.

Ces dernières années, certains membres de l'IRA avaient été vus à Beyrouth et plusieurs services secrets *soupçonnent* ce mouvement d'apporter son aide, en certaines occasions, aux amis d'Ilich Ramirez Sanchez, dit « Carlos ».

C'est de La Haye que Carlos avait menacé de représailles l'Etat français, le 5 mars, si deux de ses compagnons, le Suisse Bruno Breguet et l'Allemande Magdalena Kaupp, arrêtés à Paris le 16 février, n'étaient pas libérés. Le ministère néerlandais de la justice, interrogé par notre correspondant aux Pays-Bas, confirmait ce lundi l'existence « *d'une piste néerlandaise* ». Il reconnaissait être saisi d'une demande de renseignements concernant les personnes arrêtées à Paris, lesquelles, selon certaines informations, auraient pu bénéficier de complicités en Hollande. Le G.I.G.N. aurait notamment trouvé des passeports vierges et des permis de conduire néerlandais à Vincennes.

PHILIPPE BOGGIO.

LES FAUSSES ALERTES A LA BOMBE

La colère du propriétaire d'une Pontiac suspecte

La psychose collective de l'attentat a parfois pour effet de transformer de banales infractions au code de la route en quasi-affaire d'Etat. Le propriétaire de la Pontiac blanche garée le lundi 23 août devant le Palais de justice de Paris (le Monde *du 24 août*) *ne semble pas près d'oublier cette date. P.-D.G. d'un cabinet d'affaires, il se rendait à une convocation de la brigade financière quand sa voiture tombe en panne.* « Ma Pontiac sortait pourtant du garage. Elle était trop lourde pour la pousser, alors je l'ai garée contre la balustrade des travaux devant le Palais. J'ai ensuite posé un écriteau sous le pare-brise indiquant qu'elle était en panne. »

La Pontiac blanche se trouve alors en stationnement interdit à deux pas des locaux du premier cabinet de la sous-direction des affaires économiques et financières, rue de Lutèce. Après avoir été entendu par la brigade financière, son propriétaire, abandonnant la voiture en panne, rentre à son bureau. Plus tard, dans l'après-midi, il décide de récupérer son véhicule. Ce dernier a disparu, volatilisé.

« J'ai d'abord pensé à la fourrière, mais quand j'ai appris ce qui s'est réellement passé, j'étais écœuré. »

Alerté de la présence d'une voiture suspecte par les policiers en faction devant le Palais de justice, ou par un coup de téléphone anonyme selon le P.-D.G., le service des explosifs du laboratoire central était arrivé sur les lieux à 18 heures. Après avoir vainement tenté d'ouvrir la Pontiac avec des pinces-monseigneur, ils font sauter le coffre arrière avec un cordeau détonant. Le véhicule est ensuite conduit au commissariat central du quatrième arrondissement. « Le coffre et l'arrière de ma voiture sont hors d'usage. Cette affaire va me coûter entre 5 000 F et 8 000 F *de réparations. Sans compter* le préjudice, car je suis obligé de louer une autre voiture. Heureusement, la préfecture de Paris s'est engagée à payer la facture du garage. Quand et comment ? Je ne sais pas. »

Seule consolation : dans leur émoi, les policiers ont oublié d'infliger une amende pour stationnement interdit à cet automobiliste malchanceux.

Soixante-deux personnes arrêtées en Italie pour trafic de drogue

Milan (A.F.P.). — Soixante-deux personnes ont été arrêtées, samedi 28 août, pour trafic de drogue, dans les villes de Milan, Vérone et Trente (Haut-Adige), après une enquête conduite depuis plusieurs mois par le parquet de Trente, a annoncé, dimanche 29, la police italienne. Toutes les personnes arrêtées faisaient partie d'un réseau international qui importait de Turquie de très importantes quantités de morphine base et d'héroïne, parfois 400 kilos en un seul voyage.

La morphine base était d'abord stockée à Trente (Haut-Adige) et Vérone (Vénétie), puis raffinée et exportée vers les Etats-Unis et Marseille. L'héroïne, qui transitait par le mêmes canaux, servait essentiellement à alimenter les marchés du nord de l'Italie. Les *principaux responsables* étrangers du réseau, au nombre de cinq, avaient été arrêtés, au cours des derniers mois, en Turquie, en Grèce et en Tunisie, par les différentes polices nationales, à la demande des autorités italiennes.

Ces arrestations ont ensuite permis à la police italienne de remonter la filière pour aboutir aux soixante-deux arrestations de samedi et à l'émission de mandats d'arrêt contre quelque quatre-vingts autres personnes, actuellement en fuite.

Faits et jugements

Un gardien de la paix écroué pour violence

Un gardien de la paix, M. Marc Demaye, trente et un ans, a été écroué, samedi 28 août, à Paris, pour « *violences illégitimes avec arme par agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions* ».

Jeudi 26 août vers vingt-trois heures, au commissariat spécial de la gare de l'Est, où il était affecté, M. Demaye avait blessé à coups de crosse de pistolet et à coups de pied M. Raymond Saint-Pé, vingt et un an, employé dans une société d'intérim qu'un contrôleur de la S.N.C.F. venait de conduire au commissariat pour une vérification d'identité. Relâché après une heure de « garde à vue », M. Saint-Pé est allé porter plainte contre le gardien de la paix dans un commissariat voisin, d'où il a été hospitalisé. Un policier, avisé du comportement de son collègue, s'est alors rendu au commissariat de la gare de l'Est, où il trouva M. Demaye passablement ivre, en slip et en compagnie de deux touristes allemandes. L'alcootest, aussitôt pratiqué, s'est révélé positif. M. Demaye a reconnu avoir bu du whisky et du pastis.

● *Le corps déchiqueté d'un ancien artificier*, a été découvert, dimanche 29 août, dans un pavillon de Fontainebleau (Seine-et-Marne). M. Pierre Benoist, soixante-quatorze ans, artificier en retraite, a vraisemblablement été tué par l'explosion d'un obus qu'il tentait de désamorçer.

● *Un engin explosif* a partiellement détruit, dimanche 29 août, à 4 h. 45, une boîte de nuit de La Mure, près de Grenoble (Isère). Le S.R.P.J. de Grenoble n'a pas encore déterminé la nature de cet explosif ayant provoqué une très forte déflagration. Il pourrait s'agir de dynamite, souvent utilisée dans ce bassin minier. *L'explosion*, qui s'est produite une demi-heure après la fermeture du Walker Dance, n'a fait aucune victime. L'acte politique semble définitivement exclu, le raket peu probable ; les enquêteurs préfèrent s'orienter vers la thèse d'une vengeance de client irascible.

● *Un incendie d'origine criminelle* a sérieusement endommagé, samedi 28 août, à 7 heures, les bureaux de la Société parisienne d'entretien, dans la zone industrielle de Meaux (Seine-et-Marne). Le système informatique a été partiellement détruit. La direction de l'entreprise indique que cet incendie n'affectera pas l'emploi de ses soixante-dix employés. Selon le commissariat de Meaux plusieurs foyers avaient été allumés simultanément.

antiterrorisme

...statations de Vincennes

La colère du propriétaire d'une Pontiac suspect

Faits et jugements

LA SÉQUESTRATION D'UN ENFANT DANS L'ESSONNE

Oser parler

L'histoire de David, séquestré et maltraité, de même que celle de Laurent, témoin du calvaire de son frère, suscitent légitimement émotion, indignation et incompréhension.

Les faits choquent. Dès leur découengagée. Le juge d'instruction, après lancée. Le juge d'instruction, après avoir placé les parents en détention provisoire, fera toute la lumière sur *leurs actes ; ils en répondront* devant la justice. Le juge des enfants, avec l'aide du directeur départemental des affaires *sanitaires et sociales*, prendra toutes les mesures propres à recréer, pour David et Laurent, des conditions de vie normales. Exceptionnelle à certains égards, cette affaire trouvera donc, autant qu'il est possible, son épilogue.

Mais des enfants sont encore, aujourd'hui, victimes de mauvais traitements, de sévices ou simplement privés des soins auxquels ils on droit. Combien ? Il est, hélas ! impossible de prendre l'exacte mesure du phénomène. Les seules données sûres que l'on puisse utiliser sont celles émanant des statistiques judiciaires (en 1979, mille six cent cinquante-six infractions pour mauvais traitement ont été constatées). Elles ne traduisent qu'une part d'une réalité difficilement saisissable : les violences à enfant sont le plus souvent exercées dans le secret de la vie familiale : l'entourage n'a pas toujours conscience du calvaire de certains enfants ; et la marge est parfois étroite entre la « fessée musclée » et le début des violences et des sévices. Aussi, nous sommes condamnés à des estimations. C'est pourquoi, il ne faut pas sous-estimer le nombre de ces situations, les chiffres avancés, et notamment ceux relatifs aux décès d'enfants par mauvais traitement, doivent être interprétés avec précaution.

En vérité, ce qui importe aujourd'hui, c'est de répondre aux deux questions essentielles que pose, à me yeux, cette affaire, afin d'éviter qu'un autre David ne vive à son tour une telle enfance.

par GEORGINA DUFOIX (*)

On est surpris, en premier lieu, qu'un enfant en danger ait pu échapper si longtemps à la vigilance des services de la protection de l'enfance. La vie de tout individu est, en effet, dès la naissance, jalonnée de « carrefours sociaux » (formalités obligatoires d'état civil, soins et vaccinations, scolarisation, etc.). En *enfermant l'enfant*, ses parents l'ont soustrait à ces « *carrefours sociaux* ». Faut-il pour autant s'engager vers un contrôle plus contraignant et généralisé de l'autorité parentale, en définissant, au-delà des sanctions pénales, de nouveaux modes de contrôle de ces obligations civiles et sociales ?

Je ne le crois pas. Il nous faut préserver un équilibre entre le légitime souci de protection des enfants et le respect des libertés individuelles, fondement de notre société.

En tout état de cause, les enquêtes judiciaires, d'une part, et la mission que j'ai confiée à l'inspection générale des affaires sociales, d'autre part, indiqueront les lacunes éventuelles de notre organisation sociale. Il conviendra d'en tirer les leçons.

Dialogue social

Mais la réalité est complexe : car si chacun d'entre nous, professionnels ou simples citoyens, a l'obligation d'alerter les autorités administratives et judiciaires sur le danger couru par un enfant et si les uns et les autres ne manquent pas de signaler quotidiennement de tels faits, il n'en reste pas moins vrai que la preuve des mauvais traitements est dans bien des cas délicate à apporter. Souvent, les hématomes ou fractures constatés trouvent des explications plausibles, l'enfant lui-même ne peut ou ne veut parler par crainte des conséquences de ses propos, l'attitude extérieure des parents est empreinte de respectabilité... Seule un recoupement d'informations peut alors permettre de reconstituer la vérité.

Rapprocher les différents intervenants de la protection de l'enfance, médecins, travailleurs sociaux, magistrats, est un des buts que je me suis fixés. Une meilleure connaissance réciproque de chacun de ces intervenants, personnelle et professionnelle, une habitude d'échanges et de travail en commun, permettront d'offrir aux parents l'aide qui peut leur être nécessaire pour répondre autrement que par la violence aux difficultés rencontrées avec l'enfant : soutien psychologique ou matériel, mais aussi, parfois, éloignement plus ou moins durable de l'enfant.

Cependant, et c'est la seconde mais capitale question que pose cette pénible affaire, comment une mère et un père peuvent-ils en arriver là ?

On le sait désormais avec certitude, les conditions socio-économiques n'expliquent pas tout. Il y a des enfants martyrisés dans tous les milieux.

Acharnés contre un enfant, les parents maltraitants peuvent avoir à l'égard de leurs autres enfants un comportement normal. Une chose est sûre : ils présentent, du fait de leur histoire personnelle, des carences affectives et relationnelles importantes. Nombre de parents maltraitants ont été eux-mêmes des enfants martyrs. Il ne s'agit pas ici de justifier, mais de comprendre, dans l'intérêt des enfants à protéger.

L'enfant victime de sévices physiques ou moraux est souvent un enfant dont la venue n'est pas désirée. Il symbolise parfois un épisode difficile de la vie de ses parents ; il est le mauvais « sujet » par lequel tous les malheurs sont arrivés...

Plus que jamais, les préoccupations des pouvoirs publics doivent donc porter sur les circonstances de la naissance. Une meilleure politique de régulation des naissances, une aide des services sociaux aux futures mamans, une information sur les possibilités offertes pour accueillir l'enfant : ce sont les conditions à réunir pour éviter que des parents qui ne bénéficient pas d'un entourage familial solide ne s'enferment dans le cercle de la violence comme un enfant rejeté.

Plus que jamais, l'heure est venue d'une réelle politique de la naissance et de la petite enfance. Comme je m'y étais engagée, je ferai sur ces thèmes des propositions au gouvernement.

Enfin, il faut encore offrir aux parents maltraitants la possibilité d'un dialogue social. Ainsi, à partir de contacts téléphoniques, l'occasion est donnée à ces parents d'oser parler de leur violence et d'accepter l'aide et le soutien qui leur permettront de vivre « autre chose » avec leur enfant. Plus généralement, au travers d'une autre conception de l'habitat et des relations de voisinage, sera poursuivie l'action engagée ces derniers mois pour promouvoir un cadre de vie quotidien qui offre aux familles, aux parents et aux enfants plus de possibilités de rencontres, d'écoute et de solidarité.

Nous devons et nous pouvons apporter aux enfants la protection qui leur est due. Nos lois et nos institutions le permettent. Encore faut-il concilier une juste réaction sociale et l'ouverture d'un dialogue avec ces familles. Punir est nécessaire, mais cela ne suffit pas. Il faut comprendre pour mieux prévenir. Et, pour cela, il nous faut oser parler de cette violence.

(*) Secrétaire d'Etat chargé de la famille.

DANS L'OISE

Une femme esclave

De notre correspondant

Beauvais. — Raymonde Poing, cinquante et un ans, « *n'a pas toute sa tête* » comme on dit. Cette diminuée mentale n'a jamais vécu comme tout le monde. Pensionnée, en raison de son infirmité, elle vivait jusque voici deux ans dans une roulotte à Cauvigny (Oise), près de Noailles. Mais la roulotte était en très mauvais état et Raymonde dut se résoudre à partir.

Un ami lui conseilla de se réfugier provisoirement chez une famille qu'il connaissait, les Saint-Léger, à Mouy ; ces derniers occupaient un pavillon situé à la périphérie de la commune. Le père, M. Pierre Saint-Léger, aujourd'hui âgé de cinquante-cinq ans, et sa femme ont eu douze enfants en tout ; cinq sont partis ; sur les sept restants, le plus âgé, vingt-trois ans, est marié et vit avec son épouse sous le toit paternel. Mme Saint-Léger, la mère, n'est pas souvent à la maison et l'arrivée de Raymonde a été ressentie comme une aubaine.

Raymonde se chargeait des corvées et, de travaux en travaux, elle est devenue au fil des semaines non seulement l'esclave mais encore le souffre-douleur de toute la famille. Gifles, coups de poing, coups de pied, étaient le pain quotidien de la malheureuse. Le plus violent était le père, qui entre autres, sous le prétexte que « *Raymonde n'était pas propre* », allait jusqu'à la déshabiller de force aidé de ses quatre fils majeurs, pour la plonger ensuite dans un baquet d'eau froide. Ce drame s'est terminé avec l'arrivée des gendarmes alertés par des voisins. Raymonde a été hospitalisée à l'hôpital de Clermont-de-l'Oise, où les médecins lui ont accordé un mois pour récupérer. Quant au père de famille, M. Saint-Léger, il a été écroué pour coups et blessures volontaires à la maison d'arrêt de Beauvais. L'enquête déterminera si les autres membres de la famille doivent être poursuivis.

M. L.

LES LIBRES-PENSEURS DEMANDENT L'ABROGATION DES LOIS ANTILAÏQUES

Le congrès national de la libre pensée, qui se réunit du 29 au 31 août à Boulogne-sur-Mer, a élu un nouveau président, M. René Labrégère.

Réaffirmant leur attachement à « *la laïcité de toutes les institutions de la République* », les libres penseurs ont constaté, « *après quinze mois de gouvernement de gauche, l'obstruction faite à l'abrogation des lois antilaïques et à la création d'un grand service laïque et unique d'éducation* ».

Dans leur résolution finale, ils ont regretté « *la reconduction sans modification du budget de l'éducation nationale, la remise en cause du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse, le fait que la loi « sécurité et liberté » n'ait pas été abrogée dans sa totalité* ». Les congressistes ont cependant porté trois mesures au crédit du gouvernement (abolition de la peine de mort et celle de la Cour de sûreté de l'Etat, nationalisations).

● *Les inondations* causées par les pluies de la mousson, en Inde, ont entraîné la mort de cent quarante-six personnes depuis la fin juin. Elles affectent plus particulièrement les Etats de l'Uttar-Pradesh, du Madhya-Pradesh et de l'Orissa. — (*A.P., U.P.I.*)

« Hara-Kiri » est mis en cause pour deux pages concernant la catastrophe de Beaune

De notre correspondant

Beauvais. — Le préfet de police, M. André Collot, a pris, samedi, en fin de matinée, un arrêté interdisant dans tout le département la vente et l'exposition du dernier numéro de l'hebdomadaire *Hara-Kiri*. Son collègue de la Côte-d'Or prenait également la même décision. Dans son numéro 252, mis en vente le matin même, le journal « bête et méchant » publie un « hit-parade des grands événements de l'été 1982 ». En tête de ce classement figure l'accident de Beaune illustré sur une double page par des photos d'actualité agrémentées de légendes satiriques. L'un de ces documents représente les parents des victimes devant le cercueil de leurs enfants brûlés vifs : sur les couvercles ont été rajoutées les mentions « *tomates du Maroc* » ou encore « *Outspan* ». Dessous, *Hara-Kiri* publie « *l'esquisse d'un projet de monument pour Crépy-en-Valois* », un dessin représentant un barbecue sur lequel grillent des enfants.

Pour étayer sa décision, le préfet — commissaire de la République de l'Oise — invoque les articles L 131-2, troisième alinéa, et L 131-13 du code des communes.

L'arrêté à peine publié, les policiers et gendarmes du département étaient priés d'en aviser les dépositaires de presse. A Compiègne, des numéros ont même été saisis mais les policiers ont dû les rapporter, l'arrêté ne visant expressément que la vente et l'exposition. L'avocat de l'association de défense des victimes de l'accident de Beaune dont le siège est à Crépy-en-Valois, Mᵉ Roland Weyl du barreau de Paris a déclaré dimanche qu'il allait « *introduire une action en référé devant le tribunal de grande instance de Paris afin d'obtenir l'interdiction dans toute la France de la vente de ce numéro d'Hara-kiri* ».

En tout état de cause, l'avocat a indiqué qu'il déposerait au nom de l'association une plainte avec constitution de partie civile

Vingt-quatre heures avant la mise en vente dans les kiosques de l'hebdomadaire, le maire avait informé le préfet de la teneur de cette parution et réclamé l'arrêté d'interdiction. « *Si ce numéro avait été mis en vente ici, les habitants, qui sont restés extrêmement sensibilisés à ce drame, n'auraient pas compris et il aurait pu se produire des incidents graves* », a ajouté le maire de Crépy-en-Valois. — M.L.

MÉDECINE

LE CONGRÈS DE MÉDECINE NUCLÉAIRE

Une nouvelle stratégie pour développer les méthodes modernes d'exploration du corps humain

La France doit repenser, améliorer la stratégie de son équipement biomédical dans un sens multidisciplinaire, et donner l'impulsion qu'elles méritent aux méthodes nouvelles d'exploration du corps humain : tel est le sens des déclarations qu'ont faites, dimanche 29 août, MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'industrie et de la recherche, et Jack Ralite, ministre de la santé, en ouvrant le troisième congrès mondial de médecine et de biologie nucléaires qui a lieu jusqu'au jeudi 2 septembre au Palais des Congrès à Paris en présence de trois mille cinq cents spécialistes (« le Monde » du 28 août).

Comme l'a rappelé le professeur Maurice Tubiana — dont M. Jack Ralite a annoncé la nomination comme directeur de l'Institut Gustave-Roussy. — c'est en France, notamment avec les travaux de Becquerel, de Marie et Pierre Curie, puis de Frédéric Joliot et d'Irène Joliot-Curie, que sont nées certaines des connaissances fondamentales relatives à la radioactivité. Or la médecine nucléaire est une application directe de ces connaissances au diagnostic de nombreuses maladies, dans la mesure où elle utilise des substances radioactives « marquées » pour évaluer le fonctionnement, normal ou pathologique, des organes.

Pourtant, comme l'a souligné M. Jack Ralite, malgré les travaux fondamentaux de ces pionniers, la médecine nucléaire et plus généralement les méthodes nouvelles de radiodiagnostic, *accusent en* France un retard certain. Aussi a-t-il été constitué au ministère de la santé un « comité consultatif des équipements de santé », qui vient de remettre au ministre un rapport sur cette question. Ce groupe propose notamment la mise en place d'une première « tranche » de gamma-caméras (qui permettent l'interprétation des diagnostics) et de l'informatique qui leur est associée. D'autre part seront ouverts de nouveaux services de médecine nucléaire, ceux « *dont les dossiers sont bien instruits* ». Enfin, une « *expérimentation pilote* » de « *départements d'imagerie médicale* » sera mise en place.

Ce dernier point n'est pas le moins important, dans la mesure où le ministère de la santé s'affirme ainsi désireux de développer la formule des « départements » dans les hôpitaux, jusqu'à présent organisés en services monodisciplinaires.

Dans le domaine du radiodiagnostic, il s'agirait de créer des départements d'imagerie médicale qui réuniraient au sein d'une « *trame hiérarchique petite, souple et renouvelée périodiquement* », des médecins, des physiciens, des informaticiens et des ingénieurs biomédicaux. Nous deviendrions des « *invalides* » a ajouté le ministre de la santé. « *si nous nous privions de ces rencontres d'hommes autour de l'échographie, de la radiographie, du scanographe, de la gamma-caméra et, très bientôt, de la résonance magnétique nucléaire* ».

Le développement de ces nouvelle techniques, a conclu le ministre de la santé, est indispensable non seulement du point de vue des souffrances qu'elles évitent, mais aussi au regard de l'économie de la santé. Ainsi le groupe d'experts réuni au ministère de la santé a-t-il estimé que le retard de la France en médecine nucléaire coûtait 120 millions de francs par an à la Sécurité sociale. « *La nouvelle économie de la santé n'est pas l'austérité*, a ajouté M. Ralite, *mais une manière neuve de gérer, de travailler, de financer.* »

Cyclotrons et résonance magnétique

Détaillant pour sa part les implications industrielles et économiques de ces nouvelles techniques, M. Jean-Pierre Chevènement a défini plusieurs axes de développement :

● *En ce qui concerne les cyclotrons* (c'est-à-dire les installations produisant des isotopes à vie brève), qui apportent des bénéfices considérables en matière de diagnostic, moyennant une innocuité maximale pour le patient, mais dont le coût est très élevé, la première opération d'un plan de cinq ans arrêté par les deux ministères sera engagée à Lyon à la fin de cette année ou au début de 1983. Elle pourrait être suivie, a annoncé M. Jean-Pierre Chevènement, de trois autres, « *parmi lesquelles le projet de Caen parait le plus avancé* ». Au total, il s'agirait de créer « *quatre ou cinq centres fonctionnels dans les dix ans à venir* », ce qui est un « *effort à la mesure de la France.* »

● *Pour la résonance magnétique nucléaire*, technique « *qui mérite des efforts encore plus importants* », d'autant qu'elle risque, à terme, de détrôner les scanographes (*le Monde* du 19 juin), il est nécessaire « *d'accélérer l'effort dès cette année* », moyennant le concours de la Compagnie générale de radiologie, du Commissariat à l'énergie atomique, du C.N.R.S. et de l'université de Grenoble, organismes qui ont mis au point, sur ce sujet un projet-pilote.

« *Une usine spéciale de résonance magnétique nucléaire*, a annoncé le ministre de l'industrie, *est actuellement en cours de construction dans la région parisienne, et les premiers prototypes commenceront à être livrés dès 1938.* »

D'une manière générale, a ajouté M. Jean-Pierre Chevènement, les méthodes modernes de *l'imagerie médicale nécessitent* des plans d'ensemble, des adaptations, notamment sur le plan industriel, des « *changements d'échelle* », une répartition des risques et une collaboration internationale qui pourrait se développer à l'échelle européenne, sur le modèle, par exemple, d'Airbus-Industrie. Il faut, en outre, a estimé le ministre, intégrer les structures nouvelles aux sites hospitaliers — et dans les hôpitaux au sein de départements, — enfin mieux analyser les résultats des prototypes avant la production en séries industrielles.

La médecine nucléaire, a conclu le ministre de l'industrie, a permis des progrès décisifs, irréversibles, dans la mesure où elle autorise des examens pratiqués sans traumatisme aucun. « *Nous ne pouvons que souhaiter que ces avancées se poursuivent et s'accélèrent* », la France dispose pour cela « *de grands atouts pour donner à cette branche de l'activité industrielle toute la dimension qu'elle mérite* », a ajouté M. Chevènement.

CLAIRE BRISSET.

RELIGION

La présence de Jean-Paul II à un meeting organisé par deux mouvements de «jeunes catholiques» provoque des réactions critiques

De notre correspondant

Rome. — Après une courte visite officielle à la République de Saint-Marin, Jean-Paul II a participé, dimanche 29 août, à la clôture du Meeting 82 pour l'amitié entre les peuples, organisé pendant neuf jours à Rimini autour des jeunes catholiques de Communion et Libération et du Mouvement populaire. La manifestation avait réuni quelque cent mille personnes. Après avoir dialogué avec quelques-uns des douze mille participants, jeunes et moins jeunes réunis au meeting, le pape a célébré une messe sur la plage devant une foule de cent cinquante mille personnes.

La présence du pape au Meeting 82 organisé par deux mouvements souvent considérés comme néo-intégristes, a provoqué plusieurs réactions critiques dans certains milieux catholiques italiens.

Dans son discours au Meeting 82, le pape, dont c'était la première apparition à cette manifestation annuelle, qui, cette fois, avait pour thème « Les ressources de l'homme », a surtout commenté celui-ci mettant l'accent sur le travail et la famille. Par la suite, au cours des échanges avec l'assemblée, il a souligné à propos du meeting : « *Je suis convaincu qu'il contribue à donner une dimension de l'Eglise que nous avons méditée lors du concile Vatican II, qui a montré l'Eglise comme un peuple en marche, comme le peuple de Dieu (...) Je pense que vous cherchez à exprimer, avec ce meeting, le caractère propre de la mission de l'Eglise (...). Vous cherchez à montrer le chemin de l'Eglise de notre temps.* »

La présence du pape à Rimini pour donner sa bénédiction à Communion et libération n'a pas été exempte de polémiques. Outre un groupe d'anarchistes, qui, redécouvrant le goût de la provocation, a quelque peu troublé l'arrivée du pape, nombre de chrétiens avaient exprimé des critiques. Dans une lettre ouverte, un groupe de professeurs de l'université catholique de Milan, des membres des scouts catholiques et de la Jeunesse ouvrière catholique, ont demandé au pape si sa présence à une manifestation organisée par « *une formation politique précise* » ne risque pas de constituer « *un choix dangereux de camp allant à l'encontre du pluralisme des opinions politiques des chrétiens affirmé au concile.* »

Pour Communion et libération et pour le Mouvement populaire, la participation du pape au meeting est une consécration ; notamment pour la première de ces organisations qui cherche depuis des années à gagner l'appui de la hiérarchie catholique et à obtenir l'aval à des méthodes et à un message qui se démarquent souvent par leur intransigeance.

Tant Communion et libération que le Mouvement populaire, le premier se définissant comme un « *mouvement ecclésial* » et le second étant plus politique, se situent dans la mouvance des « nouveaux catholiques ». Ils ont notamment lié leurs noms à la campagne contre le divorce et l'avortement. Campagnes parfois véhémentes qui ont provoqué de vives critiques à l'égard de ceux que leurs adversaires qualifiaient de « *Panzer de Dieu* » et de « *Marines de la trinité* ». Plus mesuré, un ouvrage de 1975, qui est consacré à Communion et libération, les nommait les « *extrémistes du centre* ». Le fait que ces campagnes sur le divorce et l'avortement aient été un échec (au référendum sur l'avortement 32 % se sont déclarés contre) ne semble pas avoir démobilisé les jeunes catholiques.

Des thèmes intégristes

Communion et libération est issu de *Gioventu studentesca* (Jeunesse étudiante), fondé en 1954, à Milan, pour favoriser une présence chrétienne dans les écoles secondaires. Puis, à la suite des révoltes étudiantes de 1968-1969, le mouvement s'est transformé, cherchant à développer une présence ecclésiale dans tous les milieux. Ce qui ne l'empêche pas de prendre position souvent de manière tranchée, sur des questions d'actualité.

Les deux mouvements se font particulièrement entendre au sein de la démocratie chrétienne. Le Mouvement populaire, notamment, peut compter sur une quinzaine de parlementaires.

L'entrée récente, d'autre part, de membres de Communion et libération dans le conseil d'administration du quotidien catholique *Avvenire* témoigne que l'audience du mouvement est appelée à s'étendre. On dit, en fait, que Communion et libération serait en train de prendre le contrôle du quotidien, en difficulté depuis de long mois. Meeting 82 s'est, en outre, clos sur la décision de créer une association internationale destinée à s'occuper des prisonniers politiques.

Le mariage avant les relations sexuelles, la crise des idéaux moins menacés par le marxisme que par le nihilisme, la crise de l'Eglise, l'étouffement de la spiritualité par les faux besoins, le vieillissement de la démocratie chrétienne et son incapacité à se renouveler : tels sont quelques-uns des grands thèmes de lutte plus ou moins intégristes de Communion et libération.

Un langage qui, assurément, a la sympathie du pape. Jean-Paul II, estiment les organisateurs du meeting, est « *en parfait accord avec nous, tant au point de vue de l'idéologie que des perspectives. Quant à nous, nous le suivons parce que nous sommes convaincus que, dans le chaos actuel, il est la seule voie raisonnable.* »

PHILIPPE PONS.

CARNET

Naissances

— Daniel et Lynda ALTMANN ont la joie d'annoncer la naissance de
Tirtsa,
le 13 août 1982.
12, rue Elzévir,
75003 Paris.

Noces d'or

— On nous prie d'annoncer les noces d'or de
M. et Mme LEGROS René,
qui seront célébrées à la mairie de Conches, le 1er septembre 1982, à 15 heures.
11, ruelle Binette,
Conches,
77400 Lagny.

Décès

— Le professeur Paul Aboulker,
Ses enfants et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 27 août 1982, de
Mme Suzanne ABOULKER,
née Bonnet-Piron.
Une messe sera dite à son intention par son très fidèle ami le Père E. Duvigneau, missionnaire (s.j.).
S'unir d'intentions et de prières.
54, avenue de New-York,
75116 Paris.

— Mme Haïm Assor,
M. et Mme Albert Assor et enfants,
M. Maurice Assor,
M. Robert Assor,
M. et Mme Akerib et enfants,
Mme Vincent et enfants,
Mlle Michèle Assor,
M. et Mme Pinto et famille,
M. et Mme Lagarde et famille,
M. et Mme Alexandre et famille,
Les familles Sellouk, Tapiero, Lascar et Akerib,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur cher et regretté
Mosse ASSOR,
survenu à Paris, le 26 août 1982, à l'âge de cinquante-huit ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 27 août, à Paris.
La famille ne reçoit pas.
223, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.
6, square du Roule,
75008 Paris.

— Grenoble.

Avec *tous ses* parents, proches et amis,
M. et Mme Jacques Belle,
et leurs enfants :
Catherine et Damien Gignoux,
Françoise, Christine Doublier,
Brigitte et Guy Colcombet,
Marie, Loïc,

ont la douleur de faire part du décès subit de leur fils et frère,

Jean-Baptiste BELLE,

terrassé brutalement, dans sa trente-deuxième année, au terme d'une cruelle maladie qu'il avait courageusement assumée.

L'inhumation religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, à Lans-en-Vercors (Isère), le 23 août.

— *M. et Mme* Etienne Viard,
M. et Mme François-Yves Bernard,
M. et Mme Philippe Dupont,
ses enfants,
Sophie, Marie-Amélie, Séverine, Stéphane, Emmanuel, Benjamin, *Julien, Olivier, Etienne,*
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Roger BERNARD,
née Marcelle Jarron,
survenu subitement le 1er août 1982, à l'âge de soixante-treize ans.
Ses obsèques ont eu lieu le 5 août 1982, en l'église Saint-Léger de Royat.
« La Tremblaye »,
1, allée des Chênes,
37250 Veigne.
22, chemin des Montagnards,
63400 Chamalières.
3, rue Colbert,
63000 Clermont-Ferrand.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Roger CORDESSE,

survenu à Paris, le 24 août 1982.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 28 août, à Esclanèdes (Lozère).

20, villa « La Bruyère »,
91000 Courcouronnes.

— Les sociétés SOFREAVIA et SOFREAVIA-Service
ont le regret de faire part du décès de leur collaborateur
Roland DECOUSSER,
ingénieur en chef
de l'aviation civile,
survenu le 20 août 1982.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— *Mme Louis Fanjoux,*
Les docteurs Marguerite et Yves Trocmé,
Le docteur et Mme Jacques Fanjoux,
Catherine et Pierre Donnadieu,
Anne et Isabelle,
Laurent et Brigitte Trocmé, Caroline et Sophie,
François, Brigitte Trocmé,
Anne, Laurence, Martine et Isabelle Fanjoux,
Sophie et Pierre Chevrier,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Louis FANJOUX,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
leur époux, père, grand-père, arrière-grand-père,
survenu à Nevers, le 25 août 1982, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans
Ses obsèques religieuses, suivies de l'inhumation, ont eu lieu dans l'intimité familiale, le samedi 28 août 1982, à Montceau-l'Etoile (Saône-et-Loire).
Cet avis tient lieu de faire-part.
26 bis, rue du Rempart,
58000 Nevers.
45, rue de l'Hospice,
71300 Montceau-les-Mines.
12, rue Paul-Vaillant-Couturier,
58000 Nevers.

— M. et Mme Louis François-Poncet,
M. et Mme Henri François-Poncet,
M. Bernard François-Poncet,
M. et Mme Jean François-Poncet,
Mme Geneviève François-Poncet,
Et leurs enfants,
Les familles François-Poncet et Dillais,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme André FRANÇOIS-PONCET,
née Jacqueline Dillais,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu à Paris, le mercredi 25 août.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 31 août, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption (Paris-16e).
L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
92, rue du Ranelagh,
75016 Paris.

— Michèle et Philippe Gaubert,
ses parents,
Stanislas, son frère,
M. et Mme Jacques Gaubert,
ses grands-parents,
Mme Madeleine Sineau-Lefebure,
son arrière-grand-mère,
Et tous les siens,
ont la douleur de faire part du décès de
Ludovic GAUBERT,
intervenu dans sa dixième année, le 11 août 1982, à Chamonix - Mont-Blanc.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Simone Guillemot,
Anne et Philippe Delamare,
Agnès et Benoît,
Yves et Lydia Guillemot,
Bertrand et Marie-Pierre,
Hervé et Claire Guillemot,
Marianne,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Pierre-Charles GUILLEMOT,
journaliste - écrivain,
survenu le 22 août 1982, en son domicile, à l'âge de soixante-deux ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 août 1982, en l'église de Saint-Pierre-lès-Nemours, suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-Pierre-lès-Nemours.
Cet avis tient lieu de faire-part.
2, place Saint-Pierre,
Saint-Pierre-lès-Nemours,
77140 Nemours.

— Nous apprenons le décès de
M. Auguste GUYON,
ancien conseiller général
de la Mayenne,
survenu accidentellement le samedi 28 août 1982.

[Né en 1903, Auguste Guyon avait été élu conseiller général radical du canton de Cossé-le-Vivien en 1945. Lors des *élections cantonales de 1949, il n'avait pas* sollicité le renouvellement de son mandat.]

— Mme Renée Kaufmann, ancienne déportée d'Auschwitz,
a la douleur d'annoncer la disparition de
M. Jacob KAUFMANN,
son mari, ancien déporté de Dachau,
survenu le 20 août 1982.
Les obsèques ont eu lieu au cimetière israélite de Pantin-Parisien, le mardi 24 août 1982, dans la plus stricte intimité.

— M. et Mme le docteur James Marangé,
M. et Mme Jean-Claude Marangé,
Denis et Yves,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mme Suzanne MARANGÉ,
leur mère et grand-mère,
survenu dans sa quatre-vingt-septième année.
Ses obsèques ont eu lieu le 26 août 1982, à Soncourt-sur-Marne (52).
43, rue du Plateau,
91600 Savigny-sur-Orge.
52210 Bologne.

— Joanna Neveux,
Noële Neveux,
William Welling,
Carine Welling,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Georges NEVEUX,
homme de lettres,
leur époux, père et grand-père,
survenu le 26 août 1982, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
Le service religieux aura lieu le mercredi 1er septembre, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, où l'on se réunira à 16 heures, et sera suivi de l'inhumation dans le caveau de famille.

82, rue Bonaparte,
75006 Paris.
[*Le Monde* daté 29-30 août.]

— M. et Mme Patrick Rousselle et leur fils,
M. et Mme Marc Mounier et leurs enfants,
Mlle Katia Rousselle,
ont *la profonde tristesse* de faire part du décès de leur père et grand-père,
M. Luc-Philippe ROUSSELLE,
survenu *le 26* août 1982, dans sa quatre-vingt-deuxième année, muni des sacrements de l'Eglise.
Le service religieux a été célébré le samedi 28 août, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Clotilde (23 bis, rue Las Cases, Paris-7e), et *a été suivi* de l'inhumation au cimetière de Passy.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Troyes.
« Tu es mon Dieu.
Mes jours sont dans ta main. »
(Ps. 30/15-16.)
Le Seigneur a rappelé à Lui,
M. Robert SIMON,
le vendredi 27 août 1982, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.
Ses obsèques religieuses seront célébrées le lundi 30 août, à 16 heures, en l'église de Sainte-Savine (10), où l'on se réunira.
Des prières et des messes à son intention de la part de :
M. et Mme Bernard Simon et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Gaillot et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Marie Simon,
Les familles Simon, Bec, Treiber et Sohet.
13, rue Maurice-Mauchauffée,
10000 Troyes.
67, rue Fleury-Proust,
59500 Douai.
8, rue de Bel-Air,
51200 Epernay.
18, boulevard de Grenelle,
75015 Paris.

Anniversaires

— En ce 31 août, premier anniversaire de la mort de
M. Henri LAFUMA,
une affectueuse pensée est demandée à tous ceux qui restent fidèles à *son* souvenir.

— Il y a six ans, nous perdions notre fils
Vincent LAZES,
dans un accident de voiture, à l'âge de vingt et un ans.
« Ceux que je chérissais sont morts, ils sont descendus non *pas dans* la terre mais dans ma mémoire et je sais à présent que tant que je vivrai ils vivront aussi. »
(Kazantsakis.)

Communications diverses

— La Fédération des réseaux de la résistance en Indochine (47 bis, avenue Eglé, 78600 Maisons-Laffitte) organise, pour commémorer la capitulation japonaise, signée le 2 septembre 1945, à bord du « Missouri », dans la baie de Tokyo, où la France était représentée par le général Leclerc, une cérémonie qui aura lieu le jeudi 2 septembre, à 18 h. 30, à l'Arc de Triomphe.

Le Monde

sports

AUTOMOBILISME

AU GRAND PRIX DE SUISSE DE FORMULE 1

La victoire du Finlandais Rosberg et les malheurs de Prost

Dijon. — Après avoir mené pratiquement de bout en bout la course, les Renault turbo pilotées par Alain Prost et René Arnoux, ont été battues au Grand Prix de Suisse, qui se déroulait, dimanche 29 août à Dijon, par la Williams à moteur atmosphérique de Kéké Rosberg. Le Finlandais prend donc la tête du championnat du monde des conducteurs de formule 1, devant, précisément, Alain Prost. Il faudrait au Français remporter les deux prochains et derniers Grands Prix pour prétendre désormais au titre suprême. Pironi — vrai second du championnat, mais sur le papier — ayant été, on le sait, grièvement blessé lors des essais du Grand Prix de R.F.A. disputé le 8 août sur le circuit d'Hockenheim.

De notre envoyé spécial

Mais qui pourra dire pourquoi ou à cause de qui le mauvais sort s'acharne sur Renault ? A peine remises de leur amère défaite en Autriche, il y a quinze jours, les turbo attendaient sans crainte la revanche de Dijon. Même tracé ou presque, tourmenté et rapide à souhait. De quoi contenter les moteurs surcompressés et surtout ceux de Renault, chez eux, ici quasiment dans le paysage de leur enfance.

Ce ne sont pas les fâcheux qui prétendaient que, après tout, à Prenois, l'altitude favoriserait peut-être les bons et « vieux » moulins conventionnels... Balivernes. La bonne respiration des moteurs classiques ne pouvait tout de même pas mettre en cause cette formidable poussée que donne la turbine quand la pression du pied fait faire, en sortie de virage, un bond surpuissant au moteur. Allons donc. Soyons sérieux. La seule chose vraiment à craindre était la sortie de route ou l'accrochage. Mais tout s'était bien passé au départ pris en fanfare par les deux bolides jaune et noir. Alors...

Il faut bien le dire, tout le monde était venu ici pour voir sur la plus haute marche du podium monter Prost ou Arnoux et sur la seconde Arnoux ou Prost.

D'ailleurs, sans même regarder la piste, le son grave du turbo Renault qui passe, précédant de 4 secondes l'autre son grave de l'autre turbo Renault, a de quoi rassurer les quatre-vingt mille spectateurs arrivés ici aux aurores. Les mécanos aussi dans les stands, juchés sur les roues de secours pour voir à l'horizon débouler les monstres. Les attachés de presse, eux, sont tout sourire mais un peu crispés et Bernard Hanon, le P.-D. G de la Régie a sa grimace des jours qui pourraient devenir beaux. Allez ! Tout va bien, c'est dans la poche. Même les chronos installés sur le rail qui jubilent. Tout baigne dans l'huile. Ça tourne comme une horloge et ce n'est pas le Cosworth rageur d'un Lauda ou le B.M.W. pointu d'une Brabham qui nous fera trembler. C'est dans la poche, je vous dis.

On peut préparer les caméras sur leur pied, les braquer sur le stand national, ça laissera les mains libres pour « flasher » avec son Nikkon personnel les deux belles filles en short provoquant, qui posent sur des bolides hors de course. Allez, encore une pellicule sur la Brésilienne de service, cambrée comme une reine et qui laisse dans son sillage comme un parfum de victoire.

Au diable le ravitaillement tactique de Nelson Piquet qui croyait prendre le large avec un demi-réservoir seulement. Au diable les 12 secondes qu'il a mises pour se remettre en course. Il ne rattrapera plus les turbo qui tournent avec leur chant guerrier. Et des haut-parleurs tombe sur la foule plongée dans le soleil, la bière et les merguez — en trois langues bien entendu — le point de vue averti du commentateur de la course.

Tout à coup, stupeur. L'avertisseur de piste crie sa détresse pour faire évacuer l'entrée des stands. Là-bas, à l'attaque de la bretelle de dégagement, une voiture à petite allure. Jaune. Oui, mais il y a d'autres bolides jaunes qui courent. Les A.T.S. par exemple.

Las. Celle-là est jaune et noir, et porte un losange devant. Précipitation des mécanos qui l'entourent comme un essaim de guêpes tombés du ciel, et déjà le monstre repart dans un bruit de tonnerre. C'était Arnoux, disent la rumeur et le haut-parleur. A peine arrêté, déjà reparti. On ne le verra pourtant plus passer devant les tribunes. Panne d'injection. Encore ! diront quelques vieux compagnons désabusés.

Mais il reste Prost caracolant comme à la parade. Et à quatre tours de la fin...

Plus que trois tours. Tout va bien.

Alors l'impossible se produit. « *Kéké Rosberg* », laisse tomber la voix du haut-parleur, « *a passé Prost* ». Stupeur. Sifflets. La kermesse a tourné court. Le grand jeu de la piste et de la mort a eu la fin que l'on ne voulait pas. Une fin banale en quelque sorte.

Sous une toile tendue près de la caravane Renault, Alain Prost, petit visage fatigué et étonné, ne comprend pas pourquoi la jupe de sa RE 30 B a craqué. Il sait en revanche que, à partir de ce moment-là, à six tours de la fin, la voiture est devenue dangereuse, fuyante de l'arrière comme un cheval vicieux. Alors Kéké, qui guettait, a attaqué. Dans la confusion, il a fait même un tour de plus.

Et le championnat du monde ? Il reste deux courses, dit Prost, mais ce sera bien dur.

Dans quinze jours à Monza. Puis il y aura alors, ensuite, Las Vegas. Mais déjà on saura tout, ou presque.

CLAUDE LAMOTTE.

FOOTBALL

DES « CAISSES NOIRES » EN YOUGOSLAVIE

Belgrade (*A.F.P.*). — Les « caisses noires » sont monnaie courante dans les clubs sportifs yougoslaves, révèle un rapport de l'inspection fédérale des finances, rendu public le 27 août au terme d'une « croisade » lancée il y a six mois à travers tout le pays et dont les résultats provoquent déjà l'indignation de l'opinion publique.

Sur sept cent cinquante-huit clubs contrôlés, il n'en est pas un qui ne se soit pas livré à des « malversations financières ». Celles-ci se sont chiffrées, au cours des six dernières années, période sur laquelle a porté le contrôle, à plus de 9,1 milliards de dinars (1 350 millions de francs).

Les associations de football, au nombre de quatre cent quatre-vingts, tiennent la vedette de ce « livre noir » du sport yougoslave, avec 7 milliards de dinars de « gaspillés », le plus souvent sous forme de « prêts non remboursables » ou de dons divers (appartements, voitures, cafétérias, boutiques) ou encore sous forme de primes alimentaires et de loyer. Suivent dans l'ordre les clubs de basket-ball avec 700 millions de dinars, de handball (640 millions), de boxe (340 millions) et de water-polo (220 millions).

Les clubs ont alimenté leurs « caisses noires » en déclarant des recettes inférieures provenant notamment de la vente des billets, des transferts ou des tournées à l'étranger. Mais les membres des clubs n'étaient pas les seuls bénéficiaires de leur « prospérité ». Les inspecteurs des finances ont découvert sur la liste des salaires les noms des épouses de certains des membres, ceux de leurs enfants voire de leurs parents. Selon l'adjoint au directeur général de l'inspection des finances, M. Velimir Maskovic, « *les prisons seraient trop petites pour recevoir tous ceux qui ont gaspillé les deniers publics* ». Pourtant, à en coire la presse, le document de l'inspection fédérale, qui pèse 6 kilos, « *n'est que la partie visible de l'iceberg* ».

LES RÉSULTATS

Athlétisme

RECORD DE FRANCE

Au cours d'une réunion internationale à Stuttgard, Chantal Rega (vingt-sept ans) a pulvérisé le record de France du 400 m haies, réalisant 55 sec. 28. L'ancien record était détenu par Sylvie Revaux en 56 sec. 48.

Automobilisme

GRAND PRIX DE SUISSE
(sur le circuit de Dijon-Prenois)

1. Keke Rosberg (Fin.), Williams, les 307,8 km (80 tours de 3,8 km) en 1 h 32 min. 41 sec. 8 cent. ; 2. Alain Prost (Fra.), Renault, à 4 sec. 44 cent. ; 3. Niki Lauda (Aut.), McLaren, à 1 min. 0 sec. 34 cent. ; 4. Nelson Piquet (Bré.), Brabham, à 1 tour ; 5. Riccardo Patrese (Ita.), Brabham, à 1 tour ; 6. Elio de Angelis (Ita.), Lotus, à 1 tour.

Patrick Tambay, sur Ferrari, qui souffrait de douleurs cervicales, n'avait pas pris le départ.

Classement du championnat du monde des conducteurs : 1. Keke Rosberg (Fin.), 42 pts ; 2. Didier Pironi (Fra.), 39 pts ; 3. Alain Prost (Fra.), 31 pts ; 4. John Watson (G.-B.), 30 pts ; 5. Niki Lauda (Aut.), 29 pts ; 6. Elio de Angelis (Ita.), 23 pts ; 7. Riccardo Patrese (Ita.), 21 pts ; 8. Nelson Piquet (Bré.), 20 pts ; 9. René Arnoux (Fra.), 19 pts.

Football

En match comptant pour la quatrième journée du championnat de France de première division, Mulhouse et Lyon ont obtenu samedi 28 août un résultat nul (1-1).

CHAMPIONNAT DE FRANCE
DEUXIÈME DIVISION
(cinquième journée)

GROUPE A

*Rennes b. *Béziers	2-1
*Valenciennes b. Alès	4-1
*Libourne b. Abbeville	3-2
*Viry et Racing Paris I	1-1
Montpellier b. *Angers	3-2
*Angoulême b. Limoges	1-0
*Nœux b. Châteauroux	1-0
*Nîmes b. Corbeil	5-0
*Guingamp b. Le Havre	2-1

Classement : 1. Rennes, 9 points ; 2. Valenciennes, 8 points ; 3. Angoulême, 7 points ; 4. Nîmes, Racing Paris I, Abbeville, Nœux, Guingamp, 6 points ; 9. Angers, Béziers 5 points ; 11. Alès, Limoges, Le Havre, Châteauroux, Libourne, 4 points ; 16. Montpellier, Viry-Châtillon, Corbeil, 2 points.

GROUPE B

*Dunkerque et Nice	1-1
*Besançon et Toulon	1-1
*Marseille b. Orléans	3-1
*Stade Français b. Martigues	4-0
Reims b. *Cannes	2-1
Gueugnon b. *Thonon	2-1
*Montceau et Grenoble	0-0
*Red Star et Cuiseaux-Louhans	1-1
*Fontainebleau b. Blénod	1-0

Classement : 1. Nice, 9 points ; 2. Dunkerque, 8 points ; 3. Toulon, Reims, Gueugnon, 7 points ; 6. Stade Français, Orléans, Martigues, 6 points ; 9. Marseille, Grenoble, 5 points ; 11. Cannes, Thonon, Fontainebleau, 4 points ; 14. Cuiseaux-Louhans, Montceau-les-Mines, Besançon, 3 points ; 17. Red Star, 2 points ; 18. Blénod, 1 point.

AVIRON

Domination de la R.D.A. et de l'U.R.S.S.

Avec trois médailles d'or (skiff, quatre de couple et quatre barré) et quatre d'argent pour les huit épreuves, la République démocratique D'Allemagne a largement dominé la compétition masculine aux championnats du monde, organisés sur le Rotsee, à Lucerne. Les Allemands de l'Est ont toutefois dû laisser deux médailles d'or aux surprenants Norvégiens (double scull et deux sans barreur), une à l'Italie (deux barré) et surtout la plus belle des victoires, celle du huit, à la Nouvelle-Zélande.

Les Soviétiques, qui ont dû se contenter de deux médailles d'argent et deux de bronze chez les messieurs, se sont rattrapés dans la compétition féminine, où ils ont remporté cinq des six épreuves, ne laissant que le deux sans barreur aux Allemandes de l'Est.

La France, qui avait qualifié trois bateaux pour les finales, a terminé sixième pour le huit masculin et le quatre de couple féminin. Le quatre de couple masculin (Boudoux, Pelletier, Fornara, Gaté), qui avait obtenu trois médailles au cours des trois derniers championnats du monde, a dû cette fois se satisfaire d'une quatrième place, son chef de nage, Marc Boudoux, ayant été diminué par un début de grippe.

CYCLISME

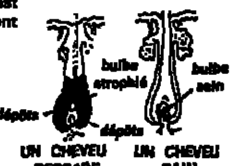
Bondue reste champion du monde

En battant comme l'an dernier le Danois Oersted en finale, le Français Alain Bondue a conservé son titre de champion du monde de poursuite professionnelle, dimanche 29 août, sur la piste de Leicester : victoire acquise de justesse — par 43 centièmes de seconde seulement, — mais qui confirme le talent et la supériorité du jeune Nordiste. A noter que Bondue avait réalisé en demi-finale le temps tout à fait remarquable de 5 min 55 sec pour les 5 kilomètres. La performance est révélatrice de sa qualité foncière et elle pourrait éventuellement lui inspirer une tentative contre le record de l'heure. Le cyclisme français a obtenu deux autres médailles avec Yave Cahard, troisième en vitesse professionnelle, et Jeanie Longo, troisième en poursuite féminine.

Quant au Japonais Nakano, vainqueur du Canadien Singleton en finale du sprint professionnel, il a conquis un sixième maillot arc-en-ciel sans égaler toutefois les chronos — deux cents derniers mètres en 10 sec 32/100 — réussis par le puissant Soviétique Kopilov, irrésistible chez les amateurs.

Le meeting de Leicester a, par ailleurs, mis en évidence le dynamisme du cyclisme féminin américain. Les Etats-Unis possèdent deux nouvelles championnes du monde : Connie Baraskevin en vitesse et Rebecca Twigg en poursuite.

J. A.





Le Monde

culture

Un entretien avec M. Jack Lang

« Le gouvernement est décidé à faire connaître en France les films du tiers-monde »

« Votre intervention du 27 juillet 1982 à Mexico sur l'impérialisme culturel a trouvé un écho particulièrement favorable parmi les délégations du tiers-monde. Mais nombre de cinéastes de ces régions se demandent s'il existe une volonté politique de concrétiser en France ces bonnes intentions. Des mesures ont-elles déjà été prises pour développer la coopération cinématographique avec le tiers-monde ?

— La France est sans doute le pays le plus accueillant aux autres cinématographies. Paris est la ville d'Europe où on peut voir le plus grand nombre de films de pays du tiers-monde. Mais depuis un an, un effort nouveau a été engagé par le gouvernement. Au titre des coproductions, il y a notre volonté systématique de multiplier avec chacun des pays du tiers-monde les accords cinématographiques. Parmi les accords déjà conclus, il y a celui avec l'Egypte paraphé le 22 février 1982. Il y a aussi la volonté politique déterminée de réaliser des projets, parmi lesquels justement le film de Youssef Chahine *Bonaparte en Egypte*.

» Autres exemples : en octobre, je me rendrai à Alger avec une délégation de professionnels du cinéma (cinéastes, distributeurs, producteurs), pour y conclure un véritable traité cinématographique ; avec le Mexique, un nouvel accord a été signé le 24 février 1982, dans le cadre duquel se fera la coproduction de Carlos Saura, *Antonietta*.

» Quant à l'Asie, à la faveur du voyage que le président de la République doit entreprendre en Inde à la fin de l'année, nous entamerons des négociations avec les autorités indiennes.

» Tous ces accords sont conclus de gouvernement à gouvernement, ce qui nous permet de faire bénéficier les cinéastes de ces pays de mécanismes d'aide nationaux, les productions étant souvent majoritairement françaises.

» Deuxième tête de chapitre : la diffusion à la télévision. A peine étais-je installé rue de Valois que le cinéaste égyptien Youssef Chahine est venu me dire : « *Jack, un seul mot : obtiens de la télévision française qu'elle diffuse un film du tiers-monde deux fois par mois !* » Même si, au regard de ce que j'espérais, l'effort est encore trop faible, saluons avec enthousiasme l'émission mensuelle de FR 3.

» J'ai fait inscrire dans le cahier des charges des chaînes de télévision pour 1982 une disposition les invitant à faire une large place aux films du tiers-monde.

— L'effort va-t-il s'arrêter là ?

— Non, à la conférence de Mexico, une résolution française invitant chacun des gouvernements à diversifier les programmations de films à la télévision a été adoptée. Mais, au demeurant, le terme d'effort est inapproprié. Il donne l'impression d'un labeur à accomplir. Tout au contraire, il serait heureux que les futurs programmateurs des chaînes découvrent que les cinématographies du tiers-monde offrent des films de toute beauté qui peuvent toucher un grand public français.

» Aujourd'hui, la majorité de ces films sont inconnus du public français. Pourquoi priver nos concitoyens du droit à la connaissance ? On pourrait imaginer que ces cinématographies servent d'introduction à une meilleure ouverture vers les autres peuples.

» Prenez l'exemple de la cinématographie de l'Inde. Nos compatriotes ignorent que, en quantité, elle est la plus importante du monde après les Etats-Unis. Pourquoi, à l'occasion du voyage du président de la République, n'y aurait-il pas une série d'émissions sur le cinéma indien, qui retransmettraient même le cinéma très populaire, une ou deux comédies musicales indiennes.

» Dans cet esprit, FR 3 prépare — pour 1983 — une série d'émissions mensuelles intitulées « Lettres d'ailleurs », qui sera constituée de téléfilms de fiction adaptés d'œuvres d'auteurs du tiers-monde.

— Lesquels, par exemple ?

— Parmi ceux qui sont cités figurent : Gabriel Garcia Marquez *(la Mala Hora)*, Cheikh Amidou Kane *(l'Aventure ambiguë)*, Tahar Ben Jelloun *(la Prière de l'absent)*, Carlos Fuentes *(la Mort d'Artenio Cruz)*, Romulo Grallego *(Dona Barbara)*, Driss Chraïbi, etc. De même, TF 1 prépare, en coproduction avec Cuba, une adaptation du livre de Michel-Angel Asturias, *M. le Président*. La Société française de production sera également partie prenante à cette coproduction. Avec la Côte-d'Ivoire, deux émissions en coproduction sont en cours de réalisation (« Art et culture en Côte-d'Ivoire », « Dialogue avec le sacré »). Une fiction documentaire, intitulée *Pirogue de Kuba*, se fait avec le Sénégal. Enfin, en collaboration avec le Centre national de la recherche scientifique, TF 1 produira deux émissions sur les Indiens d'Amérique latine : « Le chemin des Indiens morts. » Antenne 2, outre la production d'une émission hebdomadaire consacrée à divers aspects des sociétés et des cultures du tiers-monde (« Itinéraires »), prépare, en coproduction avec le Mexique, l'adaptation du roman de Garcia Marquez, *Erendira*.

— Il n'y a pas que la télévision...

— Il y a, en effet, un troisième aspect sur lequel nous sommes intervenus, c'est l'aide à la diffusion en salles. Et j'ai demandé qu'on accroisse l'aide au tirage des copies. Le quatrième chapitre, ce sont les festivals, pour lesquels nous avons apporté des aides encore insuffisantes, mais qui ont tout de même beaucoup augmenté : le Festival des trois continents de Nantes, le Festival de Douarnenez, le Festival d'Amiens, le Festival du film ibérique et latino-américain de Biarritz, le Festival du tiers-monde du Ranelagh.

» Cinquième tête de chapitre : l'accueil de réalisateurs et de techniciens étrangers. Au titre d'élèves de l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC) on compte chaque année deux étudiants étrangers. Il faudrait sans doute augmenter leur nombre, mais nous accueillons aussi plusieurs élèves du tiers-monde à l'école Louis-Lumière pour les métiers de technicien et d'opérateur. Les réalisateurs du tiers-monde ont enfin accès à la commission d'avance sur recettes dans les mêmes conditions que les autres.

» Le cinéaste turc Yilmaz Güney, grand prix du Festival de Cannes 1982, dont Marin Karmitz produit le prochain film, vient de recevoir une première aide. L'augmentation globale de nos crédits évite que les créateurs français ne soient pénalisés par notre souci d'ouvrir largement nos portes aux artistes des autres pays. Le cinéma fançais lui-même sera fécondé par ces apports nouveaux de talents et d'inspirations.

— Comment susciter l'intérêt des spectateurs français pour les films du tiers-monde

— Effectivement, la première mesure doit être de changer notre attitude intellectuelle à l'égard du tiers-monde et de mettre un terme à l'indifférence ou à la condescendance. Le ministère des relations extérieures et celui de la coopération nous aident à promouvoir ce changement, à créer une attitude d'accueil, d'ouverture et de dialogue.

» Il faut que nous cessions de regarder le monde, comme jadis, depuis Paris, on toisait les départements français, supposés être identiques les uns aux autres. Comme s'il n'y avait pas des différences de terrain, de tradition, de civilisation et d'histoire. Déjà, les cinéastes de talent du tiers-monde savent que ce gouvernement est leur ami et leur allié et ne relâchera pas son action pour les faire connaître aux Français.

Propos recueillis par
LOUIS MARCORELLES.

L'aide du ministère de la coopération à l'Afrique noire

Destinée à l'Afrique noire francophone, l'aide du ministère de la coopération s'est traduite par l'envoi de techniciens pendant les tournages, et la prise en charge des travaux de laboratoire et du montage (le film malien *le Vent*, remarqué cette année à Cannes, en a bénéficié). Depuis 1981, elle s'adresse moins à des projets individuels, sauf pour le court métrage documentaire ou éducatif, et davantage à la création ou à la consolidation d'organismes nationaux de production.

Deux organismes interafricains d'Afrique centrale et occidentale, couvrant quatorze pays de l'Afrique francophone, ont eu recours à l'aide française : la société de production Ciprofilm et l'organisme de distribution C.I.D.S. (Compagnie interafricaine de distribution cinématographique), tous deux sis à Ouagadougou, en Haute-Volta. Cette aide comporte une assistance financière du fonds d'aide et de coopération (FAC) pour le montage des films et le gonflage du 16 mm au 35 mm. Elle permet la formation de techniciens, sur place et en France.

D'autres opérations d'assistance technique sont en cours avec Djibouti (mise en place d'un service d'archives), le Mali (création d'une cinémathèque), le Rwanda et le Sénégal (installation de studios de mixage).

L'ANNÉE ZÉRO

Pour la France, jusqu'ici peu intéressée par ce qui se passe au-delà des fontières de l'Occident, l'ouverture au cinéma du tiers-monde annoncée par M. Jack Lang devrait marquer une date.

Le mauvais exemple vient de loin, aussi bien du Festival de Cannes, qui ne cherche guère à se renseigner sur les bons films du bout du monde, que de nos chaînes de télévision au conservatisme étriqué. Patrick Brion et sa recherche du meilleur cinéma américain n'ont, hélas ! suscité aucune émulation.

Il ne suffit pas évidemment de vouloir montrer des films du tiers-monde parce qu'ils viennent du tiers-monde. Encore faut-il intéresser le public, chasser toute idée de pensum ou de cours du soir.

Bien comprendre la leçon de Glauber Rocha au Brésil et de Sembène Ousmane, au Sénégal, deux cinéastes qui ont voulu « décoloniser » leur patrie, c'est rejeter le paternalisme sous quelque forme qu'il se masque, respecter la personnalité et l'indépendance de chaque culture, ne pas céder à la tentation de remplacer l'*imperium* américain par un autre.

C'est aussi, peut-être, ne pas réduire le tiers-monde et ses films à l'agitation militante, à la misère amoureusement décrite. C'est refaire pour ledit tiers-monde — le terme charrie tant d'idées toutes faites — le chemin accompli depuis la naissance du cinéma vers Berlin, Rome, Moscou, Tokyo, Hollywood presque exclusivement : se frotter à l'aventure, au rêve, à la révolte par pellicule interposée.

Le succès considérable rencontré par l'émission « Cinéma sans visa » de Jean Lacouture et Jean-Pierre Guillebaud sur FR3, prouve qu'un public existe. Les salles de cinéma sont prêtes à prendre le relais si on leur en donne les moyens et si la presse suit.

Tout film du tiers-monde, répétons-le, n'est pas bon parce que venant de ce même tiers-monde, mais tout bon film du tiers-monde devrait avoir sur nos écrans, grands ou petits, les mêmes chances qu'un bon film de France, d'Italie ou des Etats-Unis. Nous sommes encore trop loin du compte. — L. M.

DEUX DISPARITIONS

INGRID BERGMAN

Une autre façon d'être star

La comédienne Ingrid Bergman est morte le 29 août à son domicile de Londres, des suites d'une longue maladie. Elle était âgée de soixante-sept ans.

Lorsqu'en 1936, la Suède découvre dans *Intermezzo* le rayonnement intérieur, la beauté d'une jeune actrice de vingt et un ans, Ingrid Bergman, on salue la « nouvelle Garbo ». Comme elle, elle est grande, elle joue avec sobriété, son visage retient la lumière, et elle a des yeux magnifiques. Personne ne s'avise alors qu'avec ses joues un peu rondes, sa spontanéité, sa fraîcheur, Ingrid Bergman n'a ni le mystère ni la sophistication de « la Divine ». L'originalité de cette autre Suédoise, destinée elle aussi à devenir une star internationale, sera finalement d'être l'anti-Garbo...

En Allemagne — on est en 1938 — la UFA vient justement de lancer, sur le modèle Garbo, la capiteuse actrice et chanteuse suédoise Zarah Leander. La réputation d'Ingrid Bergman lui vaut un contrat à Berlin pour un film d'essai, *les Quatre Compagnes*, dirigé par Carl Froelich, qui, détail piquant, allait devenir un des réalisateurs attitrés de la Leander... Mais, cette fois, Hollywood coiffe la UFA au poteau. Le producteur David O'Selznick, ayant été séduit par *Intermezzo*, fait venir Ingrid Bergman aux États-Unis pour un « remake » américain. C'est *la Rançon du bonheur*, de Gregory Ratoff (1939), où elle a pour partenaire le prestigieux Leslie Howard. Succès public considérable, les dés sont jetés.

Après un bref retour en Suède pour *Quand la chair est faible* (1940), Ingrid Bergman quitte l'Europe en guerre pour l'Amérique, où elle s'installe avec son mari, le dentiste Peter Lindström, et leur fille. Zarah Leander reste la Garbo du III[e] Reich, Ingrid Bergman devient, dans les années 40, une vedette du cinéma américain qui ne doit rien qu'à elle-même, à son talent, à sa personnalité.

Nous ne la découvrons, en France, qu'après la guerre, lorsque ses films hollywoodiens nous arrivent pêle-mêle. Non, décidément, ce n'est pas Garbo, ce n'est pas un mythe mais une actrice merveilleuse. Elle nous fascine, elle nous fait rêver par des compositions extrêmement différentes : l'émigrée amoureuse d'Humphrey Bogart dans *Casablanca*, la fille de bar victorienne terrorisée dans une nouvelle version de *Docteur Jekyll et Mr Hyde*, Maria, la combattante de la guerre d'Espagne aux cheveux courts et bouclés, de *Pour qui sonne le glas*, d'après le roman d'Hemingway, avec Gary Cooper, la jeune femme de *Hantise* que son mari cherchait à rendre folle, l'aventurière de haute volée dans *l'Intrigante de Saratoga*.

Il y aura eu en elle quelque chose d'exceptionnel, que ne gâta jamais la sophistication hollywoodienne. Il semble, d'ailleurs, qu'elle ait mené sa carrière avec une certaine indépendance, sans se laisser capter par les miroirs à alouettes des studios californiens. Pour un seul film, le public français fit la moue : *Jeanne d'Arc*, de Victor Fleming (1948).

Cela tint au fait que ce film empêcha la réalisation d'un projet français sur notre héroïne nationale. A cela près, Ingrid Bergman fut la révélation majeure d'une nouvelle façon d'être star, d'une nouvelle façon de jouer extrêmement moderne qui trouva, au cours de cette période américaine, son apogée dans les trois films où elle est une héroïne d'Hitchcock : *la Maison du docteur Edwardes*, *les Enchaînés* et *les Amants du Capricorne*.

Adoptée par l'Amérique puis par l'Europe, placée au sommet du box-office, Ingrid Bergman devient, tout à coup, pour Hollywood, celle par qui le scandale arrive lorsqu'elle va rejoindre en Italie Roberto Rossellini, dont elle a admiré *Rome ville ouverte* et *Paisa*, pour tourner avec lui *Stromboli*. Amoureuse de Rossellini, elle laisse derrière elle, non sans déchirements, son mari suédois et leur fille. La puissance des codes moraux est alors si forte que le scandale prend des proportions inimaginables aujourd'hui, lors du divorce d'Ingrid Bergman, de son mariage italien avec Rossellini en 1950 et de la naissance de leurs trois enfants. L'Italie rejoint les Etats-Unis dans la réprobation et la curiosité malsaine.

A partir de *Stromboli*, la vie privée et la personnalité de l'actrice allaient s'unir assez étroitement dans les films que Rossellini réalise pour elle et, avec elle, *Europe 51*, *Voyage en Italie*, *la Peur*, œuvres portant Ingrid Bergman vers la vie intérieure, la spiritualité, et parlant, bien avant Antonioni, des problèmes du couple. *Voyage en Italie* est le film majeur de cette époque, tant par son langage cinématographique nouveau que par l'interprétation frémissante de celle qui n'est plus ni star ni vedette mais une femme, un personnage rossellinien. Si les cinéphiles admirent, le public ne suit pas. Et pourtant, sur le plan de l'art, la rencontre Rossellini-Bergman est d'une extrême importance. On ne s'en apercevra que plus tard, après leur séparation, née d'un découragement réciproque devant l'insuccès et l'incompréhension.

Une extraordinaire dignité

De cette grande aventure passionnelle et cinématographique avec Rossellini, Ingrid Bergman n'a jamais rien renié. Mais, en 1956, elle retrouva à Paris, un rôle à costumes, un statut de vedette dans la fantaisie de Jean Renoir, *Elena et les hommes*. Quelque temps après, elle redevenait la star d'autrefois dans *Anastasia*, tourné à Londres par Anatole Litvak, où elle incarnait une femme amnésique se faisant passer pour la fille du tsar Nicolas II, rescapée du massacre de la famille impériale, et se prenant à son propre jeu. Cette composition romanesque et fort émouvante lui vaut un oscar (elle en avait déjà obtenu un en 1944 pour *Hantise*) et le « pardon » d'Hollywood et de l'Amérique. Sans revenir forcément au bercail (elle tourna *Indiscret*, de Stanley Donen, et *l'Auberge du sixième bonheur*, de Mark Robson, en Angleterre, *Aimez-vous Brahms*, d'Anatole Litvak, en France), Ingrid Bergman avait retrouvé son image de marque...

En 1978, Ingrid Bergman réalise un vœu qui lui était cher : être l'interprète de son compatriote et homonyme, Ingmar Bergman. C'est *Sonate d'automne*, avec Liv Ullman, qui marque, à la fois, son retour en Suède et le sommet de sa carrière. *Sonate d'automne*, implacable et déchirant règlement de comptes entre une mère et sa fille, rejoignait les plus grandes interprétations d'Ingrid Bergman chez Hitchcock et chez Rossellini.

C'est lors de la parution de son livre de souvenirs en France et de son passage à la télévision, en septembre 1980, qu'on apprit que depuis des années elle luttait contre le cancer. Elle se révéla, une fois de plus, une femme d'une extraordinaire dignité. A soixante-cinq ans, elle faisait en quelque sorte ses adieux au cinéma, mettait sa vie en ordre, offrait au public qui n'avait jamais cessé de l'aimer un geste de reconnaissance, de confiance, d'amitié. Elle accepta, pourtant, en 1981, de tourner, pour la télévision israélienne, un film en deux épisodes sur la vie de Golda Meir, cette femme politique étroitement associée aux destinées de l'Etat d'Israël et en laquelle elle voyait, sans doute, un symbole, un exemple. C'est le dernier visage qui nous restera d'elle, confondu, celui-là, avec un haut personnage de l'histoire contemporaine.

JACQUES SICLIER.

VICTOR GARCIA

L'excès

Le metteur en scène Victor Garcia est mort dans un hôpital parisien le 29 août. Il était âgé de quarante-huit ans.

Né en décembre 1934 en Argentine, dans une ferme à deux mille kilomètres au nord de la capitale, Victor Garcia passe son enfance au milieu des femmes : il a neuf tantes et cinq sœurs. Il rejoint l'une d'elles, architecte à Buenos-Aires, où il poursuit des études de médecine. Il a l'intention de devenir psychiatre, mais il est attiré par les arts, l'architecture, la sculpture. Il étudie la danse et le mime.

En 1946, il crée un groupe de théâtre indépendant et monte *le Maléfice de la phalène*, de Garcia Lorca. Le succès est immédiat. Il va au Brésil, voyage. Il rêve de l'Europe, s'embarque pour l'Espagne d'où vient sa famille. Mais sa famille spirituelle est à Paris : c'est Baudelaire, Genet surtout.

A Paris, son existence matérielle est misérable et pittoresque. Mais il entre à l'université du Théâtre des Nations où il connaît Jean-Marie Serreau et André-Louis Perinetti. Il met en scène le *Retable de Don Cristobal*, qui lui vaut un prix. Jean-Marie Serreau, qui a créé un festival d'été au Pavillon de Marsan, lui demande un spectacle. C'est *la Rose de papier*, de Valle Inclan.

Personne, dans le milieu théâtral, n'ignore plus le petit homme exalté, sa magnificence baroque, sa violence sacrilège. Victor Garcia présente au Concours des jeunes Compagnies en 1965 *Ubu Roi* avec de la musique, des acteurs noirs en splendides costumes de misère. Le spectacle n'est pas prêt. Le jury ne pardonne pas, mais Garcia est invité à plusieurs festivals dont celui des Nuits de Bourgogne où, l'année suivante, il crée *le Cimetière des voitures*, d'Arrabal.

La notoriété

Rencontre fulgurante dont le résultat est un cérémonial râpeux dans un amas de bidons rouillés et de carcasses tordues. Repris en 1967 au Théâtre des Arts (disparu aussitôt après), il assure à Garcia un public, une notoriété internationale, et le premier prix au Festival international de Belgrade (BITEF).

Puis Victor Garcia s'en va au Portugal, à l'université de Coïmbra, où il met en scène les *Autosacramentales* de Calderon, une sorte d'opéra barbare sur un grand plancher nu. On enverra deux représentations à la Biennale de Paris, qui comprend alors une section théâtrale dirigée par Jean-Albert Cartier. Peter Brook vient de fonder le Centre international de recherche théâtrale. Il invite Victor Garcia. Arrive mai 68. Brook part pour Londres et Garcia pour le Brésil, après avoir monté à la Cité internationale, à la demande d'André-Louis Perinetti, un poème de Claudel : *la Parabole du festin*.

A Sao-Paulo, pour une amie, Ruth Escobar, il fait construire une sorte d'ascenseur dans lequel il fait jouer *le Balcon* de Genet. Il part pour l'Espagne, rencontre Nuria Espert et l'emmène à Paris, à la Cité internationale avec *les Bonnes*, inoubliable souvenir de trois femmes en combinaison et bas noirs, juchées sur de hauts cothurnes. Puis, en 1977, il fait scandale à l'Old Vic avec *l'Architecte et l'Empereur d'Assyrie* d'Arrabal : deux hommes presque nus en déséquilibre sur une étroite plate-forme... Victor Garcia reprend *les Bonnes* en français à l'Espace Cardin et retourne auprès de Nuria Espert, qu'il met en scène dans *Yerma*, puis *Divines paroles*.

Mais travailler lui est de plus en plus difficile. C'est peu dire qu'il est mal dans le monde, qu'il est mal dans sa peau. On dirait qu'il se dévore lui-même, qu'il contemple avec un effroi fasciné son image d'artiste maudit. Il est trop unique, trop isolé en lui, trop déchiré entre sa lucidité sensible et l'inconsolable douleur d'une puérilité de poète. Il reprend les *Autosacramentales*, *le Cimetière des voitures* en Espagne, commence *les Quatre jumelles*, de Copi, au Portugal, se soigne, essaie d'échapper à ses excès, en particulier ses excès d'alcool, et se retrouve avec *Gilgamesh* à Chaillot, en 1979.

Rémission éphémère. *Noce de sang* en Israël, de nouveau les *Autosacramentales* à Chaillot en 1981, comme pour claquer la porte au nez de ceux qui auraient voulu le sauver, comme pour se moquer d'eux et de lui, et souffrir jusqu'à plus soif.

COLETTE GODARD.

Le Festival de Venise

(Suite de la première page.)

Un jour peut-être nous découvrirons en France le rôle étonnamment révélateur qu'ont pu jouer alors pour beaucoup de jeunes artistes et intellectuels italiens, à côté du roman américain, Hollywood et le réalisme poétique français. Carlo Lizzani, le directeur de la Nostra, historien et cinéaste, n'a aucune peine à faire la jonction, lui qui fut très probablement un de ces jeunes enthousiastes. Des catalogues somptueux comme Venise sait les fabriquer aident à rafraîchir les mémoires.

La 50[e] Biennale a débuté en deux temps, le samedi 28 août, avec deux films spécialement choisis, dirait-on, pour remonter aux sources, mais cette fois françaises et soviétiques : *le Grand Frère*, de Francis Girod, et *Agonia*, du Russe Elem Klimov. *Le Grand frère* sort très bientôt à Paris. Nous en reparlerons. Ici, à Venise, il a provoqué des réactions pour le moins partagées. On devine ce qui a pu séduire Carlo Lizzani, responsable de cette sélection : le film s'inscrit incontestablement dans une tradition réaliste française héritée de notre avant-guerre. Il emprunte à un roman de Série noire transposé du côté de Marseille, il décrit sans esthétisme superflu ni vague à l'âme un monde grouillant et cosmopolite où Maghrébins et Français coexistent avec plus ou moins de bonheur. C'est du bon cinéma-spectacle, mais qui n'arrive pas à donner une dimension supplémentaire à une histoire trop typée.

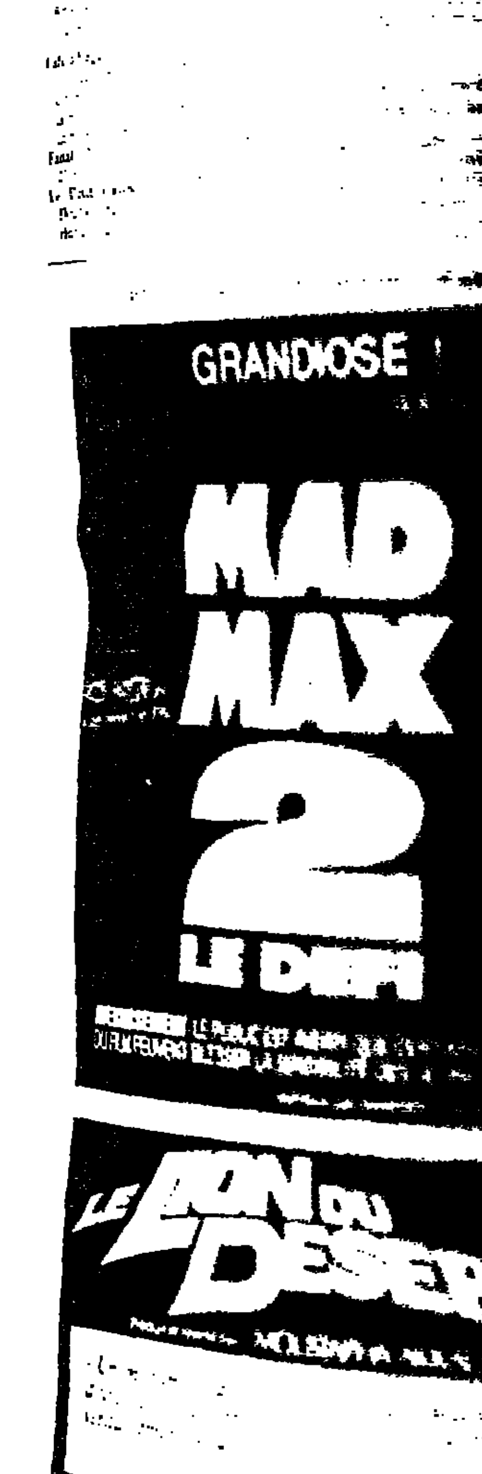
Avec *Agonia* nous rejoignons les rives du grand cinéma soviétique, celui du muet comme celui de Tarkovski, avec un long détour du côté de Stanislavski et de toute une tradition théâtrale. Achevé en 1975, le film d'Elem Klimov a connu un long purgatoire avant de parvenir sur nos écrans. D'une durée originale de six heures, dit-on, il fut réduit de moitié lors de projections privées l'an dernier au Festival de Moscou. Il ne dure plus que deux heures et demie. Il reste assez extraordinaire : par la stature du comédien Aleksei Petrenko, interprète du personnage principal du récit, le moine Raspoutine ; par la conception originale de la mise en scène de Klimov.

Projeté sur écran large format cinémascope, *Agonia* s'ouvre avec l'indispensable citation de Lénine voyant en Raspoutine le symbole de la corruption et de la décadence de la monarchie russe à la veille de 1917. Le tsar hésite à libérer son régime, « *les droits de l'homme ne sont pas respectés* », précise le commentaire. Raspoutine exerce une influence maléfique à la cour et paralyse la volonté d'ouverture du régime, espérée par certains libéraux.

Elem Klimov utilise à plusieurs reprises des documents d'archives agrandis et étalés sur l'écran du cinémascope avec une rare perfection. Il y a là des images d'actualités mais aussi, sauf erreur, des citations d'Eisenstein, de Poudovkine, de Vertov. A travers l'esprit visionnaire du metteur en scène, nous entrons progressivement dans une Russie inquiétante, déstabilisée, en décomposition, où un fou comme Raspoutine trouve un terrain d'élection. Aucune cinématographie aujourd'hui n'est capable de forcer avec une telle violence les portes de l'histoire.

L. M.

théâtre







SPECTACLES

théâtre

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée

Comédie de Paris (281-00-11), 22 h : les Amours de Jacques le Fataliste.

Daunou (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.

Espace Gaîté (327-95-94), 20 h 30 : la Planque.

Gaîté Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : l'Île de Tulipatan ; 22 h : le P'tit Vélo.

Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : Okame.

Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir ; 20 h 30 : Mon cul sur la commode ; 22 h 15 : Arlequin poli par l'amour. – Théâtre Rouge, 18 h 30 : Eon ; 20 h 30 : Tchoufa ; 22 h 15 : Mime Bizot. – Petite salle, 21 h : le Fétichiste ; 22 h 15 : Dialogues de sourdes.

Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage perdu.

Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.

Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : le Petit Prince ; 21 h 30 : Tranches de vie.

Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 30 : le Pain de ménage ; le Défunt ; C21 h 30 : les Huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Cerise.

Les cafés-théâtres

Blancs-Manteaux (887-15-84), I., 20 h 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier ; II., 20 h 15 : Pas une pour rattraper l'autre ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Comment ça va Zanni ?

Café d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes. – II., 20 h 30 : Chantons sous la psy ; 21 h 45 : l'Amour, c'est comme un bateau blanc.

Fanal (233-91-17), 20 h : la Manipule ; 21 h 15 : les Grandes Sartreuses.

Le Petit Casino (278-36-50), 21 h : Douby... be good ; 22 h 30 : les Bas de Hurleveau.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : Achetez François.

Le music-hall

Comédie de Paris (281-29-36), 20 h 30 : Je persiste et signe... Brel.

Les concerts

Église Saint-Julien-le-Pauvre, 19 h et 21 h : Ars Antiqua de Paris.

Lucernaire, 19 h 45 : F. Phan Thanh (Beethoven, Bach, Chopin, Scriabine).

Jazz, rock, pop, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : J.-P. Sasson Quintet.

Chapelle des Lombards (357-24-24), 22 h : Rachel.

Petit Opportun (236-01-36), 20 h 30 : M. Roques, A. Jean-Marie, P. Caratini, R. Portier.

Les festivals

XVIIe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (225-22-55)

Mairie du Ve arrondissement, 18 h 30 : A. Gorog, Cl. Maillols (Stravinski) ; 21 h ; Cl. Bernard, Cl. Maillols, R. Fontaine (Stravinski).

RENCONTRES DU CARREAU DU TEMPLE

Carreau du Temple, 16 h : l'Acrobate-pâtissier ; 20 h : Mélodrame Ma non troppo ; 20 h : la Cour des miracles ; 22 h : Séance-friction.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
«LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES»
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 30 août

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Salvations Hunters, de J. von Sternberg ; 17 h : Marcellin, pain et vie, de L. Vajda ; 19 h : La science-fiction : Robinson Crusoé sur Mars, de B. Haskin.

Les exclusivités

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

AMOUREUX FOU (It., v.f.) : Français, 9e (770-33-88).

L'ANGE DE LA VENGEANCE (A., v.o.) : (*) U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES ANNEES DE PLOMB (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

APHRODITE (Fr.) (*) : Français, 9e (770-33-88).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9^e (770-47-55).

BANDITS, BANDITS... (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5^e (354-20-12).

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

BREL (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76).

BUDAPEST BALLADE (Hong., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77). H. sp.

BUTTERFLY (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

CALIGULA ET MESSALINE (Fr.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

ÇA VA FAIRE MAL (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LA CHÈVRE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52).

CINQ ET LA PEAU (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LE CORBILLARD DE JULES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

COUNTRYMAN (Ang., v.o.), Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LA DERNIÈRE VAGUE (Aust., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

DESCENTE AUX ENFERS (VICE SQUAD) (A., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (532-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES DIPLOMÉS DU DERNIER RANG (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DRESSÉ POUR TUER (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83). – V.f. : Arcades (ex-Omnia), 2e (233-39-36).

L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62). H. sp.

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

GEORGIA (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

GREASE II (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (V. Fr.) 2e Rex (236-83-93) ; Cameo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (828-20-64).

LES FILMS NOUVEAUX

PARADIS POUR TOUS, film français d'Alain Jessua : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-46) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE PERE NOEL EST UNE ORDURE, film français de Jean-Marie Poiré : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HAMMETT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

L'INDISCRÉTION (Fr.) : U.G.C. Opéra 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

INVITATION AU VOYAGE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 16e (326-58-00).

LEÇONS TRÈS PARTICULIÈRES (A., v.o.) (*) : Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LE LION DU DÉSERT (A.) (v. ang.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

MAD MAX II (Austr.) (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) Marignan, 8e (359-92-82) Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Boulevards, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 2e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA MAISON DU LAC (A.) (v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16). H. sp.

MEGAFORCE (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – (v.f.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44).

MON CURÉ CHEZ LES NUDISTES (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

MOURIR A 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6e (633-43-71) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Calypso, 17e (380-30-11).

PARASITE (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

PARSIFAL (All., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

PASSION (Fr.) : Studio-Alpha, 5e (354-39-47).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e, (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).

PORKY'S (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (287-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 2e (636-10-96).

POUR 100 BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LES 40es RUGISSANTS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

REDS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LE SECRET DE VERONICA VOSS (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

TAG, LE JEU DE L'ASSASSINAT (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

THE FRENCH (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A. v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

Y-A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Ambassade 8e (359-19-08).

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e, (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-11-23).

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It.) (**) : V.O. : Movies, 1er (260-43-99).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; V.o. : Athéna, 12e (343-00-65).

BANANAS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Athéna, 12e (343-00-65).

CABARET (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Action Christine, 6e (325-47-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

CHAUSSURE A SON PIED (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.). Action Christine, 6e (325-47-46).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*). Studio Logos, 5e (354-89-22).

DERZOU OUZALA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

DON GIOVANNI (It., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).

EMMANUELLE (F.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

EMMANUELLE II (Fr.) (**) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60). VF : Lumière, 9e (246-49-07).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelagh, 16e (288-64-44).







SPECTACLES

L'ENFER EST A LUI (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
L'EXORCISTE (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LE FANFARON (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46).
FRANKENSTEIN Jr. (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
FRENZY (A., v.o.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LA FUREUR DU DRAGON (Hongk., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Wepler, 18e (522-46-01).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (F.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).
LA HONTE DE LA JUNGLE (F.) (**) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55) : Montparnos, 14e (327-52-37).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86) : le Dernier round.
CARY GRANT (v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Indiscrétion.
UN CLASSIQUE DU JEUNE BELMONDO : Bonaparte, 6e (326-12-12) : le Doulos, 16 h, 18 h, 20 h.
SAMUEL FULLER : l'Ambiguïté (v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Shock Corridor.
HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : la Femme à abattre.
FRITZ LANG (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : la Cinquième Victime.
CARLOS SAURA (v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94) : Elisa Vida Mia, 16 h 30 et 21 h 30 ; Vivre vite, 19 h.
UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRICAIN (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : Qui a peur de Virginia Woolf ?
IL ÉTAIT UNE FOIS LE WESTERN (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : John McCabe.
LUIS BUNUEL (la carrière de Serge Silberman), Denfert, 14e (321-41-01). En alternance : le Journal d'une femme de chambre ; les Ministères de la nuit ; la Voie lactée ; le Charme discret de la bourgeoisie ; le Fantôme de la liberté ; Cet obscur objet du désir ; l'Age d'or ; Tristana.

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LES INDOMPTABLES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) H. Sp.
L'INTROUVABLE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
IRMA LA DOUCE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
JOSEPHA (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LE LAUREAT (A., v.o.), Saint-Germain Village, 5e (633-63-20).
LOVE STORY (A., v.f.), Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).
MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; La Royale Disney, 8e (265-82-66) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LES MISFITS (It., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
MORT A VENISE (It., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).
LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
MUSIC LOVERS (Ang., v.o.) (**) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).
NOSFERATU (All., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67).
ON L'APPELLE TRINITA (It., v.f.) : Français, 9e (770-33-88).
ON CONTINUE A L'APPELER TRINITA (It., v.f.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).
ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A., v.o.) : Olympic Halles, 3e (278-34-15) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
OPÉRATION TONNERRE (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Arcades, 2e (233-39-36) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
OSSESSIONE (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).
PAPILLON (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LE PARRAIN No 2 (A., v.o.) (*) : Rivoli Beaubourg, 3e (272-63-32).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches, 6e (633-10-82).
PINK FLOYD A POMPEI (Fr.) : Studio J.-Cocteau, 5e (354-47-62).
POSSESSION (Fr.-All., v.o.) (**) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91). H. Sp.
LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SAMSON ET DALILA (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-39-36).
SEPT ANS DE REFLEXION (A., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).
SERPICO (A., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
SOUPÇONS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. Sp.
T'ES FOLLE OU QUOI ? (Fr.) : Astros, 17e (627-60-20).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LES VALSEUSES (F.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).
Z (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

Les séances spéciales

A LA RECHERCHE DE Mr. GOODBAR (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), lun., mar. à 18 h.
AMERICAN GIGOLO : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 30.
AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 15.
BUDAPEST BALLADE (Hong., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
CLAIR DE FEMME (Fr.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.
DARK VICTORY (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 21 h.
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 20 h 5.
MARATHON MAN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 22 h 15.
MEAN STREET (A., v.o.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (534-72-71), 16 h.
NOS PLUS BELLES ANNÉES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 21 h.
ORANGE MECANIQUE (A., v.o.), (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 10.
PERFORMANCE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 20.
RAGTIME (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 19 h 40.
RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 18 h 30.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 35 + 0 h 20.
LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 10.
ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 18 h 10.

RADIO-TÉLÉVISION

L'INSTALLATION DE LA HAUTE AUTORITÉ

Aucune instruction ne pourra être adressée aux neuf « sages »

Les neuf membres de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, qui sera officiellement installée mardi 31 août par le président de la République, n'auront pas le droit, pendant la durée de leur mandat, *« d'occuper, au sein d'un parti ou d'un groupement politique, tout poste de responsabilité ou de direction et, de façon plus générale, d'y exercer une activité inconciliable avec leur mission »* : c'est ce que stipule un décret signé du premier ministre et paru au *Journal officiel* du 29 août.

Ce texte ajoute que les neuf « sages » devront également s'interdire *« de mentionner ou laisser mentionner leur qualité de membre de la Haute Autorité dans tout document susceptible d'être publié et relatif à toute activité publique ou privée »*. En cas de manquements à ces règles, la *« démission d'office »* sera enregistrée.

Assurant que, *« dans l'exercice de leurs attributions, les membres de la Haute Autorité ne reçoivent aucune instruction »*, le décret précise les conditions de fonctionnement de cette instance. Ainsi, elle se réunira sur la convocation de son président (Mme Michèle Cotta), qui fixera l'ordre du jour, mais cette convocation sera de droit à la demande du tiers des membres (soit trois personnes).

D'autre part, ses décisions ou recommandations seront adoptées à la majorité simple — le président ayant une voix prépondérante, — et elle délibérera *« valablement lorsque le nombre de présents est au moins égal à cinq »*. Toutefois, pour des questions essentielles, comme la nomination des présidents de société, le droit de réplique au gouvernement ou l'examen des cahiers des charges, le quorum devra être de sept membres, *« sauf cas de force majeure »*.

Enfin, le texte gouvernemental prévoit la nomination, par décret et sur proposition du président de la Haute Autorité, d'un secrétaire général, qui dirigera les services administratifs de cette instance.

—*VU*— SPORT

On a frôlé de désastre. Très mal partie, la France a légèrement remonté la pente. La ville de Dieppe défendait le drapeau tricolore, aux « Jeux sans frontières », qui avaient lieu en Grande-Bretagne, dimanche soir sur Antenne 2.

Les concurrents jouaient aux corsaires. Avec des grosses têtes de carnaval et des chaussures de clown, ils couraient, grimpaient tels des Roméos grotesques au balcon de leurs belles qu'ils enlevaient et fourraient dans un sac. Le sac sur l'épaule, et toujours courant, ils portaient le tout avant de le jeter par-dessus le bastingage.

Ou bien, une tige courte entravant leurs chevilles, ils sautillaient à petits pas, donnant le bras à leurs cavalières, obligées à des enjambées géantes par une tige très longue... On a atteint le grandiose quand on a vu les dames incrustées dans un tonneau à roulettes auquel les messieurs impulsaient un fort élan et qui valdinguait vers un bar. Sous le choc, les dames s'étalaient et le cabaretier déguisé mais impassible leur donnait des chopes de bière que, toujours roulant, tourbillonant, elles distribuaient alentour...

Les supporters dans le public agitaient des banderoles, les arbitres s'engueulaient, on braillait dans toutes les langues qu'on avait gagné. Ce n'était pas le Mundial, mais presque. Bien qu'il se soit agi de jeux marins, c'est la Suisse qui a gagné. Gagné quoi ? Le droit de participer aux finales de septembre.

A l'émission suivante on ne quittait pas le sport. La série « Des hommes » présentait une histoire de déménageurs. On y voyait les costauds aux doigts de fée qui pénètrent avec discrétion dans nos souvenirs et les transportent vers une vie nouvelle. Le déménageur en question s'appelle Eugène Letendre, ex-coureur cycliste, du temps de Robic et d'Anquetil. Il a été obligé d'abandonner, un jour où, en plein championnat, son vélo a cassé. Sur une photo de presse, on le voy.-it pleurer. Il s'est heureusement recyclé.

COLETTE GODARD.

Lundi 30 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Rafles sur la ville.
Film français de P. Chenal (1957), avec C. Vanel, M. Mouloudji, M. Piccoli, F. Guérin, D. Patisson, B. Darvi (N.).
Un policier qui cherche à arrêter un truand évadé tombe amoureux de la femme d'un inspecteur débutant. Pour se débarrasser de celui-ci, il le met en situation dangereuse dans la chasse au bandit.
Un réalisme presque documentaire, une mise en scène rythmée, nerveuse, « à l'américaine ». Un film noir français méconnu par la critique. Pierre Chenal se situait pourtant avec cette œuvre du côté de Becker (Touchez pas au grisbi) *et de Jules Dassin* (Du rififi chez les hommes).

21 h 55 Documentaire : Sur la voie.
Une émission de l'Office national du film canadien.
Le trajet en train de Wuchang à la capitale Beijing (Pékin) : 1 200 km en quelque vingt heures, vus par Georges Dufaux.

22 h 55 Sports : Balle de match.
Magazine mensuel du tennis.
Un reportage sur Tracy Austin, résumé des tournois du Grand Prix, etc.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Musique : Pierre Boulez.
De E. Ruggieri (en liaison avec France-Musique).
L'Orchestre de Paris, dir. P. Boulez, interprète : Concerto no 2 pour piano et orchestre, *de Bartok et* la Nuit transfigurée, *de Schoenberg, sol. M. Pollini.*
La réunion de Pierre Boulez et Maurizio Pollini semble idéale : leur art convient à la beauté abrupte, aux rythmes cassants du deuxième concerto de Bartok dont les deux musiciens donnent une version chargée d'électricité.

21 h 50 Document INA : Grands jours et jours ordinaires.
Ma première brasse, réal. L. Moullet.
Quand un cinéaste, amateur d'eau minérale, apprend à nager.

22 h 35 Chefs-d'œuvre en péril.
De P. de Lagarde. Les cloîtres français en exil.
Au nord de la presqu'île de Manhattan, à New-York, a été aménagé un étrange musée fait essentiellement de débris de monuments français.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : L'Ennemi public numéro un.
Film français de H. Verneuil (1953), avec Fernandel, Zsa-Zsa Gabor, N. Maurey, A. Adam, J. Marchat, L. Seigner, (N. Rediffusion).
A New-York, un employé de magasin, myope comme une taupe, revêt, par méprise, l'imperméable d'un redoutable tueur. La police l'arrête et le prend pour l'ennemi public numéro un, ce qui l'entraîne dans de folles aventures.
Cette parodie de film policier américain fut tournée, en partie aux Etats-Unis. Henri Verneuil remplaça Jules Dassin, considéré comme indésirable à cause de la « chasse aux sorcières ». Habitué à diriger Fernandel, celui-ci montra un certain brio dans la réalisation et l'utilisation comique du populaire acteur.

22 h 15 Journal.

22 h 45 Musi-club.
Le théâtre musical de Mauricio Kagel.

FRANCE-CULTURE

20 h, Une peur de Léon Grandpierre, de J. Bransolle, avec : Y. Decade, J. Cellard, J. Nobécourt, etc.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : La tradition orphique et le Christ des Gaules.
22 h, Nuits magnétiques : Rester, partir, oublier, écouter.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35, Concert : En simultané avec Antenne 2, « Concerto pour piano et orchestre no 2 », de Bartok, « la Nuit transfigurée », de Schoenberg, par l'Orchestre de Paris, dir. P. Boulez, sol. M. Pollini, piano.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit, œuvres de Penderecki, Saint-Saëns, Nono, Schumann, Grieg ; 23 h 5, Aspects de la musique française, œuvres de Messiaen ; 0 h 5, Musiques de nuit, œuvres de Sibelius, Rachmaninov.

Mardi 31 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 30 Feuilleton : Les Faucheurs de marguerites.
13 h Journal.
13 h 35 Série : Amicalement vôtre.
Regrets éternels (redif.).
16 h 50 Croque-vacances.
18 h 20 Série : L'Education sentimentale.
D'après G. Flaubert. Réal. : M. Cravenne (4e épisode, redif.).
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Encore des histoires.
20 h Journal.
20 h 35 Au théâtre ce soir : Ce que femme veut.
D'E. Rey et A. Savoir, mise en scène J. Kerchbron. Avec Y. Folliot, G. Beller, P. Bargel, C. Allary...
Maxime de Saint-Hubert part à la conquête de Nicole de Beaulieu, une jeune veuve ravissante courtisée par M. Charmes. Nicole séquestre Maxime pour le faire assister à leur mariage...
22 h 35 L'Avenir, mode d'emploi.
Magazine de l'ONISEP.
Comment s'informer sur l'avenir et les débouchés professionnels ? Comment cette information est répertoriée, vérifiée, rédigée, dans les centres de l'ONISEP.
23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la marmite.
Avocat aux crevettes et velouté d'avocat.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Les Arpents verts.
Ah ! les femmes (redif.).
14 h Aujourd'hui la vie.
Jeux de dames.
15 h 05 Série : L'Age de cristal.
Ombres dans la nuit (dernier épisode).
15 h 55 Sports.
Ski nautique, à Agen ; basket.
18 h Récré A 2.
Les quat'z'amis ; Casper ; Spectreman.
18 h 30 Journal.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Dessins animés.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Le Dossier 51
Film français de M. Deville (1978), avec F. Marthouret, R. Planchon, C. Marcault, F. Lugagne, A. Prucnal, L. Szabo.
Un haut fonctionnaire français est nommé à un poste-clé. Un service secret étranger l'épie, réunit sur lui toutes les informations possibles, cherche dans sa vie intime la faille qui permettra de le manipuler.
Transposition cinématographique d'un livre de Gilles Perrault. Utilisant le procédé de la « caméra subjective », Michel Deville a distillé une atmosphère d'angoisse en suggérant l'action sournoise des violeurs de conscience, portant atteinte à la liberté et à l'identité d'un homme. Ce film passionnant est un cri d'alarme sur la mise en surveillance de l'individu.
22 h 30 Musique : Mozart.
(En liaison avec France-Musique.) Le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. H. Soudant, interprète la « Gran Partita », de Mozart.
Œuvre aux allures de symphonie pour onze instruments, pathétique presque romantique.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
Contes des prés et des bois : « Le bottier pauvre et le roi du vent » ; « Atout jeunes été. »
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.
20 h Les jeux de l'été.
20 h 35 La dernière séance.
Une émission d'E. Mitchell et G. Jourd'hui.
Le chanteur nous emmène au cinéma. Avec, comme toujours, les actualités de l'époque, des dessins animés et deux films.
20 h 50 Cinéma : Les Pionniers de la Western Union.
Film américain de F. Lang (1940), avec R. Scott, R. Young, D. Jaegger, V. Gilmore, J. Carradine, S. Summerville (redif.).
En 1861, un bandit repenti travaille à l'établissement du télégraphe intercontinental dans les territoires de l'Ouest. Il retrouve un ancien complice, qu'il ne veut pas trahir, malgré ses méfaits, en respect d'une parole donnée.
Un des films les moins personnels de Fritz Lang. Le cinéaste s'est contenté de suivre les règles et la mythologie du western, mais l'action est bien menée et l'interprétation de Randolph Scott très intéressante.
22 h 50 Journal.
23 h 05 Cinéma : Le Bouffon du roi.
Film américain de N. Panama et M. Frank (1955), avec D. Kaye, G. Johns, B. Rathbone, A. Lansbury, C. Parker (redif.).
En Angleterre, au Moyen Age, un acrobate de cirque, chargé de protéger un bébé, héritier dépossédé du trône, s'introduit comme bouffon à la cour de l'usurpateur.
Comédie burlesque et musicale, raillant les films de chevalerie à la manière hollywoodienne, avec pas mal d'allusions au célèbre Robin des bois. *Danny Kaye se déchaîne.*
0 h 45 Prélude à la nuit.
Variations d'A. Honegger, par A. Raes, piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Mordechaï Schamz, de M. Cholodenko (et à 14 h, 19 h 23 et 23 h 50).
7 h 7, Matinales : Colportage (Larzac, terre en marche).
8 h, Les chemins de la connaissance : Les âges de la vie (le jeune homme et la cité) ; à 8 h 32 : Paroles de fil, Dogons et Bambaras. Paroles de fibre ; à 8 h 50 : Destins et sortilèges.
9 h 7, La matinée des autres : Les quatre soleils ont lui sur le Mexique.
10 h 45, Un quart d'heure avec... Jacques Bloch-Morhange : La grenouille et le scorpion.
11 h 2, Congrès de la société internationale de musicologie de Strasbourg (et à 17 h 32).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama : Actualité des festivals et de la province.
13 h 30, Libre parcours variétés.
14 h 5, Un livre, des voix : « Les aventures d'Antonin Diol », de C. Vincent.
14 h 45, Le monde au singulier.
15 h 30, Points cardinaux.
16 h 30, Micromag : Le tour du monde en trente minutes.
17 h, Rose libre : Paris autres, où sont les faubourgs d'antan.
17 h 32, Sons : Fêtes de la vigne à Dijon.
18 h 30, La vie entre les lignes : « La vallée des roses », de L. Bodard.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Himalaya, toit du monde : Le massif himalayen.
20 h, *Dialogues* : Choderlos de Laclos : révolution et libertinage, avec L. Versini, H. Coulet et J.-L. Seylaz.
21 h, Musiques de notre temps : Ebauches pour un alphabet. M. comme musiciens.
22 h, Nuits magnétiques : Rester, partir, oublier, écouter.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Weber, Ortiz, J.-S. Bach, Codax, Geminiani, Beethoven, Rossini, Dvorak, Fomine.
8 h 7, Quotidien musique.
9 h 5, D'une oreille à l'autre : Œuvres de Purcell, Gesualdo, Schubert, Satie, Poulenc, Caldara, Beethoven, Duruflé, Marais.
12 h, Histoire de chanter.
12 h 35, D'une oreille à l'autre : M. Arroyo, soprano, œuvres de Verdi, Halevy.
14 h 4, Mémoires de l'Orchestre national : Œuvres de Wagner, Chabrier, Fauré, dir. A. Cluytens.
16 h, Repères contemporains : œuvres de Harrisson, Marsh.
17 h 2, Les intégrales : G. Bizet.
18 h, Concert (donné en l'Abbaye St-Michel-de-Cuxa le 7 août 1981). Festival de Prades, œuvres de Bruch, Prokofiev, Bartok.
19 h 38, Jazz-annuaire : 1968.
20 h, Premières loges : Hommage à K. Böhm, œuvres de R. Strauss.
20 h 30, Concert (en direct de l'Eglise Saint-Julien-le-Pauvre à Paris : Festival estival de Paris, « Chants grégoriens et école de Notre-Dame par l'ensemble Guillaume Dufay, dir. A. Bedois.
21 h 45, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit, œuvres de Mendelssohn ; 22 h 30, Concert (en liaison avec A2) « Gran Partita », de Mozart : 23 h 35, Jazz-club.



Le Monde

ÉCONOMIE

Filière électronique : 140 milliards de francs pour quoi faire ?

Présenté comme le grand dessein industriel du septennat de *M. François Mitterrand*, le plan d'action quinquennal pour le *développement des industries* de la filière électronique se met peu à peu en place. Le cadre tracé, les grandes orientations en matière de recherche, de formation et d'utilisation définies lors du conseil des ministres du 28 juillet, deux grandes questions restaient en suspens.

Comment financer un effort d'investissement que le chef de l'Etat a lui-même fixé à 140 milliards de francs sur cinq ans ? Comment aménager les structures industrielles d'un secteur, aux situations si contrastées, dont l'Etat assure désormais, à travers les groupes nationalisés (C.G.E., Thomson, Matra, C.I.I.-Honeywell Bull), la moitié de la production ?

VOLONTÉ des uns de ne pas officialiser des chiffres qui ne sont pour l'instant que des estimations ? Crainte des autres de se lier par des engagements pluri-annuels ? Toujours est-il que le gouvernement est resté fort discret sur le chapitre et il semble exclu qu'il détaille prochainement un plan de financement dont seules les grandes lignes ont été arrêtées au début de l'été.

Les fourchettes qui ont été calculées par les pouvoirs publics, même si elles n'ont encore qu'une valeur indicative, ont cependant le mérite de bien situer l'ampleur de l'effort que chacun des protagonistes de la filière — ministères concernés, sociétés nationalisées et privées, filiales de groupes étrangers — devra faire pour hisser la France au *« troisième rang mondial dans l'électronique »*.

Pour établir leurs calculs, les experts sont d'abord partis des données actuelles. En prolongeant simplement la courbe des investissements des années précédentes (en francs constants), on aurait abouti à un montant, pour la période quinquennale 1982-1986, de 90 milliards de francs. Sur ce total, la part financée directement par l'Etat (contrats d'études notamment) aurait été comprise dans une *fourchette* de 25 à 30 milliards de francs (soit de 5 à 6 milliards de francs par an) : les armées et les P.T.T. assurant chacun un tiers environ, le reste étant financé essentiellement par les crédits du ministère de la recherche et de l'industrie. On a estimé que les investissements des filiales de groupes étrangers (I.B.M., Philips, etc.) se seraient élevés à 20 milliards de francs environ. Le reste, soit entre 40 et 45 milliards de francs, aurait été fourni par l'industrie française.

En fixant la barre à 140 milliards de francs, ce sont 50 milliards de francs de plus (soit 10 milliards de francs par an), qu'il faut trouver. La part des filiales étrangères se maintenant à 20 milliards, ce sont donc l'Etat et les entreprises privées et publiques qui se partageront cet effort supplémentaire. La contribution de l'Etat serait comprise dans une fourchette de 55 à 60 milliards, soit 11 à 12 *milliards par an.* Où trouver chaque année ces 6 milliards de francs supplémentaires ?

Les P.T.T. sont, semble-t-il, prêts à faire un geste. A condition, bien sûr, que le budget leur laisse les moyens financiers nécessaires et que les ponctions opérées sur le cash-flow de la D.G.T. (Direction générale des télécommunications) ne deviennent pas une habitude. On pourrait, par exemple, revenir en partie sur l'engagement des P.T.T. de faire baisser, en francs constants, les tarifs des communications téléphoniques (4 % par an). Les recettes supplémentaires ainsi dégagées pourraient aider au développement des industries électroniques.

Les crédits du ministère de la recherche et de l'industrie pour la filière dépasseront dès 1983, les 2 milliards de francs par an. Enfin le solde serait fourni par les dotations en capital aux groupes nationalisés et divers prêts à des conditions privilégiées, voire à trouver des formules de financements plus originales, faisant intervenir indirectement l'Etat.

LES AMBITIONS D'I.B.M... EN FRANCE

Quelle place veut-on donner à I.B.M., dont la filiale française assure déjà 13 % de la production électronique française ? A cette question, les pouvoirs publics n'ont pas encore franchement répondu, les avis étant partagés.

I.B.M. fait, en tout cas, depuis un an, un « forcing » extraordinaire auprès des nouvelles équipes (le Monde du 7 avril).

Au-delà des offres de coopération plus ou moins alléchantes, le groupe poursuit en fait deux objectifs : il veut qu'on lui assure sa part globale du marché français de l'électronique. Si celui-ci croît de 20 % par an, par exemple, I.B.M.-France entend avoir au moins la même croissance. Le marché de l'informatique classique étant insuffisant, I.B.M. exige aussi d'être associé aux nouveaux marchés télématiques, qui lui sont jusqu'à présent fermés. Ainsi, dans le domaine du vidéotex, I.B.M. souhaite que les P.T.T. changent de norme, au profit d'une nouvelle définition internationale, à laquelle le géant de l'informatique entend « participer activement ».

Débarrassé d'un procès antitrust qui l'obsédait, fort de l'appui sans réserves que semble lui ménager l'administration Reagan, le numéro 1 mondial de l'informatique, qui ambitionne de devenir le numéro 1 mondial de l'électronique, apparaît plus que jamais sûr de lui et dominateur.

Des objectifs ambitieux

Resterait donc 60 à 65 milliards de francs à la charge de l'industrie. Elle se les procurerait par l'autofinancement, les emprunts traditionnels, les augmentations de capital (pour le privé), voire de nouvelles formes d'épargne.

Le financement des investissements est une chose. Mais, pour atteindre les objectifs ambitieux que s'est donné le gouvernement, encore faut-il assurer des débouchés aux industries électroniques : agir sur la demande en évitant que celle-ci ne profite surtout aux importations. Aussi, le plan « Filière électronique » devra-t-il être soutenu par des grands programmes d'équipements à l'image de ce qui s'est fait pour le développement du nucléaire.

Dans cette optique, les armées ont toujours un rôle majeur à jouer. Les P.T.T. également. Or, les investissements dans le téléphone vont plafonner, puisque, à la fin de 1982, 82 % des ménages français seront équipés. Il faut donc trouver des relais qui assurent de nouveaux débouchés à l'industrie et offrent des perspectives de recettes aux P.T.T. Le vidéotex (annuaire électronique) et le câblage des immeubles pour recevoir des chaînes de télévision par satellite ou par câble sont deux des programmes sur lesquels on compte avenue de Ségur. Ils représenteraient respectivement des marchés potentiels pour l'industrie française de 15 et 45 milliards de francs pour les cinq prochaines années. Ils permettraient d'acquérir la maîtrise de technologies nouvelles, comme celle des fibres optiques.

Les matériels vidéo, les micro-ordinateurs, les ordinateurs personnels sont eux des marchés de masse qu'il convient de ne pas négliger. A condition, encore une fois, que l'industrie française soit capable de faire face à la demande potentielle. C'est dire que le plan d'action pour l'électronique doit, si l'on ne veut pas qu'il reste un catalogue de vœux pieux, comporter un vaste volet industriel.

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 16.)

RECHERCHE : la trop grande puissance des firmes nationalisées

La recherche industrielle est devenue, en l'espace de quelques mois, la grande affaire de la France, comme le fut naguère le Plan. *Précédés par des assises régionales de la recherche et de la technologie*, les états généraux de la science, patronnés par le gouvernement, ont connu, en janvier 1982, un succès qui en a *surpris* plus d'un.

Le gouvernement a décidé de faire un gros effort pour relancer cette activité qui est la « clé du renouveau » économique pour reprendre une image développée par le président de la République. Depuis le début de cette année, et dans un premier temps jusqu'en 1985, les crédits pour la recherche devront équivaloir à 2,5 % du produit intérieur brut (P.I.B.) (1,8 % en 1981). Pour atteindre cet objectif, les entreprises industrielles devraient accroître de 8 %, en volume chaque année, leurs dépenses pour la recherche. Certains doutent déjà qu'elles l'atteignent ou l'approchent en raison des résultats économiques prévisibles.

DANS le sillage du mouvement en faveur de la science, le Crédit national (1) publie, dans son bulletin du deuxième trimestre, plusieurs études consacrées à la recherche dans les entreprises. Ce texte, s'appuyant sur de nombreuses statistiques (notamment celles rassemblées par le commissariat général du Plan), met à plat, si l'on peut dire, ce qui a été fait en France pour la recherche depuis une vingtaine d'années. Il s'attarde sur la participation des sociétés industrielles à cet effort.

De son côté, le rapport sur l'état de la France en mai 1981 (2), dont la rédaction avait été confiée à un groupe d'experts présidé par M. François Bloch-Lainé, comprenait, bien évidemment, un chapitre sur la science et ses applications. Des suggestions n'y manquent pas.

« L'effet de levier »

Le rapport de M. Bloch-Lainé remarque tout d'abord : *« En 1980, l'effort français de recherche et de développement représente 1,8 % du P.I.B. et occupe à peu près l'équivalent de trois cent mille personnes, secteurs public et privé réunis. C'est dire la place que, du seul point de vue quantitatif, et en dehors même de leur effet de levier sur l'ensemble des activités, la science et le développement technologiques tiennent dans l'économie. »*

Si, en matière de recherche fondamentale, *« on observe un réel progrès du niveau international de la recherche française »*, il n'en est pas de même s'agissant de la recherche appliquée et du développement technologique. *« La France n'a nullement rattrapé son handicap traditionnel (...) La technologie française est forte dans un nombre très limité de secteurs de pointe, mais dispose d'une base générale faible. A cet égard, la situation s'est plutôt dégradée au cours des dernières années.*

» Malgré un accroissement du nombre des brevets déposés à l'étranger, qui montre une capacité certaine à se maintenir dans la compétition technologique dans quelques domaines, la balance française des redevances pour les brevets et les licences reste largement déficitaire, confirmant que notre pays demeure un importateur structurel d'inventions, ainsi qu'un transformateur de technologies avant la revente d'usines clés en main aux pays en voie d'industrialisation. »

Toutefois, comme le souligne le Crédit national, l'effort du pays pour la recherche est resté stable pendant une dizaine d'années. En revanche, ses principaux concurrents ont consacré aux investissements scientifiques une part plus importante de leur richesse nationale (voir le graphique ci-dessous. Mais sans doute en est-il pour la recherche comme pour nombre d'autres investissements : leur croissance n'est pas linéaire. Après une période marquée par un important financement, un pays peut, relativement et pendant un temps, relâcher son effort sans grandes conséquences pour les résultats.

Une interrogation majeure

Le gouvernement a donc décidé de consacrer 2,5 % du PIB à la recherche. « *Cette ambition*, note le Crédit national, *vise à renouer avec l'effort accompli vers la fin des années 60 ; elle se situe toutefois dans un contexte économique nettement moins favorable (...).* » Enfin, « *cet objectif suscite une interrogation majeure sur l'évolution de la recherche privée qui ne relève pas de la même politique volontariste que celle définie pour le secteur public* ».

A charges et conditions économiques égales, on peut avancer l'hypothèse que les firmes privées continueront à accroître année par année leur part de financement dans la recherche nationale. Un effort qu'il faut amplifier encore.

« *La baisse relative du financement et de l'exécution de la recherche réalisée par le secteur public*, souligne le Crédit national, *a été compensée par la hausse de l'effort de recherche menée par des entreprises privées... En 1980, ces dernières ont représenté 43 % du financement total de la dépense nationale de recherche et du développement, et 60 % de l'exécution de la dépense intérieure, contre respectivement 37 % et 56 % dix ans plus tôt.* »

Un renoncement

Au début des années 60, alors que le pays mettait en place de façon plus déterminée son potentiel de recherche, l'Etat assurait 70 % des dépenses relatives à cette discipline. Depuis 1967, alors que les entreprises industrielles continuaient à accroître en moyenne de 6 % en volume leurs investissements scientifiques, l'administration ralentissait son effort, notamment en raison de la moindre progression des dépenses pour la défense nationale et de celles affectées à certains grands programmes civils.

S'agissait-il d'un renoncement ou d'une démission de l'Etat — comme certains l'affirment — ou essentiellement d'un choix politique : celui d'inciter les firmes privées à prendre plus de risques ?

Le rapport de M. Bloch-Lainé — où pour la politique de recherche il n'est pas tendre pour les prédécesseurs de M. Mauroy — reconnaît que c'est la seconde hypothèse qu'il faut retenir. « *Le gouvernement, il est vrai*, écrit-il, *avait compté que le financement de la recherche par les entreprises viendrait progressivement prendre le relais des crédits de l'Etat. Mais si l'on peut observer effectivement, au cours de la dernière décennie, un accroissement régulier de l'effort des entreprises, cet effort est demeuré insuffisant pour permettre un véritable redressement de la situation.* »

ALPHONSE THÉLIER.

(Lire la suite page 16.)

(1) *Bulletin du Crédit national*, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

(2) « *La France en 1981, forces et faiblesses* » ; la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75310 Paris cedex 07.

LE DÉCLASSEMENT DE LA FRANCE

en % des dépenses

ÉTATS-UNIS — ROYAUME-UNI — ALLEMAGNE FÉDÉRALE — FRANCE — JAPON

1964 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80

Source : Préparation du VIIIe Plan, la Documentation française

Depuis une dizaine d'années, dans les cinq grands pays industrialisés « occidentaux », la part des dépenses de recherche et de développement est restée stable par rapport au produit intérieur brut (PIB) (1). Pour l'essentiel, la raison en est la crise économique, conséquence du premier « choc » pétrolier, qui a contraint chacun de ces pays à réduire sensiblement leurs dépenses budgétaires.

La France, qui était jusqu'en 1969, troisième dans ce classement (2,1 %), se retrouve à présent, et depuis 1973, cinquième (1,80 %) derrière les Etats-Unis (2,40 %), l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne (2,20 %) et le Japon (2 %).

Deux raisons principales expliquent le déclassement de la France :

1) Les investissements scientifiques pour la défense nationale ont diminué à partir de 1969 ; cet argument peut être aussi évoqué pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ;

2) Si, en France, l'effort de l'Etat pour la recherche est comparable à celui fait par ses principaux concurrents, en revanche, jusqu'à ces toutes dernières années, il n'avait pu (ou su) entraîner les entreprises privées à l'imiter.

Plus généralement, la tendance s'est profondément modifiée depuis 1979 à la suite d'un conseil des ministres restreint, de juillet de cette année, et qui a repris le projet du VIIIe Plan (1980-1985) ; celui-ci prévoyait finalement que la part du PIB, pour la recherche et le développement, serait de 2,30 % en 1985.

La loi-programme, qui a été voté sur proposition du gouvernement de M. Pierre Mauroy, prévoit que ce pourcentage devrait être de 2,5 % en 1985.

(1) En 1980, le PIB de la France était de 2 764 milliards de francs.

L'emploi industriel en perte de vitesse

QUE le chômage soit dû, en grande partie, aux restructurations et même au repli de l'industrie européenne, tout le monde s'en doutait. Mais la publication par la Communauté européenne des statistiques sur l'emploi de 1970 à 1981 révèle, avec la sécheresse brutale qu'ont les chiffres, l'importance des changements dans la répartition des emplois selon les secteurs d'activité.

La réduction des effectifs dans l'agriculture s'est poursuivie à un rythme rapide dans la plupart des pays de la C.E.E., mais, — phénomène plus inquiétant, — l'industrie a perdu un nombre très élevé de salariés.

C'est en valeur absolue que la compression du personnel est la plus significative : 700 000 salariés en moins en France, 1 800 000 en R.F.A., ce qui est considérable, et 2 643 000 au Royaume-Uni, ce qui est énorme et confirme la véritable crise de restructuration de l'industrie britannique.

Pour l'ensemble des pays de l'Europe des Dix la chute des salariés de l'industrie est aussi impressionnante : c'est de près de 5,5 millions qu'ont fondu les effectifs. La modernisation, l'automatisation et tous les progrès de la productivité sont, certes, à l'origine de ce « dégraissage ». Mais le poids des avantages sociaux, ainsi que la concurrence des nouveaux pays industriels ont aussi provoqué des coupes dans le personnel des entreprises de certaines branches, comme le textile, l'habillement, etc.

Face à ces bouleversements de la structure des emplois — plus nets encore aux Etats-Unis —, l'Europe suit ou subit. Le phénomène n'est pas nouveau : il s'agit d'une lente et ancienne évolution des sociétés dites « avancées ». Mais, depuis la crise internationale, l'important gonflement des employés dans les services s'est ralenti et il ne suffit plus, dans certains pays, à compenser la poussée de la population active.

Jouent aussi les facteurs démographiques. Si, au total, la population employée en France a légèrement augmenté (+ 2,9 %), grâce au fort accroissement du tertiaire, le chômage s'est cependant accru en raison de l'arrivée sur le marché du travail de contingents importants de jeunes.

Au Royaume-Uni, non seulement l'industrie régresse, mais depuis 1980, le tertiaire n'est plus un moteur de l'emploi. Les feux rouges s'allument dans tous les secteurs et expliquent la très forte augmentation du chômage, en dépit d'une diminution de la population active.

A l'heure où la machine remplace de plus en plus souvent l'homme et commence à envahir le tertiaire, rejetant les employés aux écritures, la politique de restriction des charges sociales et de réduction des horaires devrait être amplifiée, mais elle s'avère déjà insuffisante. Comme l'a souligné souvent M. Sauvy, il faut faire confiance à la machine : de nouvelles techniques, de nouveaux produits... et de nouvelles machines peuvent aussi, par effet multiplicateur créer à terme des emplois.

JEAN-PIERRE DUMONT.

LA DIMINUTION DES EFFECTIFS DANS L'INDUSTRIE EUROPÉENNE : DE 9 % A 23 %

	1970	1981	Evolution en %
R.F.A.			
Agriculture	2 282 000	1 495 000	— 33,9
Industrie	12 902 000	11 101 000	— 13,95
Services	11 504 000	13 084 000	+ 13,73
Total	26 668 000	25 680 000	— 3,7
FRANCE			
Agriculture	2 821 000	1 800 000	— 36,2
Industrie	8 084 000	7 380 000	— 8,7
Services	10 015 000	12 362 000	+ 23,4
Total	20 920 000	21 542 000	+ 2,9
ROYAUME-UNI			
Agriculture	784 000	647 000	— 17,[illegible]
Industrie	10 913 000	8 370 000	— 2[illegible]
Services	13 049 000	14 371 000	+ [illegible]
Total	24 745 000	23 388 000	— [illegible]
EUROPE DES DIX			
Agriculture	12 089 000	8 503 000	— 29,6
Industrie	44 879 000	39 398 000	— 12,2
Services	50 435 000	59 818 000	+ 15,6
Total	107 402 000	107 908 000	+ 0,47

L'emploi — salariés, travailleurs indépendants — dans la C.E.E. Source : Eurostat, 4-1982.

UN CONTRAT NATIONAL POUR L'INDUSTRIE

Le gouvernement a adopté, le 25 août, un projet de loi qui vise à canaliser l'épargne vers des placements industriels à long terme (comptes en actions, certificats d'investissement, titres participatifs). Toutefois la formule du compte courant des salariés dans les entreprises, préconisée par M. Delors sous le nom de compte d'épargne-industrie ou d'épargne-investissement, que défend l'auteur de l'article ci-dessous, n'a pas été retenue pour l'instant.

par BERNARD CARRÈRE (*)

AINSI, le gouvernement a entrepris de demander beaucoup aux Français : un arrêt dans la progression des pouvoirs d'achat, malgré les inégalités persistantes et tant d'aspirations encore insatisfaites... Il a raison. A condition de manifester avec vigueur l'enjeu central : le renforcement de l'appareil de production, dont les pertes de compétitivité, les défauts de consistance, ont mis en péril les prix, les échanges extérieurs, la monnaie... c'est-à-dire le niveau de vie de chacun d'entre nous.

En 1981, la France aura enregistré un déficit commercial de 55 milliards de francs avec l'ensemble de la C.E.E., des Etats-Unis et du Japon ; ainsi, loin d'alléger le coût de notre facture énergétique, nos échanges avec les grandes régions industrielles accentuent la dépendance économique du pays. Ce chiffre, appelé à encore s'aggraver en 1982, sanctionne un déclin d'ensemble de l'industrie française, longtemps masqué par quelques brillantes réussites. Entre 1973 et 1981, l'investissement dans l'industrie a décru de 2 % l'an en moyenne chaque année, alors qu'il avait progressé au rythme de 6 % l'an sur la période 1963 à 1972.

La relance et la reprise

Dès lors, la France sous-produit par rapport à ses besoins comme par rapport à sa dimension et à ses ressources : alors que sa population représente les neuf dixièmes de celle de la R.F.A., sa production industrielle n'atteint que six dixièmes de celle de nos voisins. Ce qui en résulte ? *Au-delà d'un certain niveau*, les dépenses de consommation bénéficient à l'importation, créent des emplois hors de nos frontières et nourrissent chez nous la hausse des prix. La relance ne produit plus la reprise.

De quoi s'agit-il ? Il faut aujourd'hui consacrer à l'industrie des efforts et des ressources d'une tout autre dimension. Comme nous le verrons, celles-ci ne peuvent venir que des revenus individuels eux-mêmes, dont une fraction plus importante doit être affectée impérativement au développement de la production nationale.

Le relâchement de l'industrie française, succédant à la remarquable ascension des années 60, s'est produit au moment où les pays industrialisés sont contraints à *un triple effort industriel pour* surmonter la crise. Il s'agit simultanément : de restaurer la compétitivité des industries traditionnelles — lorsque cela est encore possible — par des injections de technologie, des réformes de structure ; de développer des capacités en réponse aux nouvelles demandes (magnétoscopes...) et pour préparer les « activités du futur » (robotique, télématique...), enfin, de financer les délais de maturation, naturellement plus longs en période de croissance ralentie, et les coûts sociaux inévitables.

Les chiffres qui « tombent » depuis quelques mois — déficits des grandes entreprises du secteur énergétique, besoins de financement du secteur industriel nationalisé, enveloppes des plans sectoriels — placent très haut la barre de l'effort à consentir : disons une trentaine de milliards supplémentaires par rapport au niveau actuel de l'investissement industriel, ce qui nous mettrait au même niveau d'effort que l'industrie allemande.

Un investissement supplémentaire de 30 milliards de francs doit être à la portée d'un pays qui consacre aujourd'hui 650 milliards à ses investissements de toutes natures. Mais la vraie question est celle du financement de cet effort qui doit procurer un rendement économique maximal sans déperdition sous forme de hausse des prix de production.

L'endettement extérieur ne peut être accru sans limites, aux taux d'intérêt prévalant. Le renchérissement du crédit en pleine conjoncture de récession met à découvert les entreprises les plus solides ; aujourd'hui, les frais financiers atteignent le même montant que les dépenses d'investissement ; le coût du futur se trouve ainsi doublé. Les marges financières des entreprises atteignent de leur côté un point très bas après trois années de chute des rentabilités. Enfin le budget de l'Etat a déjà fort à faire pour parer aux urgences les plus pressantes de consolidation inrustrielle et pour soutenir les politiques de solidarité particulièrement nécessaires en période de crise dans une démocratie digne de ce nom.

Les ressources indispensables

Il faut donc que la communauté des citoyens elle-même se mobilise autour de l'industrie pour concourir aux ressources indispensables. A partir de l'instant où un accroissement de la consommation profite essentiellement à l'importation, une part du revenu distribué doit s'affecter en toute priorité à l'élargissement de la base de production nationale.

Cette épargne pour l'investissement pourrait prendre la forme de comptes courants constitués par les salariés dans les entreprises industrielles pour une période de trois à cinq années, remboursables au terme de ce délai à une valeur tenant compte de l'érosion monétaire constatée. Ce système d'épargne serait assez comparable à celui constitué chez nos voisins allemands grâce aux « fonds de pension » accumulés par les salariés dans leur entreprise ; fonds qui, par leur ampleur et leur stabilité, ont contribué puissamment à la solidité financière des firmes industrielles de la R.F.A.

Ainsi serait mis en œuvre notre triple objectif :

● L'abaissement des coûts de production et, par là, le ralentissement de l'inflation, les entreprises pouvant sur les premières années stabiliser leurs prix et gager les remboursements à venir sur un volume d'activité accru ;

● L'accroissement de l'investissement, l'allégement des charges financières se conjuguant avec la disposition de ressources fraîches en fonds permanents ;

● La diminution des importations, par l'amélioration des compétitivités et une meilleure couverture des besoins nationaux.

Le secteur industriel disposerait ainsi d'une force de frappe financière permettant d'accroître d'un tiers l'investissement actuel. Il resterait à en tirer le meilleur parti en termes d'activité, d'emploi, de lutte contre l'inflation et de déficit commercial.

D'autres mesures, également importantes, devront concerner l'emploi (meilleur partage du travail, notamment par *extension du travail à temps partiel*), la fiscalité (pour que les budgets sociaux ne croissent pas plus vite que la base productive du pays), la politique industrielle (pour que le nouveau flux d'investissements irrigue au maximum l'industrie nationale, et permette de ralentir la montée de l'importation).

Ainsi seraient posés les termes d'un contrat collectif entre l'Etat, les citoyens et les entreprises pour faire de la modernisation de l'industrie le passage obligé des croissances et des revenus à venir. Chaque Français, en cette huitième année de stagnation de notre économie, s'en est convaincu, par expérience ou par simple observation : il nous faut aujourd'hui entreprendre sur la durée, œuvrer sur les fondations de notre économie, agir sur les grands déterminants de la richesse nationale. Cette mécanique doit être présentée avec franchise, dans sa chronologie et ses effets attendus.

Cohésion nationale

Comment ne pas voir dans ce contrat national pour l'industrie un sujet majeur de cohésion nationale, alors que maints débats politiques de second ordre distraient le pays des efforts essentiels ? Un tel effort est-il hors de notre atteinte ?

L'engagement d'épargne préconisé représente environ 2 % des revenus salariaux, ou 1 % du produit national brut (PIB) national, soit le quart du prélèvement opéré par l'OPEP sur notre économie entre 1974 et 1979. On peut espérer que la France consacre aujourd'hui, de son plein gré, au redressement de son industrie le quart de ce que nous avons été contraints de consentir pour assurer notre approvisionnement pétrolier ; sachant que cette épargne s'investirait en totalité à l'intérieur de nos frontières, au bénéfice de notre emploi d'aujourd'hui et de notre revenu de demain.

(*) Economiste.

FILIÈRE ÉLECTRONIQUE : 140 milliards de francs pour quoi faire ?

(Suite de la page 15.)

Tâche ardue que celle des pouvoirs publics, car il leur faut naviguer entre deux tentations contradictoires. La première serait de s'en remettre purement et simplement — au nom de la liberté de gestion — aux présidents des entreprises nationales concernées. La seconde — toujours forte dans l'administration — serait de décider une répartition arbitraire des tâches entre les sociétés. Bref, de faire du dirigisme tatillon et d'oublier que l'industrie électronique ne se limite pas au secteur public.

D'innombrables réunions, rassemblant industriels et représentants de l'administration, ont montré qu'il ne suffisait pas de se mettre autour d'une table pour résoudre les problèmes... Cette voie médiane — ô combien étroite — les pouvoirs publics pensent, pourtant, en entrevoir maintenant les contours, même si bien des points restent dans l'ombre.

« Jouer au Meccano »

Ceux qui attendent un nouveau « *Yalta de l'électronique* », à l'image de la répartition des tâches intervenue, sous l'égide des pouvoirs publics, en 1969, entre la C.G.E. et Thomson, seront vraisemblablement déçus. Autre temps. Autres mœurs. « *Pas question de jouer au Meccano.* »

L'évolution technologique en électronique est caractérisée par une interpénétration croissante entre les diverses composantes du secteur. Tracer, dans ces conditions, des frontières rigides entre les groupes — à l'un les composants, à l'autre le téléphone, au troisième la bureautique, etc. — serait illusoire. Tout au plus peut-on concevoir, pour les créneaux où l'évolution technologique est claire, comme pour ceux où il existe déjà une position dominante de fait, l'affirmation de la prééminence de tel ou tel groupe.

C'est le cas de l'électronique grand public et du matériel électroménager qui relèvent bien évidemment de la compétence de Thomson Brandt, tout comme l'électronique professionnelle (radars, équipements divers, militaires). L'informatique du mini-ordinateur en haut de gamme sera du ressort de CII-Honeywell-Bull, les activités mini-informatiques (hors le militaire) de Thompson passant vraisemblablement dans son orbite. Enfin, il semble que l'on s'oriente vers la constitution d'un « *pôle robotique* » autour de Matra, dont la filiale Manurhin pourrait développer ses compétences dans ce domaine.

Dans d'autres secteurs, on conserverait, en revanche, une certaine dualité.

● *Téléphone* : l'idée de constituer une grande société nationale autour de C.G.E. semble, pour le moment, abandonnée. Les P.T.T., pour ne citer qu'eux, y sont opposés et tiennent à conserver deux fournisseurs tant pour la commutation que pour la transmission. Thomson et C.G.E. pourraient cependant coopérer, avec d'autres sociétés et laboratoires, *pour les recherches sur les* matériels de la prochaine génération.

Reste à régler le sort des anciennes filiales d'I.T.T. Faut-il les rattacher directement à la C.G.E., à Thomson — ce que ces deux groupes ne souhaitent pas — ou constituer une nouvelle société regroupant la C.G.C.T., L.C.T., la *division téléphone* voire les transmissions de Thomson, sous la responsabilité de cette dernière et avec, éventuellement, une participation de CII-Honeywell-Bull ?

● *Composants* : le plan « Composants » du précédent gouvernement avait créé trois pôles de production de circuits intégrés M.O.S (Metal Oxyde Semiconductor). Le premier, Efcis, *du groupe Thompson, travaille* sous licence de l'américain Motorola. Les deux autres associent des firmes d'outre-Atlantique des groupes français : Matra-Harris et Eurotechnique (filiale de Saint-Gobain et de National Semiconductor). « *Il y a au moins une société de trop* » estime-t-on. Aussi un de ces pôles — Eurotechnique — serait-il rattaché à l'un des deux autres vraisemblablement à Efcis.

● *Bureautique* : la C.G.E. s'y verrait confirmer un rôle moteur, notamment pour les matériels bas de gamme et le traitement du courrier. C.I.I. - Honeywell Bull serait également présent sur ce marché, alors que la bureautique ne serait pas un véritable cheval de bataille pour Thomson. Reste le sort de la participation d'environ 40 % détenue par les Machines Bull et les banques françaises dans la société italienne Olivetti.

Il semble que toute idée de coopération étroite entre C.I.I.-H.B. et la firme dirigée par M. Carlo de Benedetti soit abandonnée. Une « *incompatibilité d'humeur* » dont chacune des deux parties a sa part de responsabilité. Faut-il dans ces conditions inviter la C.G.E. à prendre le relais et à discuter avec Olivetti ? Faut-il vendre cette participation à un Américain, voire à un Japonais, récupérer ainsi le milliard de francs investi et... faire une croix sur toute coopération avec l'industrie électronique transalpine ?

Il est enfin des secteurs où le marché est encore difficile à cerner et les investissements ne sont pas du même ordre de grandeur. La micro-informatique, l'ordinateur personnel, les applications de l'informatique, de la télématique, les logiciels, etc., doivent être l'affaire de tous. Ce serait une grave erreur que de conférer à tel ou tel un quasi-monopole.

Retards

Plus il y aura de projets, plus il y aura de matériels, plus il y aura de bibliothèques de programmes réalisés en France, plus il sera possible de résister à l'invasion naissante de produits américains ou japonais, aux Apple et autres Commodore. Aux pouvoirs publics d'encourager *les* créateurs. Aux *groupes nationalisés* de ne pas les étouffer : en leur sein, comme à l'extérieur.

Ces idées générales devront rapidement trouver leur application sur le terrain à travers les plans d'entreprise des groupes nationalisés. Ceux-ci tardent quelque peu à voir le jour.

Il est vrai que les retards apportés dans la fixation de leurs dotations financières pour 1982, l'incertitude sur les montants exacts que l'Etat est prêt à leur attribuer en 1983 et les années suivantes, ne facilitent pas la tâche des dirigeants. Ceux-ci aimeraient en outre se garder une certaine marge de manœuvre et ne pas se lier tout de suite par des engagements précis sur tel ou tel sous-secteur, telle ou telle opération.

Thomson — pour ne citer que lui — va devoir pourtant prendre des décisions stratégiques capitales dans l'électroménager. Doit-il se porter acquéreur, et à quel prix, des dépouilles de A.E.G.-Telefunken que lorgne le Suédois Elektrolux ? Dans l'électronique grand public, faut-il envisager une coopération avec Grundig-Philips ou refaire un tour de piste avec les Japonais ?

M. Alain Gomez, le président du groupe, a d'abord cherché à asseoir son pouvoir et à remettre de l'ordre dans la maison. Car, même si le gréement avait encore belle allure, les voies d'eau dans la coque du navire Thomson étaient nombreuses. Toutes ne sont pas colmatées, loin de là, ce qui explique peut-être une certaine hésitation du nouveau responsable à se lancer dans des opérations audacieuses et donc risquées... Ce qui explique aussi les tentations qu'il a eues de se concentrer sur les points forts traditionnels du groupe.

On prête, enfin, l'intention au président, M. Stern, de C.I.I.-H.B. de présenter les grandes lignes de sa politique à la mi-septembre, à la veille du SICOB. Ce plan mettrait surtout l'accent sur une stratégie privilégiant la notion de réseau, d'informatique distribuée. C.I.I.-H.B. a développé ces dernières années sa propre norme de réseau informatique (D.S.A.) en concurrence avec celle d'I.B.M. (S.N.A.). Il s'agirait désormais de « *vendre* » cette norme, d'en diffuser les spécificités, alors que jusqu'à présent l'entreprise veillait jalousement sur elles ; de développer des logiciels permettant l'interconnexion avec le réseau S.N.A. et les utilisateurs dotés de machines I.B.M. ou autres.

Second axe de ce plan : la mise en chantier d'un mini-ordinateur, à partir du Mini-6, d'origine Honeywell, qui offrirait également aux utilisateurs des gammes Mitra et Solar de la SEMS une voie d'évolution. Troisième axe : le projet « Archer » ; il s'agirait de revenir à une gamme unifiée de produits pour les machines de moyenne puissance.

La seule réponse

Pour le moment, cette politique laisserait de côté le problème du haut de gamme. « *C.I.I.-H.B. ne peut pas courir tous les lièvres à la fois*, dit-on. *Il lui faut d'abord redresser sa situation financière* — elle aurait besoin de 1,2 milliard de francs en 1983, — *améliorer sa gestion et la qualité de ses services aux utilisateurs.* » Sans doute ces tâches sont-elles prioritaires. De même, la compagnie devrait réformer ses structures et envisager de donner une plus large autonomie à certaines de ses activités, notamment pour les projets nouveaux.

Reste que le développement à l'horizon 1985 d'un ordinateur haut de gamme « *compatible* » ou plutôt « *substituable I.B.M.* » apparaît encore, comme la seule réponse pour s'attaquer au marché et conserver une compétence dans ce secteur. Il y a là un débat de fond qu'il ne conviendrait pas d'escamoter.

Pourquoi ne pas associer aux recherches sur les prochaines générations d'ordinateurs haut de gamme d'autres firmes européennes ? Ce plan « filière électronique », qui suscite un réel intérêt hors de France, pêche encore par le manque d'ouvertures. Certes, pour coopérer, il faut être au moins deux. Cependant, il conviendrait que le gouvernement français dépasse maintenant le stade des pétitions de principe pour proposer des applications concrètes, dans le domaine de la recherche et de l'industrie électronique, à cette coopération européenne jugée par chacun indispensable.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

RECHERCHE : la trop grande puissance des firmes nationalisées

(Suite de la page 15.)

« *Il reste*, note le Crédit national, *que le pourcentage de financement du privé reste inférieur en France (0,75 % du P.I.B.) à ce qu'il est chez ses principaux concurrents, puisqu'il atteint 0,9 % au Royaume-Uni, 1,1 % aux Etats-Unis et au Japon, et 1,2 % en Allemagne fédérale* », sans plus étudier les causes profondes qui ne peuvent être de nature intellectuelle. En volume, l'écart est encore plus sensible. A titre d'exemple, General Motors seule fait trois fois plus de recherche que tous les constructeurs français. I.B.M. en réalise cinq fois plus que l'informatique, et Hoechst fait plus de recherche que toute la branche chimie.

D'une façon générale, la recherche tend à se concentrer sur un petit nombre de secteurs. En France, trois branches seules représentent la moitié des dépenses de recherche : l'électronique (19,6 %), l'aéronautique (18,1 %) et l'automobile (12,6 %). La construction électrique et électronique pour tous les grands pays industrialisés absorbe entre 20 et 25 % de la dépense totale. En revanche, l'effort mené dans l'aéronautique, considérable aux Etats-Unis, en France et au Royaume-Uni (de l'ordre de 20 % du total), est de 6 % en Allemagne fédérale et est négligeable au Japon, « *ce qui est la traduction d'une politique industrielle et militaire différente* ».

Pour l'automobile, la France, l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis (12 % des dépenses) font un effort similaire. Le Japon (14 %) les distance ; mais les Britanniques (5,4 %) sont derrière. On sait ce qu'est devenue la construction chez eux depuis une dizaine d'années.

Pour l'industrie chimique, la France (9,4 %), le Japon (11,7 %) et le Royaume-Uni (9,8 %) précèdent les Etats-Unis (6,8 %) ; mais l'Allemagne fédérale (21,6 %) caracole en tête, ce qui ne peut être une surprise, quand on sait la puissance de cette branche outre-Rhin.

Les P.M.E.

D'une manière générale aussi, la recherche est l'affaire des grands groupes. Pourtant le rapport sur « La France en mai 1981 » remarque : « *Il se trouve que, pour des raisons dues en bonne partie à la rigidité et à l'anonymat des grandes entreprises, ce sont souvent les petites et moyennes entreprises qui participent le mieux à l'innovation technologique et souvent aussi des individus, ingénieurs et artisans, qui parfois deviennent ensuite des entrepreneurs. La sous-traitance par des petites entreprises est essentielle ainsi que la recherche sous contrat. Ceci est vrai dans tous les pays, mais trop méconnu en France et c'est une des causes des déficiences de l'industrie française.* »

Cependant « *la recherche dans l'entreprise française est, pour l'essentiel, le fait d'un petit nombre de grandes entreprises : moins de mille deux cents entreprises participent à* [cette activité], *la moitié d'entre elles pour moins de 11 % en ne recevant que 4 % de l'aide publique, tandis que 90 % d'entre elles assurent les deux tiers de la dépense et reçoivent les trois quarts des aides publiques (Thomson-C.S.F. déclare un budget R et D de 3,8 milliards de francs, aucune autre entreprise n'est à ce niveau ; rappelons que le budget du C.N.R.S. est de 3,8 milliards de francs !) ; mais cette recherche est surtout pratiquée dans les branches de pointe, pas disséminée.* » Ce qui s'explique, mais ce qui peut être regrettable.

« *Une étude montre que plus de la moitié des innovations technologiques majeures entre 1953 et 1973 aux Etats-Unis ont été réalisées par de petites entreprises, ayant ainsi une grosse productivité par rapport au personnel employé (et souvent l'idée émane d'un seul chercheur). Par exemple Xerox, Polaroïd, sont nées d'une idée de quelques chercheurs de petites entreprises.* »

Alors, comment faire participer plus activement les P.M.E. à la recherche, d'autant qu'elles le souhaitent ? Les recettes ont souvent été établies... Il reste à en choisir quelques-unes et à les appliquer... Pourtant avec la nationalisation d'une part notable du secteur industriel, l'administration peut avoir la tentation de centraliser un peu plus, — par la force des choses, par paresse ou par impérialisme, — la recherche et les crédits dont elle peut disposer. Saura-t-elle y résister ?

« *Aujourd'hui*, constate le Crédit national, *le secteur public industriel représente une proportion sensiblement accrue du potentiel technologique des entreprises. Il devrait assurer, en effet, près de 60 % des dépenses totales de recherche et employer 57 % du nombre des chercheurs, alors que sa part dans les ventes des entreprises s'élève à 31 % et qu'il emploie 24 % de l'effectif industriel.*

» *La recherche dépendant de l'initiative privée ne représente donc plus à présent que 40 % des dépenses* [totales de cette discipline] *des entreprises et quelque 20 % des crédits publics...* »

ALPHONSE THÉLIER.

● ERRATUM. — Une erreur de conversion nous a amené à surévaluer les réserves de gaz de la Thaïlande dans l'article du 10 août intitulé : « Déception dans le domaine du gaz ». La société américaine Union Oil a réévalué ses réserves de l'Erawan à 14 milliards de mètres cubes, contre 45 milliards auparavant (et non à 80 milliards de mètres cubes, contre 260 auparavant). De même Union Oil, qui s'était engagée à fournir 5,6 millions de mètres cubes par jour pour des centrales électriques, n'a pu en extraire que moins de 4 millions.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Des parias de la cinquantaine

« *Nous sommes des accidentés de l'économie ! Nous sommes des demandeurs d'emploi, âgés de plus de cinquante ans. nous ne sommes ni des pré-retraités, ni des gens en cessation anticipée d'activité.* » Avec une véhémence certaine, une centaine de cadres, parfois accompagnés de leur famille, venus en ce début d'été, au Cap d'Agde pour participer à une session de réflexion organisée par l'AGIRC et l'INRAC. – ont manifesté leur volonté, avant tout, de rester des travailleurs soucieux de retrouver un emploi (1).

La plupart (70 %) ont été licenciés pour motif économique (*« il a fallu restructurer l'entreprise », « la maison a déposé son bilan »*), avant d'avoir atteint cinquante-quatre ans (pour 50 %), le quart des participants a perdu son travail à 55 ans. Le licenciement s'est presque toujours déroulé de façon brutale et imprévisible pour l'intéressé, même si bien des éléments laissaient prévoir un avenir plutôt sombre pour l'entreprise. Deux ou trois ans après « l'événement », ils en parlent encore avec émotion ou, au contraire, se refusent à en dire quoi que ce soit : ils sont trop plein de rancœur. Ils ont un statut de « cadres », certes, mais acquis, pour la majorité d'entre eux, dans l'entreprise de leur début. Autodidactes, ils ont commencé à travailler dès quatorze, quinze ans. Leur compétence vient de leur connaissance du travail dans leur entreprise. Leur manque de diplômes, diminue les faibles et aléatoires chances de retrouver un emploi que le handicap majeur de leur âge laissait subsister.

Ils se sont uniquement consacrés à leur travail. Ce que traduira l'épouse de l'un d'eux : *« Mon mari était cadre commercial. Ces hommes, on les a vidés de leur substance tout au long de leur vie. Ils ne savent rien faire d'autre que travailler. Quand on leur enlève leur raison de vivre à cinquante et un ans, ils n'ont plus rien. Ils se sentent trahis. Il y a mille façons de tuer. C'en est une ! »* Ensuite, c'est l'engrenage : la culpabilisation, la honte (*« Vous n'osez plus marcher dans votre appartement de peur que les voisins entendent »*), l'isolement, le repli sur soi, la dépression, la maladie. Certains ont même accumulé en quelques années deux ou trois périodes de chômage. *« Quand vous cherchez du travail à cinquante-deux ans et qu'on accepte de vous engager, vous ne regardez pas de trop près à la situation de l'entreprise. Et, six mois ou un an après, vous vous retrouvez à nouveau au chômage ! »*

Bien sûr, comme les autres demandeurs d'emploi, ils jonglent avec les possibilités de stage (*« J'ai joué le jeu et fait un stage de gestion d'entreprise, en sachant que c'était en pure perte ! »*) ; ils font des démarches et écrivent des lettres pour avoir un dossier solide à présenter et conserver leurs prestations. Mais, *« c'est parfaitement hypocrite. Comment espérer être embauché à plus de cinquante ans lorsque les contrats de solidarité officialisent en quelque sorte notre mise à l'écart. Ce qui nous arrive, arrivera aux autres encore plus tôt. Ce sont les cadres de quarante-cinq à quarante-sept ans qui sont menacés aujourd'hui »*.

L'anéantissement

Le chômage pour ces cadres, c'est l'anéantissement. Il faut faire des choix, abandonner l'idée même de vacances, restreindre l'alimentation, se séparer de la voiture pour ne plus avoir à payer d'assurance. *« Il faut renoncer à tout projet d'avenir, quand le quotidien devient trop difficile à vivre. »* Ce quotidien, il est assuré, tant bien que mal par les allocations versées par l'ASSEDIC.

Pour ceux qui ont été licenciés après 55 ans, ils peuvent espérer faire la jonction avec la garantie de ressources accordée à soixante ans et ensuite la retraite. Mais les autres ? Ceux qui auront épuisé leurs droits aux allocations à cinquante-huit ou cinquante-sept ans ? Il existe bien une « aide de secours exceptionnel » versée par l'ASSEDIC et renouvelable tous les six mois, mais elle n'atteint pas 1 000 F par mois. Son attribution, primitivement limitée au 31 juin 1982, a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1982 (2). Les caisses de retraite complémentaire accordent pour leur part des « aides » financières, qui redonnent un peu de souffle mais s'épuisent très vite. Cadres ou non, tous ceux qui arrivent en « fin de droit » vivent la même angoisse et peuvent reprendre à leur compte la définition qu'en donnaient d'eux-mêmes les « stagiaires » du Cap d'Agde : *« Nous avons produit, nous avons alimenté la collectivité, nous demandons la solidarité ! Humiliés, déchus, inutiles, désespérés et pourtant... nous voulons vivre ! »*

CHRISTIANE GROLIER.

(1) INRAC (Institut national pour la retraite active), 26, rue de la Trémoille, 75008 Paris ; tél. : 723-84-63. AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres), 4, rue Leroux, 75116 Paris ; tél. : 501-53-20.

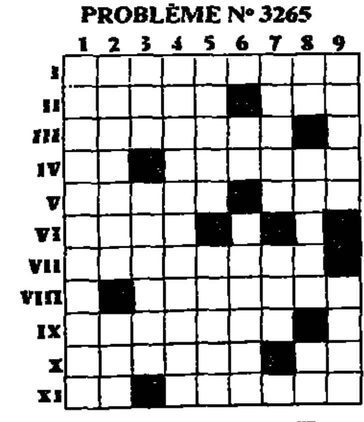
(2) Il s'agit de la circulaire 81-15. La nouvelle directive est en cours de rédaction.

■ *« Adaptabilité, âge et évolution de la société »*. Sur ce thème, le C.P.D.G. (Centre pluridisciplinaire de gérontologie) organise un stage les 5, 6 et 7 octobre 1982, à Grenoble.

★ **C.P.D.G., 5, rue de la Liberté, 38000 Grenoble : tél. : (76) 54-67-28.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3265



HORIZONTALEMENT

I. Amène un problème au moment de la pose, mais se repose sans difficulté. – II. Arrive toujours du fait d'un agitateur. Règle définitivement un compte. – III. Il est préférable de ne pas se frotter à ses occupants malgré leur petite taille. – IV. Pratiques respectables. Il est inutile d'y élever la voix pour se faire entendre. – V. Se jette dans le Rhône. Manque maintenant de tolérance. – VI. Tranche quand il y a du tirage. – VII. Ne sont pas forcément bons, bien qu'ils soient devenus des hommes de biens. – VIII. Semblent bien dans leur peau, bien qu'ils soient en léger manque. – IX. Permet d'éviter les fausses notes lorsqu'on est de concert. – X. Peut nous faire changer de ton à tout propos. Marque le lieu. – XI. N'incite pas à arrondir les angles. Travail de chenilles.

VERTICALEMENT

1. Changement à vue qui peut n'être qu'un trompe-l'œil. – 2. Permet de se distinguer au cours de certains exercices. Pour une femme, c'est... une manière plus que familière de se présenter. – 3. Peut être « détournée » à la suite d'une agression. Ne manquent pas d'être dressés à la suite de fautes. – 4. Peut être remis en place ou la perdre. – 5. Entraîne bien des personnes dans sa chute. Mis sur pied. – 6. Commence une élection. Sans conséquence si elles arrivent juste au poil. – 7. Dernière étape avant la grande course. Scène de la vie passée. – 8. Personnel familier. Passé au crible. Note. – 9. Peuvent être de sales individus comme de bons vivants. Ancien empereur.

Solution du problème n° 3264

Horizontalement

I. Plombier. Abrupt. – II. Aiguillon. Rat. – III. Tarin. Utilités. – IV. Inédit. Agaric. – V. Ses. Ondatra. Usé. – VI. Stupéfiants. – VII. Idée. Fr. Dé. Cv. – VIII. Eu. Tablier. Rire. – IX. Résurrection. El. – X. Lasso. Rival. – XI. Pli. Cravate. Te. – XII. Ninas. Egotiste. – XIII. Estaminet. Out. – XIV. Utérine. Enserré. – XV. Ses. Gosses. Ut.

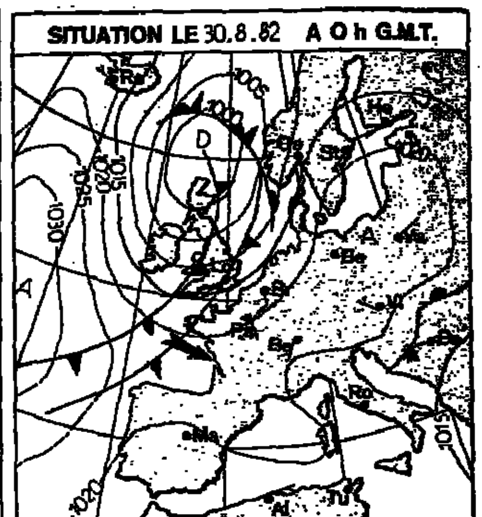
Verticalement

1. Pâtissier. Pneus. – 2. Liane. Duelliste. – 3. Ogresse. Saintes. – 4. Muid. Têtus. Aar. – 5. Biniou. Ars. SMIG. – 6. Il. TNP. Broc. Ino. – 7. Elu. Dé. Le. Rênes. – 8. Rot. Affichage. – 9. Ni. Tiret. Votée. – 10. Lara. Ri. At. N.-S. – 11. Brigands. Orties. – 12. Rata. Ternies. Eu. – 13. Utérus. Tort. – 14. Sis. Créateur. – 15. Tu. Cervelle. Têt.

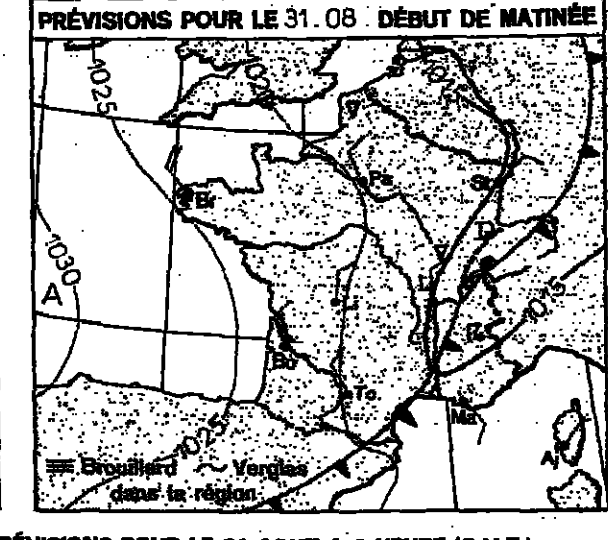
GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

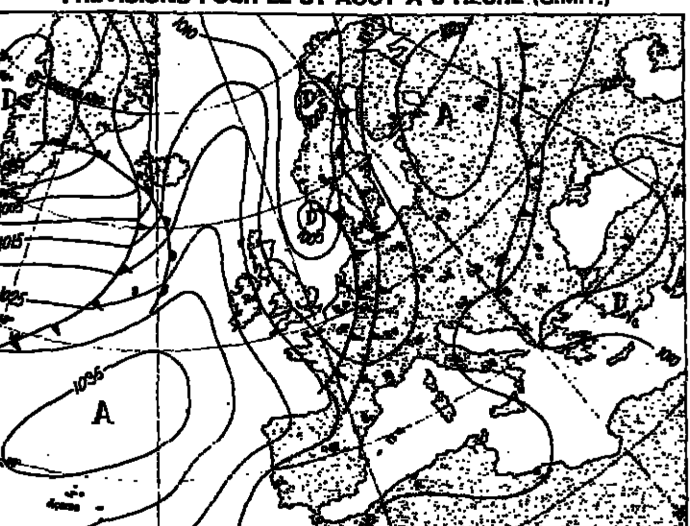
SITUATION LE 30.8.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 31.08 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 31 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 30 août à 0 heure et le mardi 31 août à 24 heures :

Le passage d'un thalweg bien marqué, associé au sol au front froid d'une perturbation, va provoquer sur le pays une évolution orageuse à l'avant de ce front et une instabilité importante à l'arrière, au sein de masses d'air progressivement plus froides.

Mardi, des Pyrénées centrales et orientales, jusqu'au nord-est et aux Alpes, le ciel sera très nuageux et des pluies orageuses se produiront. De ce fait, les températures maximales y seront en baisse, avec 18 à 22° C, du nord au sud de ces régions. Le vent y sera de secteur sud.

Sur l'extrême sud-est et la Corse, l'aggravation ne sera ressentie, qu'en fin de journée, avec développement d'orages. Elle sera précédée d'un temps ensoleillé.

Sur toutes les autres régions, le ciel sera passagèrement nuageux. les averses seront fréquentes, localement orageuses et fortes. En fin de journée, elles gagneront les régions du nord-est, tandis qu'elles deviendront plus rares près de l'Atlantique. Ce temps instable sera accompagné de vent nord-ouest, modéré dans l'intérieur, assez fort près des côtes, et d'une baisse sensible des températures qui atteindront des maximales de 18 à 23° C du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 30 août à 8 heures, de 1018,2 millibars, soit 763,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 août ; le second, le minimum de la nuit du 28 au 29 août) : Ajaccio, 27 et 14 degrés ; Biarritz, 24 et 13 ; Bordeaux, 27 et 11 ; Bourges, 26 et 10 ; Brest, 19 et 13 ; Caen, 24 et 13 ; Cherbourg, 20 et 14 ; Clermont-Ferrand, 24 et 11 ; Dijon, 24 et 10 ; Grenoble, 23 et 11 ; Lille, 22 et 10 ; Lyon, 23 et 10 ; Marseille-Marignane, 26 et 14 ; Nancy, 24 et 8 ; Nantes, 26 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 24 et 11 ; Pau, 27 et 12 ; Perpignan, 30 et 15 ; Rennes, 25 et 13 ; Strasbourg, 24 et 10 ; Tours, 26 et 9 ; Toulouse, 26 et 12 ; Pointe-à-Pitre 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 23 degrés ; Amsterdam, 21 et 12 ; Athènes, 31 et 21 ; Berlin, 22 et 11 ; Bonn, 24 et 9 ; Bruxelles, 21 et 13 ; Le Caire, 33 et 22 ; Iles Canaries, 25 et 21 ; Copenhague, 18 et 13 ; Dakar 30 et 27 ; Djerba, 33 et 23 ; Genève, 21 et 9 ; Jérusalem, 21 et 18 ; Lisbonne, 29 et 14 ; Londres, 22 et 14 ; Luxembourg, 23 et 9 ; Madrid, 30 et 15 ; Moscou, 28 et 15 ; Nairobi, 22 et 14 ; New-York, 20 et 14 ; Palma-de-Majorque, 29 et 17 ; Rome, 28 et 18 ; Stockholm, 18 et 8 ; Tozeur, 38 et 25 ; Tunis, 32 et 21.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 1er SEPTEMBRE

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Allaz.

« Saint-Germain-en-Laye », 15 heures, R.E.R., face au château. *Mme Bachelier.*

« Jardin des Tuileries », 15 heures, Arc de triomphe du Carrousel, Mme Garnier-Ahlberg, (*Caisse nationale* des Monuments historiques).

« Le Marais », 15 heures, place des Vosges (Approche de l'art).

« Le Père Lachaise », 15 heures, entrée boulevard de Ménilmontant (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'Ile Saint-Louis », 15 heures, 39, quai d'Anjou, Mme Hager.

« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, P.-Y. Jaslet.

« La Conciergerie », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Père Lachaise », 15 heures, métro Père-Lachaise (Tourisme culturel).

ANIMAUX

LA REVUE DES ZOOS. – Un parc zoologique peut-il être éducatif ? Comment élever un flamand rose orphelin ? Les spécialistes allemands affirment que les exhibitions d'animaux sauvages sont profitables à la santé psychique des bêtes en cage. Tout cela se trouve dans le n° 4 d'*Interzoo*, revue d'information éditée par le Syndicat national des directeurs de parcs zoologiques français (S.N.P.Z.).

★ ***Interzoo* et S.N.P.Z. : 16, rue A.-Delecourt, 59139 Lambersart.**

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 29 août :

DES DÉCRETS

● Relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

● Relatif au rendement des appellations contrôlées du ressort du comité régional de l'Institut national des appellations d'origine (I.N.A.O.) pour la Bourgogne.

DES ARRÊTÉS

● Concernant les cahiers des charges des chaînes de la télévision française.

UN COIN POUR JOUER

Jeu n° 20

« Of course ! »

(réponse)

Avec cette dernière « réponse » à un problème dont nous avons publié l'énoncé dans notre numéro daté du 28 août, Jean-Pierre Colignon achève aujourd'hui la série des Jeux pour l'été de 1982.

La résolution du problème pouvait être facilitée par l'établissement du tableau ci-après, où l'on inscrivait les renseignements au fur et à mesure en utilisant les quinze informations selon l'ordre : 10, 15, 12, 5, 8, 6, 13, 2, 11, 4, 3, 7, 1, 14 et 9. (Nous avons indiqué entre parenthèses le numéro de la proposition qui permettait d'inscrire l'élément dans la case.)

Les renseignements apportés par l'information n°10 s'inscrivaient directement. L'élément n°15 découlait du n°10. Les éléments des nos 12 et 5 s'inscrivaient sans problème. Le renseignement n° 8 était mis en valeur par le n° 5. Les dossards 2, 4 et 1 étant déjà placés dans le tableau et le vainqueur étant Alex Terrieur, Alexis Barrite, avec son dossard n° 3, ne peut être que le troisième de la course (*renseignement n° 6*). De ce fait, Alex Terrieur ne peut avoir que le dossard n° 5, et le renseignement n° 13 nous précise le nom de son « parrain » : Tanabata-Aomori. L'élément n° 2 peut être inscrit grâce au renseignement précédent. Connaissant les noms des deux autres athlètes qui ont terminé dans les trois premiers, on pouvait inscrire Tony Truand et son maillot blanc à *la deuxième place. Le coureur* classé cinquième portant un maillot bleu, et le troisième étant Alexis Barrite, Jean Rougy de Ontt et son maillot rouge ne peut être que le quatrième. ***D'ores et déjà, nous pouvons savoir qu'Alexis Barrite porte le maillot vert – puisque les quatre autres couleurs sont inscrites.*** *Les noms* des quatre autres athlètes ayant été portés dans le tableau, le nom de Laurent Barr et celui de la firme qui le patronne doivent être inscrits dans la cinquième colonne. Le renseignement n° 7 s'inscrit directement.

Alex Terrieur étant parrainé par Tanabata-Aomori, Tony Truand étant le Français, Jean Rougy de Ontt étant le Luxembourgeois et *Laurent Barr courant sous les cou*leurs (... outre son maillot bleu !) de La Rouge Fée, c'est donc Alexis Barrite qui est de nationalité belge et court pour Vielarbeit. L'élément n° 14 permettait aisément de répondre à la deuxième question : ***la nationalité suisse ne pouvait s'inscrire que dans la colonne du 1er, celle d'Alex Terrieur.*** Du même coup, on déduisait que Laurent Barr *était le Canadien. Enfin, l'élément* n° 9 ne pouvait s'appliquer qu'à Jean Rougy de Ontt. ***Donc, le Français Tony Truand court pour Western Frontier.***

Le deuxième petit problème de ce jeu n° 20 nous permet de rendre hommage à ces « fous du langage » que furent (que sont) les membres de l'Ouvroir de littérature potentielle (l'Oulipo), fondé par François *Le Lionnais : Raymond* Queneau, Jean Queval, Jacques Bens, Jean Lescure, Luc Étienne, Georges Perec... Reprenant en quelque sorte les recherches des Grands Rhétoriqueurs (Jean Molinet, Octavien de Saint-Gelais, Jean Marot, Jean Bouchet, Jean Lemaire des Belges...), les Oulipiens se sont attachés *à se libérer des contraintes de* la grammaire et du vocabulaire et se sont voués à la découverte et à l'invention. (Les passionnants travaux de ces souriants et érudits acrobates du langage sont présentés dans un « poche Idées » Gallimard (n° 289) : *Oulipo, la littérature potentielle.*).

Nous avions donc transformé le « Sedan » de Victor Hugo (*l'Année terrible*, « Août ») selon la méthode « S + 7 » due au poète Jean Lescure. En gros, disons que « S + 7 » signifie que l'on remplace tous les substantifs (S) d'un texte par le septième substantif qui les suit dans un lexique donné (un dictionnaire de votre choix). Les résultats sont inégaux, bien sûr. Plus volumineux sera le dictionnaire « codeur », plus on aura de « chances » de tomber *sur un « S + 7 » obsolète, sophisti*qué et méconnu.

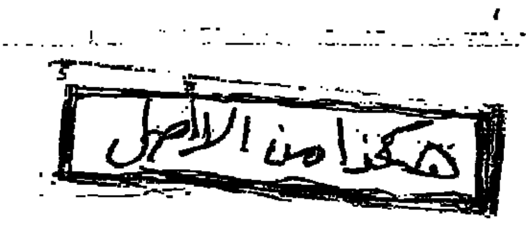
Nous aurions pu rendre le texte de Hugo complètement indéchiffrable en appliquant une méthode « S + 7 » développée, en remplaçant les noms propres par « P-4 », les adjectifs par « A + 15 », les *verbes par « V - 10 »*, etc ! Toutes les variations sont possibles, avec comme résultat un texte abracadabrant – qui rejoint ce que l'on peut obtenir par le « cadavre exquis ». Bien au contraire, nous avions recherché à faciliter (?) la tâche des lecteurs en remplaçant chaque substantif par un nom **de même genre**, *quitte à aller le chercher en* dixième position si les septième, huitième et neuvième substantifs rencontrés étaient de l'autre genre.

En utilisant cette méthode « M + 7 » rectifiée, et en employant le Petit Larousse illustré 1982, nous avions remplacé respectivement *homme, destin, logique, forfait, yeux, événements, dés, opprobre, regard, crime, tyran, larve, spectre, ombre, histoire* et *personne* par *homographe, destructeur, logopédie, forgeage, yogis, évêques, déballages, optimisme, régent, criminologiste, tzar, laryngoscopie, spectrophotomètre, omelette, historienne* et *perte*.

A partir du texte : « *Marché alourdi. – Des prises de bénéfice ont eu lieu, aujourd'hui encore, mais les offres ont été absorbées beaucoup moins aisément que la veille* » extrait du *Monde* du 6 mai 1961, Jean Lescure avait obtenu, en utilisant le Petit Dictionnaire français-anglais Hatier : « Marécage alourdi. – Des *privautés de bénitier ont eu lieu,* aujourd'hui encore, mais les oiseaux *ont été absorbés beaucoup moins* aisément que le vélocipède ».

JEAN-PIERRE COLIGNON.

Classement de la course	1er	2e	3e	4e	5e
Numéro du dossard	5 (6)	2 (8)	3 (6)	4 (15)	1 (10)
Couleur du maillot	noir (12)	blanc (11)	vert (4)	rouge (4)	bleu (10)
Nom du coureur	Alex Terrieur (5)	Tony Truand (11)	Alexis Barrite (6)	Jean Rougy de Ontt (4)	Laurent Barr (3)
Nationalité	Suisse (14)	Français (2)	Belge (1)	Luxembourgeois (7)	Canadien (14)
Firme parrainant l'athlète	Tanabata-Aomori (13)	Western-Frontier (9)	Vielarbeit (1)	Dubois Du Brésil (9)	La Rouge Fée (3)



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)
emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



FILIALE DE
TRAVAUX PUBLICS

d'un des tous premiers groupes français du B.T.P., notre expansion à l'étranger nous fait rechercher notre
REPRESENTANT au

NIGERIA et au MOYEN ORIENT

Vous êtes

INGENIEURS D'AFFAIRES T.P.

Diplômés d'une grande école ou équivalent

- *Vous avez une large expérience de terrain en béton armé, génie civil, ouvrages d'art. Vous venez de la compléter ces trois dernières années par une expérience commerciale réussie. Une grande partie de votre carrière se sera déroulée à l'étranger, de préférence dans un pays anglophone.*
  Négociateurs dans l'âme, patients, tenaces, convaincants, vous êtes entrainés à NEGOCIER AU PLUS HAUT NIVEAU DES CONTRATS DIFFICILES.
- *Vous êtes, bien sûr, parfaitement bilingues français - anglais .Basés au NIGERIA ou au MOYEN ORIENT, vous aurez une logistique et l'appui d'une équipe dûe à une implantation déjà ancienne. Le salaire et les compensations sont de nature à faciliter l'intégration familiale dans le pays.*

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. très détaillé, photo et prétentions de salaire sous référence LM à :
S.A.E. Direction du Personnel - 32, Avenue de New york 75784 Paris cedex 16

COFAP

CONTREMAITRE ELECTROMECANICIEN
10 000 000 F CFA

Compagnie Minière
Afrique Equatoriale

Une compagnie minière (4 000 pers.) opérant en Afrique Equatoriale, recherche un CONTREMAITRE ELECTROMECANICIEN. Sous l'autorité du Chef d'Exploitation du téléphérique, il sera chargé de l'exploitation, de l'entretien et du dépannage de l'ensemble des installations de la station de départ : équipements de reprise aux stocks, de chargement et de lancement de bennes fonctionnant en continu. Il assurera la liaison avec les services de la mine (laveries) afin de réaliser le programme hebdomadaire d'expédition des différentes sortes de minerai. Il gèrera le personnel (40 personnes). Il participera au programme d'automatisation, en cours, des installations de la station de départ. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, possèdera une formation de type B.T.S., B.E.I... en électromécanique et de solides connaissances en électronique, de même qu'une expérience de la conduite et de l'entretien d'installations fonctionnant en continu. Ecrire sous référence 533/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.

SAE

Un des plus grands groupes B.T.P. français poursuivant son expansion à l'étranger, recherche pour sa filiale :

TRAVAUX PUBLICS

INGENIEUR RESPONSABLE D'ETUDES ET D'OPERATIONS T.P.

- *Chargé de la conception du projet, il dirigera à PARIS une équipe qui devra mener à bien les études* tant au niveau technique qu'au niveau des prix.
- *Il aura l'opportunité de voir concrétiser ses efforts sur le terrain puisqu'il assurera le suivi de l'exécution des travaux* tant en France qu'à l'étranger.
- *Ce poste nécessite un candidat parfaitement bilingue.Français, Anglais ou Espagnol, autonome, mobile, disponible, qui devra justifier d'expériences analogues réussies. De réelles perspectives d'évolution existent pour un candidat de valeur.*

Adresser un CV convaincant précisant expérience détaillée et prétentions de salaire sous référence LM à :
S.A.E. 32, Avenue de New york 75784 Paris cedex 16

CUFAP

Filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers (1.700 personnes en France, 800 à l'étranger), notre *activité se situe dans le domaine de la Chimie de* Spécialités.

Nous recherchons pour
notre Centre de Douala (CAMEROUN)

UN CADRE COMPTABLE ET FINANCIER

Chargé :
- de tenir la comptabilité générale et analytique ;
- d'effectuer le suivi des trésoreries, des relances et créances clients, des règlements fournisseurs ;
- d'établir les déclarations fiscales locales en liaison avec les administrations concernées.

pour trois de nos filiales en Afrique noire.

Le candidat retenu aura plusieurs années d'expérience dans un poste identique, en Afrique de préférence.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous référ. 298 à TRENDANCES, 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 PARIS, qui transmettra.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01

Une société française (chiffre d'affaires 700 millions - effectif 800 personnes) spécialisée dans la conception, la construction et la mise en place d'équipements destinés à la production de pétrole off-shore et offrant des services tels que des études océanographiques..., recherche :

DIRECTEUR D'AGENCE
260 - 320 000 F — Afrique

Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé de la gestion financière (budgets, trésorerie, comptabilité...), commerciale (suivi et développement de la clientèle), technique (études et travaux) et humaine (100 personnes) de son agence. Il assurera les relations avec les banques, les assurances et les administrations. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur Centrale, Mines, T.P., I.N.S.A..., possèdera une expérience professionnelle acquise soit dans une société d'engineering construisant des unités industrielles clés en mains, soit en direction de gros chantiers de T.P. Génie Civil. La connaissance de l'off-shore pétrolier constituerait un atout supplémentaire. Il sera bilingue français, anglais. Ecrire s/ ref 523/M

CHEF COMPTABLE
180 000 F — Egypte

Sous l'autorité du Chef d'Agence, il sera chargé de la gestion comptable (comptabilité générale, comptabilité analytique) et administrative (paie du personnel local...) de l'agence. Il veillera au suivi des comptes clients et au recouvrement des créances. Il établira les prévisions de trésorerie et il en suivra la réalisation. Il pourra réaliser des études à caractère juridique et fiscal. Le candidat retenu, âgé d'au moins 26 ans, de formation comptable, type D.E.C.S., possèdera une expérience analogue acquise de préférence en PMI/PME. La connaissance de l'anglais est requise. Ecrire sous référence 524/M.

INGENIEURS DE TRAVAUX
140 - 160 000 F — Paris / étranger

Sous l'autorité d'un Chef de Département, ils participeront aux négociations commerciales et techniques (devis...) avec une clientèle de compagnies pétrolières. Après obtention des contrats, ils en assureront le suivi au niveau de la préparation des chantiers (négociations avec les sous-traitants, définition des moyens en hommes et en matériel...) et ils seront responsables de l'éxécution des travaux (tenue des plannings, suivi des coûts...) jusqu'à la facturation et à la réception par le client. Les candidats retenus, âgés d'au moins 28 ans, de formation ingénieur Centrale, Mines, T.P., A & M... possèderont 2 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans une société de T.P. Génie Civil ou d'engineering à des postes d'études et de travaux. L'expérience de direction de travaux à l'étranger constituerait un atout supplémentaire. La connaissance de l'anglais est requise. Ecrire sous référence 525/M.

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.



emplois régionaux

emplois régionaux

LA CHANCE DE PARTIR VITE...

Le temps perdu ne se rattrape jamais. Dans la vie professionnelle, plus que partout ailleurs, plus vite vous serez investi d'importantes et réelles responsabilités: sur le plan *humain, de la gestion, des relations commerciales et du* commerce, plus vite vous pourrez vous réaliser, mesurer vos compétences et devenir progressivement un MANAGER efficace et polyvalent, capable de diriger une P.M.E. de 500 personnes.

Ce challenge, une grande société de distribution vous le propose en étant d'abord **RESPONSABLE COMMERCIAL dans ses magasins de la REGION PARISIENNE et de NORMANDIE.**

Vos chances de réussir sont augmentées par une solide formation au départ de l'activité.

Formation et qualités requises:

23 ans minimum. Formation économique supérieure: HEC, ESC, ISG, SCIENCES ECO, etc ... ou niveau équivalent; ingénieurs AM, ISA, avec un sens commercial développé.

Les candidats autodidactes compensant cette formation supérieure par une responsabilité réelle acquise sur le terrain après 5 à 6 années d'expérience, sont également dans le profil souhaité.

Pour réussir, vous devez être: enthousiaste et disponible, apte à créer un climat de confiance avec vos collaborateurs, commerçant et autonome, déterminé pour atteindre vos objectifs.

90 à 100.000 F pour un jeune diplômé débutant. Salaire de départ plus élevé pour des candidats ayant une expérience professionnelle, il sera étudié par rapport à l'adéquation au poste et évoluera ensuite en fonction des résultats personnels.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo, à:
promonor 52 rue de Douai, 59000 LILLE
qui traitera chaque dossier avec discrétion et répondra à toutes les demandes.



pour son secteur informatique industrielle à GRENOBLE

chef de projet

Outre une formation en informatique et électronique, vous avez déjà une expérience en informatique industrielle d'environ 5 ans.
Le poste devant évoluer à court terme vers la responsabilité de notre antenne, votre personnalité et vos capacités d'adaptation constitueront un atout important.

jeunes ingénieurs informaticiens :

Vous participerez à la réalisation de projets complexes mettant en oeuvre les techniques de pointe qui font notre notoriété (instrumentation, contrôle de procédés, robotique) et vous permettront une évolution de carrière intéressante.

Merci de nous envoyer un c.v. détaillé.
Annie-Paule SANVITI Z.A. de Courtaboeuf
1, Avenue de la Baltique B.P 110, 91944 LES ULIS CEDEX

GROUPE CISI

média-system



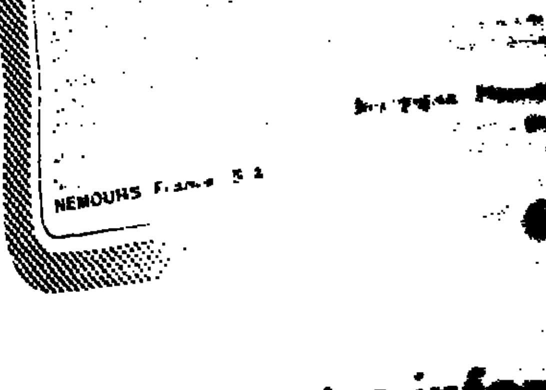
LE CRÉDIT AGRICOLE DES BOUCHES-DU-RHONE

recrute

UN CHEF DE PROJET
POUR SON SERVICE « INFORMATIQUE »

- FONCTIONS : Responsabilité des projets informatiques et contrôle des actions liées à leur mise en place.
- FORMATION : Maîtrise informatique (MIS ; MIAGE) ou École d'Ingénieur.
- QUALITÉS REQUISES : Expérience dans une fonction similaire. Connaissance des techniques de bases de données et de méthodologie de conception d'applications.

Adresser C.V. détaillé + photo et prétentions à :
C.R.C.A.M. des Bouches-du-Rhône
Service du personnel, boulevard des Lices 13200 ARLES.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DU PONT

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.
recherche pour son Département Biochimie

3 Ingénieurs Agronomes Expérimentation

Ils auront la responsabilité de l'évaluation technique des nouveaux produits phytosanitaires à l'échelle d'une région: expérimentation, analyse et exploitation des résultats.

Ils assureront également les contacts avec les services de recherche et les organismes professionnels.

Ingénieurs, si vous êtes débutants ou avez une première expérience dans une fonction de recherche (phytosanitaire par exemple), posez votre candidature.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise et une grande disponibilité géographique vous ouvriront de larges possibilités d'évolution au sein de la société.

Les postes à pourvoir sont situés en **Bourgogne, Picardie, Touraine.**

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à **DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.** Service du Personnel, 9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

Région Pyrénées

Une importante entreprise de fabrications mécaniques faisant appel à des technologies avancées,
recherche, pour **renforcer ses services comptables et financiers :**

Contrôleur interne

qui participera à la réorganisation du système comptable :
- mise en place de procédures comptables,
- application prochaine du nouveau Plan Comptable,
- modifications consécutives à une saisie conversationnelle directe.

Le candidat devra donc être un **praticien de la comptabilité générale** (formation **Expertise souhaitée** ou **économique supérieure + DECS),** connaissant bien les méthodes modernes de travail (procédures, contrôle interne, systèmes informatiques), capable d'analyser les circuits et de les améliorer.
(Réf. 2511/LM)

Contrôleur de gestion

qui aura pour mission d'introduire un contrôle de gestion approprié aux structures et aux activites spécifiques de l'entreprise, en collaboration étroite avec le jeune patron des services comptables et financiers.

Il devra poursuivre, sur la base des premiers résultats de refonte du système de comptabilité analytique, la **mise en place de systèmes de gestion informatisés** et participer à la redaction de manuels de procédures. Pour ce travail de longue haleine, il est **indispensable** que le candidat, de formation économique supérieure, ait acquis une **bonne connaissance d'un ou de plusieurs systèmes de contrôle de gestion en milieu industriel.**
(Ref. 2512/LM)

Dans les deux cas, il s'agit de **création de postes** qui nécessitent des candidats expérimentes et pragmatiques, capables d'evoluer vers des responsabilités d'encadrement.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V. détaille, photo et prétentions à **OCS,** notre Conseil, en mentionnant la référence choisie. Les entretiens auront lieu à Paris et Bordeaux.

OCS Conseil en recrutement
1, rue Guillaume Brochon
B.P. 37 - 33024 BORDEAUX CEDEX

MEDIAPA

centre informatique des Caisses d'Epargne

Aix en Provence

complète son équipe de Conseil et d'Assistance, chargée des relations avec les utilisateurs (20 Caisses d'Epargne)

Ce collaborateur aura à mener une action de conseil dans la mise en place et l'utilisation des produits développés par le Centre, à animer des réunions et des sessions d'information et de formation, à bâtir une documentation opérationnelle. Des déplacements dans la région sont à prévoir

Le candidat retenu aura une formation supérieure (école d'ingénieurs, ou de commerce ou équivalent), le sens de la communication écrite et orale, le goût pour les relations. Des connaissances en informatique sont indispensables. Une expérience professionnelle est souhaitée.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 14021 à A. Coffin, Sema-Sélection: 5, rue Saint Hermentaire 13008 MARSEILLE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Stabilité d'emploi + responsabilités + perspectives d'avenir.

Vous êtes ambitieux, mais pas téméraire.
En matière de carrière professionnelle, vous prenez des risques calculés.
Vous souhaitez que vos efforts et vos compétences se valorisent.
En fait, vous voulez être jugé sur vos résultats et construire votre avenir.

Notre client, **leader dans la grande distribution,** peut satisfaire vos aspirations si vous répondez au profil de **RESPONSABLE COMMERCIAL.**

10 Postes sont à pourvoir pour ses magasins du SUD-OUEST.

Profil du poste: 23 ans minimum.
Formation commerciale supérieure: HEC, ESC ou niveau universitaire équivalent: SCIENCES PO, INGENIEUR ENSAIT, ISA, etc ...
+ sens commercial développé.

Les candidatures d'autodidactes pouvant justifier de responsabilités importantes après 5/6 années d'expérience professionnelle seront étudiées avec intérêt.

Qualités requises.
- enthousiasme et disponibilité,
- goût du commerce et des responsabilités,
- aptitudes à diriger et animer du personnel sur le terrain,
- autonomie. Recherche de résultats concrets.

Formation complémentaire assurée
80 à 100.000 F pour débutant sortant d'études supérieures.
Le salaire de départ des candidats ayant une expérience professionnelle sera étudié par rapport à l'adéquation au poste. Il évoluera ensuite en fonction des résultats personnels.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à:

TELEFORMATION, 52, rue de Douai, 59000 LILLE qui traitera chaque dossier avec discrétion et répondra à toutes les demandes.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération TROYENNE
recrute :

UN CHARGÉ D'ÉTUDES
ÉCONOMISTE-SOCIOLOGUE

- **FORMATION SOUHAITÉE** : supérieure en sciences économiques, sociologie et éventuellement complétée par une formation en urbanisme.
- **EXPÉRIENCE** : expérience souhaitée dans des organismes publics ou parapublics au sein d'équipes pluridisciplinaires.
- **MISSIONS** : intégration dans une équipe d'études pluridisciplinaires pour y apporter une approche économique et sociologique. Prise en charge d'études spécifiques. Participation à l'organisation et à l'animation d'études.
- **QUALITÉS PERSONNELLES** : aptitude au travail en groupe et à l'animation. Vocation pédagogique et de conseil souhaitée.

Adr. C.V. détaillé et lettre manuscrite avec photographie à M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE D'URBANISME, 24, bd V. Hugo, 10000 TROYES. Tél. : (25) 72-28-68.

CONSEIL DE L'EUROPE
GREFFE DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
ADMINISTRATEUR

Sont invités à postuler les ressortissants d'un État membre âgés de moins de 32 ans, possédant un diplôme universitaire en droit au moins du niveau de la maîtrise décerné par une université de langue française, ainsi qu'une excellente connaissance du français, une bonne connaissance de l'anglais et une certaine expérience professionnelle.

Les fonctions consisteront à rédiger des documents et résumés des affaires, accomplir des recherches y relatives et préparer des réunions.

Traitement mensuel brut de début (suivant l'âge et l'expérience) : soit 9.618,25 FF, soit 12.288,13 FF, plus, le cas échéant, indemnités de résidence et/ou pour conjoint + enfants (s) à charge. Exonéré d'impôts.

Des renseignements détaillés et le formulaire officiel d'acte de candidature (à retourner au plus tard le 20.09.1982) peuvent être obtenus à l'adresse suivante :

Division du Personnel
CONSEIL DE L'EUROPE
B.P. n° 431 R6
67006 STRASBOURG CEDEX.

LA VILLE D'AMIENS
recrute

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Ayant une formation en électricité et en électromécanique.

Il sera chargé de la production d'eau potable, du suivi des travx neufs en assainissement et de l'entretien des réseaux.

Adresser candidature et C.V. à Monsieur le Maire, B.P. 2720, 80027 AMIENS, avant le 15 septembre 1982.

amri
IMPORTANTE SOCIÉTÉ ROBINETTERIE
recherche
pour sa Direction Industrialisation implantée dans la Région de **PAU**

INGÉNIEURS PRODUITS
(Réf. 334)

Sous l'autorité du responsable des études développement des produits, ils prendront en charge la gestion intégrale d'un produit ou d'une famille de produits.

Ils devront avoir obligatoirement une formation Arts et Métiers ou équivalent et une maîtrise de l'anglais.

Une expérience similaire ou celle d'un poste de production sera appréciée.

Débutants acceptés.

INGÉNIEUR MÉTHODES
(Réf. 335)

Il assurera l'encadrement et l'animation du Bureau Coûts et Méthodes.

De formation ingénieur-mecanicien, il devra justifier d'une expérience analogue d'au moins 5 ans ainsi qu'en informatique de production.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions et référence du poste à :
Société AMRI
Service du Personnel
"Les Mercuriales" - 40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET

bleu

MIDI PYRENEES

responsable du personnel HF
ECONOMIE SOCIALE

Le Directeur Général d'une entreprise, à but non lucratif, gérant plusieurs établissements dans un département de Midi Pyrénées et employant 500 personnes, recherche son futur collaborateur direct pour lui confier la direction générale du personnel.

Poste fonctionnel auquel sont rattachés les domaines suivants : • gestion des ressources humaines, • formation, • relations sociales, • administration du personnel.

Situation de Cadre Supérieur qui peut passionner un homme de dialogue qui excelle dans les négociations. Formation supérieure et expérience indispensables. Salaire évolutif (départ 150.000 environ).
Très bonne qualité de vie dans ville moyenne agréable. Mer et montagne à proximité.

Pour recevoir une information détaillée sur cette offre, veuillez envoyer votre C.V. et une photo sous réf. 2802-M à

MLM Conseil
36 allées Jean Jaurès
31000 TOULOUSE
Tél. : (61) 62.73.66

CSNCR — CONSEIL

RESPONSABLE COMMERCIAL
140 000 F — **Auvergne / Bourbonnais**

Une P.M.I. spécialisée dans l'élaboration de calcaire et de chaux (grasse, vive, éteinte) à partir de gisements en exploitation (capacité 250 000 tonnes/an), recherche un RESPONSABLE COMMERCIAL. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé de promouvoir la vente des produits et d'assurer le suivi d'une clientèle de distributeurs (organismes agricoles, négociants dans les secteurs agricole et industriel) et d'utilisateurs. Il négociera les marchés. Il animera une petite équipe de vente. Il se tiendra constamment au courant de l'évolution du marché et de la concurrence. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation commerciale, possèdera quelques années d'expérience de la vente. La rémunération mentionné progressera en fonction des résultats. Ecrire sous référence 526/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS -
Discrétion assurée.

Institut psycho-pédagogique
Place de l'Eglise
60740 St-Maximin recherche

ÉDUCATEUR OU STAGIAIRE ÉDUCATEUR
pour encadrer garçons 12-15 ans.

PROFESSEUR DE LETTRES
(histoire et géographie)

PROFESSEUR D'ÉDUCATION ARTISTIQUE
pour classes de 6e, 5e, 4e.
Ecrire ou tél. à l'institut
(4) 424-06-10.

GROUPE LEADER SUR SON MARCHÉ
TRANSPORTS DE VOYAGEURS

recherche
pour l'une de ses filiales
(250 personnes) un

CADRE COMMERCIAL

Dans un premier temps, il lui sera confié la responsabilité de la gestion des recettes, des études de marchés, enquêtes, ect. (l'administration générale du service).

De réelles opportunités d'évolution existent pour un candidat motivé, débutant ou ayant 1 à 2 années d'expérience.
Diplômé E.S.C (ou équivalent).

Adresser lettre manuscrite et C.V. à :
M. le Directeur de S.T.D.C.
Place du Canada, 14000 CAEN.

Pour LYON

GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT
recherche pour le service qualité
de son CENTRE D'ETUDES
et de *PRODUCTION* de MATERIELS ELECTRONIQUES (400 personnes)

INGENIEUR QUALITE

pour prendre en charge l'activité assurance qualité de produits fabriqués par notre entreprise.

Il doit avoir une expérience de l'industrie électronique dans l'une des fonctions suivantes :
- QUALITE
- CONTROLE
- PRODUCTION
- METHODE

Formation de base souhaitée : INSA, INPG, E.S.E.

Adresser CV, photo s/réf. 8952 à Contesse Publicité 74, rue Béchevelin 69363 Lyon Cedex 07, qui fera suivre.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE

Filiale d'un des principaux groupes multi-nationaux U.S. recherche pour son unité du Sud-Ouest un

CHEF DU SERVICE ENTRETIEN

Le candidat recherché est diplômé Arts et Métiers ou d'un niveau équivalent et a une expérience de quelques années en entretien d'unité de production.

Dans un premier temps, il aura pour mission de mettre en place le programme d'entretien préventif d'une unité fonctionnant en 2 × 8.

Ce poste évoluera à court terme vers une prise en charge des travaux neufs.

Une connaissance des automatismes est souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae et prétentions sous la référence n° 8.874 à *le Monde* Publicité, SERVICE ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

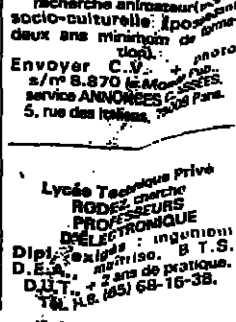
CENTRE DE PRÉFORMATION PROFESSIONNELLE
Public Jeunes Migrants

recherche

RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE

(Coordination pédagogique, suivi. Placement stagiaire, formation. Formateurs)

Envoyer C.V. détaillé : C.P.P.M., 28 bis, rue de Picardie, 25200 GRAND CHARMONT.


Association socio-culturelle
importante Le Mans
recherche
socio-culturelle
deux ans minimum de
Envoyer C.V.
s/n° 8.870
service ANNONCES
5, rue des Italiens,

Lycée Technique privé
RODEZ
PROFESSEURS
D'ÉLECTRONIQUE
D.E.A., maîtrise, B.T.S.,
D.U.T. + 2 ans de pratique.
(65) 68-16-38.

CONTREMAITRE ELECTROMECANICIEN

GRH conseils

296

DE PARTIR VITE







Gérer des marchés internationaux d'équipements aéronautiques...

Nous sommes une société de plus de 3 000 personnes, un des **leaders mondiaux dans notre spécialité de haute technologie. La progression annuelle de notre C.A. est de 24 % et nous réalisons 70 % de notre activité à l'étranger.** Nous recherchons un :

Chef de département

250 - 300 000 F

Mission :

- Rattaché au Directeur Commercial, dans le cadre du Département Avions Civils — C.A. 81 : 500 MF —, vous aurez à :
  - animer une équipe de 92 personnes chargée de suivre le déroulement des contrats : réception de commandes, lancement en fabrication, livraison, facturation, relances éventuelles,
  - apprécier, grâce à la connaissance du marché, les risques encourus, évaluer l'impact financier des commandes, négocier les révisions de prix, etc.,
  - élaborer des tableaux de bord, prévisions et outils d'aide à la décision (pour les contrats les plus importants).

Profil : Vous avez :

- 35 ans minimum,
- une formation supérieure technique ou commerciale,
- une solide expérience de gestion commerciale dans un milieu industriel international,
- une bonne ouverture à l'informatique,
- une pratique courante de l'anglais et, si possible, la connaissance d'une autre langue.

Ce poste peut permettre à **un gestionnaire de valeur, rigoureux** et **imaginatif,** de s'épanouir dans une société à fort potentiel opérant sur un marché ouvert et concurrentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 801 LM à notre conseil qui garantit une totale discrétion.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS





Poursuit son expansion dans les domaines de l'électronique professionnelle et des Télécommunications et
T.R.T. recherche pour son Centre Technique au PLESSIS-ROBINSON,

INGENIEURS



ELECTRONICIENS DEBUTANTS

Plusieurs postes offerts dans les domaines Radiocommunications - Radio-navigation - Conception circuits logiques et analogiques - Traitement de signal - Techniques radar.



MECANICIENS DEBUTANTS

Etude et développement de matériels de télécommunications embarqués et caméras de vision nocturne. Travaux en liaison avec les équipes d'Ingénieurs électroniciens et opticiens.



ELECTRONICIENS

Débutants ou ayant une première expérience dans le domaine des Télécommunications publiques pour participer à l'étude de systèmes de transmission par FAISCEAUX HERTZIENS.



ELECTRONICIEN

Ayant acquis une première expérience en laboratoire d'étude et désirant s'orienter vers des activités PROJETS SYSTEMES de Télécommunications. Service National effectué dans la Marine serait apprécié.



ELECTRONICIEN

Débutant ou ayant une première expérience, intéressé par une activité de CONCEPTION de SYSTEMES dans des domaines variés tels que : Télécom - Contre mesures - Détection infra rouge et imagerie - Détection radar - Guidage d'engins.



INFORMATICIEN

Ayant au moins 2 ans d'expérience système et exploitation. Connaissance des matériels et logiciels DIGITAL appréciée. Devrait s'intégrer dans une équipe «Centre de Calcul» pour assurer le suivi et le développement de SYSTEMES de méthodologie de logiciel et de bureautique.

Adresser C.V. à : T.R.T. - 5, Avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS-ROBINSON en précisant la référence choisie.
Pour informations complémentaires téléphoner au 630.23.23 poste 839.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications **recherche**

pour son service des contrats

INGENIEUR TECHNICO CIAL

de formation Grandes Ecoles d'Electronique, ayant une première expérience minimale de cinq ans dans la gestion des contrats avec les Administrations civiles et militaires françaises et étrangères. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est appréciée. référence D

pour son centre de calcul VAX 11/780

INGENIEUR INFORMATICIEN

de formation Grandes Ecoles ou DEA Informatique avec cinq ans d'expérience informatique scientifique, pour prendre responsabilités importantes dans organisation et exploitation centre de calcul VAX 11/780. Bonnes connaissances anglais écrit et parlé. référence V

dans le domaine des radars militaires

INGENIEURS GDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG - ENSEM

Débutants ou quelques années d'expérience pour études avancées en :
▪Traitement de signal ▪électromagnétisme ▪hyperfréquence.
Bon niveau mathématique, goût de l'analyse, travail en équipe. référence I

dans le domaine des télécommunications

INGENIEURS GDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses activités de développement dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux. référence C

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) **en précisant la référence du poste choisi,** à LCT - BP 40
78141 VELIZY - VILLACOUBLAY cedex



SPIE BATIGNOLLES BATIMENT TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son Siège Social à Vélizy Villacoublay

INGENIEURS MECANICIENS

DU SERVICE MATERIEL

- Formation ingenieur (AM, INSA, ENSM, etc...) ou autodidacte confirme
- 35 ans minimum
- Bonne expérience 10 ans ou plus de chantiers et matériels Travaux Publics
- Anglais pour travail ponctuel (Siege et missions)
- En charge de chantiers a l'étranger pour ce qui concerne le materiel :
  - Travail Siege et missions ponctuelles a l'etranger
  - Liaison avec Direction Travaux et Chantiers (conseils, études techniques)
  - Consultations et choix de materiels
  - Missions sur chantiers.

Faire acte de candidature en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo a : Ressources Humaines 13, Avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Ingénierie nucléaire de pointe

Jeunes Ingénieurs

ECP - MINES - ENSTA - SUPELEC - SUP AERO - ENSAM

Nous pouvons proposer à quelques jeunes ingénieurs intéressés par les domaines suivants :

- thermohydraulique,
- calcul de structure,
- mécanique,
- contrôle commande,
- métallurgie,

de les intégrer à nos équipes d'étude pour participer à des travaux de recherche et développement et à leurs applications industrielles.

La compétence scientifique de la société, reconnue sur le plan international, lui permet d'offrir de larges possibilités de formation.
Les possibilités d'évolution professionnelle sont nombreuses, elles peuvent se situer géographiquement à Paris, en province ou à l'étranger.

Lieu de travail : Paris proche banlieue Sud-Ouest.

Pour un premier contact, adresser CV et photo, sous réf. 4134, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Nous recrutons pour la DIRECTION INFORMATIQUE d'un GRAND SERVICE PUBLIC situé en banlieue Sud de Paris, équipé d'un matériel IBM de haut de gamme, et d'un ensemble varié de microprocesseurs, deux

INGENIEURS DEBUTANTS

(ESE, ENSI Grenoble, Toulouse...ou équivalent)

UN PLAN DE FORMATION sera établi avec eux pour leur assurer rapidement un haut degré de technicité dans les domaines du système et de l'exploitation.

METHODIC

Adresser C.V. + photo ou téléphoner à :
Département Recrutement
4 rue Léningrad — PARIS VIII
(1) 292.21.51

C CONTINENT

Branche Hypermarchés
du Groupe PROMODES
23 établissements en France
6 établissements en Espagne
5 établissements en R.F.A.
C.A. H.T. (France) : 5,9 MM de F
recherche pour diriger
quelques-unes de ses unités des

DIRECTEURS et DIRECTEURS ADJOINTS

expérimentés et performants

Nous souhaitons des candidats diplômés d'études supérieures (Ecoles de Commerce de préférence) et pouvant justifier d'une réussite dans la grande distribution.

L'expansion de notre Groupe permet d'espérer des carrières intéressantes pour des hommes jeunes "décideurs", fins gestionnaires et possédant des qualités humaines nécessaires à l'épanouissement de leur équipe.

Les candidatures seront étudiées avec le plus grand soin au siège de CONTINENT. Il sera répondu à toutes.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à la Direction du Personnel CONTINENT 161, rue de Courcelles 75017 PARIS.

groupe Promodès



Cii Honeywell Bull

recherche pour son Service Clientèle d'Assistance Technique un

INGENIEUR COMMERCIAL SERVICES

En relation avec les Ingénieurs du réseau commercial matériel, il négocie, vend un ensemble de prestations dont il assure le suivi en clientèle.
Diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'une Université, il a acquis une expérience commerciale dans le cadre d'une Société de Services et de Conseil en Informatique ou en Entreprise.
Rémunération : salaire fixe plus intéressement.
Deux postes sont à pourvoir :
l'un basé à PARIS (connaissance des secteurs Banque et Assurances appréciée). Réf. 298 M
l'autre basé à STRASBOURG (connaissance de la clientèle des Régions Champagne, Lorraine et Alsace souhaitée). Réf. 299 M
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie à Cii Honeywell Bull PC0G021C - 94, av Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Effectif 250 Ingénieurs 170
4 filiales 5 agences en province.

Vous êtes Ingénieur débutant, Informaticien ou non.
Vous souhaitez orienter votre carrière vers l'informatique. Vous cherchez une structure d'accueil à haute technicité prête à guider votre début de carrière.
Nous vous proposons :

SI VOUS N'ETES PAS INFORMATICIEN :
- de suivre d'abord une session de formation interne pour acquérir les bases indispensables.

DANS TOUS LES CAS :
- de participer au développement de projets informatiques, techniques ou de gestion très variés.
- de vous aider enfin à cerner vos points forts pour transformer ensemble votre volonté en succès professionnel.

Date d'entrée : non-informaticiens :. . . . 14 septembre 82 - Réf. 01
informaticiens :. . . . . . au choix - Réf. 02.

LOGISTA
Envoyez CV, photo, prétentions et référence à Alain Gherson, Logista, 30 Quai de Dion-Bouton 92806 Puteaux. ou téléphoner 776 41 00 p.4701

l'ingénierie informatique: un métier pour votre avenir

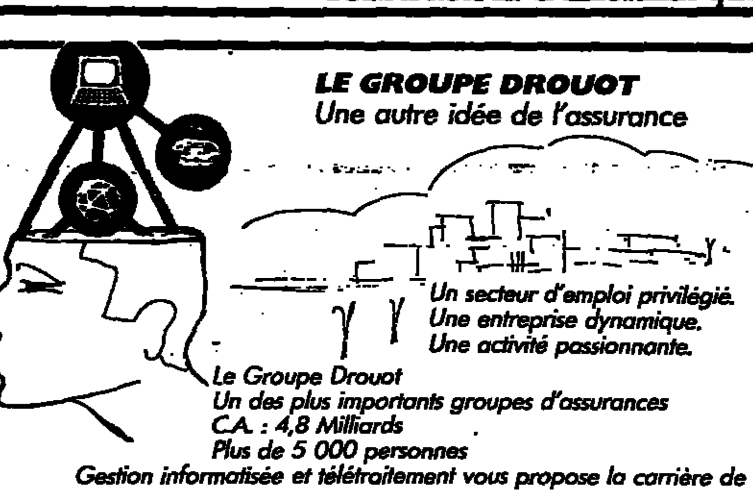
Nous sommes l'une des plus importantes entreprises françaises d'ingénierie en informatique et notre progression en 1981 a été l'une des plus fortes de la profession.
Nous proposons une carrière dans l'informatique à des

Ingénieurs jeunes diplômés

Après une formation, suivie d'un stage pratique, ils seront intégrés dans les équipes de réalisation de SOPRA Paris, dont la mission est de développer des systèmes d'information de haut niveau.
Rémunération assurée dès le début de la formation qui se fera à PARIS à compter du 13/9/1982.
Adresser lettre manuscrite, CV et photo à SOPRA Recrutement, sous réf. 248 MJI, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA.
Constructeur d'informatique

média-system



LE GROUPE DROUOT
Une autre idée de l'assurance

Un secteur d'emploi privilégié.
Une entreprise dynamique.
Une activité passionnante.

Le Groupe Drouot
Un des plus importants groupes d'assurances
CA : 4,8 Milliards
Plus de 5 000 personnes
Gestion informatisée et télétraitement vous propose la carrière de

RESPONSABLE COMMERCIAL

Vous avez un Très Bon niveau général (Bac + 4) quelle que soit votre orientation. Après une FORMATION étendue sur 2 ans, vous recevrez la MISSION de développer le CA du secteur et de l'équipe qui vous seront confiés. Vous serez un MANAGER réunissant les qualités de vendeur et de gestionnaire.
Le Terrain : Le Nord, Normandie, Bretagne, Pays de Loire, Orléannais, Bourgogne, Est et Ile de France.
Votre Evolution : liée à votre valeur et à vos résultats.
Votre Statut : Cadre, 90 000 F +, véhicule de fonction, frais professionnels.



Adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo + C.V.) à Richard DUPONT - GROUPE DROUOT - Place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI -

rscg carrières

Adjoint au Contrôleur budgétaire

130.000 F+

SOCIETE AGRO ALIMENTAIRE
(2000 pers., chiffre d'A. 1982 : 800 M de F.)
implantée banlieue Sud de PARIS
recherche l'ADJOINT DE SON CONTROLEUR BUDGETAIRE

En relation constante avec les Directeurs de toutes les fonctions, ce cadre conduira l'élaboration des budgets et animera l'analyse des performances.

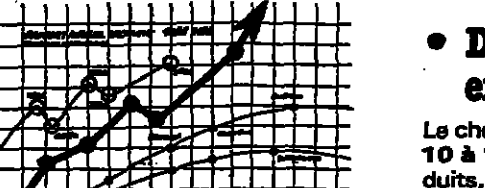
Il s'appuie sur une équipe d'analystes et exploite les ressources d'un logiciel informatique interne performant.

Formation requise : Sup de Co
Expérience exigée de 3 ans environ, dans les domaines comptables et financiers.
La pratique de l'anglais est nécessaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions motivées sous no 43417 à CONTESSE Publicité 20. av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra confidentiellement

E.S.C. Université

Jeunes diplômés, débuter à Auchan c'est...



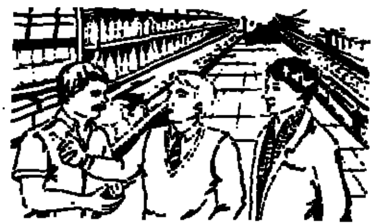
• Développer un C.A. considérable en toute autonomie

Le chef de rayon AUCHAN est responsable d'un **C.A. allant de 10 à 100 millions de francs annuels.** Il sélectionne ses produits, définit ses promotions et ses actions publicitaires.



• Maîtriser sa gestion

Le chef de rayon AUCHAN gère ses stocks, **fixe** ses prix, **détermine** ses marges et ses objectifs, **contrôle** ses résultats.



• Animer une équipe

C'est-à-dire assurer le **recrutement et la formation de ses collaborateurs.** Les motiver, les aider à s'épanouir et à évoluer.

* * * * * *

Homme d'action mais également de réflexion, le responsable de rayon AUCHAN agit à chaque instant en véritable chef d'entreprise.
Son sens commercial, son désir d'entreprendre, de décider lui permettent de se remettre en cause, d'innover.
Volontaire, disponible et ambitieux, il a de réelles **capacités d'évolution.**
Pour animer l'encadrement de ses hypermarchés, AUCHAN a choisi de recruter de **jeunes diplômés,** de leur donner une **formation complète** qui leur permettra d'agir en véritables patrons dans le cadre d'une politique de décentralisation.

Pour des renseignements complémentaires sur la société et les postes offerts, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions) sous réf. M/2070 à **MEDIA P.A.** - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS.

AUCHAN

MEDIA PA

banque

BANQUE DE DEPOTS PARIS
recherche :

JEUNE EXPLOITANT

De formation supérieure, justifiant d'une expérience bancaire de 2 ans minimum, comportant des **contacts à haut niveau,** il s'intégrera à une équipe chargée d'accroître et de gérer le portefeuille d'**entreprises importantes.**

Poste évolutif.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 162-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

DIEBOLD FRANCE
recherche

INFORMATICIENS
attirés par le métier d'

INGENIEUR CONSEIL

Nous offrons : la possibilité d'une évolution de carrière intéressante en vous permettant de mettre à profit vos connaissances techniques dans le cadre d'intervention de conseil de haut niveau.

Nous recherchons : des ingénieurs, grandes écoles, pouvant apporter une expérience pratique dans l'une des disciplines suivantes :

- **AUDIT**
- **TELEINFORMATIQUE**
- **BUREAUTIQUE**

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
Mme AICH - DIEBOLD FRANCE
63, rue La Boétie - 75008 PARIS

Organisation et Publicité

SBTP
SPIE BATIGNOLLES

recherche pour Bureaux a Vélizy Villacoublay

GESTION ADMINISTRATIVE DU MATERIEL GROUPE SB ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE

- 35 ans Minimum
- Connaissance de materiels Travaux Publics
- Expérience souhaitée :
  Service Contrôle de Gestion ou Service Prix de Revient
- Notions d'anglais de préference pour lecture courrier et listes de materiel
  Pour assurer :
  - Suivi des budgets d'investissements
  - Tenue à jour du fichier ordinateur
  - Sortie des Etats ordinateurs : amortissements, entrees, sorties, locations, immobilisations, états de gestion technique
  - Factures de vente
  - Divers, en liaison avec travaux

Faire acte de candidature en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo à :
Ressources Humaines SBTP 13. Avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

GROUPE BANCAIRE, recherche

CHARGÉ DES RELATIONS
avec

INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

- **spécialiste des valeurs mobilières et du marché obligataire en particulier,**
- **très bonne expérience exigée au sein d'une direction financière,**
- **apte à mener action de développement et entretenir des contacts à haut niveau.**

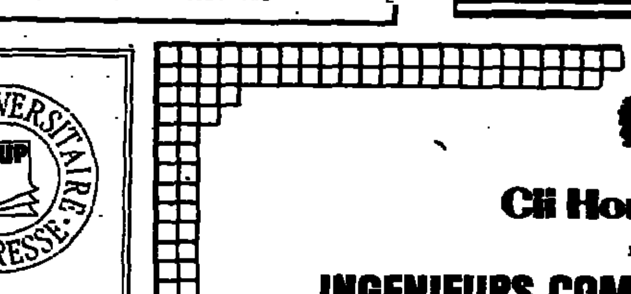
Envoyer C.V. manuscrit et photo à N. 2291 - **PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris**



RECHERCHE ÉTUDIANTS
(Paris - Province)

- Excellents vendeurs
- Horaires libres
- Rémunération élevée
- Travail en fac, école ou lycée.

Écrire rapidement à l'OFUP / Th. Prud'homme 70, rue Mouffetard 75255 PARIS CEDEX 05





Cii Honeywell Bull
recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX DEBUTANTS

Pour un jeune ingénieur comme vous, diplômé d'une grande école ou de l'université, l'informatique reste en France un domaine presque vierge. Vos compétences et votre don inné de la négociation vous poussent à rechercher un champ d'exploitation professionnel situé dans la prospection de nouveaux marchés et la vente de produits compétitifs. Jeune pionnier dans l'âme vous savez que pour entreprendre dans de meilleures conditions ce voyage vers la réussite il vous faut une bonne structure d'accompagnement. Notre groupe, en préservant votre sens de l'initiative et votre indépendance, saura mettre à votre disposition les meilleurs appuis logistiques dans ce domaine en pleine expansion. Il vous offrira pour débuter une formation aux produits, aux techniques de commercialisation et au métier. Pour prendre la route, il vous suffit de nous écrire.
Adresser lettre manucrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 2002 M à Cii Honeywell Bull - PCOG021C 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CSEE

JEUNES INGENIEURS en MINI - et MICRO-

informatique industrielle temps réel : conception logiciels, conception système, étude matériel, CAO, technico-commercial

Secteurs d'activité où des postes sont ouverts : réseaux de téléinformatique, terminaux spécialisés, signalisation sécurité ferroviaire, régulation de trafic, conduite de processus industriels, autocommutation électronique privée, systèmes d'armes, systèmes asservis, traitement du signal.

Selon l'importance du projet, l'ingénieur sera autonome ou intégré à une petite équipe sous la responsabilité du chef de projet. Quelques uns des postes conviennent à des ingénieurs grande école : TELECOM, ESE, ECP ayant 2-3 ans d'expérience (chef de projet à court terme).

Lieu de travail : centre d'études d'Orsay (30 minutes de Paris par RER Sud), Paris 15ème (2 postes) - Toulouse (1 poste CAO).

Ecrire à COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel Service Emploi et Développement des Cadres, 17 Place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

CSEE

CHEF DE FILE ETUDES ROBOTIQUE

créer une équipe pluridisciplinaire pointue pour valoriser la gamme actuelle et attaquer de nouveaux créneaux

Ingénieur Grande Ecole - ECP, ENSAM, ESE, TELECOM ou équivalent - ayant au moins cinq ans d'expérience en conception de systèmes mettant en œuvre, Mécanique, Automatique, Informatique.
Forte capacité d'entrainement. Sens de la discussion à haut niveau. Anglais lu et parlé nécessaire. Déplacements occasionnels et de courte durée à l'étranger. Assistance de l'équipe commerciale dans ses actions Robotique.

Ecrire à COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel Service Emploi et Développement des Cadres, 17 Place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

PRENDRE EN CHARGE LE PROJET D'UN SYSTEME DE REGULATION DES TURBOREACTEURS :

L'AFFAIRE D'INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Orientation logiciel de base)



SNECMA

Une affaire d'hommes aussi, qui demande à ces jeunes ingénieurs (HF) d'être ouverts à tous et à tout.

Votre expérience de 2 ou 3 ans vous rendra opérationnel immédiatement et facilitera votre intégration dans une équipe au sein de laquelle vous aurez des responsabilités d'animation et de coordination.

Nous comptons beaucoup sur vos compétences techniques, mais surtout sur votre adaptabilité à de nouveaux milieux, de nouveaux problèmes.

Nous misons sur votre dynamisme pour évoluer vers des postes de haut niveau ainsi que l'ont fait nos dirigeants actuels.

ELECMA est une division de la SNECMA spécialisée dans l'étude, le développement et la réalisation de matériels électroniques professionnels et radio-électriques. Et nous sommes à l'avant-garde à l'échelon mondial.

Adresser dès maintenant votre candidature au Département Encadrement SNECMA 2 bd Victor 75724 PARIS Cédex 15.
Vous pouvez également téléphoner au 554.92.00 poste 2309.

Nous pourrons vous rencontrer à votre convenance même en septembre.

rscg carrières

LEP

laboratoire d'électronique et de physique appliquée

travaillant en coopération avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS

recrute

INGENIEURS GRANDES ECOLES ou UNIVERSITAIRES

dans les domaines d'activités suivants :

Systèmes électroniques

(Référence 30)

Etudes de base, simulation sur ordinateur, conception de circuits rapides analogiques et numériques et réalisation de prototypes pour les applications suivantes : Réception de programmes diffusés par satellites. Traitement du son et des images. Transmission numérique. Compression du débit d'information. Acquisition et visualisation des signaux.

Physique des solides

(Référence 10)

Technologie des circuits intégrés Ga As. Dispositifs hyperfréquences. Conception de circuits intégrés. Recherche fondamentale en physique des semiconducteurs.

Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel
3, av. Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEIL BREVANNES.

LEROY MERLIN

Un groupe puissant sur un marché (le bricolage) qui se développe régulièrement (33 magasins, de nombreuses implantations prévues dans toute la France).

Pour étoffer nos structures et réaliser notre expansion, nous cherchons :

10 jeunes diplômés d'Ecole de Commerce

«La distribution, c'est dur... mais quelle expérience».

Voilà ce qu'on raconte sur les bancs de l'école. Nous ne cherchons ni des forçats, ni des brutes de travail mais quelques jeunes gens bien équilibrés qui vont se passionner pour ce que nous allons leur apprendre (gestion d'une unité, animation des hommes, techniques d'achat, de vente...)

Rares sont les opportunités rassemblant autant d'autonomie et de possibilités d'évoluer, offertes à un débutant. Nos structures permettent effectivement de vous confier, après réussite dans cette formation, la responsabilité d'un magasin ou d'un poste au Siège (achats, contrôle de gestion...)

Vos interlocuteurs sont :

Région Nord
J.P Wanmeenen

Région Paris et Centre
Alain Réveillon

Région Rhône-Alpes
Alain Legavrian

Région Ouest et Sud-Ouest
Simon Vérité

Merci de leur écrire : Leroy-Merlin, 401 Route Nationale 62290 Noeux-les-Mines.

LEROY MERLIN
le magasin du temps libre

média-system

JEUNES DIPLOMES (HEC - ESSEC - ESCP ESC OU EQUIVALENT)

vous recherchez des postes

d'auditeurs débutants

Nous vous offrons une carrière dans notre société

Nous sommes un

CABINET D'AUDIT FRANÇAIS

correspondant d'un grand nom international

Nous vous proposons :

- une formation à nos méthodes de travail, aux techniques d'audit et à l'expertise comptable,
- un début d'expérience professionnelle variée au contact de grandes et moyennes sociétés industrielles, commerciales et financières,
- des possibilités diversifiées d'évolution de carrière (spécialisation, transfert vers nos activités de conseil, formation à l'étranger).

Les postes, à pourvoir à **PARIS** et à **LYON**, conviendront à de jeunes diplômés(es) possédant 2 certificats du DECS, désireux de travailler au sein d'équipes dynamiques et faisant preuve d'une grande disponibilité. De bonnes connaissances de l'anglais et de l'allemand seront appréciées.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous entretenir de VOTRE PLAN DE CARRIERE et vous demandons de nous transmettre votre curriculum vitae, une photo et une lettre de candidature à

BDA

Service du personnel
2 rue Jean Lantier 75001 - Paris

Jeune cadre recrutement formation

Vous souhaitez travailler dans un contexte attractif :
- entreprise d'ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe
- 800 personnes dont 50 % d'ingénieurs
- filiale d'une puissante société industrielle pratiquant une politique sociale dynamique.

La mission que nous vous proposons :

le recrutement d'ingénieurs grandes écoles essentiellement, c'est-à-dire :
- la définition du besoin en liaison avec la hiérarchie
- la rédaction des annonces et le choix des supports
- les opérations de recrutement (entretiens, participation au choix avec la direction intéressée, l'élaboration des contrats)
- le suivi de l'intégration dans la société, les contacts avec les écoles et la gestion des stagiaires ingénieurs font partie de la mission.

La formation :
- être l'interlocuteur de la hiérarchie pour le conseil en formation
- veiller à la cohérence des actions par rapport aux objectifs professionnels
- s'assurer de la qualité des stages.

Ces 2 aspects dominants seront complétés par la participation aux autres activités d'affaires sociales

L'homme que nous recherchons a une formation supérieure (psychologie ou IEP par exemple) et une expérience professionnelle d'environ 2 ans en recrutement.

Le poste est évolutif au sein d'un ensemble offrant de nombreuses possibilités.
Lieu de travail - Paris proche banlieue Sud-Ouest.

Adresser CV et photo, sous réf 4101 à Média System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

média-system

SBTP

SPIE BATIGNOLLES BATIMENT TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son Siège Social à Velizy Villacoublay

ACHETEURS

Expérimentés 30 ans minimum

1- ACHETEUR MATERIEL TP ET RECHANGES
- Bonne connaissance matériel Travaux Publics
- Consultations fournisseurs. Commandes et suivi
- Lecture documentation rechanges.

2- ACHETEUR MATERIEL TP

mêmes qualifications que ci-dessus et :
- Travail partiel en anglais

3- ACHETEUR FOURNITURES TP
- Bonne connaissance fournitures Travaux Publics
- Consultations fournisseurs commandes et suivi.

Faire acte de candidature en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo à :
Ressources Humaines SBTP 13, Avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Jeunes diplômés

HEC, ESSEC, ESCP et Sciences Pô Paris (Eco Fi)

Volonté d'entreprendre et désir de réussir sont vos atouts au service d'un **fort potentiel de développement personnel.**

Groupe bancaire

à taille humaine, mais d'implantation nationale nous pouvons offrir à quelques uns d'entre vous, **débutant dans la vie active, des opportunités de** carrière vous permettant d'accéder, **après formation,** à des responsabilités de **direction d'agence.**

Un dossier d'information complet sur notre société et les caractéristiques des postes à pourvoir vous parviendra par retour de courrier (précisez votre diplôme et son année d'obtention).

Merci d'écrire en précisant sur l'enveloppe la réf. 2060 à MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens - 75002 PARIS.

MEDIA PA

Hypermarché Sud de Paris

recherche

Diplômé ESC, Maîtrise universitaire...

pour lui confier un poste de

Chef de caisse

Il sera chargé de l'**encadrement**, de la **formation** et de l'**animation du personnel** (100 personnes), de la **gestion** et de la **planification des besoins**, des **contacts commerciaux** avec la clientèle.

Ce poste aux nombreuses responsabilités conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur, disponible et ouvert, possédant un **goût prononcé pour la gestion du personnel**, le droit du travail et la communication.

Réelles perspectives d'évolution pour élément de valeur.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions s/réf. EX/2010 à AUCHAN, M. BECUWE - 2, rue Haute - 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE.

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

La filiale informatique d'un important groupe d'assurances recherche

Cadre responsable de salle

prenant totalement en charge la mise en oeuvre et le fonctionnement d'une très **grosse configuration IBM** comprenant plusieurs processeurs auxquels sont connectés plus d'un millier de terminaux. Ce poste nécessite une très bonne capacité d'adaptation aux techniques nouvelles. Une importance très grande sera accordée aux qualités humaines et à l'aptitude à diriger.

Adresser votre candidature détaillée avec CV photo et prétentions sous réf 4151 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

SOPAD Nestlé recherche un

CHARGÉ DE MÉDIA

Au sein des Services s'occupant de Marketing-Publicité, ce collaborateur

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.

débutant ou semi-débutant

- conseillera les Chefs de Produits dans l'élaboration de leur stratégie média, et
- assurera l'exécution des plans de campagnes publicitaires.

Son évolution de carrière s'étendra aux autres secteurs du Marketing (Produits, Etudes...).

Adresser C.V. *détaillé à SOPAD - Direction du Personnel,* 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

Banque de l'économie sociale

recherche pour son Siège Social à Nanterre

chargés d'études

- **Formation** : ESC - Sciences Eco etc...
- **Expérience** : 5 ans minimum en établissements financiers ou bancaires
- **Fonctions** : - études financières des entreprises (si possible commerciales) - appréciation du risque bancaire.
- **Position cadre.**

Adresser C.V. manuscrit et photo N. 2290 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE
(2000 pers., chiffre d'A 1982 : 800 M.F.)
implantée banlieue Sud de PARIS
recherche

CHEF COMPTABLE

150 - 180.000 F

pour lui confier le poste de
RESPONSABLE METHODES COMPTABLES

Rattaché au Chef des Services comptables, il harmonisera les règles et méthodes, développera les logiciels informatiques et formera le personnel aux méthodes nouvelles.

Une formation DECS complet + certificat supérieur O.G.E. et une expérience de 5 ans à un poste de responsabilité comptable sont requises. L'anglais est souhaitable.

Envoyer C.V. et photo sous no 43418 à. CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans confidentiellement

---

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

Domaine : simulation temps réel.
Champs d'action : imageries nouvelles, aéronautique, énergie...

Ingénieurs grandes écoles
Débutants... 3 ans d'industrie
Motivations : logiciel et/ou électronique

Nos équipes d'études utilisent les techniques les plus avancées dans le domaine de l'**informatique temps réel** et de l'**électronique rapide** : nous vous proposons de les rejoindre.
Appeler Alain de Bejarry ou Bernard Letourneux, pour en savoir plus IMMEDIATEMENT, et peut-être, déjà, convenir d'un entretien, au **(3) 031.93.70.**

MEDIA PA



PARIS-LA DEFENSE

recherche

INGENIEURS ANALYSTES

qui participeront aux développements du plan informatique

— IMPLANTATION DE 1000 TERMINAUX EN TEMPS REEL
— CREATION D'UNE IMPORTANTE BASE DE DONNEES SUR MATERIEL IBM (30/81)

Pour ces postes à caractère évolutif nous souhaitons rencontrer des JEUNES INGENIEURS ayant une première expérience de l'informatique de gestion d'au moins 2 à 3 ans.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à Pierre FERAL, Direction du Personnel 2, rue Pillet Will 75448 PARIS CEDEX 09.

Responsable programmes immobiliers

Juriste de formation, vous avez acquis au cours de votre expérience (5 ans minimum), outre la maîtrise du droit de la construction, de solides connaissances dans les domaines :
- de la fiscalité immobilière,
- de la comptabilité générale et des finances (bilans...),
- des chantiers (descriptifs des travaux et plans),
- du marché et de ses fluctuations.

Nous sommes prêts à vous confier le poste de **CHARGE DE PROGRAMMES IMMOBILIERS.**

Vous serez responsable de l'étude et du suivi des propositions d'acquisition ou de construction immobilière ainsi que du contrôle du déroulement des opérations, jusqu'à leur réalisation.

Cette mission comportera quatre phases essentielles :
- analyse des éléments des propositions et synthèse,
- rédaction pour chaque dossier « faisable » de la note investisseur,
- montage juridique de l'acquisition pour le neuf et l'ancien,
- suivi de la vie sociale des sociétés immobilières dans lesquelles les A.G.F. ont une participation.

Ce poste nécessite le sens de l'analyse et de la critique, des facultés de rigueur et le goût des contacts.

Veuillez vous mettre en relation par écrit avec



ASSURANCES GENERALES DE FRANCE
Département Recrutement
33, rue Lafayette
75246 PARIS CEDEX 09

MEDIA PA

---

adjoint au directeur du personnel et des relations humaines

Nous sommes un Important Organisme Financier Parisien à vocation nationale et internationale. Pour seconder notre Directeur "du Personnel et des Relations Humaines", nous recherchons un cadre, âgé de 32 ans environ, de formation supérieure (Sciences Po, Maîtrise de Droit ou de Psycho, ou équivalent) dont les responsabilités initiales se situeront au niveau :

- **SALARIAL** : (enquêtes, échelles de salaire, politique salariale,...),
- **SOCIAL** : *(bilan social, avantages, prévoyance, retraite,...),*
- **STRUCTUREL** : (analyses de poste, organigrammes,...),
- **RECRUTEMENT** : (pré-sélection, entretien,...).

L'expérience de la fonction "Personnel" dans un environnement bancaire est *nécessaire, ainsi que la parfaite connaissance de l'anglais.*

Ce poste évoluera vers une *responsabilité élargie* au sein du département.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 61.27/RH/462 à ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés ERIA - ECA AUTOMATION)

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(600 personnes, C.A. 140 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

Publicités Réunies

BANQUE POPULAIRE DE LA RÉGION OUEST DE PARIS
70 agences - 1200 personnes

recherche pour renforcer ses équipes d'Etudes et de Réalisation, basées à Versailles

INGENIEUR INFORMATICIEN

(Réf. DP1)

il aura la responsabilité de projets : de la conception au démarrage.

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

(Réf. DP2)

intégrés au service études informatiques, ils développeront les chaînes existantes et participeront à l'élaboration des nouvelles applications de gestion.

Ces postes sont à pourvoir sur matériel :
IBM 4341.2 et 3031 en MVS/DL1/CICS
Réseau régional de 300 terminaux -
Videotex (TELETEL)

Une expérience de 2 ans minimum est exigée pour une bonne appréhension de ces postes.

Prière de faire parvenir C.V., photo et prétent. à : D.R.H. en rappelant la référence du poste, 2, Esplanade Grand Siècle - 78003 Versailles

Publicités Réunies

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
SEINE-SAINT-DENIS
recrute sur concours

1 INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL

(CATÉGORIE A)

Épreuves écrites : 30 septembre/1er octobre 82.
Date limite d'inscription : 6 septembre 82.

Renseignements : D.D.A.S.S.
Service Formation Permanente,
37/39, rue du Chemin-Vert,
93007 BOBIGNY. Téléphone : 82.

Chef de publicité toujours, mais autrement...

Vous êtes chez un annonceur ou dans une agence. Un junior en passe de devenir senior. Vous avez assez d'expérience pour prendre des responsabilités, envie de faire votre métier de façon plus autonome et de participer beaucoup plus à la création.

Pour sa part, SOURCES est une agence spécialisée dans la publicité non commerciale c'est-à-dire dirigée vers les hommes de l'entreprise (plaquette d'accueil, audiovisuel de présentation, house-organ, bilans sociaux...) et vers ceux qu'elle cherche à séduire ou conforter (publicité de recrutement, annonces institutionnelle et financière...).

Autant dire que pour le chef de publicité les cibles visées, les messages à passer et les moyens à employer sont inhabituels. Il lui faut davantage écouter l'entreprise et innover.

Un chef de publicité chez SOURCES voit directement ses clients, gère ses budgets, fait la conception et la rédaction, contrôle le média-planning, la maquette, et l'exécution.

Filiale du groupe FCA (donc une assise), un C.A. de 15 MF après 2 ans d'existence (donc un bon départ), SOURCES souhaite passer de huit à dix personnes.

S'il vous tente d'en parler davantage, écrivez à SEFOP sous réf. BG616 M qui vous répondra très vite.

SEFOP
11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIETE DE GESTION IMMOBILIERE - CA : 400 MF.

Pour gérer une partie (3000 lots) de notre Domaine locatif d'habitation, commerce, bureaux, nous recherchons un

GERANT

responsable auprès de la Direction Commerciale.

Vous possédez :

- Une expérience confirmée de la gestion locative acquise dans un cabinet ou une société importante,
- Formation supérieure souhaitée.

Nous vous proposons de mettre vos compétences en application à la tête d'une équipe de collaborateurs.

Vous aurez à les animer, à assurer avec eux les relations avec les locataires et à prendre la responsabilité de tous les problèmes d'ordre commercial et administratif. Vous bénéficierez de l'assistance de services spécialisés *(Travaux, Informatique, Personnel, Contentieux...)*.

Rémunération : 120 000 F.+

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 5114/AT à : A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS *qui transmettra*.



SPIE BATIGNOLLES BATIMENTS TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son Siège Social à Vélizy Villacoublay

AGENT TECHNIQUE MATERIEL T.P.

pour Service du matériel

- Bonne connaissance de matériels Travaux Publics
- Connaissance anglais souhaitable pour compréhension documentation technique
- pour assurer :
  - Consultations des fournisseurs
  - Etudes techniques de matériel
  - Suivi de la documentation technique et prix
  - Estimations de matériel neuf ou occasion

Faire acte de candidature en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo à : Ressources Humaines SBTP 13, Avenue Morane Saulnier 78140 Vélizy Villacoublay

SOCIETE GENERALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

spécialisée dans l'ingénierie nucléaire (1.100 personnes) recherche

Ingénieur DAO

- pour participer à la mise en place et au démarrage d'un important système de DESSIN ASSISTE PAR ORDINATEUR (plusieurs dizaines de postes, grand nombre de spécialités d'études concernées.)
- pour assister sur le plan informatique l'équipe Etudes chargée de ce projet.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur informaticien ayant un haut potentiel technique et le goût du travail en bureau d'études.

une bonne connaissance du VAX serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence DAO à



Direction du Personnel
1, rue des Hérons, Montigny-le-Bretonneux
78184 St Quentin-en-Yvelines Cedex

SOURCES

Important Groupe de Distribution recherche jeune

cadre financier

Chargé de coordonner les services comptables, administratifs et financiers, il devra participer à l'élaboration des stratégies du Groupe (planification et études financières) tout en assurant les relations extérieures avec les Banques.

Une formation supérieure (ESC + DECS) ainsi que 2 à 3 années d'expérience – soit en Cabinet d'Expertise, soit en Entreprise (contrôle de gestion) – sont indispensables.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1070 au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

GROUPE TERTIAIRE DE 1er PLAN recherche

UN JEUNE DIPLOME

Pour le Département

organisation

Il lui sera confié après formation des missions d'études et de conseil en organisation concernant les agences du Groupe.

Pour ce poste aux larges responsabilités, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Université (DEA ou DESS de Gestion, d'économie), fortement motivé par la fonction, disponible rapidement et ayant un excellent contact humain.

Le poste est basé à PARIS mais nécessitera de fréquents déplacements en Province.

Nous vous remercions d'envoyer lettre, C.V., photo, prétentions et si possible numéro de téléphone sous no 43876 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

100 millions de C.A. — 1.200 personnes.

FILIALE D'UN GROUPE DE SERVICES + 1,5 MILLIARD

Si vous avez un diplôme d'enseignement supérieur, une expérience de 7 à 8 ans minimum en commercial, gestion, encadrement, quelques notions techniques et un bon sens créatif.

Si votre contact est perçu comme chaleureux par l'environnement et,

Si les sociétés de services vous intéressent.

Vous vous épanouirez

DANS CETTE CRÉATION DE POSTE A HAUTES RESPONSABILITÉS.

Envoyer C.V. sous nº T 035.105 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

P.M.E. dynamique. Leader sur son marché (200 personnes). 70 km N.-W. de Paris recherche son futur

DIRECTEUR FINANCIER

LE POSTE :
– Mettre en place un système de gestion et de budget, assumer comptabilité analytique et contrôle financier, animer service administratif et comptable.

Notions d'informatique nécessaires ; diplômé H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., E.S.C.A.E. Rouen ou Lyon, option finance, comptabilité ; moins de 30 ans ; D.E.C.S., si possible une expérience professionnelle. Vous saurez vous intégrer facilement à un collège de cadres de moyenne d'âge 33 ans.

Vous aimez « aller sur le terrain ».

Traitement confidentiel des candidatures

Adresser curriculum vitae, photos et prétentions à :
Pépinières DERLY S.A.
B.P. 3, 27420 LES THILLIERS-EN-VEXIN.

SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE (C.A. 400 millions 300 personnes).

NORD DE PARIS recrute

DIRECTEUR D'USINE

- 40 ans environ,
- Ingénieur diplômé.

Discrétion assurée.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prétentions à : REGIE PRESSE sous nº T 035104 M. 85 bis, rue Réaumur. 75002 Paris.

La Ville de Créteil

(VAL-DE-MARNE)

RECHERCHE

LE DIRECTEUR DE SON CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Aide Sociale Légale et Facultative
Crèches Collectives et Familiales
Aides Ménagères Activités 3e âge

POSTE LIBRE

Echelle indiciaire **DIRECTEUR B.A.S.**
Villes de 80.000 à 150.000 habitants
Expérience exigée

Candidatures avec C.V. détaillé à : Monsieur le Maire de CRÉTEIL 94010 CRÉTEIL CEDEX

Groupe Français de premier rang mondial recherche

JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Libérés ou non du Service National.
Débutants ou première expérience
pour réussir une

CARRIÈRE TECHNICO-COMMERCIALE

Après une formation rémunérée – indispensable pour la vente de notre produit technique, – vous prendrez la responsabilité d'une clientèle de professionnels au niveau d'un territoire équivalant à un département.

L'importance du Groupe vous permettra d'envisager une évolution à votre dimension, en France ou à l'Étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. à INTERMÉDIA - nº 472 59, rue La Fayette, 75009 PARIS qui transmettra.

COMPOSANTS S.A.

recrute pour son agence de FRESNES Division Mesures

UN (E) INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Deux à trois ans expérience souhaités

Adresser C.V., prétentions et photo à M. RAPPETOU COMPOSANTS S.A., B.P. 81, 33605 PESSAC Cedex.

Auprès du président

Solide groupe financier privé, nous avons su créer, innover et réussir dans un créneau financier que nous maîtrisons.

Nos commerciaux sont efficaces et notre réussite se concrétise en s'appuyant sur une organisation (comptabilité, gestion-clients, informatique, administratif et paies) structurée et réactive aux enjeux quotidiens. C'est ce support logistique de nos activités que notre Président va confier à un

Financier — 280 000 env.

afin qu'il anime et coordonne les 60 personnes concernées. Formation supérieure, de bon niveau comptable en particulier, vous êtes plus que familiarisé avec la gestion informatisée. Professionnellement vous ne négligez pas, mais réglez les problèmes de recouvrement, vous êtes plus qu'un "amateur éclairé" pour ce qui concerne la gestion de trésorerie abondante, vous flairez et connaissez les incidences et contraintes financières et administratives liées à la création de nouveaux produits... vous serez auprès du Président, le stratège comptable et administratif du Groupe.

Leader naturel et compétent, pragmatique et ouvert aux services du grand monde de la finance, l'équipe en place vous attend... près de l'Etoile à Paris.

Jean Bousser vous remercie de lui écrire, sous référence 2584M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES



Centre National d'Etudes des Télécommunications

MINISTERE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION

recrute des

ingénieurs de haut niveau

(formation universitaire ou grande école)

pour participer :
• aux études de développement de centraux téléphoniques temporels (poste 1), • aux essais techniques d'agrément des centraux privés (poste 2), • à des activités de recherche et d'études sur les réseaux d'entreprise (poste 3).
Compétences en commutation électronique et/ou systèmes informatiques appréciées.
Adresser les candidatures avec C.V. détaillé, prétentions (et, si possible, nº de téléphone) à :

cnet

CENTRE PARIS A / RDS
CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
38/40, rue du Général Leclerc
92131 - ISSY-LES-MOULINEAUX

CONSEILLER de GESTION

SCANIA FRANCE, filiale du groupe suédois SAAB-SCANIA nous commercialisons en France les véhicules lourds SCANIA

Rattaché à notre Direction financière, vous assisterez et conseillerez nos concessions sur les plans comptable, fiscal, financier et organisation administrative.
De formation supérieure (DECS, Sup de Co ou équivalent) vous possédez une expérience d'au moins 5 ans acquise au sein d'une importante société. Une bonne pratique de l'Anglais est nécessaire.
Rigoureux, mais surtout doté d'une excellente capacité de contact à tous les niveaux, vous serez disponible pour une action concrète sur le terrain auprès de nos concessionnaires dans toute la France.
Ce poste vous apportera une rémunération motivante et des perspectives d'évolution intéressantes au sein de notre Direction financière.
Véhicule de fonction fourni.

Adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) au Chef du Personnel - SCANIA FRANCE - Z.I. des Béthunes - B.P. 499 ST-OUEN-L'AUMONE - 95005 CERGY PONTOISE CEDEX



LA RADIOTECHNIQUE

C.A. 4.000 MF - 7 USINES - 11.000 PERSONNES
Appareils et composants électroniques
Région Parisienne et Normandie
recherche

CADRES COMPTABLES

Formation HEC - ESSEC - ESC - DECS ... Réf. 3081

COMPTABLES

Niveau BTS - DUT ou équivalent ... Réf. 3082

Ces postes s'adressent à des candidats débutants ou ayant acquis une première expérience.

La dimension de nos Sociétés permet d'offrir à des candidats de valeur, de réelles opportunités de carrière dans des unités situées tant en Région Parisienne qu'en Province.

Adressez confidentiellement C.V., photo et prétentions à M. BOURGES, LA RADIOTECHNIQUE, Service du Personnel B.P. 301 - 92156 SURESNES Cedex.





OFFRES D'EMPLOIS

RADIO-FRANCE

recrute

SES FUTURS COLLABORATEURS

DE RADIO-CORSE

- ANIMATEURS, ANIMATRICES D'ANTENNE
- JOURNALISTES PROFESSIONNELS (ELLES)
- TECHNICIENS, TECHNICIENNES

Pour cette dernière fonction, les candidats seront titulaires d'un BAC C, D, E, F.2 ou F.3.

La pratique de la langue corse est souhaitée. Les candidats devront être libérés des O.M.

Adresser C.V., photo et prétentions à : RADIO-CORSE BASTIA. B.P. 217, 20292 BASTIA CEDEX.

CADRE PERSONNEL

Après 5 années au moins dans la fonction sociale, vous souhaitez élargir vos domaines de compétences dans une société industrielle de premier plan. Nous vous proposons de devenir dans un premier temps

chargé d'études

auprès de notre Direction des Affaires Sociales, avant d'évoluer au sein de celle-ci.

Dans votre rôle de conseil et de recherche, vous aurez à participer à l'élaboration de la politique sociale portant notamment sur la gestion prévisionnelle, le temps de travail, la gestion salariale...

Poste situé à Paris.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 4104, à Media-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris

média-system

Dans le cadre de son développement, la BANQUE HERVET recherche pour ses agences parisiennes

2 FONDÉS DE POUVOIRS

Spécialistes clientèle entreprises

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire bénéficient d'une première expérience de 3 à 5 années dans la gestion d'un portefeuille d'entreprises.

Réelles possibilités d'évolution liées aux résultats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Service Recrutement de :

BANQUE HERVET

127, Av. Ch.-de-Gaulle
92201 NEUILLY-S/SEINE.

Fion Chanes

AVIS

Le Leader Européen de la Location de Voitures

recherche

chef de service comptabilité générale

Réf. CS/1

Supervisant une équipe d'une dizaine de personnes, il sera en particulier chargé de :
- de la mise en place et le contrôle des méthodes et des procédures,
- suivi de la réalisation des objectifs,
- compte-rendu des résultats,
- participation à la préparation du bilan fiscal.

35 ans minimum - DECS ou équivalent
Connaissances et expérience confirmées en règlementation fiscale
Anglais indispensable.

analyste financier

Réf. AF/2

En collaboration étroite avec le Directeur financier, la personne retenue assure :
- *l'élaboration des prévisions mensuelles, trimestrielles et du budget annuel,*
- *l'analyse des écarts,*
- *la rédaction d'un rapport mensuel d'informations financières.*

Il est aussi responsable :
- *de la surveillance des dépenses*
- *du contrôle des investissements et de l'application des procédures*

Formation supérieure ESC ou équivalent
La connaissance de la langue anglaise et une expérience préalable dans la fonction seront nos principaux critères de sélection.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à AVIS Service Recrutement - Tour Franklin 92081 PARIS LA DEFENSE

DAF FRANCE

recherche

POUR SON DEPARTEMENT INFORMATIQUE

programmeurs

EXPÉRIMENTÉS

- Connaissance du matériel IBM/34 et GAP II interactif
- Passage sur IBM/38 prévu pour 1983 (formation IBM/38 assurée)

analyste programmeur

- Chargé d'assister le réseau de concessionnaires de la marque
- Expérience impérative sur IBM/5280 et DE/RPG et appréciée sur S/34
- Déplacements fréquents en province voiture fournie

Adresser CV photo et prétentions à DAF FRANCE Service du Personnel BP 4 SURVILLIERS - 95470 FOSSES

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

recherche

RESPONSABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE

CHARGÉ :
- de la conception et du suivi de la politique industrielle ;
- et de la valorisation de la recherche technologique.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (X-Centrale-ENSTA)
35-40 ans ; 10 ans d'expérience dans l'Offshore Pétrolier ; anglais.

Emploi à pourvoir au siège à PARIS.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous nº 242390 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Pour faire face à son développement

MOULIN & LANGEVELDT S.A.
Courtage International d'Assurances
PARIS

recherche

CHARGÉ (E) DE CLIENTÈLE

Sup. de co. ou équivalent, il (elle) sera chargé (e) de gérer et promouvoir une clientèle d'entreprises.

De tempérament très dynamique, il (elle) devra avoir le sens des relations humaines et une grande rigueur dans l'organisation de son travail.

Anglais indispensable.
Première expérience professionnelle souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, CV. et photo sous nº 8.877 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

Le Département Exploitation d'une importante société d'informatique recherche

Ingénieurs informaticiens Universitaires (DUT informatique)

intéressés par une formation complète aux techniques d'exploitation sur grands systèmes IBM.
Les postes offerts permettent d'accéder rapidement à des responsabilités importantes.
Merci d'écrire à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 4149

média-system

Importante société d'ingénierie, le responsable du service

offre et contrôle des coûts

recherche

technicien supérieur

Pour l'aider dans sa mission :
le suivi de la gestion de grands projets industriels, il participe :
- *au montage de l'offre,*
- *au suivi de la réalisation,*
- *à l'élaboration des bilans d'affaires.*

Son travail l'amène à effectuer la synthèse d'informations venant de différents services fonctionnels opérationnels. L'homme que nous cherchons a une formation de technicien supérieur en mécanique, par exemple, et de bonnes bases en comptabilité.

Le poste est évolutif, la société, filiale d'un ensemble industriel de premier plan, offre de réelles possibilités de carrière.

Lieu de travail : Paris proche banlieue sud-ouest.

Adresser CV et photo, sous réf 4138 à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

SOCIETE LEADER PRODUITS LAITIERS
recherche pour PARIS, un

COLLABORATEUR RELATIONS FOURNISSEURS

- 27 ans minimum
- Les connaissances techniques et pratiques de l'activité achat dans le domaine alimentaire seraient appréciées
- Ce poste est placé sous la responsabilité du Secrétaire Général.

Adrésser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous no 43559 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

POUR FAIRE FACE AU DÉVELOPPEMENT DE SES ACTIVITÉS

CABINET D'AUDIT

recherche

pour ses bureaux de PARIS et de LYON

CHEFS DE MISSION

- Diplômés de l'enseignement supérieur (grandes écoles, universités) et (ou) expertise comptable en cours ;
- Ayant une expérience de 3 à 5 ans dans un Cabinet d'Audit ;
- Langues étrangères souhaitées.

NOUS OFFRONS :
- une activité variée ;
- des possibilités de promotion rapides pour collaborateurs motivés et de qualité.

Prière d'adresser C.V. détaillé et une photo à Bernard MONTAGNE, André AMIC et Associés, 128, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

Importante société recherche pour mission longue durée en famille

FRANCE D'OUTRE MER

Ingénieur électronicien métrologie

Responsable d'un important parc d'appareils de mesure (du continu aux hyperfréquences).
- Gestion (ensembles, sous-ensembles, pièces de rechange)
- Maintenance
- Calibration
- Renouvellement

Il devra coordonner et animer une équipe de 8 techniciens de laboratoire.
Esprit d'organisation, rigueur.
Envoyer CV sous réf 4216 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Informaticien

Organisme professionnel d'assurances recherche son informaticien pour la gestion des différents fichiers, l'étude de l'encodage des informations et le traitement des données statistiques.
Matériel : Système VSPC fonctionnant sur ordinateur 3032.

Pour réussir dans cette fonction, il devra justifier d'une maîtrise, d'un 3e cycle universitaire ou grande école, ainsi que d'une expérience professionnelle réussie dans la branche informatique (5 ans minimum) avec si possible, la connaissance du 3033.
Si ce poste vous intéresse adressez candidature manuscrite et C.V. sous référence 2356/M à

ID IMPACT DEVELOPPEMENT,
Monceau Commercial Building,
38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Société, leader dans le conseil en aménagement de surfaces commerciales (chaînes de franchisés, magasins, centres commerciaux...), recherche :

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

- pour assurer les contacts avec la clientèle
- pour superviser et animer les consultants des chantiers et la fabrication du matériel.

Ce poste exige :
- une formation technique, type École Boulle/Arts Appliqués
- un goût pour les contacts humains et le sens des responsabilités
- une disponibilité pour voyager en Province et en Europe
- âge minimum 30 ans
- anglais souhaité.

Envoyer curriculum-vitae sous référence Nº 241854 M Régie Presse - 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Christofle
Orfevre a Paris

recherche un(e)

assistant(e) de formation commerciale

Niveau enseignement supérieur et/ou bonnes connaissances et aptitudes à l'animation de groupes.

Il (elle) devra assurer l'animation de stages, en suivre l'organisation matérielle, participer à l'élaboration et à la réalisation de nouveaux programmes.

Qualités requises :
- *Etre ouvert, disponible, réceptif*
- *Savoir écouter, analyser, s'engager*
- *Avoir une motivation sûre pour la pédagogie, le goût de la communication, une autorité naturelle ferme, mais souple*
- *Anglais courant indispensable.*

Envoyer C.V., photo et pretentions à Catherine LORSON, 112, rue Ambroise Croizat 93206 SAINT DENIS.

BANQUE STERN
recherche pour son
Département «Entreprise»

• Exploitant

ayant quelques années d'expérience dans un poste similaire. Le candidat devra allier des connaissances techniques déjà significatives à un sens commercial certain. Une formation supérieure serait appréciée.

• Jeunes Diplômés

de l'Enseignement Supérieur
(HEC, IEP, ESSEC, ITB, CESB)

Adresser CV et lettre manuscrite à la Direction du Personnel 8, rue de Penthièvre 75008 Paris

Important groupe d'assurances recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

pour participer à la conception et à la mise en place de systèmes informatiques de gestion pour les agents généraux.
Les postes à pourvoir demandent des qualités techniques (analyse des besoins des utilisateurs) et commerciales et des aptitudes à la formation et au conseil.
Lieu de travail : Paris - La Défense
Déplacements en province de courte durée à prévoir.

Adresser CV et prétentions sous référence 4259, à Média-System, 104 rue Reaumur 75002 Paris qui transmettra

média system

Société de Conseil en Organisation

OBJECTIFS CONSEIL

160 rue de Bagnolet 75020 Paris

recherche

des ingénieurs dont la formation initiale est valorisée par :
- une personnalité affirmée
  - grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail
  - excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement
- une expérience professionnelle réussie.

Ils seront intéressés financièrement aux résultats de l'Entreprise.

Envoyer CV, photo, prétentions, date de disponibilité.

NOUS RECHERCHONS NOS MANAGERS DE DEMAIN

Nous sommes une société jeune en pleine expansion, associée à un groupe international puissant. Notre activité, liée à l'aménagement des zones urbaines, s'étend à toute la France.

VOUS CROYEZ EN VOUS

Vous êtes jeune, comme nous, et vous avez la volonté de réussir. Vous êtes disponible et mobile, prêt à vivre en province. Vous avez une bonne culture générale (études supérieures souhaitées : droit, études commerciales, ou autres... diplôme non indispensable), le sens des contacts humains et de l'organisation. Le marketing, les ventes, la production, les achats, les responsabilités vous passionnent, et vous souhaitez un MÉTIER COMPLET.

ET VOUS ÊTES PRÊT A LE PROUVER, ALORS ?

Adressez curriculum vitae + photo à EUROPEAN HOMES, 19, avenue Matignon, 75008 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24.70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

Filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers français, notre activité se situe dans le domaine de la Chimie de Spécialités. Largement représentés par nos filiales, nous réalisons plus de 50 % de notre chiffre d'affaires à l'exportation.

Nous recherchons pour notre siège à VELIZY (78)

● UN ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

pour effectuer le contrôle de certaines de nos usines.
Il sera ingénieur débutant, diplômé de l'Institut du Génie Chimique, de l'Université de Technologie de Compiègne (Option Génie-Chimique) ou du Conservatoire National des Arts et Métiers ; il aura reçu une formation complémentaire en Gestion de type I.A.E., I.S.G., Doctorat de 3e cycle en Gestion et il possédera une bonne maîtrise de la langue anglaise.
Cette fonction lui permettra de mettre en pratique les connaissances qu'il aura acquises tant dans le domaine technique que financier.

● UN JEUNE CADRE FINANCIER

pour renforcer l'équipe chargée des opérations relatives aux Trésoreries/Francs et Devises et participer au suivi des filiales étrangères. Il sera diplômé d'une école de commerce de type E.S.C.A.E. et possédera déjà une expérience certaine dans ce domaine.

Les candidatures doivent être adressées, sous réf. 295 à TRENDANCES, 9, rue Arsène-Houssaye 75008 PARIS qui transmettra.

ORGANISME FORMATION cherche
COLLABORATEUR CHARGÉ DE MISSION
Déplacements fréquents
Envoyer C.V. et prétentions à : ADOFIA, 149, rue de Bercy 75595 PARIS Cedex 12.

Organisme de formation recherche
PROF. VACATAIRES ET CORRECTEURS
toutes disciplines pour C.A.P. et B.P. commerciaux.
Adr. C.V., photo et prétentions sous n° T 035.134 M, à RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Association rurale nationale ayant pour objectif l'aide à domicile aux familles et aux personnes âgées, recrute immédiatement
SON RESPONSABLE
DÉVELOPPEMENT RÉGION NORD-EST
- Bonnes connaissances du milieu rural et associatif ;
- motivé par l'action sociale ;
- dynamique, goût des contacts, sens des respons. ;
- nombreux déplacements ;
- formation supérieure et expérience indispensables.

Adr. C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à l'attention du Directeur Général
A.D.M.R.
12, rue Jacquemont 75017 Paris.

VOLVO FRANCE S.A. recherche pour le service après-vente de sa DIVISION VÉHICULES INDUSTRIELS
AGENT TECHNIQUE
SÉDENTAIRE
- Connaissant parfaitement le matériel V.I.
- Ayant le goût du travail administratif de bureau.
- Organisé et habitué aux contacts téléphoniques.
- Anglais lu, écrit et parlé souhaité.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétent. au Service du Personnel 49, av. d'Iéna, 75116 PARIS.

Mairie de Chevilly-Larue recrute pour permanence d'accueil (jeunes 16-18 ans) 1 responsable niveau licence expérience jeunes souhaitée ; expérience professionnelle dans secteur autre que social exigée. SMB : 6.100 F. Adresser rapidement lettre manuscrite + C.V. à M. le maire, réponse assurée.

ENTREPRISE BORDELAISE
RECRUTE
TECHNICIEN DE MAINTENANCE
A BOURGES TROYES, PARIS
SECTEUR ACTIVITÉ :
Micro informatique, mécanique, laser.
FORMATION :
D.U.T. mesures physiques ou équivalent.
Env. C.V. à MARTIN D. 12, chemin Tillon 33140 Pont-de-la-Maye.

L.T.P. Saint-Nicolas recherche
PROFESSEUR
pour enseignement usinage sur machines-outils. Niveau BAC. Diplôme exigé B.T.S. fabrication mécanique + 3 ans d'expérience professionnelle. Téléphonez au : 222-83-60.

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RECRUTE
PROFESSEURS VACATAIRES
En action commerciale, marketing, comptabilité, français, droit, économie, pour préparation au B.T.S. Action commerciale, expérience pédagogie exigée (Préférence donnée au Professeur d'enseignement supérieur technique).
Envoyer C.V. à I.C.D. 63, avenue de Villiers, 75017 Paris.

Edit. cherche ASSISTANT BRILLANT et organisé, préf. format. gde école, pr coordination action administr., commer. et éditoriales, situat. d'avenir. C.V. av. photo, (Ret.) A. DUNI, 8, r. de Varenne 75007, qui trans.

AMBASSADE de l'INDE recherche URGENT PROFESSEUR DE FRANÇAIS POUR DEBUTANTS
Temps partiel, durée 3 mois.
Téléphone : 520-39-30/23.

Pour l'une de nos usines de BEAUCHAMP, Val-d'Oise, nous recherchons un
AGENT D'ORDONNANCEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT
niveau bac technique, connaissance en informatique, langue anglaise bien maîtrisée, goût et capacité de gestionnaire, sens des relations humaines.

AGENT TECHNIQUE
PREMIER DEGRÉ D.U.T. INFORMATIQUE OU ÉQUIVALENT
Bon niveau d'anglais, capacité de synthèse et d'analyse.
Possibilité d'évolution.

Prière d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo, prétentions au service recrutement.
2, av Boule 95250 BEAUCHAMP **3M**

Département Seine-et-Marne, recrute par concours sur titres
CHEF SERVICE
imprimerie départementale, nationalité française, âgé de moins de 40 ans au 1er janvier 1982, titulaire B.T.S. arts appliqués (industrie graphique) ou diplôme équivalent de 1er cycle d'études supérieures dans spécialité correspondant emploi.
Adr. candidature au Président du Conseil général, préfecture de Seine-et-Marne, service du personne, 77010 Melun cedex, avant le 21 septembre 1982.

ÉCOLE PRIVÉE recherche UN SURVEILLANT GÉNÉRAL répétiteur homme, 35 ans minim. Expér. du poste indispensable. T. 357-64-99.

Transitaire de dimension internationale recherche pour son siège PARIS-19e
UN CADRE COMMERCIAL
- Possédant expér. confirmée en transports internationaux, principalement maritimes.
- Anglais indispensable.
- Poste évolutif pour candidat dynamique.

Ecrire av. C.V. et photo sous n° 9.646 à PUBLIFOP, 29, rue Bleue, 75009 PARIS qui transmettra.

Association Nationale recherche comptable niveau BTS, poste Grenoble après stage 6 mois à Paris. 581-12-17 pour rendez-vous.

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118, rue Crimée, 75019 Paris
formation spécialisée
Août MICRO ; sept. ANALYSE oct. IBM 38 ; novembre PL1.
205-24-63/241-83-83.
Placement - Crédit.

Important gestionnaire de logements sociaux recherche pour son agence DE SARTROUVILLE
UN INSPECTEUR DE GESTION
chargé d'assurer la gestion locative de groupes immobiliers.
Le candidat devra avoir des connaissances :
- comptable et juridiques (capacité en droit),
- sur la législation des loyers,
- en technique du bâtiment.

Il devra avoir également le sens des responsabilités et des aptitudes aux relations humaines.
Adresser C.V. et prétentions :
LE LOGEMENT FRANÇAIS.
12, rue Paul-Baudry. Paris (8e).

ÉCOLE PRIVÉE, recherche pour SEPTEMBRE 1982
PROFESSEURS
- pour classe 1er cycle : français, maths, physique-chimie, hist., géo., anglais,
- pour classe 2e cycle : philo, anglais, physique-chimie, français.

HAUTEMENT QUALIFIÉS
Expér. pédagogique exigée : 3 ans min. dans les classes demandées. T. 357-64-99.

Centre formation supérieure recherche
INGÉNIEUR-FORMATION
DIPLOMÉ
pour prendre en charge ses activités d'ingénierie éducative. Expérience prouvée en électronique, automatique, informatique.
Envoyer C.V., et prétentions à LTP, sous la référence 4.948, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 Paris cedex 02.

P.M.E., 9e ARRONDISSEMENT CHAUSSÉE-D'ANTIN recherche
COMPTABLE
femme qualifiée, références sérieuses
Comptabilité générale clients-fournisseurs paies, trésorerie, déclarations sociales et fiscales avec assistance aide-comptable et soutien expert pour bilan
CONNAISSANCE EXIGÉE INFORMATIQUE
Ce poste conviendrait à assist. confirm. Cabinet comptable, recherche poste cadre de l'entreprise (discrétion assurée).
Ecrire avec curriculum vitae et prétent. sous la référence MA à APPLICATIONS PUBLICITAIRES COMBIN, 98, rue de la Victoire, Paris-9e.

LES A.G.F. rech. CANDIDATS résidant Paris, bon niveau, 21 ans min., aptes à ASSUMER se 6 mois après formation technico-ociale réelles RESPONSABILITÉS D'ENCADREMENT. Ecrire ou se prés. mardi et mercredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, à M. GIROUX, 86, rue de la Fédération, 75015 Paris.

Importante société Sud Paris recherche pour service PROJETS ET DEVIS
INGÉNIEURS D'AFFAIRES
Références en installation automatique de manutention, chargée isolées en continu et liaisons inter-machines. Connaissance en calculs de prix indispensable.
Adr. C.V. dét., prét. à SIETAM (référ. 1.197), 42/48, avenue du Président-Kennedy, 91170 Viry-Châtillon.

représentation offres

M.F.O.M.
Rivets POP Chevilles MOLLY recherche
REPRÉSENTANT EXCLUSIF
possédant voiture pour visiter revendeurs et grossistes en quincaillerie et bricolage. Expérience et connaissances du marché exigées.
Secteur : 75 - 93 - 95
Fixe + primes + frais.
Adr. C.V., prétentions et photo (retournée) à M.F.O.M., 5, rue de Dunkerque, 75484 PARIS cedex 10.

formation professionnelle

URGENT. Devenez RELAXOLOGUE
Formation de 2 ans Paris et province, inscriptions après étude du dossier, ISTOR, 17, av. de Paris, 94300 VINCENNES. Date limite d'inscription : 2 septembre. Nombre de places limité.

secrétaires secrétaires

Une des principales banques de dépôt française recherche pour sa
DIRECTION INTERNATIONALE
UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE
Sténo française et anglaise indispensables. Une très bonne expérience professionnelle comprenant la pratique des contacts extérieurs est requise pour ce poste à responsabilités dans le cadre de la direction générale.
La rémunération sera fonction de l'expérience acquise dans une activité ou à un niveau similaires.
Adresser curriculum vitae sous référence 10.301 à PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Société proche Champs-Elysées
recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
- B.T.S. ou expérience.
- Sténo-dactylo indispensable.
- Dynamique.
- Discrétion.
- Disponible.
- Sens de l'organisation.

Env. C.V., photo et prét., lettre manuscrite sous n° T 035.035 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

RANDSTAD
Bilingual Personnel Temporary work.
Vous êtes
SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS
Vous avez une expérience dans un service du personnel. Venez nous voir, nous avons un travail pour vous.
4, place Félix-Eboué, 75012 Paris. Tél. 341-08-00.

divers

PIANOS d'occ. révisés, bonne sélection droit et 1/4 queue. T. 542-25-86 ou 526-80-81.

DEMANDES D'EMPLOIS

TOUS TRAVX DACTYLO
Téléphone : 824-88-59.

Je recherche
pour la période mi-octobre 1982 à début ou mi-mars 1983, une place de
JEUNE FILLE AU PAIR
Agée de 19 ans, j'aime beaucoup les enfants suis très sportive (équitation, natation, surf) et parle un peu le français (scolaire). Je dispose du permis de conduire.
Je ne recherche cette place au pair que dans une très bonne famille.
Veuillez, s'il vous plaît, m'envoyer votre offre et je vous répondrai par retour du courrier.
PETRA KLEIN, Lenaustrasse 20 2085 Quickborn, R.F.A. Téléphone : 04106-3268.

H., 37 ans, licencié en droit. 16 ans expérience administ. et finance ch. situation stable. Ecr. s/n° 2801 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 28 ans animateur socio-culturel, exp. 4 ans, ch. poste urgent. Tél. 237-47-90 le soir. Laisser message en cas n.r.

Secrétaire Direction bilingue Anglais, 32 ans, recherche emploi stable région Cergy. Ecr. n° 43.714 CONTESSE publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

A votre disposition H. 44 ans, trilingue, expérience journalisme, informatique, marketing. Pour Proche-Orient. Ecrire M. AJAJ, B.P. 772, 75123 Paris Cedex 03.

Professeur coopérant, gradué technicien en électromécanique, 55 ans. Prat. en bureau d'études industr., en enseignement collège professionnel. Travaux : en classe, réalisat. films, son, dias, didact., cours de dessin, pour pays en voie développement, cherche emploi pour pays francophone en développement. Ecrire ROSSEL REGIES PUBLICITAIRES n° 520.593, rue Royale, 112, 1000 Bruxelles.

J. F., 21 ans, B.T.S. secrétariat, tril. angl., esp. conf. et courants, bases ita., notions all., ch. emploi France ou Étranger. T. (63) 76-50-40.

EXPERT-COMPTABLE ch. poste tps plein ou partiel. Ecrire sous le n° T 035.122 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

M.B.A., 33 ans, anglais, espagnol, ouvert toutes oportunités, reconversion export. Ecrire sous le n° T 035.109 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SECRÉTAIRE DIRECTION Bonne connaissance Anglais, 33 ans, rech. poste motivant, accès sur les rel. sociales. Libre courant sept. Mlle RENAULT, 26, rue Bezout, Paris-14e.

ATTACHÉE DE DIRECTION
Relations internationales et secrétariat général
42 ans trilingue, anglais, allemand (langue maternelle). Expér. dans groupe industriel europ. et organ. de recherche. Etudierait toutes propositions pour activité internation. dans les domaines économique, commercial ou administratif. Ecrire sous le n° T 035.141 M RÉGIE-PRESSE, 85bis, r. Réaumur 75002 Paris.

CORRESPONDANT DE PRESSE parfaitement bilingue, dipl. en journalisme Hautes études sociales et internationales, ch. emploi. Téléph. : 363-73-48.

J.H. 27 ans, HEC+DEA Sc. éco, exp. pédagogique, ch. poste enseign. éco. gestion. Paris et banl. 885-83-28 le matin.

cours et leçons

Etudiant donne leçons part. de Français, Arabe. Saad G., chez Eid M. F.F.L. 15, rue d'Ulm, 75005 Paris.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Dem. une doc. sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (L M) 3, rue Montyon 75429, Paris - Cedex 09.

capitaux propositions commerciales

NOUVEAUTÉ
ALLDU - Matériau synthétique (cheville) à usage multiple, liquide — en boîte. Un succès absolu. Pour le polystyrène, le béton au gaz, les carreaux de plâtre et l'aggloméré, (tous les matériaux légers) idéal pour les rénovations et les cas difficiles (brevet demandé). Fabricant allemand cherche pour quelques départements un AGENT GÉNÉRAL pour cet article lucratif sans concurrence. Profit certain. Affaire durable.
WONISCH-AtV GmbH D-8860 Nördlingen 2.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Vends 22, avenue de l'Opéra, studio 47 m², 5e étage, immeuble grand luxe. M. Butet, 876-85-40 le matin.

3e arrdt

MARAIS-BEAUBOURG
Beau GRENIER 70 m² à aménager, SOLEIL. 272-40-19.

4e arrdt

BOULEVARD HENRI-IV 6 P. + chambre service, tout conf., 5e, asc., impecc., 212 m². 1.750.000 F. 326-22-83.

5e arrdt

JARDIN PLANTES
GD LUXE. Façade pierre de t.
LE POLIVEAU DU 2 AU 5 PIÈCES
Quelq. DUPLEX TERRASSES
Vue panoramique
Livrés entièrement équipés.
Tissus mural, moquettes, faïences au goût de l'acquéreur.
LIVRAISONS FIN 1982
Depuis 13 500 F LE M2
Crédit possible 80 %
Vis. DE L'APPT TÉMOIN : Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi et samedi de 14 h à 19 h.
1 ET 3, R. POLIVEAU

6e arrdt

2, RUE DUPUYTREN
87, BD SAINT-GERMAIN, ODÉON, imm. pierre de taille, asc. 3 pièces, 90 m², rénové luxueusement, cuisine équipée + parking. Tél. 551-21-06

6, RUE DE CHEVREUSE
près Montparnasse et Coupole, 3 pièces 51 m², 4e étage, soleil, luxueusement rénové, cuis. équip. Tél. 551-21-06.

7e arrdt

ECOLE MILITAIRE
Studio refait neuf
198.000 F. Tél. : 577-47-74.

TOURVILLE/INVALIDES
Vue dôme et parc, musée Rodin, appt 136 m² divisible 106, 73 et 63 m² + box + serv. et rez-de-cour, 2 P. 59 m² refait neuf. Téléphone : 551-21-06.

11e arrdt

Mo SAINT-MAUR - URGENT
TRÈS BEAU 4 PCES, 87 m², sur jardin, parking, imm. 78. 740.000 F. Tél. : 700-33-77.

13e arrdt

Partic. à partic.
140 m² + appentis sur jardin privé 100 m².
Rez-de-chaussée et 1er étage.
Partie à rénover.
CALME. CHARME.
Prix : 1 450 000 F.
Visible sur place : les mardi 31 août et mercredi 1er sept. de 16 h à 19 h 30, 92, rue Broca, au fond de la cour. Ou téléphoner avant 8 heures ou après 20 heures au 272-97-28.

TOUR ATLAS
3 P. TT CFT, 75 m²
refait neuf, cave et parking. 380.000 F. Rens. 524-60-14.

14e arrdt

73, Boulevard SÉRURIER
Mo Porte-des-Lilas ou Pré-Saint-Gervais
particulier vend
2 PIÈCES, 37 m²
comprenant chbre + s. à manger, cuisine + cabinet toilette + w.-c. indépendant. 7e étage avec ascenseur.
Vue imprenable. 250.000 F.
Tél. h. bur. 236-75-42 pr R.V.

15e arrdt

MIRABEAU, gd 3 P., 94 m², à rafraîchir. 850.000 F. C.C.F.I. — 227-96-84.

17e arrdt

45, AV. DE VILLIERS
Mo MALESHERBES
RÉHABILITATION PRESTIGE
Anciens ateliers d'artistes restructurés en DUPLEX AVEC LOGGIAS
DE 2-4 ET 5 P.
+ quelques STUDIOS LUXUEUSES PRESTATIONS
Visites Lundi, Mardi, Jeudi et Vendredi de 12 h à 18 h.
Livraison immédiate

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE BOIS
4 P., bne occ. 603-29-51 (ou 604-63-74 de 18 à 20 hrs).

BOULOGNE
Résidentiel, gd séjour, s. à m., 3 chbres, sal. bns, 2 sal. eau, chf. centr., cuis. équ., chem., poutres. Terrasse. Jardinet. BONNE OCCAS. 603-29-51.

NEUILLY, 45 m²
Studio, 1er ét., calme, soleil, 1977. 450.000 F. 526-92-13.

Province

A SAINT-AMBROISE (GARD) 15 km d'Alès
vend dans maison de caractère
- 3 LOCAUX CCIAUX.
- 1 APPARTEMENT 3 pces.
- 2 APPARTEMENTS 2 pces.
- 1 APPARTEMENT 4 pces. + TERRASSE.

Prix intéressant.
Mme RELECOM, Saint-Jean-de-Valeriscle, 30960 Les Mages. Tél. : (66) 25-60-62.

appartements achats

Urgent avant le 30-9 achète comptant 1 à 4 pièces, Paris. Tél. 504-25-04.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine. Paris-8e, rech. pour client. étrangère et Diplomates APPTS, HOTELS PARTICULIERS et VILLAS PARIS ou Ouest résidentiel. **562-78-99**

PROPRIÉTAIRES
Pour louer rapidement SANS FRAIS et sans AGENCE vos appartements vides et meublés à Paris et en banlieue. Tél. au 282-12-50.

PROPRIÉTAIRES, LOUEZ rapidement — clientèle assurée. Service gratuit — 770-88-65.

Région parisienne

Étude cherche pr CADRES villas, pav. toutes banl. Loyer garanti 8 000 F. 283-57-02.

Etudiante cherche chambre coin-cuisine ou petit studio libre ou meublé à Paris ou proche banlieue sud-ouest. Tél. le soir au 008-32-24.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 PCES, LOYERS GARANTIS par SOCIÉTÉS ou ambassades. Tél. 281-10-20.

villégiature

CANNES
Appartements bord de mer plein sud. Mois ou quinzaine
CANNES-MIDI
Bd du Midi. (93) 47-00-55.

pavillons

MAUREPAS 78, maison (domaine Bréguet) sur 2 niveaux, 6 chbres, 2 s. d'eau, 2 s.d.b., cuisine équipée, salle à manger, salon avec cheminée, garage 2 voitures. 1.300.000 F. Tél. 050-34-44 après 19 h.

propriétés

AUVERS-SUR-OISE
32 km Nord-Ouest de Paris, belle propriété. idéal résidence principale.
DEMEURE STYLE VILLA NORMANDE
220 m² habit. sur 3 niveaux, 9 pièces principales, tout confort, salle de bains, chauffage central, grand garage, buanderie, cave, cellier
AVEC 6.000 m² TERRAIN SUR 80 MÈTRES EN BORDURE DE L'OISE
Débarcadère, jardin potager et d'agrément, nombreux arbres fruitiers, charme et caractère. PRIX : 1.600.000 F ou 1.100.000 F avec 3.000 m² de terrain. Tél ou écrire à SIGIMMO, 110, rue de Richelieu, Paris (2e), 260-22-12

terrains

SAINT-TROPEZ
A vendre à hôtelier ou investisseur, terrain centre de Saint-Tropez, à 300 m env. de la place des Lices, de 2.700 m², COS 0,25, surf. constructible 730 m² avec permis de contr. pour un hôtel ★★★★ de 20 chambres avec piscine et parking.
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS (11e), tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

bureaux

Locations

Domiciliations 8e, 2e
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX
Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-80-88+

EMBASSY-SERVICE
Rech. pour IMPLANTATIONS FILIALES sociétés ÉTRANGÈRES burx, achat ou location, quartier affaires. 562-62-14.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés, Démarches et tous services, Permanence téléphonique
355-17-50
MEMBRE F.F.E.D.

SIÈGE SOCIÉTÉ
Domiciliation R.C., R.M., secrétariat, bureaux neufs, salles de réunions. SODEC, 341-81-81 150, av. Daumesnil, Paris-12e.

locaux commerciaux

Près Strasbourg-SAINT-DENIS 7, RUE BLONDEL
vd appart. commercial 110 m², pour tous commerces, idéal confectionneur. 551-21-06.

fonds de commerce

A vendre BAR-HOTEL-SNACK, 12 chambres, face à la gare de Saint-Brieuc. Tél. (96) 94-02-06.

CÈDE DIRECTEMENT CABINET COURTAGE ASSURANCES
Commission 280.000 F, incendie 75 %, beaux locaux sur boulevard en rez-de-ch., grande façade. PRIX 700.000 F.
Ecrire sous réf. 3.989 M à GAUTRON PUBLICITÉ, 29, rue Rodier, 75009 PARIS, qui tr.

Le Monde

régions

Ile-de-France

Le métier d'éboueur change

56,6 % de Français en 1982, contre 28 % en 1975

La profession d'éboueur est en train de changer. L'image peu à peu s'efface du travailleur immigré, mal payé, chargeant sur ses épaules des poubelles brinquebalantes, dans des conditions d'hygiène douteuses. L'éboueur parisien est de plus en plus jeune ; c'est, dans la moitié des cas, un Français, touchant un salaire décent, utilisant un matériel moderne. Indispensable rénovation d'un métier très ancien mais qui ne fut réglementé que tardivement.

Ce n'est qu'en 1883 que le préfet de la Seine, nommé Poubelle, fixa les caractéristiques des récipients qui devaient porter son nom. Depuis 1977, la collecte, au moins hebdomadaire, des ordures ménagères, est une obligation légale dans les communes de plus de 500 habitants.

Au 1er janvier 1982, on comptait à Paris, 4 860 éboueurs, dont 56,6 % de Français. Ceux-ci, en 1975, ne représentaient que 28,1 % des effectifs. Le nombre des immigrés (principalement des Nord-Africains pour 27,4 %, et des Africains pour 15,9 %), a donc nettement diminué. Cette « francisation » du métier s'explique par une progressive stabilité de l'emploi et par le chômage qui pousse les jeunes vers des professions auxquelles ils n'auraient pas pensé autrefois et dans lesquelles ils trouvent des conditions de travail et de rémunération nettement améliorées.

On assiste aussi à un sensible rajeunissement d'une profession d'où, cependant, les femmes sont encore totalement absentes.

Pour devenir éboueur, il suffit d'être candidat, de passer une visite médicale et de présenter un extrait de son casier judiciaire. Mais l'absence de diplôme n'exclut pas (qui s'en douterait ?) la présence de diplômés. On trouve ainsi quelques bacheliers dans les rangs des éboueurs parisiens. Ces bacheliers peuvent, après deux ans, passer le concours de chef d'équipe du nettoiement, puis ensuite, de chef de station de nettoiement. M. Lefebvre, ingénieur des services techniques de la Ville de Paris, estime qu'il y a là une « *véritable carrière* » hiérarchisée, pas trop encombrée, et donc intéressante.

Au 1er avril 1982, la rémunération nette d'un éboueur, sans heures supplémentaires, était à l'embauche, de 4 589 francs, et en fin de carrière, de 5 812 francs. Un chef d'équipe du nettoiement perçoit, en fin de carrière, sans heures supplémentaires, 7 235 francs. L'âge de la retraite est de 55 ans pour les éboueurs titulaires (environ la moitié du personnel) totalisant au moins 15 ans de service et de 65 ans pour les saisonniers (dont la plupart sont étrangers). Le personnel bénéficie de 37 jours de congés annuels et de 16 à 18 jours fériés ou chômés. Les éboueurs sont des fonctionnaires. Ils appartiennent à la catégorie des agents d'exécution, qui comprend, entre autres, les fossoyeurs et les égouttiers. Leurs avantages particuliers s'ajoutent à ceux qui sont accordés à l'ensemble des agents de la fonction publique.

Demain l'informatique

1 200 kilomètres de rues, 8 millions de mètres carrés de trottoirs empruntés en permanence par 2 millions de Parisiens et un million de non-résidents, et souillés par 250 000 chiens... Tel est le domaine des éboueurs Parisiens chargés du ramassage des ordures, mais aussi du nettoyage de la voie publique.

L'un d'entre eux, un Français, nous raconte sa journée. « *On commence à 6 heures du matin. Jusqu'à 8 heures 30, ramassage des ordures. Douche et casse-croûte. Ensuite, trois heures de balayage. L'après-midi* (le travail est organisé par roulement) *soit est libre, soit est consacré à des tâches annexes (balayage des marchés, etc.). En moyenne, on travaille 8 heures par jour et cinq jours par semaine. On touche aussi des heures supplémentaires pour des travaux exceptionnels* ».

La collecte mécanisée se généralise. En 1983, les poubelles traditionnelles auront définitivement disparu. Les conteneurs à roulettes et à couvercles permettent un stockage hermétique et propre. Aisément maniable, ces récipients sont manipulés par des lève-conteneurs, sans fuite de déchets. Plusieurs bacs peuvent être soulevés et basculés en même temps.

L'introduction de ce système satisfait aussi bien les gardiens d'immeuble que les éboueurs. Le métier est plus propre ; les accidents du travail ont été sensiblement réduits.

On pouvait s'en douter : ce métier, pas plus que les autres, n'échappera à l'emprise de l'informatique. Celle-ci va être utilisée pour organiser de façon plus rationnelle les itinéraires de ramassage, compte tenu du volume et de la nature des ordures suivant les endroits et les jours de la semaine. Une expérience est faite dans le 12e arrondissement et devrait être progressivement étendue dans l'ensemble de la capitale. Voici venir les éboueurs de l'an 2000...

J.-M. C.

Moins de casse pour les bouteilles vides

Paris va bientôt être une des premières capitales au monde à organiser la collecte sélective du verre. L'opération, qui prévoit notamment la construction d'une usine de tri de bouteilles, s'inscrit dans le cadre de la politique nationale d'économie d'énergie. Elle devrait être « blanche » pour les Parisiens auxquels elle ne rapportera ni ne coûtera d'argent.

Les Français consomment annuellement cinq milliards de bouteilles de toutes formes et de tous poids. Jusqu'à la crise de l'énergie, ils les jetaient dans leurs poubelles avec les autres ordures ménagères. Le système de la « consigne » avait, en effet, du mal à s'imposer. Il a fallu attendre 1979 pour voir s'instaurer entre le gouvernement et les professionnels du verre une véritable politique de réemploi du calcin (le verre brisé) et des bouteilles.

Pour 1983, on prévoit de recycler en France 450 000 tonnes de verre et de réemployer 200 millions de bouteilles. Un certain retard a été pris sur les prévisions, mais en 1981, 270 000 tonnes de calcin ont été récupérées dans 10 000 communes auprès de 26 millions de Français. Cela a représenté une économie de 27 000 tonnes de pétrole sans compter une meilleure protection de l'environnement (moins de sable prélevé dans les gravières et un allègement des décharges).

Le système de collecte adopté pour Paris est celui de « l'apport volontaire » dans les conteneurs qui, contrairement à ceux qui sont utilisés en province, seront de petite capacité (un à deux mètres cubes), mais seront plus nombreux dans les quartiers. On prévoit qu'à la fin 1983 640 conteneurs seront disposés sur les trottoirs de la capitale.

Pour l'ingénieur Jacques Gounon, responsable du traitement des ordures ménagères à la Ville de Paris, la collecte du verre doit être « *propre, nette, efficace* ». Les conteneurs seront ainsi vidés fréquemment, par des camions-bennes spéciaux.

Les études ont montré qu'un Parisien sur trois paraît disposé à venir jeter ses bouteilles vides dans un conteneur. On espère ainsi récupérer 25 000 tonnes de verre brisé qui sera refondu par les verriers, et 10 millions de bouteilles revendables sur un marché qui peut en absorber cent millions par an. L'important sera de « limiter la casse », car si la tonne de calcin est vendue 120 francs, la tonne de bouteilles non cassées vaut dix fois plus.

Après un essai commencé au début de l'été dans le XIIe arrondissement, la Ville a signé un contrat avec la Compagnie générale d'entreprise automobile (C.G.E.A.), l'une des premières sociétés spécialisées dans le ramassage des ordures ménagères. Celle-ci va construire, probablement à Rungis, dans le Val-de-Marne, une usine de tri de bouteilles dont la capacité sera de 50 millions d'unités par an. La C.G.E.A. a accepté de courir tous les risques financiers inhérents aux opérations de ramassage, de tri et de revente. L'opération récupération du verre ne devrait donc rien coûter aux Parisiens, qu'un petit effort pour se débarrasser de leurs bouteilles dans les conteneurs « ad hoc ».

Un budget de 1 milliard de francs

Créée en 1979, la direction de la propreté de la Ville de Paris a la responsabilité de tâches très diverses : le nettoiement des chaussées et des trottoirs, la collecte et le traitement des ordures ménagères, l'enlèvement des objets encombrants, la lutte contre les graffiti et l'affichage sauvage, l'élimination des feuilles mortes, le traitement des chaussées en cas de neige ou de verglas, le ramassage du verre usé, les actions contre la prolifération des pigeons et des nuisances canines.

Ce service de la mairie de Paris compte 6 000 agents dont 4 860 éboueurs-balayeurs. Il exploite 650 bennes à ordures ménagères et 280 engins de nettoiement. Son budget est de plus de 1 milliard de francs (960 millions pour « le fonctionnement » du service et 75 millions pour l'investissement en 1982) pour enlever chaque année 30 000 tonnes d'objets encombrants et un million de tonnes d'ordures ménagères transformées par incinération en 120 000 tonnes d'équivalent pétrole, pour nettoyer vingt-deux millions de mètres carrés de chaussées et de trottoirs et, enfin, pour ôter affiches et graffiti sur 50 000 mètres carrés de façades.

Enfin, depuis le 1er juillet, des petites motos sillonnent les grandes artères de la capitale pour nettoyer les trottoirs après le passage des chiens. Cette pollution canine (500 000 chiens vivent à Paris et déposent quotidiennement sur le macadam 20 tonnes de déjections) est considérée en effet par les Parisiens, selon un sondage effectué par la mairie, comme la principale cause aux atteintes à la propreté de la capitale.

P.T.T.

116 000 EFFRACTIONS EN 1981

Les cabines téléphoniques sont devenues la cible privilégiée des « casseurs »

L'an dernier, statistiquement du moins, chacune des 116 000 cabines téléphoniques installées sur la voie publique a été « cassée » au moins une fois : 32 166 pour en voler la recette, et 84 553 « à titre gratuit ». On a même compté 1769 vols de publiphones complets... Au total, ces déprédations auront coûté au budget des télécommunications 30 millions de francs pour le remplacement du matériel, et 26,5 millions en main d'œuvre. On peut en outre estimer que le seul « relevage » des publiphones endommagés a mobilisé à longueur d'année un effectif supérieur à 1000 agents.

L'administration note une recrudescence du vandalisme depuis septembre 1981. En mai-juin dernier, 9,77 % des cabines de province et 14,53 % en Ile-de-France (avec des « pointes » à 23 % dans certains quartiers de la capitale) ont été détériorées pour être dévalisées, ce qui représente, proportionnellement, trois fois plus de méfaits que l'année dernière à même époque. Quant au vandalisme pur, il a conduit, pour ces deux mêmes mois, à la destruction de 10,83 % des publiphones provinciaux et 43,07 % des appareils parisiens. Si l'on extrapole ces chiffres, chaque cabine de la capitale serait détériorée à peu près trois fois dans l'année...

C'est le vol qui est de plus en plus le motif de ces « casses ». L'administration des P.T.T. préfère taire le montant des sommes contenues dans les caisses de ses publiphones. Elle précise seulement que les quelque 177 500 « points de vente de communications » acheminent annuellement plus de 1 milliard de communications, tant urbaines qu'interurbaines et internationales. Au prix de la communication, cela représente certainement une petite fortune.

L'attrait de la nouveauté

Mais on détruit aussi « gratuitement » pour le plaisir. Mme Claude Lévy-Leboyer, professeur à l'université Paris-V, a étudié ce phénomène du vandalisme sur les cabines téléphoniques. « *On note souvent*, déclare-t-elle, *que toute nouveauté, toute modification dans l'environnement, constituent une cible privilégiée du vandalisme.* » Le publiphone est un produit nouveau : il y a une dizaine d'années, il n'existait guère plus de 10 000 cabines ; on en comptera bientôt 180 000. Entre 1975 et 1980, leur nombre a presque quadruplé. Aujourd'hui, on installe de 1 800 à 2 000 cabines par mois.

si l'on suit les analyses de Mme Lévy-Leboyer le vandalisme ne serait qu'un phénomène passager destiné à s'estomper progressivement au fur et à mesure que les publiphones s'inscrivent dans notre paysage physique et psychologique. L'exemple des pays étrangers — Allemagne, État-Unis, Grande-Bretagne — où le développement de la téléphonie publique est plus ancien et où l'on n'enregistre que des taux très faibles de détérioration, le montreraient. En core faudrait-il s'assurer que le degré de civisme est bien le même dans tous ces pays.

Un mois à cinq ans de prison

Sans attendre un hypothétique temps de la sagesse, l'administration française a décidé de réagir. D'abord... en réparant le mal aussi vite que possible. Les responsables de la Direction des télécommunications partagent l'avis de Mme Lévy-Leboyer selon laquelle « *le vandalisme attire le vandalisme* ». « *C'est-à-dire*, disent-ils, *que, si un site n'est pas entretenu, si les dégradations ne sont pas réparées, si les graffitis ne sont pas nettoyés, les actes de vandalisme se multiplient. Tout ce passe comme si la négligence des responsables faisait d'un équipement collectif un bien sans valeur désigné au vandalisme précisément parce que personne ne s'en soucie réellement.* » Les équipes de dépannage ont donc été « sensibilisées » et mobilisées, mais, entre les incidents techniques et les autres, elles doivent déjà pratiquer deux cent vingt mille interventions par an et n'ont pas toujours le loisir de vérifier fréquemment l'état de tous les publiphones. La direction des télécommunications invite donc les usagers à signaler en composant le « 13 » (la communication est gratuite) toute défection du téléphone public.

L'administration est aussi décidée à sévir contre les vandalismes et les voleurs. M. Jean-Pierre Le Chevilier, sous-directeur des télécommunications grand public à la D.G.T., préfère rester discret sur ce chapitre. Mais on croit savoir que les services de police et de gendarmerie ont été mis à contribution et que cet effort aurait porté quelques fruits. Au cours des mois de mai et de juin, la D.G.T. a déposé six mille quatre-vingt-douze plaintes qui ont abouti à trois cent cinquante-six interpellations. Désormais, les P.T.T. poursuivent systématiquement tous les « casseurs » interpellés, lesquels, en application des articles 66 et 405 (en cas de vol) du code pénal, risquent un mois à cinq ans d'emprisonnement et de fortes amendes. Dernièrement, dans le Centre, l'auteur du pillage de vingt et une cabines s'est vu infliger une amende de 170 000 F. De même, fait-on la guerre à l'affichage sauvage sur les parois des cabines. « *L'expérience prouve que plus une cabine est opaque, plus on peut s'y livrer à des actes répréhensibles* », remarque M. Maurice Girard, chargé du bureau du téléphone public à la D.G.T.

Pour le reste, l'administration pratique vis-à-vis des « casseurs » la tactique de l'épée et du bouclier, et essaie de rendre ses matériels moins fragiles et moins « tentants ». Déjà, les capsules des combinés ne peuvent plus être dévissées et le solénoïde de blindage du cordon a été renforcé. On s'efforce aussi d'éliminer ou de protéger les pièces mobiles : cadran, bouton de descente des pièces, fourche de repos du combiné. La physionomie du futur publiphone à pièces différera ainsi sensiblement de celle du modèle actuel. L'alliage d'aluminium fera place à l'acier (bien que moins volumineux, il pèsera 10 kilos de plus) ; son cadran sera à touches ; la fourche de fixation du combiné aura disparu, remplacée par un système de contact au niveau de la poignée.

Enfin, il ne subsistera aucune partie vitrée au niveau des compartiments à pièces, disposition qui est certainement à l'origine de bien des tentations. Mais, comme l'explique M. Girard, « *la conception d'un publiphone prend beaucoup de temps : étudié à partir de 1972, le modèle actuel n'est sorti en série qu'en 1977. Or il n'est pas toujours facile de cerner les évolutions de la technique ou des mœurs sur des périodes aussi longues. Quand nous avons imaginé ce publiphone, le vandalisme des cabines n'existait pas ; il n'est apparu qu'après, en même temps que leur popularisation* ».

La télésurveillance paraît aussi un moyen sinon de déjouer la fraude et le vandalisme, du moins d'en constater rapidement les méfaits et d'y remédier. Elle consiste à relever, dans les centraux, toute anomalie dans le fonctionnement des compteurs de débit des cabines. Déjà, les douze mille cabines de Paris *intra-muros* et quelques milliers d'autres à Lyon ont été ainsi placées sous télésurveillance. Le système sera étendu à toute la France d'ici à 1984. Il existe aussi une variante plus « sournoise » de contrôle, avec un système d'alerte relié non au central, mais à la gendarmerie la plus proche. Des expériences ont eu lieu notamment à Valenciennes et à Bourg-en-Bresse. Elles ont donné des résultats spectaculaires. D'autres sont prévues, mais, là encore, la discrétion est de mise.

Bientôt, plus d'argent...

Enfin, il y a un moyen plus sûr de décourager les voleurs : c'est de supprimer l'usage de l'argent. Usage qui impose d'ailleurs bien des sujétions à la D.G.T., dont les agents manipulent chaque année plus de 10 000 tonnes de pièces, et qui perturbe, en plus, le cycle de rotation de la monnaie en créant même des pénuries dans certaines localités. Sait-on par exemple, que l'ensemble du lot de pièces de 50 centimes de la Banque de France passe, chaque année, 1,17 fois dans les publiphones ?

La carte prépayée est un premier substitut aux pièces de monnaie. Deux modèles sont expérimentés : la carte holographique (à lecture optique) et la carte magnétique. Dans les deux cas le support est doté d'un certain « capital », qui s'érode au fil des communications. Trente-cinq publiphones à cartes holographiques existent déjà à Paris, et la D.G.T. voudrait en installer un millier dans l'année qui vient, dans les régions de Paris, de Lyon et de Marseille. Quant aux publiphones à cartes magnétiques, 35 d'entre eux sont essayés à Paris, à Lyon et dans quelques stations alpines, mais, selon M. La Cheviller, cette formule n'est pas appelée à se généraliser.

Avant même d'être au point, elle sera en effet surclassée par une petite merveille : la carte à mémoire, qui permettra à son détenteur, entre autres, de régler ses achats, de « dialoguer » avec son compte bancaire, et de payer ses communications. Quelques prototypes de publiphones à carte à mémoire feront leur apparition fin 1983. La D.G.T. est sur le point de passer un marché d'évaluation de 100 appareils à C.I.I. et de 100 autres à Schlumberger. Ainsi pourrait, à terme, se trouver résolu le problème de l'effraction pour vol. Mais l'usager aura, bien sûr, toujours le loisir de brutaliser l'appareil s'il n'optient pas assez vite à son gré le 22 à Asnières...

JAMES SARAZIN.

Faits et projets

PREMIÈRE ACTION DE GREENPEACE CONTRE LE BATEAU POUBELLE NÉERLANDAIS

Le bateau néerlandais *Scheldeborg* a commencé dimanche 29 août, à déverser sa cargaison de déchets radioactifs au large des côtes espagnoles de la Galice. Les écologistes de l'organisation internationale Greenpeace, embarqués à bord du *Sirius*,ont mis cinq embarcations à la mer et sont venus se placer, selon leur tactique habituelle, sous les rampes de largage. Deux fûts de déchets pesant 400 kilos sont tombés sur l'un des canots pneumatiques et un écologiste néerlandais a été précipité à l'eau sans être apparemment blessé. Le capitaine du *Scheldeborg* a présenté ses excuses aux écologistes et a interrompu les déversements.

Le *Pleamar* et l'*Arosa*, deux navires affrétés par les municipalités galiciennes, sont arrivés sur les lieux. Un peu partout, en Espagne même, mais aussi aux Pays-Bas, des militants manifestent leur réprobation en occupant des mairies en Galice, en lançant des œufs pourris sur la façade de l'immeuble de la compagnie néerlandaise K.L.M., à Madrid, et défilant devant le palais royal à Amsterdam. — *(A.F.P.)*

SÈTE-LES-BALÉARES PAR MER

Depuis le début de l'été, la compagnie maritime espagnole Tras-Mediterranea a ouvert, avec une fréquence bi-hebdomadaire, une nouvelle ligne maritime Sète-les-Baléares, assurée par le car-ferry Ciudad de Compostela, qui peut transporter mille passagers et cent vingts voitures à la vitesse de 16 à 18 nœuds. Les départs ont lieu de Sète les vendredis et dimanches à 17 heures, et les arrivées, les mêmes jours, la semaine suivante à 13 heures. La ligne dessert Palma de Majorque et Ibiza.

La Tras-Mediterranea, après avoir envisagé d'autres escales, notamment Port-Vendres, jugé trop près de Barcelone et d'accès routier difficile, et Marseille, plus loin des Baléares, a choisi Sète en raison de sa situation géographique, de ses dessertes routières et ferroviaires aisées.

Le service se termine fin septembre. La compagnie a prévu un trafic total de vingt mille à vingt-cinq mille passagers. S'il était atteint, elle élargirait son service sur une période plus longue et desservirait Sète, seul port français relié aux Baléares, avec un autre navire, le Ciudad de Salamanca, plus récent et plus vaste (deux cent soixante voitures au lieu de cent vingts).

La Tras-Mediterranea, armement national espagnol, a une structure comparable à celle de la société française Corse-Méditerranée avec laquelle elle a passé un accord pour la consignation de ses navires à Sète et pour la gestion des places. — *(Corresp.)*

● *Retours en ordre.* — Les retours de vacances en cette fin du mois d'août n'ont provoqué, sur les routes, que de rares embouteillages. Ils ont été bien étalés du vendredi au dimanche. Dimanche soir, les bureaux régionaux de l'A.F.P. avaient recensé toutefois, durant le week-end, trente-deux morts et trois cent trois blessés, dont cent deux l'étaient grièvement, après des accidents de la route.

D'importantes forces de police et de gendarmerie avaient été « mobilisées » à l'occasion de ces retours. Ce n'est qu'un exemple : cinquante infractions pour excès de vitesse ont été constatées au cours des contrôles effectués le 28 août par la gendarmerie en Seine-Maritime, dans l'Eure et la Marne. Dix infractions pour conduite « en état alcoolique » ont été relevées ; dix-neuf automobilistes ont été verbalisés pour avoir franchi des feux rouges ou brûlé des stops ; dix infractions pour pneus lisses ont été enregistrées ; un conducteur de poids lourd a été interpellé parce que son permis était périmé depuis plus de deux mois.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

APRÈS LES MAUVAIS RÉSULTATS DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Les dangers de faire cavalier seul

Bruxelles (Communautés européennes). — Les très mauvais résultats du commerce extérieur, même s'ils n'ont probablement pas surpris les milieux financiers internationaux, ne peuvent qu'alimenter les tendances à la défiance contre le franc. Cette situation — balance des paiements courants fortement déficitaire et monnaie nationale discutée — conduit à s'interroger sur ce que sera *la politique européenne de la France* et, de façon plus générale, sur la capacité de résistance du Marché commun à la crise. Cela au moment où le souci manifesté par les États-Unis, avec à la fois brutalité et ingénuité, de restaurer leur *leadership* sur leurs alliés occidentaux, exigerait pourtant davantage de cohésion de la part des Européens.

De notre correspondant

A Helsingor, au Danemark, où les ministres des finances des Dix tenaient dimanche et lundi une réunion informelle, ce sont, comme il se doit, des paroles de confiance qu'à prononcées M. Delors à l'intention de ses collègues. Le ministre de l'économie et des finances s'est, il est vrai, de manière constante, toujours déclaré partisan d'une utilisation optimale de la dimension européenne et du maintien résolu de la France dans le Système monétaire européen (S.M.E.). Cette conviction est-elle partagée par l'ensemble du gouvernement ?

Il semble qu'il existe au moins des nuances. On peut avoir l'impression que certains, animés par une sorte de « *national-productivisme* », par ailleurs passablement roboratif, prendraient volontiers quelque liberté avec la règle communautaire ; l'objectif étant d'essayer ainsi de rattraper le terrain perdu sur le plan commercial et industriel. Dans cette optique, la première des tentations consisterait précisément à quitter le S.M.E. et à laisser filer le franc jusqu'au point où nos exportations s'en trouveraient réellement facilitées. Atteindre ce stade permettrait, pense-t-on, de trouver enfin une assise commerciale suffisante pour développer nos technologies.

A Bruxelles, on est convaincu que prendre une telle orientation constituerait une erreur majeure. Une telle réaction est, dira-t-on, dans l'ordre des choses. Il reste que les arguments mis en avant sont convaincants. Il est vrai que les résultats du commerce extérieur n'ont jamais été aussi mauvais que depuis qu'on a dévalué et, s'agissant au moins du premier décrochage en octobre 1981, il serait absurde de les imputer encore aux fameux « *effets pervers* » (dans un premier stade, suivant une dévaluation, le déficit croît car les importations se renchérissent sans qu'il puisse y avoir encore augmentation du volume des exportations). Il est exact également que la compétitivité technologique joue en bonne partie indépendamment du facteur prix. Deux autres arguments sont *plus spécifiquement européens. La* France, si elle agissait de la sorte, devrait rapidement faire face à des mesures de rétorsion. Le S.M.E. a en effet pour raison d'être, non seulement de promouvoir une zone de stabilisation des changes, mais aussi d'empêcher entre partenaires les dévaluations sauvages, compétitives, d'instaurer une responsabilité monétaire collective.

La France n'était pas la dernière, voici quelques mois, à insister, au nom de ces principes, pour que la dévaluation du franc belge soit sensiblement moins forte que celle à laquelle voulait alors procéder le gouvernement de Bruxelles.

Enfin, la sortie du franc du serpent monétaire européen accentuerait de façon dramatique, peut-être irréversible, les tendances à la dislocation du marché commun agricole.

Un slogan funeste

Les déboires de notre commerce extérieur risquent aussi de réchauffer le zèle des avocats de la reconquête du marché intérieur, slogan funeste, dont les statistiques révèlent l'inefficacité, mais qui, sur le plan psychologique, a assurément un effet destructeur. Quoi qu'en disent les ministres, qui ont le souci d'atténuer chez nos partenaires la mauvaise impression créée par cette campagne, l'idée sous-jacente est bien qu'il existe une relation positive entre la fermeture des frontières et la création d'emplois. Que la France, en compagnie des autres pays de la Communauté, se fasse moins tolérante à l'égard des importations de pays qui, tel le Japon, ne respectent qu'imparfaitement les règles du commerce international peut être considéré, en ces temps de crise, comme une nécessité. Mais manifester des intentions analogues à l'égard de nos partenaires de la C.E.E., c'est accréditer l'idée qu'on veut y exporter notre chômage ; c'est donc se mettre hors des règles du jeu, s'exclure en quelque sorte du Marché commun. Déjà les plaintes affluent à Bruxelles.

Une telle politique, si elle était davantage encouragée, provoquerait sans tarder elle aussi des mesures de représailles. Mais, dit-on à Paris, les autres font de même : les Allemands, avec leur politique de normes, gênent de plus en plus de façon indue nos exportations industrielles. C'est peut-être exact, mais, sauf quelques experts, personne ne soupçonne les Allemands d'entraver insidieusement la liberté des échanges à l'intérieur de la Communauté. On peut comprendre que la France, que l'Allemagne ou d'autres pays de la C.E.E. refusent de voir disparaître des pans entiers de leur industrie au nom du libre-échange, mais il semble qu'au moins, à l'intérieur de la C.E.E., le problème ait intérêt à être réglé, non pas par des mesures de défense étriquées, mais par des arrangements de coopération industrielle. Une régression du commerce intra-communautaire, qui, jusqu'à présent, a toujours été évitée, provoquerait, à coup sûr, le dépérissement de la Communauté.

La France n'a cependant l'espoir de participer efficacement à un dialogue international sur la remise en ordre de l'économie mondiale, et en particulier de son système monétaire, qu'en tant que membre d'une communauté européenne bien vivante.

Sur le plan commercial, l'agressivité de Washington, dont il serait illusoire de penser qu'elle va se calmer, moyennant une négociation atlantique sur l'affaire du gazoduc (une négociation pour quoi faire ?) ou encore un accord plus ou *moins satisfaisant sur les exportations* européennes d'acier, n'a une chance d'être contrée au cours des mois à venir que si les Dix agissent au coude à coude. S'opposer à l'offensive de l'administration Reagan ou à la submersion japonaise est pourtant nécessaire pour les pays de la Communauté qui veulent accroître leur capacité interne de résistance à la crise. C'est là une idée apparemment presque acquise dans des pays qui, telle la R.F.A., répugnent pourtant traditionnellement à se heurter aux États-Unis. Mais, entend-on parfois aujourd'hui, faut-il prendre un tel risque alors que la France donne l'impression d'être presque en rupture du Marché commun ? Le gouvernement français, c'est nécessaire, s'il se considère victime d'un procès d'intention, doit réaffirmer avec vigueur, et de manière conséquente, qu'il entend rester pleinement dans le jeu européen. Les actions extérieures communes pour lutter contre la crise, que Paris appelle de ses vœux et reproche parfois à ses partenaires de retarder, deviendrait alors indéniablement plus faciles.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉTRANGER

La B.R.I. et douze banques centrales accordent au Mexique un prêt de 925 millions de dollars

Dans un communiqué publié à Bâle dimanche, la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) annonce qu'elle vient de mettre à la disposition de la Banque d'émission du Mexique, grâce aux concours des banques centrales du « groupe des Dix » (Etats-Unis, R.F.A., France, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada, Japon) auquel se sont jointes la Suisse et l'Espagne, un crédit de 925 millions de dollars. Le total des facilités de crédit que les banques centrales et la B.R.I. envisagent d'accorder au Banco de Mexico s'élève à 1 850 millions de dollars.

L'accord prévoit des tirages en trois tranches, liées aux progrès accomplis dans la voie d'un accord entre le gouvernement mexicain et le Fonds monétaire international (F.M.I.) sur un programme de stabilisation économique qui permettra au Mexique de procéder à des tirages au titre de la facilité financière élargie auprès du F.M.I.

Selon le quotidien mexicain *Uno mas uno*, le Mexique, qui a obtenu déjà un délai de trois mois expirant en novembre pour rembourser ses dettes venues à échéance (10 milliards de dollars), aurait demandé que ce moratoire soit prolongé d'une nouvelle période de trois mois pour le remboursement d'un crédit que le journal ne mentionne pas.

En même temps que le Mexique essaie, avec des concours étrangers, de faire face à une très grave crise financière (il est le pays le plus endetté du monde, le total de sa dette extérieure s'élevant à quelque 80 milliards de dollars), l'activité économique se contracte. D'importantes usines annoncent des réductions d'horaires.

Plusieurs entreprises annoncent des réductions d'horaires

Mexico. — Le dollar est remonté sur le marché libre au cours de la semaine dernière de 90 pesos à l'achat et 100 pesos à la vente, à 100 et 108 pesos respectivement. De l'avis des économistes, cette évolution n'est justifiée par aucun fait nouveau, si ce n'est peut-être la traditionnelle nervosité qui précède le « rapport » fait chaque 1er septembre par le président devant le Congrès réuni en session plénière (1). Le gouvernement ayant donné l'impression d'agir jusqu'ici par à-coups, c'est un fait que cer*tains secteurs de la population ne* sont pas convaincus que l'ensemble des décisions prises au cours des dernières semaines soient suffisantes pour faire face à la crise.

De notre correspondant

Le taux d'inflation, dont on commence à dire qu'il pourrait être de 80 % en 1982, demeure la principale préoccupation des Mexicains. Le Conseil du travail, qui regroupe la presque totalité des syndicats, a fait savoir qu'il attendait le rapport présidentiel pour faire connaître le montant de l'augmentation de salaires généralisée qu'il demandera. Il a cependant précisé qu'elle ne serait pas inférieure à 10 % et pas supérieure à 20 % (une augmentation de 10 à 30 %, selon les salaires, avait déjà été accordée à la suite de la dévaluation du 17 février). Le gouverneur de l'État de Michoacan, à l'est de la capitale, a, pour sa part, décidé de geler les loyers jusqu'au 31 décembre.

A mesure que le temps passe, les effets de la crise financière sur l'activité économique du pays apparaissent plus clairement. L'entreprise d'économie mixte DINA (Diel *national*), grosse productrice de camions et d'autobus, a annoncé, le jeudi 26 août, une réduction de trois heures de la journée de travail dans ses usines ; il en résultera, selon les dirigeants, une baisse très importante des salaires à payer et de 30 % de la production. A quelques jours d'intervalle, Ford annonçait le licenciement de 1 100 travailleurs et General Motors la fermeture pour deux mois de l'une de ses usines qui affectera 1 200 ouvriers.

Le dernier rapport de la Banque *nationale du Mexique* (BANAMEX) prévoit une réduction d'activité qui devrait affecter la plupart des branches de l'économie. La sidérurgie, la construction automobile et l'électro-ménager ont déjà enregistré une baisse par rapport à l'année dernière. A l'inverse, l'industrie minière, celle du ciment, de la chimie et l'industrie alimentaire ont connu une croissance significative dans les six premiers mois de l'année, mais BANAMEX prévoit que le rythme ne pourra être maintenu au cours des prochains mois.

Enfin, le gouvernement a rendu publics, le 24 août, les termes de l'accord pétrolier passé avec les Etats-Unis (*le Monde* du 24 août) qui lui a permis d'obtenir le paiement anticipé de 1 milliard de dollars. Il stipule que le Mexique vendra, du 1er octobre 1982 au 30 septembre 1983, 110 000 barils de pétrole par jour, qui seront destinés à l'accroissement des réserves stratégiques de son voisin. Il s'agit de pétrole léger. Le prix en sera fixé en fonction des conditions du marché international, mais il ne pourra ni excéder 35 dollars le baril ni être inférieur à 25 dollars.

FRANCIS PISANI.

(1) Ce rapport peut être comparé au discours sur l'état de l'Union présenté annuellement par le président des Etats-Unis. Il est l'occasion pour le chef de l'Etat de dresser le bilan de l'activité gouvernementale au cours de l'année. L'intervention est toujours accompagnée de la publication de plusieurs volumes de documents sur tous les aspects de la vie économique, sociale et politique du pays.

AUX ÉTATS-UNIS

M. Reagan oppose son veto à des dépenses sociales votées par le Congrès

Le président Reagan a annoncé, samedi 28 août, qu'il opposait son veto à une rallonge budgétaire de 14,1 milliards de dollars récemment votée par le Congrès pour l'année en cours. M. Reagan estime que cette rallonge prévoit près de 1 milliard de dollars de dépenses sociales de plus que ce qu'il avait accepté, et 2,3 milliards de dépenses militaires de moins.

La décision présidentielle ouvre un nouveau conflit avec le Congrès, qui se réunira le 8 septembre. Les parlementaires peuvent soit rechercher un compromis acceptable pour la Maison Blanche, soit refuser le veto. Il faudrait, sans cela, l'accord des deux tiers de chaque Chambre. Le Congrès avait essayé de faire passer cette rallonge budgétaire en lui adjoignant deux enveloppes jugées très importantes par la Maison Blanche : 355 millions de dollars d'aide prévue pour la région caraïbe. 55 millions de dollars pour l'assistance humanitaire au Liban.

En attendant l'issue du conflit, l'administration a dû avoir recours à des expédiants pour assurer la solde des militaires, ainsi que le salaire des autres fonctionnaires fédéraux concernés par la rallonge. L'attorney général (ministre de la justice) a en particulier autorisé le département de la défense à retarder le paiement au Trésor de certaines sommes dues.

SOCIAL

Rationalité économique et justice sociale

(Suite de la première page.)

Une fois les va-et-vient de la rue de Varenne terminés, on pourra ainsi présenter une situation manichéenne propre à satisfaire une opinion publique actuellement désorientée et inquiète : il y aura la « vérité » gouvernementale soutenue par les « bons » et les « méchants », ceux qui n'auront pas adhéré totalement et ceux qui auront eu le tort de critiquer et d'émettre des contre-propositions.

Nous avons, pour notre part, une trop haute conscience de nos responsabilités économiques et de l'intérêt des salariés qui nous font confiance pour ne pas nous sentir obligés d'emprunter une autre voie : celle du réalisme.

La crise s'aggrave

La crise internationale s'aggrave, l'espoir d'une relance conduite par les États-Unis, l'Allemagne et le Japon, s'estompe du fait de la dégradation du niveau d'activité de ces pays. La mévente du pétrole réduit les moyens financiers des pays producteurs.

Quant aux nations en voie de développement, elles s'acheminent, pour la plupart, vers des situations de faillite qui ne vont pas manquer d'aggraver les déséquilibres des échanges internationaux.

Les monnaies sont devenues folles et impuissantes devant le « yo-yo », du dollar et c'est le système monétaire international tout entier qui est maintenant devenu d'une extraordinaire fragilité.

Dans cette mouvance mortelle, notre franc se défend comme il peut, c'est-à-dire mal, avec deux dévaluations en moins d'un an et, tout récemment, de nouvelles attaques qui obligent la Banque de France à des sorties importantes de devises.

Malgré ses taux de crédit élevés, la France n'arrive pas à conserver les capitaux flottants qui ont tendance, depuis quelques mois, à abandonner prudemment notre zone d'influence économique. Par contre, l'effet pervers des taux financiers trop élevés joue pleinement à l'intérieur de l'Hexagone en freinant l'investissement des ménages et en accroissant de façon démentielle les frais financiers des entreprises.

Il est nécessaire d'insister sur ce point, car le phénomène joue pleinement quelle que soit la taille des entreprises et aussi bien pour le secteur nationalisé que le privé. En vérité, les entreprises françaises sont, actuellement, en train de consommer leurs propres substances au seul bénéfice du circuit bancaire. Inutile, dans ces conditions, de s'étonner que l'investissement industriel se dégrade de jour en jour et que le chômage, malgré tous les efforts développés par le gouvernement, soit sur une courbe de progression qui va fortement s'accentuer dans les mois à venir.

Les dépôts de bilan sont multiples et, au fil des mois, la combativité des entreprises françaises se détériore au bénéfice de nos grands concurrents internationaux. C'est ainsi que dans la plupart des grands pays industriels, nous perdons des points sur tous les marchés à l'exportation et que, en revanche, nos importations progressent de façon inquiétante.

Il est évident que, dans ces conditions, le blocage des prix, tel qu'il a été brutalement imposé, provoque une accélération de la détérioration générale des entreprises du fait, notamment, du renchérissement des matières importées et du poids des charges financières.

L'exaspération sociale

En contrepartie, peut-on se satisfaire de la situation sociale en cette année 1982 ? Certainement pas. Certes, depuis le mois de juin 1981, le gouvernement s'efforce de réaliser, à grandes enjambées, le programme promis aux Français lors de la campagne présidentielle. Ainsi, dans le plus grand désordre, sont apparus divers projets de lois et ordonnances qui ont un peu touché à tout, avec la vocation essentielle de répondre aux revendications formulées par la C.G.T. et la C.F.D.T.

Sans mésestimer les améliorations que représent pour les travailleurs un ensemble comme les lois Auroux, sans mésestimer, non plus, l'intérêt des 39 heures et la cinquième semaine de congé payé, il faut bien dire que les salariés, dans leur ensemble, sont restés sur leur faim, compte tenu des promesse qui leur avaient été faites et auxquelles ils avaient cru.

Le gouvernement a bien accéléré le processus d'augmentation des bas salaires et en jouant essentiellement sur le SMIC, ce qui provoque deux effets pervers dommageables : l'un pour notre économie, l'autre pour la justice sociale.

Le premier a créé une accélération de la sortie des devises hors de notre pays, car un grand nombre de smicards sont des travailleurs étrangers. Le second se traduit par un écrasement de la hiérarchie ouvrière qui devient intolérable dans de nombreuses entreprises.

D'autres avancées sociales ont été esquissées, telle que la retraite à soixante ans, mais dans des conditions telles que, à l'heure actuelle, on se demande toujours comment la promesse du président de la République, « retraite à soixante ans pour tous à 70 % du salaire des dix meilleures années », va être financée ? Toutes ces promesses, auquelles répondent des réalisations partielles ou inadaptées, ont créé un fort climat d'insatisfaction chez ceux qui les avaient prises à la lettre lors de leur formulation.

A cette insatisfaction, il faut ajouter le mécontentement, voire l'exaspération de différentes catégories socio-professionnelles et notamment celle du personnel d'encadrement qui supporte, de plus en plus difficilement, l'accélération des transferts sociaux auxquels viennent s'ajouter les sacrifices imposés par la détérioration de la situation économique.

Cette addition de mécontentements est préoccupante lors d'une rentrée sociale qui s'effectue au moment où les salaires sont totalement bloqués et où les travailleurs, quel que soit leur niveau hiérarchique, constatent avec exaspération que, finalement, leur situation ne cesse de se dégrader.

Heureusement pour le gouvernement, les organisations ouvrières les plus puissantes semblent décidées, pour des raisons politiques évidentes, à ne pas laisser ces mécontentements s'exprimer trop fortement à condition d'obtenir des contreparties qui calment leurs troupes.

Ces contreparties peuvent se résumer en deux slogans. Le premier : « Il faut faire payer les riches » ; le second : « Il faut faire du qualitatif en matière sociale. » Comme l'urgence de la situation est telle qu'il n'est pas question de prendre des demi-mesures ou de réfléchir aux conséquences, les victimes expiatoires sont, naturellement et en premier lieu, les membres du personnel d'encadrement. On va donc exiger, de leur part, le maximum de sacrifices financiers, sans hésiter, dans le même temps, à mettre en cause leur rôle et leurs fonctions dans les entreprises.

Dans ces conditions, comment s'étonner des réactions de la Confédération française de l'encadrement C.G.C. et comment ne pas s'attendre à une véritable révolte du personnel d'encadrement ?

Quelles solutions ?

Au fil des ans passés, notre organisation a su montrer qu'elle ne s'est pas laissée prendre au piège de la politisation. Les quelques procès d'intention que le gouvernement actuel a essayé de lui faire en la matière, ont fait long feu. C'est donc au nom de la rationalité économique et de la justice sociale que la C.G.C. se lance, aujourd'hui, dans la bataille.

Avec plus de force que jamais, elle répète que la lutte contre l'inflation n'est pas une finalité, mais un moyen d'atteindre des objectifs économiques que le gouvernement n'a pas su encore préciser.

Les Français sont prêts à adhérer à un grand dessein pour peu qu'il soit d'une dimension suffisante pour assurer l'avenir économique et social du pays. C'est pour cette raison que, depuis plus d'un an, la C.G.C. réclame sans cesse la définition d'une stratégie industrielle cohérente. Les Français sont prêts à participer à la lutte contre les inégalités, à condition qu'elle ne soit pas créatrice d'un nivellement dont personne ne veut.

Certes, lorsque nous disons au gouvernement : « Vous avez la responsabilité de définir notre avenir dans la clarté et la justice », nous lui imputons une lourde responsabilité. Mais, comment faire autrement, alors que les prélèvements sociaux et fiscaux obligatoires ont dépassé 44 % de notre PIB et que le secteur public nationalisé possède plus de 30 % de la capacité industrielle installée, sans oublier la totale maîtrise des circuits financiers.

Il appartient donc aux hommes qui nous gouvernent de proposer une politique économique et sociale qui satisfasse l'ensemble du pays et non pas telle ou telle organisation révolutionnaire qui le soutient. Il leur appartient aussi d'être comptables des deniers de la nation et de préparer notre avenir pour que nous soyons encore, à la fin de la présente décennie, une grande puissance industrielle.

PAUL MARCHELLI.

● Occupation du péage de l'autoroute A-7. – Une soixantaine de mineurs de Largentière (Ardèche) ont occupé, le 25 août au matin, pendant une heure trente, le péage de l'autoroute A-7 à Reventin (Isère) en percevant les droits de passage de plus de quatre mille automobilistes. Cette action leur a rapporté environ 200 000 francs. En grève depuis le 2 juin, les mineurs voulaient ainsi protester contre la fermeture de leur mine prévue pour octobre.

L'OPÉRATION DE RÉGULARISATION DES IMMIGRÉS

Près de 100 000 dossiers ont été traités

Quand l'opération de régularisation des immigrés clandestins prendra-t-elle fin ? On est en droit de se le demander, puisque son terme est repoussé de mois en mois.

Déjà, au cours du conseil des ministres du 28 avril, le secrétaire d'Etat aux immigrés, M. Autain, avait annoncé que l'opération arrivait à sa fin. Pourtant on affirmait fin août, au même secrétariat d'Etat, que l'examen des dossiers n'était pas encore terminé dans plusieurs départements.

On peut néanmoins tenter de dresser un bilan provisoire de l'opération. Sur 140 000 dossiers déposés à la date limite du 15 janvier 1982, environ 120 000 ont été régularisés. Plus précisément, selon des statistiques partielles de l'Office national de l'immigration (O.N.I.), puisqu'elles ne comprennent pas les Algériens et les saisonniers, sur 123 000 dossiers déposés, le principe de la régularisation a été admis pour 105 897 dossiers, qui ont été transmis à l'O.N.I. Sur ces 105 897 dossiers, environ 96 000 sont effectivement régularisés actuellement, et les 9 000 cas restants correspondent à des dossiers qui ont été régularisés, mais dont les titulaires ne se sont pas présentés à l'O.N.I. après deux convocations.

En ce qui concerne les 17 000 dossiers qui n'ont pas été transmis à l'O.N.I., il s'agit, pour 9 000 cas, de personnes ne s'étant pas rendues à la convocation de la commission (dossier dans deux départements différents, personnes renonçant...), et pour 8 000 autres cas de refus délibéré de régularisation, les personnes en question ne remplissant pas les conditions.

Plusieurs centaines d'entre elles ont d'ailleurs déposé des recours gracieux auprès du ministre. Pour accélérer le traitement de ces recours, des vacataires ont été recrutés à l'O.N.I. On affirme au secrétariat d'Etat que M. Autain examinera lui-même chaque recours.

Cette opération de régularisation traîne donc un peu en longueur. Même terminée, elle ne réglera pas tous les problèmes : si la situation de 100 000 personnes a été éclaircie, on estime à 300 000 le nombre de clandestins.

AFFAIRES

Quel avenir pour les anciennes filiales françaises d'I.T.T. ?

Quel peut être l'avenir des filiales françaises d'International Telegraph and Telephone (1) qui vont passer dans le giron de l'État ? Conclu fin juillet, l'accord entre le gouvernement français et le groupe américain marquait la fin du processus de nationalisation engagé avec l'arrivée de la gauche au pouvoir.

La cession proprement dite – vraisemblablement à un organisme financier d'État – n'interviendra que le 30 septembre avec le paiement de la première tranche de 350 millions de francs (un montant éventuellement révisé en baisse en fonction des pertes de la C.G.C.T.). Toutefois, les pouvoirs publics ont déjà pris en main l'entreprise. Ainsi, deux contrôleurs du gouvernement ont été nommés : l'un, M. Lestrade, est ingénieur général des télécommunications ; l'autre, M. Laserge, vient des armées.

Reste maintenant à définir ce que l'on va faire de ces entreprises, qui emploient au total plus de sept mille cinq cents personnes. Pour L.C.T., il n'y a guère de problèmes, et le laboratoire, qui travaille notamment pour l'armée, pourrait passer dans le giron de Thomson. Pour la C.G.C.T. et ses deux filiales, Pouyet et la Signalisation, les choses sont moins claires. Certes, il semble que leur plan de charge pour les prochains mois soient un peu moins mauvais qu'on ne l'avait craint. Mais la question reste pendante pour 1983 et les années suivantes. Quels matériels la C.G.C.T., qui assurait 16 % des commandes des P.T.T. avec de vieux centraux Pentaconta et des centraux « spatiaux » Metaconta, va-t-elle pouvoir fabriquer ?

L'idée de la rattacher à l'un des deux groupes nationalisés, Thomson ou CIT-Alcatel, qui se partagent le reste des marchés P.T.T., ne semble satisfaire personne. Pas plus qu'un dépeçage de la C.G.C.T. entre les deux groupes. Ceux-ci ont déjà des problèmes d'emploi dans leurs usines de téléphone et ne tiennent pas à récupérer le personnel de la C.G.C.T. Dans ces conditions, la mort de l'entreprise étant exclue, deux hypothèses peuvent être envisagées.

La première hypothèse de travail viserait à lui faire fabriquer dès 1983 les centraux électroniques temporels « E 10 » de CIT-Alcatel. La C.G.C.T. serait alors réduite au rôle de « *seconde source* ». Outre les problèmes techniques de reconversion des usines, une telle solution entraînerait d'importants licenciements, puisque, pour fabriquer un central temporel, il faut quatre fois moins de personnel que pour un vieux Pentaconta et deux fois moins que pour un Metaconta. Enfin elle reviendrait à donner, *de facto*, une part de près de 60 % du marché français du téléphone à CIT-Alcatel. Ce qui n'enchante guère les P.T.T.

Le dernier cas de figure serait plus subtil. Dans un premier temps, les P.T.T. passeraient à la C.G.C.T. quelques commandes supplémentaires de centraux Metaconta, afin d'assurer le plan de charge pour 1983. Ce répit serait mis à profit pour reconstituer, face à CIT-Alcatel, un second groupe français de télécommunications. Il regrouperait la C.G.C.T., ses filiales, et les activités téléphone de Thomson-C.S.F. (y compris les transmissions civiles).

Le groupe Thomson pourrait en être actionnaire à 51 %, le reste du capital étant réparti entre des établissements financiers publics : C.I.I.-Honeywell-Bull pourrait y avoir une participation symbolique et apporter ses compétences en informatique et dans les réseaux.

Un tel schéma permettrait à Thomson-C.S.F. d'« isoler » ses pertes, fort importantes, dans le téléphone et de trouver des sources de financement supplémentaires. Thomson resterait ainsi présent dans ce domaine, essentiel pour lui, des télécommunications, mais à travers une société autonome couvrant tous les créneaux et qui serait l'interlocuteur privilégié, avec CIT-Alcatel, des P.T.T.

Pendant quelques années, cette société fabriquerait des centraux de Thomson (MT 20-MT 25). Mais, dans le même temps, ses équipes de recherche seraient invitées à coopérer avec celles de CIT-Alcatel, du CNET, voire d'autres organismes ou sociétés, pour mettre au point la prochaine génération de matériel qui devra voir le jour après 1985.

Une telle solution serait, à n'en pas douter, difficile à mettre en place. Elle aurait pourtant un mérite : celle de s'inscrire dans une perspective à long terme et d'apparaître ainsi comme un acte de politique industrielle.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Laboratoire central des télécommunications (L.C.T.), Compagnie générale de constructions téléphoniques, Pouyet, la Signalisation.

LE GAZODUC EURO-SIBÉRIEN ET L'EMBARGO AMÉRICAIN

Washington pourrait assouplir sa position sous certaines conditions

Le président Reagan serait probablement disposé à assouplir l'embargo sur le matériel destiné au gazoduc euro-sibérien si les alliés européens des Etats-Unis s'entendaient sur un plan d'ensemble visant à en retarder la construction, a déclaré, samedi 28 août, M. Brock, représentant spécial de M. Reagan pour le commerce extérieur, au cours d'une interview accordée à la chaîne de télévision Cable News Network.

« *Une politique collective menée avec nos alliés européens et répartissant sur tous le fardeau* » est préférable à une action unilatérale de la part des Etats-Unis visant à retarder la construction du gazoduc, a ajouté M. Brock.

Interrogé sur les sanction prises par le gouvernement américain contre les sociétés européennes participant à la construction du gazoduc, M. Lionel H. Olmer, sous-secrétaire américain au commerce pour les affaires internationales, déclare, dans une interview accordée au *New York Time* et publié par l'*International Herald Tribune* de lundi 30 août : « *Ce que nous avons fait est de délivrer deux interdictions [de livraison] temporaires, en attendant que soit menée à bien une enquête. Il est tout à fait possible que l'évolution des faits et des circonstances modifie en partie ou en totalité ces injonctions temporaires.* »

En Italie, un cargo soviétique – arrivé vendredi 27 août à Livourne – attend que soient chargées à son bord les deux turbines fabriquées par la société Nuovo Pignone sous licence General Electric, et destinées à la construction du gazoduc. Selon la presse italienne, le chargement pourrait être achevé samedi ou dimanche et le cargo pourrait appareiller pour l'U.R.S.S. lundi 6 ou mardi 7 septembre. En Écosse, un autre cargo soviétique était attendu ce lundi 30 août dans le port de Glasgow pour embarquer six turbines fabriquées par la société John Brown.

Un porte-parole de cette firme a déclaré au *Times* que mille sept cents emplois seront menacés en Ecosse si le différend entre les Etats-Unis et l'Europe ne trouve pas une solution rapidement.

Aux Etats-Unis le président d'une société implantée dans la banlieue de Minneapolis, Rosemount inc., (2 500 salariés) a déclaré qu'il risquait de perdre un contrat de 8 millions de dollars, du fait de l'embargo décidé par M. Reagan. La société s'est engagée à livrer à l'U.R.S.S. 8 000 jauges d'ici à 1983. Elle a déjà fourni depuis 1979, notamment par l'intermédiaire de la société française Technip, plusieurs milliers d'appareils.

AFFAIRES

M. Alain Gomez va remplacer M. Jean-Pierre Bouyssonnie à la tête de Thomson-C.S.F.

M. Jean-Pierre Bouyssonnie, P.-D. G. de Thomson-C.S.F., devrait quitter ses fonctions, lors du conseil d'administration de la société, le 8 septembre. Il serait remplacé par M. Alain Gomez, déjà P.-D. G. de Thomson-Brandt, qui cumulerait ainsi les deux présidences.

Ce qu'on appelle communément le groupe Thomson est constitué de deux entités bien distinctes : Thomson-Brandt (électroménager, électronique grand public) et Thomson-C.S.F. (électronique professionnelle, civile et militaire, télécommunication, radiologie, composants, etc.). Bien que Brandt soit considérée comme la maison-mère du groupe puisqu'elle détient 42 % de C.S.F. (1), cette dernière pèse en fait d'un poids plus lourd : 25 milliards de francs de chiffre d'affaires contre 18 milliards de francs à Brandt.

Entré dans le groupe en 1952, à l'âge de trente-deux ans, M. Bouyssonnie, polytechnicien, ingénieur du génie maritime, allait y gravir un à un les échelons. En 1969, on lui confie la tâche redoutable de fusionner les équipes de C.S.F. et de Thomson. Habile tacticien, « J.-P. B. » réussira à concilier les uns et les autres et mènera à bien cette mission.

Après la mort du président Paul Richard, en juin 1976, il prend la présidence de Thomson-C.S.F., M. Michel Wahlain, son aîné de six ans, accédant à celle de la maison-mère, Thomson-Brandt. Pendant cinq ans, l'attelage ira cahin-caha. Chacun s'observe, et la nécessaire synergie entre Brandt et C.S.F. en souffrira. Les grandes décisions sont repoussées : on gère surtout le consensus entre les diverses baronnies du groupe. Les contrats militaires (et leurs bénéfices) masquent en fait l'affaiblissement des autres divisions du groupe.

En juin 1981, « J.-P. B. » réussit à convaincre M. Wahlain de lui céder la place, s'estimant « *le mieux placé pour défendre les intérêts du groupe* » face au nouveau pouvoir socialiste. Candidat à sa propre succession, comme MM. Fauroux et Gandois, « J.-P. B. » sera le seul des trois à ne pas être maintenu le 17 février 1982, le gouvernement nommant M. Alain Gomez P.-D.G. de Thomson-Brandt.

La loi de nationalisation ne concernant que Thomson-Brandt, M. Bouyssonnie restait P.-D.G. de Thomson-C.S.F. qui demeure cotée en Bourse. Chacun savait cependant que la situation n'était que provisoire. La situation financière du groupe (pour la première fois de son existence, Thomson-C.S.F. a perdu 63 millions de francs en 1981), ses problèmes et les tâches qui lui ont été assignées par l'État-actionnaire nécessitaient le retour à cette unicité de commandement qui avait fait ses preuves sous le président Richard.

M. Bouyssonnie va donc céder son fauteuil de P.-D.G. à M. Gomez. Sa démission s'accompagnera d'une réorganisation des structures de commandement du groupe. Six directions fonctionnelles horizontales (social, plan, communication, finances, commercial, recherche) seraient donc créées pour l'ensemble des sociétés du groupe. Dans le même temps, six divisions opérationnelles verticales verraient le jour, regroupant les principales activités de Thomson-Brandt et de Thomson-C.S.F. M. Bouyssonnie pourrait se voir confier une mission – on parle de la préparation de l'exposition universelle de 1989 – par le gouvernement. – J.-M. Q.

(1) Les banques nationalisées en détiendraient environ 9 %, et des intérêts saoudiens un peu plus de 12 %.

FAITS ET CHIFFRES

Social

● **Préavis de grève S.N.C.F. à Versailles.** – Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., et F.O. des cheminots de Versailles (Yvelines) ont déposé un préavis de grève du jeudi 2 septembre à 20 heures au samedi 4 septembre à 6 heures. Ce mouvement qui concerne l'ensemble du personnel vise à obtenir « l'affectation d'une cinquantaine d'agents supplémentaires et l'amélioration de la protection et de la sécurité des agents ». Il devrait provoquer un sérieux ralentissement du trafic banlieue entre Paris-Montparnasse et Versailles, Paris Saint-Michel et Versailles et entre Paris et Massy-Palaiseau.

Étranger

AFRIQUE DU SUD

● **Les exportations sud-africaines se sont élevées à** 10 498 millions de rands pendant le premier semestre de 1982, et les importations à 11 300 millions, soit un déficit de 802 millions de rands. De janvier à juin 1981, les exportations de l'Afrique du Sud avaient atteint 10 292 millions de rands et les importations 10 253 millions, soit un excédent de 39 millions de rands. – *(A.F.P.)*

JAPON

● **La balance commerciale du Japon** a été excédentaire de 2,3 milliards de dollars en juillet (après 2,4 milliards en juin). Depuis le début de l'année, c'est-à-dire en sept mois, l'excédent du commerce extérieur japonais s'élève à 10 milliards de dollars, soit l'équivalent de quelques 70 milliards de francs (+ 9,2 milliards de dollars pour les sept premiers mois de 1981).

La balance des paiements courants a dégagé, en juillet, un excédent de 1,4 milliard de dollars (+ 1,7 milliard en juin). Depuis le début de l'année, l'excédent des paiements courants du Japon atteint 2,86 milliards de dollars (contre + 319 millions pour les sept premiers mois de 1981 et et un déficit de 11,5 milliards de dollars pour la même période de 1980).

● **La production industrielle au Japon** a peu progressé en juillet, l'indice mensuel calculé sur la base 100, en 1975, s'étant inscrit à 148,6, en hausse de 0,2 % par rapport à juin. En un an (juillet 1982 comparé à juillet 1981) la hausse est de 0,7 %.

● **Les pays du Sud-Est asiatique** devront faire face à une situation « *alarmante* » si la chute des cours des matières premières et produits agricoles qu'ils exportent n'est pas enrayée, vient de déclarer le secrétaire exécutif du Conseil économique et social des Nation unies pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP), M. Shamsul Kibria (Bengladesh).

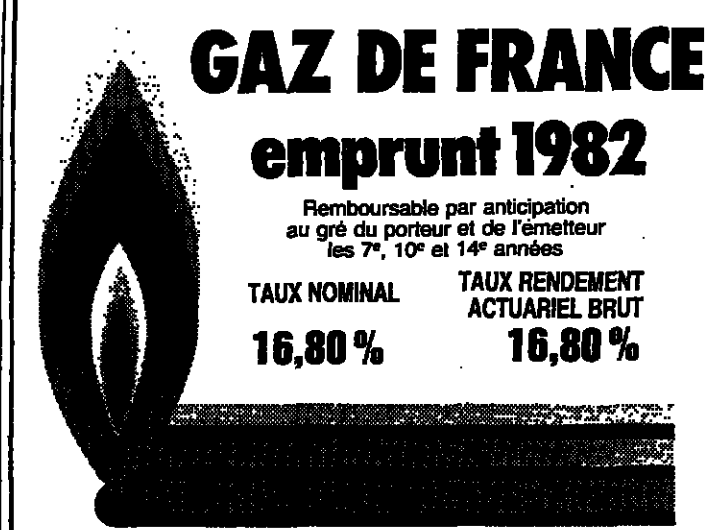
M. Kibria, qui est le plus haut responsable des Nations unies en Extrême-Orient, a souligné l'urgence de l'ouverture de négociations entre le monde industrialisé et les pays en voie de développement, pour parvenir à un réajustement du prix de ces exportations.

Les cours du tapioca, du caoutchouc, du thé, du café, du sucre, de la banane ainsi que du cuivre et des produits textiles ont enregistré une baisse très importante depuis janvier 1981, a-t-il souligné, et ce phénomène risque d'interrompre tout le processus du développement économique dans le Sud-Est asiatique. – *(A.F.P.)*

TABLEAU DES EURODEVISES

La banque qui nous permet d'établir chaque jour le tableau des eurodevises n'ayant pas été en mesure de nous donner ce lundi ces indications, nous avons dû renoncer à passer le tableau.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

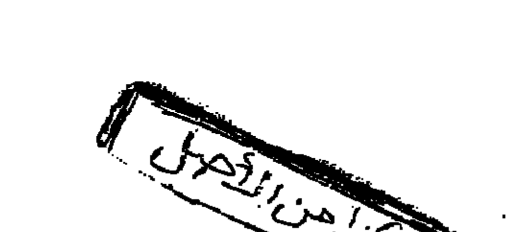


LA DIRECTION GÉNÉRALE DE SODEXHO COMMUNIQUE

1. - SODEXHO prend acte : d'une part, du bref délai que s'est imposé la commission de la concurrence pour donner son avis sur le rapprochement avec Jacques Borel International, à la fin du mois de septembre ; d'autre part, de la décision des autorités boursières de prolonger la durée de l'O.P.E. de Novotel jusqu'à ce que le ministre de l'économie et des finances ait fait connaître sa décision.

2. - SODEXHO constate que ces décisions remettent en compétition sur un pied d'égalité Novotel et SODEXHO et donnent à tous les actionnaires de Jacques Borel International la possibilité d'un choix entre O.P.E. et O.P.A., choix qu'ils pourront exprimer, en toute connaissance de cause, le moment venu.

3. - SODEXHO, en s'intéressant à Jacques Borel International, a manifesté sa confiance dans l'avenir de cette société, dans la valeur de ses cadres et de son personnel. L'O.P.A. qu'elle poursuit a pour but de doter la France d'un groupe de restauration de trente-deux mille personnes, implanté dans trente-six pays, et qui soit l'un des plus compétitifs sur le plan mondial.



ET CHIFFRES

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF	Au 19-8-1982
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	269 520
dont :	
Or	170 554
Disponibilités à vue à l'étranger	32 981
ECU	52 726
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 258
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 306
dont :	
Concours au Trésor public	»
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	186 233
dont :	
Effets escomptés	79 476
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	49 277
5) DIVERS	6 346
Total	516 683

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	172 072
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 161
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	15 572
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	64 426
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	45 334
5) ECU A LIVRER AU FECOM	50 049
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	193 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 266
8) DIVERS	8 800
Total	516 683

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

Semaine du 23 au 27 août

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
4 1/2 1973	44 900	82 571 040
Dome Mines	409 400	33 876 200
B.S.N. - G.D.	21 400	29 318 500
Harmony Gold	268 700	26 217 642
Schlumberger	82 050*	24 308 759
Driefontein	129 600	24 104 015

* Quatre séances seulement.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	26 août	27 août
Valeurs françaises	102,4	104,2
Valeurs étrangères	116,5	118,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	25 août	26 août
Indice général	98,8	100,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 30 août .... 14 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	27 août	30 août
1 dollar (en yens)	254,15	257,30

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

	20 août	27 août
Indices généraux de base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu variable	751,2	787,9
Valeurs étrangères	1944,6	2035,5
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	108,4	113,7
Valeurs étrangères	263,1	276,4
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	97,1	101,9
Pétroles-Energie	71,9	79,6
Métallurgie	82,4	88
Chimie	96,8	100,6
Bâtim., mat. constr., trav. publics	92,4	98,4
Constructions mécaniques	96,3	100,2
Matériel électrique	99	104,4
Automobile et accessoires	85,4	92,1
Industr. de consom. non alim.	114,4	117,4
Agro-alimentaire	108,6	114,3
Distribution	98,9	103,7
Transports	103,2	104,9
Services	101,1	105,9
Assurances	101,9	104,6
Banques	108,8	112,6
Immobilier et foncier	101,7	102,1
Investissement et portefeuille	102,7	105,6
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	96,4	96,6
Emprunts d'Etat	97,7	98
Emprunts garantis et assimilés	96,2	96,5
Sociétés	96	96
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	86,7	88
Sociétés	92,5	92,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	95,6	100,7
Produits de base	77,3	84,3
Construction	90,6	96,1
Biens d'équipement	97,2	103,5
Biens de consom. durables	93,7	99,2
Biens de consom. non durables	107,3	109,7
Biens de consom. alimentaires	107,6	112,6
Services	97,2	101,8
Sociétés financières	106,1	109,5
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	96,1	98,9
Valeurs industrielles		
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 29 décembre 1981		
Indice général	92,5	97

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 20 août	Cours 27 août
Or fin (kilo en barre)	82 100	91 500
– (kilo en lingot)	82 000	92 000
Pièce française (20 fr.)	610	650
Pièce française (10 fr.)	440	472
Pièce suisse (20 fr.)	550	600
Pièce latine (20 fr.)	515	560
● Pièce tunisienne (20 fr.)	475	512
Souverain	636	696
Souverain Elizabeth II	730	725
● Demi-souverain	340	343
Pièce de 20 dollars	2 880	3 020
– 10 dollars	1 480	1 505
● – 5 dollars	772,50	790
– 50 pesos	3 310	3 620
● – 20 marks	645	645
– 10 florins	529	621
● – 5 roubles	370	370

● RECTIFICATIF. – Dans le bulletin hebdomadaire de la Bourse de Paris (*le Monde* du 29-30 août), il est fait allusion à l'offre publique d'échange lancée par la chaîne Novotel sur Jacques Borel international. L'échéance de cette OPE était initialement fixée au 10 septembre prochain, et non pas au 10 avril comme indiqué à la suite d'une erreur de transmission.

BOURSE DE PARIS – Comptant – 27 AOUT

[illegible]

(Extract of last rows read:)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Coféradel (Ly)	456	....	Loca-Expansion	112 30	112	Union Habit.	177	179	Cellulose du Pin	12 10	....	Sogerter	734 85	701 53
Cogifi	143 50	146	Locafinancière	139 90	139 10	Un. Imm. France	160 50	164	Coparex	330	356	Soleil Investiss.	346 70	330 98
Comindus	327	329 90	Locatel	320	332	Un. Ind. Crédit	215	210	F.B.M. (Li)	70	4 30 o	U.A.P. Investiss.	240 50	229 59
Comiphos	139	139 50	Lordex (Ny)	105	104 o	Union Ind. Ouest	297	309	Iena Industries	13	....	Unifrance	189 13	180 55
Comp. Lyon-Alem.	133 10	137 30	Louvre	249	239	Unipol	98	....	La Mure	70 10	....	Unifoncier	486 22	464 17
Concorde (La)	250	250	Luchaire S.A.	90 40	94	Vincey Bourget (Ny)	10 65	....	M.M.B.	142	145	Unigestion	418 85	399 86
C.M.P.	5 60	6	Magasins Uniprix	65 10	67 70	Virax	41	....	Océanic	45	41 o	Uni-Japon	616 83	588 86
Conte S.A. (Li)	24 50	24 o	Magnant S.A.	48	49 10	Waterman S.A.	173	175	Petrofigaz	335	....	Unirente	1444 55	1397 05
Crédit (C.F.B.)	154	171 50 d	Maritimes Part.	85	87 10	Brass. du Maroc	144	....	Pronuptia	160	....	Univar	11370 66	11370 66
Créd. Gén. Ind.	200	202	Marocaine Cie	20 50	....	Brass. Ouest-Afr.	23 80	23 50	Ratier For. G.S.P.	7 50	....	Valorem	269 25	257 04
									Rorento N.V.	517	520	Valrexal	109957	109847
									Sabl. Morillon Corv.	120	....	Worms Investiss.	483 55	461 62

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1778	4,5 % 1973	1850	1868	1872	1868
3220	C.N.E. 3 %	3215	3215	3212	3200
300	Agence Havas	310	315	315	310
435	Air Liquide	459	469	466	460
560	Facom	579	571	575	575
765	Fichet-Bauche	800	830	840	830
164	Finextel	167	169 50	169 50	169 50
125	Fives-Lille	130 50	130 60	130 60	130 60
270	Paris-Réescomp	283	283 10	282 50	287
98	Pechelbronn	98	99	99	97 50
325	Penhoet	335	335	338	329 30
370	Pernod-Ricard	396	401	401	395
101	Pétroles (Fse)	107 90	108	108 50	108
175	– (obl.)	175 10	175 50	175 50	175 10
25	– (certific.)	27 20	27 90	27 90	27 30
34	Pétroles B.P.	37	39 20	39 50	39 90
109	Vallourec	113 80	116 50	116 50	115 50
1120	V. Clicquot-P.	1180	1210	1240	1186
830	Viniprix	840	851	851	851
173	Amax Inc.	187	191 90	198	190 10
365	Amer. Express	380	384	384	383
485	Amer. Teleph.	483	486	477	483
91	Anglo Amer. C.	94 80	95	95	94 50
575	Amgold	610	620	609	610
44	Imp. Chemical	43 70	43	43	42 20
77	Inco. Limited	79	85	85	85
580	IBM	596	599	594	590
29	Ito-Yokado	30 40	30 80	30 40	30 40
225	ITT	230 50	231	230	228
34	Matsushita	37 50	38	38 15	38
610	Merck	620	637	630	633
500	Minnesota M.	508	509	509	501
356	Ericsson	361	372	372	367
234	Exxon Corp.	245 50	248	247 50	246
216	Ford Motors	239	237	237	234 50
230	Free State	241 80	247	240	242 30
122	Gencor	127	132	129 50	130
186	Gén. Belgique	212	218	218	217
590	Gén. Electr.	603	625	615	614
405	Gen. Motors	411 50	410	410	405
68	Goldfields	68	67 80	67 80	67 30
94	Harmony	101	103	98 50	101
19	Hitachi	20 90	21 20	20 50	20 80
370	Hoechst Akt.	379 80	371 50	371 50	369
58	Shell transp.	58 80	59 10	59 50	58 80
750	Siemens A.G.	778	776	775	776
104	Sony	117 50	119	118	119
128	T.D.K.	136 50	138 20	137	136
480	Unilever	498	496	496	....
380	Unit. Techn.	390 20	396 50	395	395
515	Vaal Reefs	539	555	547	545
245	West Deep	266	269 50	268 50	264 10
286	West Hold.	326	327 90	316	321 50
260	Xerox Corp.	270	275 50	270	273
2 06	Zambia Corp.	2 16	2 18	2 17	2 15

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27/8	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 856	6 907	6 650	7
Allemagne (100 DM)	281 490	280 930	273	287
Belgique (100 F)	14 648	14 657	13 300	14 400
Pays-Bas (100 fl.)	256 640	256 200	249	261
Danemark (100 krd)	80 570	80 240	77	83
Norvège (100 k)	104 280	104 480	100	106
Grande-Bretagne (£ 1)	12 067	12 034	11 650	12 350
Grèce (100 drachmes)	9 955	9 952	9	11
Italie (1 000 lires)	4 978	4 985	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	332 950	330 680	322	340
Suède (100 krs)	113 250	113 630	108	115
Autriche (100 sch)	40 070	39 950	38 700	40 400
Espagne (100 pes.)	6 220	6 225	5 850	6 300
Portugal (100 esc.)	8 080	8 140	7 200	8 400
Canada ($ can 1)	5 559	5 581	5 410	5 670
Japon (100 yens)	2 717	2 690	2 580	2 720

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27/8
Or fin (kilo en barre)	89500	91500
Or fin (en lingot)	90000	92000
Pièce française (20 fr)	635	650
Pièce française (10 fr)	472	....
Pièce suisse (20 fr)	590	600
Pièce latine (20 fr)	551	560
Souverain	690	695
Pièce de 20 dollars	3010	3020
Pièce de 10 dollars	1550	1505
Pièce de 5 dollars	790	....
Pièce de 50 pesos	3600	3620
Pièce de 10 florins	658	621

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 29-30 août 1982 a été tiré à 479 491 exemplaires.

A B C D F G H

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE

Les combattants palestiniens regroupés en Tunisie insistent sur le caractère provisoire de leur séjour

Tunis. — A Oued-Zarga, à 80 km au nord-ouest de Tunis, les neuf cent quatre-vingt-huit Palestiniens (1) et non onze cents comme il avait été annoncé de Beyrouth — arrivés samedi matin à Bizerte (*le Monde* daté 29-30 août) s'installent apparemment sans problème dans le camp aménaggé ggàg lgeugr ggigtgen aménagé à leur intention et dont ils paraissent être satisfaits.

Un séjour provisoire : c'est le leitmotiv aussi bien des cadres civils et militaires que des combattants évacués à bord du navire cypriote *Sol-Thyrne* et des dirigeants de l'O.L.P. venus les accueillir en Tunisie. « *Nous sommes en train d'imaginer le regroupement en Syrie des combattants qui sont en Tunisie, au Yémen du Nord et au Soudan, afin qu'ils puissent rejoindre leurs camarades qui sont déjà sur place et reprendre avec eux les opérations contre l'ennemi sioniste au Liban et dans les territoires occupés* », a déclaré M. Djamil Hilal, porte-parole du Front démocratique de libération de la Palestine (F.D.L.P.). Arrivé directement de Beyrouth, M. Hilal, qui devait repartir ce lundi avec « *un petit groupe* » de dirigeants pour Damas, affirme que la Syrie a déjà donné son accord de principe pour accueillir les combattants, et il espère que d'ici à trois mois le contingent affecté en Tunisie sera en mesure de repartir.

Si une partie de l'état-major de l'O.L.P. est « *en principe* » appelée à s'établir en Tunisie, ainsi que l'a confirmé samedi M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique, les dirigeants palestiniens demeurent très évasifs sur la nature des bureaux qu'il est envisagé d'y implanter. De même, aucun d'entre eux n'a voulu confirmer les informations émanant depuis quelques jours de plusieurs capitales du Proche-Orient, selon lesquelles le bureau exécutif de l'O.L.P et le Conseil national palestinien pourraient se réunir à plus ou moins brève échéance en Tunisie.

Le silence est également absolu sur l'arrivée de M. Yasser Arafat, dont M. Kaddoumi s'est borné à annoncer la participation au proche sommet arabe de Fès prévu pour le 6 septembre. Mais le fait que les chefs palestiniens étaient présents à Tunis durant le week-end — dont M. Issam Sartaoui, conseiller de M. Arafat, et M. Abou Mazen, membre de l'exécutif, — laisse penser que l'arrivée du président de l'O.L.P. n'est pas pour l'immédiat.

Le ministre tunisien de l'intérieur, M. Driss Guiga, n'en dit pas plus. « *Nous ne savons pas quand M. Yasser Arafat arrivera, mais nous sommes d'ores et déjà prêts à le recevoir à tout moment*, nous a-t-il déclaré. *De même, si l'O.L.P. devait décider de tenir certaines de ses assises en Tunisie, nous n'y verrions aucun inconvénient.* »

De notre correspondant

Comme les Palestiniens, le ministre de l'intérieur considère que les combattants arrivés de Beyrouth sont en transit en Tunisie et d'abord pour s'y reposer. S'ils envisagent pendant leur séjour de se livrer à un entraînement militaire, une formule sera aisément trouvée, pense-t-il, peut-être même en collaboration avec l'armée tunisienne. Et puis, ajoute M. Guiga, dans quelques mois se dégagera peut-être « *une vision politique de règlement du problème palestinien* ».

On sait que la Tunisie a l'intention de présenter au prochain sommet arabe un plan qui suggère comme point de départ d'une possible négociation la résolution 181 des Nations unies du 29 novembre 1947 prévoyant le partage de la Palestine en « *un Etat juif et un Etat arabe* ». Lorsqu'il évoque les perspectives d'une solution négociée au Proche-Orient, en faveur de laquelle le président Bourguiba milite depuis 1965, M. Guiga s'empresse d'ajouter : « *Mais il appartient aux Palestiniens, et à eux seuls, de définir leur politique. Nous n'interviendrons ni au niveau de leur décision ni à celui du choix de leurs dirigeants. C'est pour nous un principe fondamental.* »

« Merci pour Beyrouth »

La Tunisie avait réservé, samedi matin, aux passagers du *Sol Thyrne* une accueil chaleureux. Dans un hangar aménagé en selon ,lep résident Bourguiba, retenant difficilement ses larmes, faisant de la main le V de la victoire, s'était fait présenter les trente responsables militaires du contingent. « *Merci pour Beyrouth* », leur a-t-il dit, en leur donnant l'accolade. Tous portaient en bandoulière leur kalachnikov. « *C'était là un symoble*, nous a expliqué le ministre de l'intérieur. *Le fait que ces officiers soient descendus du navire avec leurs armes signifiait qu'ils n'étaient pas désarmés sous la contrainte et qu'ils allaient volontairement les remettre en dépôt à l'armée tunisienne.* » Les armes, placées dans des containers, ont été acheminées dans l'après-midi à l'état-major de la marine, à la pêcherie, à l'entrée du port. L'opération, a affirmé M. Guiga, s'est déroulée sans aucune difficulté.

Si tous les combattants avec lesquels nous avons pu nous entretenir ont exprimé leur souci de repartir très vite pour le front, ils n'en ont pas moins été unanimes à dénoncer, souvent avec une extrême virulence, la « *passivité* » du monde arabe pendant le siège de Beyrouth, s'en prenant particulièrement aux régimes — « *et non aux peuples* » — des pays du Front de la fermeté et du Golfe. Le plus véhément, M. Rached Abou Chaouer, romancier, ancien secrétaire général de l'Association des écrivains palestiniens, a dit que le plan de paix saoudien était à l'origine de « *la tragédie de Beyrouth* » et que, pour sauver leur pétrole, les pays du Golfe n'avaient pas hésiter à sacrifier les Palestiniens. Interrogé sur les déclarations du colonel Kadofi, qui avait suggéré aux Palestiniens de se suicider plutôt que de quitter le Liban, Abou Chaouer a répondu : « *Que ceux qui nous ont appelés au suicide commencent donc par se supprimer. Qu'ils aillent dans leur désert et se castrent devant leurs tentes.* »

MICHEL DEURÉ.

(*Lire nos autres informations page 4.*)

(1) Le contingent comprend cinq cent cinquante membres du Fatha, les autres appartenant à diverses organisations de la résistance, et notamment au P.D.L.P. Parmi les combattants se trouvaient seize blessés, une dizaine de femmes et deux enfants.

Théoricien de l'autonomie ouvrière italienne

M. ORESTE SCALZONE A ÉTÉ ARRÊTÉ A PARIS

La brigade criminelle de la police judiciaire a arrêté dimanche 29 août à Paris M. Oreste Scalzone, l'un des théoriciens de l'autonomie ouvrière italienne. M. Scalzone, qui est aussi un des chefs historiques de Potere Operai, vivait à Paris depuis plusieurs mois sans avoir été jusqu'ici inquiété. Il faisait cependant l'objet de mandats de recherche délivrés par la justice italienne, nous indique notre correspondant à Rome, pour tentative d'homicide et détention d'armes.

M. Scalzone avait été arrêté en avril 1979 pour l'attaque en 1973 d'une banque. Cette attaque était destinée à financer ses activités politiques et celles de ses amis. Il avait été mis en liberté le 13 septembre 1980, sans avoir été jugé, après avoir observé une grève de la faim qui l'avait affaibli. On avait perdu sa trace à Rome le 24 mars 1981, et il était recherché depuis.

● *L'ambassadeur israélien* au Royaume uni, M. Shlomo Argov, victime d'un attentat terroriste, le 4 juin dernier à Londres, est atteint d'une paralysie totale des quatre membres et souffre de troubles de la vue et de l'élocution, ont indiqué dimanche 29 août, les deux médecins israéliens qui le soignent. — (*A.F.P.*)

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Pierre Juquin*, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré, lundi 30 août, sur Europe 1, que « *le blocage a obtenu, côté prix, un premier succès d'indices, mais n'a rien résolu côté salaires et déçoit beaucoup le monde du travail* ». M. Juquin a ajouté : « *Le premier ministre dispose d'une semaine jusqu'au « Club de la presse d'Europe 1. Puisse-t-il annoncer une action efficace et durable sur les prix, le SMIC et les bas salaires, déclencher des négociations en vue de baliser les étapes du rattrapage des autres salaires et aussi de réévaluer les grilles hiérarchiques.* »

● *Deux attentats en Haute-Corse.* — Un attentat à l'explosif contre une cave coopérative de Macinaggio, près de Rogliano, en Haute-Corse, a provoqué, dans la nuit du 27 au 28 août, d'importants dégâts matériels. L'attentat n'a pas été revendiqué. Celui qui visait un relais de télédiffusion de France et qui avait été commis, la nuit précédente, toujours en Haute-Corse, ne l'avait pas été non plus.

● *L'équipe de France de football* qui rencontrera la Pologne, le 31 août au Parc des princes, aura la composition suivante : Ettori ; Amoros, Janvion, Trésor, Bossis ; Bijotat, Tigana, Genghini ; Delamontagne, Stopyra, Soler.

LÉGÈRE DÉTENTE DU LOYER DE L'ARGENT EN FRANCE

Les taux du marché monétaire sont abaissés de 0,25 %

En dépit de la relative faiblesse du franc français sur les marchés des changes et des mauvais résultats du commerce extérieur pour juillet, la France a décidé de se joindre à la baisse générale des taux d'intérêt internationaux, ainsi que l'avait annoncé le ministre de l'économie et des finances.

M. Jacques Delors, qui participait, dimanche 29 août, à la réunion des ministres des finances des dix pays membres de la Communauté européenne, à Helsingor (Danemark), avait déclaré que les taux allaient baisser à partir de lundi sur le marché monétaire, sans préciser l'ampleur de cette baisse.

De fait, le taux de l'argent au jour le jour (contre effets privés) a été ramené à 14 1/4 % lundi 30 août sur intervention de la Banque de France, alors qu'il se situait à 14 1/3 % depuis le 9 août. Le taux directeur de la banque centrale (taux pratiqué par la Banque de France pour ses achats fermes d'effets commerciaux) a été ramené seulement de 14 1/4 % à 14 % avec effet du 31 août.

La logique voudrait que cette détente du loyer de l'argent se poursuive au cours des prochains jours sur le marché monétaire de façon à ramener le taux au jour le jour à 14 %, déclenchant ainsi une baisse du taux de base bancaire, lequel a été réduit de 14 % à 13 3/4 % le 22 juillet dernier.

« *C'est bien là le but poursuivi* », affirme-t-on rue de Rivoli en mettant l'accent sur la bouffée d'oxygène qui devrait être ainsi insufflée aux entreprises françaises, une décision que le président du patronat, M. Gattaz, ne manquera pas d'accueillir favorablement à l'occasion de la rencontre qu'il doit avoir lundi avec le premier ministre.

Pour autant, cette évolution favorable sur le front des taux d'intérêt dépend en grande partie du sort réservé à la monnaie nationale sur les marchés des changes. Le timide redressement du franc observé en fin de semaine dernière a permis à M. Delors d'intégrer la France dans la baisse des taux européens, le ministre estimant que l'écart de taux enregistré notamment avec l'Allemagne fédérale (6,25 %) est à présent supérieur au différentiel d'inflation.

A Helsingor, le ministre a écarté, une fois de plus, l'éventualité d'une nouvelle dévaluation du franc, de même qu'une sortie du Système monétaire européen (S.M.E.). M. Delors a estimé qu'il n'y avait pas de raison de dévaluer le franc une seconde fois cette année et il a rappelé qu'il prévoyait de ramener à 8 % le rythme annuel de hausse des prix pour le second semetre 1983, soit un taux voisin de celui de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne, mais inférieur à ceux de l'Italie et de la Belgique.

P.-D.G. D'EUROCOM

M. Georges Roquette est mort

En tout juste trois mois, l'Agence Havas perd pour la deuxième fois le P.-D.G. de sa principale filiale, Eurocom, holding qui regroupe les nombreuses agences de publicité du groupe. Le 26 mai, Jacques Douce, l'homme fort de la publicité, décédait, à cinquante-sept ans, après trois mois d'une maladie qui ne pardonne pas. Le samedi 28 août, son successeur direct, Georges Roquette, disparaît. Au-delà du drame humain que représente la mort d'un homme de quarante-cinq ans, c'est un grave problème qui se pose à l'agence Havas, premier groupe publicitaire français : cette activité représente près des deux tiers d'un chiffre d'affaires consolidé de 6,5 milliards de francs. Problème que va devoir régler très vite le nouveau P.-D.G de l'agence, M. André Rousselet, ancien directeur de cabinet du président de la République, qui n'a pris ses fonctions qu'il y a un mois.

[Né le 23 octobre 1937, à Clichy (Seine), M. Georges Roquette, après des études commerciales, était entré en 1956 à l'agence Havas dont, de 1960 à 1968, il fut secrétaire général, puis directeur des services financiers et administratifs. Il fut ensuite pendant deux ans, directeur d'Havas-Conseil (première agence de publicité du groupe), avant d'en devenir directeur en 1971. Lors de la réorganisation des activités d'agence de publicité par M. Jacques Douce, en 1975, il devint directeur central du holding Eurocom. A la disparition de M. Jacques Douce, en juin, il était devenu P.-D.G. de cette filiale, directeur général de l'agence Havas et président d'Information et Publicité.]

HAUSSE DU DOLLAR STABILITÉ DU FRANC AU SEIN DU S.M.E.

Le cours du franc se maintenait ce lundi matin 30 août au même niveau que vendredi, soit un peu au-dessous de 2,81 francs pour 1 DM. Le sentiment prévalait parmi les cambistes que les autorités monétaires françaises se devaient dans les circonstances actuelles d'abaisser (prudemment) leur taux d'intérêt (voir d'autre part) pour au moins donner l'impression qu'elles ne craignaient pas d'avoir perdu la maîtrise de la situation : dans les premières heures de la matinée, la manœuvre avait réussi.

Sans doute le franc a-t-il été aidé par la remontée du dollar qui, par contrecoup, se traduit par une pression sur le DM. A Francfort, la devise américaine était cotée ce lundi matin 2,4938 DM contre 2,46 à la clôture du marché de vendredi dernier. A Paris, le dollar valait presque 7 francs contre 6,907 vendredi dernier. La fermeté de la devise américaine était due à la hausse des taux d'intérêt à New-York et sur le marché de l'eurodollar, le taux à six mois sur ce dernier marché s'établissant ce lundi matin entre 12 5/8 et 12 3/4 %, soit un point de plus que jeudi (11 3/4 %).

A Zurich, on cotait l'or ce lundi matin aux alentours de 399 dollars l'once, alors que vendredi après-midi, le prix avait été fixé par opposition à Londres à 418 dollars (425 dollars le vendredi matin). Le marché de Londres est fermé ce lundi.

